MISS ROVEL

SECONDE PARTIE (1).

IV.

Son aventure avec M. de Boisgenêt et l'avertissement très péremptoire qu'elle avait reçu de M. Raymond Ferray avaient été pour miss Rovel une bonne leçon. Elle s'observa, prit l'habitude de réfléchir un peu, et pendant quelque temps sa conduite comme son langage furent presque irréprochables. Un jour pourtant elle faillit s'oublier. Paméla reparut tout à coup à l'Ermitage. La négresse avait l'effronterie de ces êtres inconsciens qui ne savent pas ce qu'ils font et encore moins ce qu'ils ont fait; elle espéra trouver grâce et qu'on la rétablirait dans ses fonctions de camériste. Raymond la confondit d'étonnement en la priant de déguerpir au plus vite. Elle allégua que lady Rovel lui avait confié la garde de sa fille, qu'il était de son devoir de ne la point quitter. Meg, qui peut-être avait quelque remords à son endroit, hasarda de plaider sa cause, et le fit avec quelque vivacité.

— Fort bien, miss Rovel, lui dit Raymond d'un air glacé; cette fille ne restera pas ici une minute de plus, mais libre à vous de l'accompagner.

Ce mot suffit pour la réduire au silence. L'idée de quitter l'Ermitage lui faisait froid au cœur. Elle eût pris difficilement son parti de se séparer de Mlle Ferray, peut-être lui en eût-il coûté davantage de ne plus voir Raymond. Ce pédant, en qui elle avait cru découvrir un paladin, avait jeté sur elle un charme; malgré ses rudesses, ses froideurs, ses dédains, il avait pour sa jeune imagination

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

un attrait mystérieux. Elle l'étudiait en secret comme on scrute un problème intéressant. Quand elle n'avait rien de mieux à faire, elle se disait : — Quel homme est-ce donc?

Un jour de novembre, après le déjeuner, Raymond s'était enfermé dans la bibliothèque avec sa sœur. Il venait de terminer la traduction du IV[e] livre du *De rerum natura*, et il en récitait à M[lle] Ferray, son auditeur naturel, quelques passages, notamment le réquisitoire passionné de Lucrèce contre la passion, son éloquente peinture des amertumes que recèle l'amour, des remords et des chagrins qui l'accompagnent, de l'incurable défiance de l'amant heureux qui croit lire dans un regard distrait les rêveries d'une âme infidèle ou partagée, et surprend sur des lèvres trompeuses les traces d'un sourire qui n'était pas pour lui. — On ne saurait trop veiller sur son cœur, conclut le poète, car il est plus facile de ne pas aimer que de n'aimer plus et de rompre les nœuds où Vénus nous enlaça.

Emporté par le torrent de son discours, Raymond ne s'aperçut pas que miss Rovel s'était glissée clandestinement dans le tambour vitré de la bibliothèque, où, retenant son souffle, elle ne perdait pas un mot. Quand il eut fini, passant sa tête entre les deux pans de la portière, elle s'écria étourdiment :

— Monsieur Ferray, quel était donc ce Lucrèce qui aimait si peu les femmes? Le duc de B... s'y connaît un peu plus que lui. Il adressa un jour à maman des vers où il comparait les sots qui médisent de l'amour à ces buveurs qui le matin, en se réveillant, chantent pouilles à leur bouteille; on peut être sûr que le soir ils seront sous la table. Ils étaient charmans, ces vers du duc de B... Je ne me souviens que des quatre derniers :

L'amour m'aura toujours parmi ses paroissiens,
Et je ne suis point né d'humeur atrabilaire.
La femme, à mon avis, est le premier des biens,
Ou, si le bien est rare, un mal très nécessaire.

— Par contre, il est un mal, miss Rovel, qui me paraît très peu nécessaire, lui répondit Raymond; c'est une petite fille qui se mêle d'écouter ce qu'on ne l'a point priée d'entendre, et de dire son avis à tort ou à travers sans qu'on le lui demande.

A ces mots, ayant remis son manuscrit dans sa poche, il se retira brusquement.

Meg ne se formalisa point de cette algarade, elle sentait son tort; aussi écouta-t-elle d'un air contrit le sermon de M[lle] Ferray, qui lui remontra qu'elle avait manqué une bien bonne occasion de se taire.

— C'est la faute de ce Lucrèce, répondit Meg, et de ses imperti-

nences, qui m'avaient révoltée. C'est drôle, j'avais toujours cru que ce Lucrèce était une femme.

— Ma chère belle, répliqua Mlle Ferray, il n'est pas permis de confondre un grand poète romain avec la femme de Collatin...

— Qui eut une aventure assez singulière, qu'elle prit au grand tragique, interrompit Meg; mais cela ne m'importe guère. Je voudrais savoir pourquoi M. Ferray déteste si fort les femmes.

— Où avez-vous pris, Meg, que mon frère déteste les femmes?

— Oh! ne dites pas le contraire. Il ne laisse pas échapper une occasion de leur dire leur fait. Soyez sûre que, s'il ne peut me souffrir, cela tient à ce que mon sexe lui déplaît encore plus que mon caractère. Mon Dieu! je ne dis pas que je sois parfaite; mais avec tous mes défauts, si j'avais l'honneur d'être un garçon, il me supporterait plus facilement. Mademoiselle Agathe, soyez bonne une fois par hasard, et dites-moi ce que les femmes ont bien pu faire à M. Ferray. Vous savez que j'adore les histoires.

Mlle Ferray se fit longtemps tirer l'oreille avant d'entamer le récit que demandait Meg. Elle finit par se rendre à ses supplications, car il lui était dur de ne jamais parler à personne de ce qui lui tenait le plus au cœur. Elle lui raconta, sous le sceau du secret, les amours de Raymond avec Mme de P..., l'Arabie, La Mecque, le retour à Paris. Meg l'écoutait bouche béante.

— Ainsi, s'écria-t-elle, parce que Mme de P... lui a manqué de parole, M. Ferray a juré de finir ses jours dans un trou... Ne me faites pas de gros yeux, mademoiselle. Un charmant trou, j'en conviens; mais quiconque s'y connaît vous dira que c'est un trou. M. Ferray eût été bien mieux avisé en se mettant à aimer délibérément une autre femme. Maman, qui croit à l'homœopathie, m'a souvent dit qu'on ne guérit d'une passion que par une autre passion. Je donnerais beaucoup pour la connaître, Mme de P...

Mlle Ferray lui révéla qu'elle possédait en fraude un portrait de Mme de P... Pendant sa maladie, Raymond lui avait donné l'ordre de le brûler, ainsi que ses lettres; mais ce portrait était si charmant qu'à l'insu de son frère elle lui avait fait grâce. Sur les instances de Meg, elle consentit à l'aller chercher. Meg l'examina d'un air entendu; puis elle dit: — A la vérité, elle n'est pas trop mal avec son minois chiffonné; pourtant ce n'est pas la pie au nid. Comme dirait maman, c'est de la petite beauté, qui n'a tout son prix qu'à la clarté des bougies. La grande beauté est celle qui peut se passer de toutes les petites précautions, celle qui gagne à être vue en pleine lumière. — Et à ces mots elle se plaça debout devant Mlle Ferray, le visage tourné vers le soleil couchant, à qui elle semblait dire: Je n'ai pas peur de toi. — La main sur la conscience,

ajouta-t-elle, qui trouvez-vous la plus jolie, Mme de P... ou moi?

Mlle Ferray se mit à rire : — Meg, rendez-moi bien vite ce portrait, lui dit-elle; vous feriez mieux d'aller sauter à la corde.

Cet entretien avait fait beaucoup d'impression sur miss Rovel. Je ne sais quelle était son idée, dont elle ne fit part à personne; mais dès le lendemain elle renonçait à toutes ses espiègleries pour prendre un maintien posé, autant du moins que le lui permettait la vivacité de son humeur. Elle parlait peu, interrogeait discrètement, était tout entière à ce qu'on lui disait. Autre changement plus remarquable encore, elle guérit soudain de son horreur pour les livres. Elle se fit prêter par Mlle Ferray un manuel d'astronomie et de géographie physique, et passa des matinées à le méditer. Elle y trouva beaucoup de choses qu'elle ne comprenait pas, beaucoup d'autres qui l'étonnaient; elle rédigea une liste de ses étonnemens, et une après-midi elle alla frapper à la porte de Raymond, qui fut bien surpris de la voir entrer, s'asseoir tranquillement auprès de lui en lui disant qu'il se passait au ciel et sur la terre nombre d'événemens bizarres et qu'elle espérait qu'il voudrait bien les lui expliquer. Sans se laisser intimider par ses sourires ironiques, elle le pria de lui dire comment on s'y était pris pour s'assurer que la lumière parcourt en une seconde près de quatre-vingt mille lieues; elle lui fit part aussi de l'extrême difficulté qu'elle avait toujours éprouvée à croire que la terre fût ronde, et qu'il y eût aux antipodes des hommes qui marchaient la tête en bas. Raymond essaya de la plaisanter, de l'éconduire; elle le contraignit par son air d'attention polie à lui répondre, et leur entretien dura près d'une demi-heure.

— Je ne veux pas vous importuner plus longtemps aujourd'hui, dit-elle en prenant congé de lui; mais vous seriez bien bon de me permettre de venir quelquefois vous interroger. Je suis une oie ou une grue, comme il vous plaira, et je ne serais pas fâchée de me dégrossir un peu.

— A quoi cela peut-il bien vous servir, miss Rovel? lui demanda-t-il. Vous avez de beaux yeux et trois cent mille francs de dot; avec cela, une femme se tire toujours d'affaire dans ce monde. Demandez plutôt au duc de B..., qui fait de si jolis vers; vous verrez s'il n'est pas de mon avis.

— Le duc de B... n'est pas ici, répondit-elle, et je me soucie peu de ses almanachs. J'ai souvent entendu dire à maman qu'une femme est un acteur qui en jouant son rôle doit s'accommoder au goût de son public. Mon public, c'est vous; je sais que vous méprisez les jeunes filles ignorantes, et je désire que vous ne me méprisiez plus.

— Quel intérêt pouvez-vous avoir à me plaire? reprit-il en sou-

riant. Puisque vous aimez à citer votre mère, sachez qu'elle m'a traité un jour en trois langues d'ours mal léché. Je suis un rustre, miss Rovel, un de ces rustres qui ont l'esprit de travers, de telle sorte que l'homme ne leur plaît pas, ni la femme non plus.

— C'est bien ainsi que je vous avais d'abord jugé, répliqua-t-elle avec ingénuité; mais depuis que je vous ai vu prendre un petit monsieur par le milieu du corps et le poser délicatement sur un boute-roue, mes idées à votre égard ont changé. Bref, je ne serais pas fâchée qu'il vous vînt un jour quelque amitié pour moi.

— Fort bien, miss Rovel, répondit-il en la reconduisant jusqu'à la porte de son cabinet. Je n'ose vous promettre que vous réussirez, mais soyez certaine que je vous sais gré de l'intention.

Ce que Meg voulait, elle le voulait bien; elle avait dans le caractère une indomptable ténacité. Bravant les rebuffades et les moqueries de Raymond, elle obtint de lui, à force de l'en prier, qu'il consentît à la diriger dans ses lectures. Il lui donna successivement quelques ouvrages de science, des voyages, des histoires, qu'elle étudiait de son mieux; puis elle s'en allait, comme la première fois, frapper à sa porte pour en causer avec lui. Il la reçut d'abord assez mal, en homme qu'on dérange et qui craint les fâcheux; peu à peu il prit goût à ses visites et à ses questions. Elle avait l'intelligence claire et limpide; son ignorance ressemblait à ces lacs de montagnes, qui réfléchissent avec une étonnante précision leurs rives, le ciel, les formes changeantes des nuages. On peut détester le monde et prendre encore quelque plaisir à le voir se refléter dans ce merveilleux miroir qu'on appelle l'esprit d'une femme, lorsqu'elle a l'esprit bien fait, et que les préjugés ou la vanité n'en ont pas altéré la transparence.

Quand Raymond l'accueillait mal, Meg lui disait sans se déconcerter : — Je vois, monsieur, que vous avez mis aujourd'hui votre bonnet de travers, je reviendrai demain. — Elle déchiffrait son visage à première vue. Avait-il de l'humeur, elle était réservée dans ses propos, ou parvenait même à garder le silence durant des heures entières; était-il bien disposé, elle rendait la bride à sa langue et l'amusait par ses audaces ou ses candeurs. Il se débattit quelque temps contre le charme qui l'entraînait; mais il dut bientôt reconnaître que Meg lui était devenue une société agréable, qu'il aimait à s'occuper d'elle, qu'elle l'aidait à remplir le vide du temps. Jusqu'alors le jardinage avait été son amusement favori; au bout de quelques semaines, ses rosiers et son verger lui semblèrent moins intéressans que la belle plante humaine dont le hasard lui avait confié l'éducation. Ce sauvageon, réclamant lui-même ses soins, lui disait : — Greffe-moi; je veux que tu me trouves à ton gré et qu'un jour tu prennes plaisir à manger de mes fruits.

Pour pallier son inconséquence et couvrir sa défaite, Raymond s'appliquait à se dire que miss Rovel n'était qu'une petite fille, qu'à son âge on n'a pas de sexe. Il avait décidé à part lui que, le jour où il verrait poindre la femme sous l'enfant, il lui signerait sa feuille de route; mais il désirait que cela n'arrivât pas de sitôt. Meg se chargeait de le rassurer à cet égard. Si elle avait renoncé à ses espiègleries, du même coup elle avait abjuré toutes ses prétentions. Elle ne faisait plus étalage de sa précoce science du monde, elle s'abstenait de citer les apophthegmes de sa mère et les versicules du duc de B..., ne dissertait plus sur l'amour et sur les hommes. Cela tenait peut-être à ce que les petites filles ne parlent guère d'amour quand elles commencent d'aimer, et s'occupent moins du monde lorsque leur cœur se met à jaser. Le chant de cet oiseau qui, rompant le silence, leur annonce la venue du messie les tient sous le charme, et le plaisir d'écouter les dégoûte du plaisir de parler. Toutefois Meg aimait tant les dragées, l'épine-vinette, les pommes sures, le jeu de quilles, la pêche à la ligne et aux balances, qu'il était bien permis à Raymond de ne point se douter qu'elle avait en tête un roman dont il était le héros.

L'hiver fut froid et neigeux. Pour complaire à miss Rovel, Raymond se procura un traîneau. C'est elle qui conduisait. On allait ventre à terre, et on versait souvent. Raymond prenait en douceur ces mésaventures. Un jour, Meg, étant tombée la tête la première dans un tas de neige, se releva si saupoudrée de frimas qu'il se pâma de gaîté. Mlle Ferray, qui était de la partie, pensa lui sauter au cou; c'était, depuis deux ans, la première fois qu'elle l'entendait rire. Il ressentit quelque honte de ce transport et fut morose pendant vingt-quatre heures. Il s'était fait un dieu de son chagrin, et il s'indignait que le prêtre eût osé rire dans sa propre église.

Durant les longues soirées de ce long hiver, au lieu de se confiner dans son cabinet pour traduire Lucrèce, il descendait au salon, et lisait à haute voix Homère, Plutarque ou quelque tragédie. Meg goûtait l'*Iliade* beaucoup plus que l'*Odyssée*. Elle trouvait fort naturel et fort intéressant que deux peuples eussent bataillé pendant dix ans pour les beaux yeux d'une coquette; elle savait depuis longtemps que c'est le fond de l'histoire universelle. En revanche, elle avait peine à se persuader qu'un hardi coureur d'aventures eût sacrifié de gaîté de cœur Circé, Calypso, les Sirènes, pour venir retrouver son âpre rocher et les grâces un peu surannées de sa Pénélope; elle se permettait de croire que sur ce point Homère en avait imposé à ses lecteurs. Plutarque la laissait froide; elle lui reprochait de trop louer de grands hommes qui n'avaient pas tous été de beaux hommes. Les tragédies lui plaisaient quand il y avait beaucoup d'amour et beaucoup de sang versé; mais les Romains de

Corneille lui paraissaient aussi brutaux qu'invraisemblables. Ayant appris à se taire, elle gardait ses réflexions pour elle, sans dissimuler toutefois le plaisir qu'elle éprouvait à entendre lire quoi que ce fût, prose ou vers, par Raymond, qui lisait avec goût. Quand les femmes aiment quelque chose, cherchez bien, vous trouverez que sous la chose qu'elles aiment il y a quelqu'un.

Ce rude hiver fut suivi d'un charmant printemps. Aux lectures, aux parties de traîneau succédèrent les promenades pédestres. On décampait le matin, et on allait devant soi; au milieu du jour, on s'arrêtait pour dîner sous une tonnelle. Plus souvent on emportait ses provisions et on faisait halte dans quelque pré herbu où il y avait de l'ombre et une eau courante. Raymond s'accommodait mal des lieux élevés qui commandent une grande vue et un vaste horizon; il leur préférait les vallons creux, au pied d'une colline qui emprisonne le regard. Les collines ont ceci de charmant, qu'on peut croire que c'est la fin du monde, que par-delà il en existe un autre bien différent de celui que nous voyons, un monde où règne une divine harmonie, où toutes les femmes sont fidèles, où toute question obtient sa réponse et tout dévoûment sa récompense, où les biens sont assurés, où les bonheurs sont éternels. Raymond oubliait parfois de contempler la colline qui lui cachait l'univers pour regarder Meg assise devant lui. Sa figure était un paysage qui en valait un autre, et qu'animait un jeu perpétuel d'ombres et de lumières. Il y courait des nuages légers, transparens; on apercevait au travers le sourire d'une âme contente à qui le monde avait fait une promesse.

Ce fut à la fin d'un de ces repas champêtres que Meg, après être demeurée quelque temps silencieuse, s'avisa de dire tout à coup :

— Monsieur Ferray, le pays que voici est-il aussi beau que l'Arabie?

A ce mot d'Arabie, Raymond fit un sursaut. Mlle Ferray le regarda d'un œil anxieux, puis elle tira Meg par sa robe pour l'avertir qu'elle venait de commettre une grave imprudence. Meg ne tint aucun compte de cette muette mercuriale; elle vint s'asseoir à côté de Raymond et se mit à casser des amandes avec une pierre. Tout en les cassant et les croquant : — Monsieur Ferray, reprit-elle d'un ton dégagé, y a-t-il des collines comme celle-ci dans les environs de La Mecque?

A la grande surprise de Mlle Ferray, Raymond, sans que son visage trahît la moindre émotion, commença de décrire La Mecque à miss Rovel; des saints lieux il la conduisit dans l'Yémen sans avoir l'air de se souvenir que le pays où croît le caféier est aussi celui où poussent les rêves décevans et les espérances fleuries qui ne portent point de fruits. Dans le dessein de lui mieux expliquer son

itinéraire, prenant sa robe pour une carte de l'Arabie, il promenait son doigt sans s'en apercevoir sur les carreaux de sa manche; mais miss Rovel s'en aperçut très bien.

Le lendemain, à son réveil, Meg crut apercevoir dans sa glace le minois chiffonné de Mme de P... Elle regardait ce fantôme en riant, comme on regarde une rivale humiliée et vaincue. — Tu m'avais mise au défi, dit-elle à demi-voix; ce n'est pourtant pas plus difficile que cela. — Puis elle s'élança hors de son lit, et, s'habillant, elle faisait des gambades dans sa chambre. Il lui semblait qu'elle venait de gagner un pari, qu'un champ de bataille lui était demeuré. Soudain une idée lui vint, et il se trouva qu'elle n'était pas heureuse. Il est dans le caractère des femmes, surtout quand elles n'ont pas encore dix-sept ans, de pousser leurs victoires à outrance; il arrive parfois qu'elles ont sujet de s'en repentir.

Lorsque la cloche du déjeuner sonna, Raymond et sa sœur, étant descendus dans la salle à manger, n'y trouvèrent point Meg, qui à l'ordinaire les y précédait. On l'envoya quérir dans sa chambre, elle n'y était pas. L'inquiétude les prit, ils sortirent, appelèrent; Meg ne répondit point. Pensant qu'elle s'était endormie dans le grenier à foin qu'elle visitait quelquefois, Mlle Ferray alla l'y chercher. De son côté, Raymond traversa le verger, descendit au bord du ruisseau. Un orage l'avait grossi, il roulait des ondes troubles et limoneuses. En arrivant près d'une anse où l'eau était assez profonde pour qu'un adulte y perdît pied, Raymond aperçut, accroché à la quenouille d'un roseau, le grand chapeau de paille de miss Rovel. Un cri sourd lui échappa; il plongea brusquement, s'en alla fouiller de ses deux mains dans la vase et les algues du fond. Comme il remontait à la surface pour reprendre haleine, il entendit un grand éclat de rire. Il leva les yeux et avisa Meg nichée dans les branches d'un frêne où il n'avait point su la découvrir.

— Quel plongeur et quel nageur! s'écria-t-elle, allongeant vers lui son bec d'oiseau.

Deux secondes suffirent à Raymond pour sortir du ruisseau et à Meg pour se laisser dévaler au bas de son arbre. Ils se trouvèrent en présence l'un de l'autre, se regardant les yeux dans les yeux.

— Excusez-moi, monsieur, lui dit-elle rouge d'émotion. J'étais curieuse de savoir quelle figure vous feriez, s'il vous arrivait de me croire morte.

A ces mots, elle fit un geste comme pour lui prendre la main. Raymond la regarda d'un air si terrible qu'elle eut peur et recula. Il était furieux, non d'avoir pris inutilement un bain froid, mais de l'impertinente fantaisie de miss Rovel et du pouvoir qu'elle s'imaginait s'être acquis sur son cœur. Dans la petite fille, il venait

de reconnaître la femme, c'est-à-dire l'ennemi, le tyran, l'obscure, fatale et insolente domination qu'il avait juré de ne plus subir. Son premier mouvement, fort déraisonnable, fut d'arracher un scion de frêne, de le dépouiller de ses feuilles, de lever en l'air cette houssine improvisée. Il eut honte de son emportement, il réussit à sourire. — Miss Rovel, dit-il à Meg avec assez de calme, les petites filles font quelquefois de grandes sottises qui mériteraient le fouet; mais il faut bien leur en faire grâce quand elles ont l'adresse de porter des robes longues.

Là-dessus, il lui tourna les talons sans qu'elle eût la force de le retenir ni de le suivre, ni de lui dire un seul mot. Immobile, pétrifiée, elle contemplait d'un œil consterné, comme Perrette, les débris de son pot-au-lait. L'événement avait trompé son attente avec une cruauté sans pareille, et ce qui venait de se passer ne ressemblait guère à la belle scène de roman qu'elle avait machinée dans toute la candeur de son âme. Elle s'était flattée de voir un homme éperdu, se jetant à ses pieds, s'écriant : — Ah! miss Rovel, vous jouer ainsi de mon cœur! Ne saviez-vous donc pas que je vous adore et que je serais incapable de vous survivre? — L'homme était resté debout sur ses deux pieds, et lui avait dit d'un ton de magister : — Miss Rovel, vous méritez le fouet; je consens à vous en faire grâce. — Quel mécompte! quelle mortification! Soudain convertie en défaite, sa victoire s'enfuyait à vau-de-route.

Mme de Sévigné disait que, lorsqu'elle avait fait une sottise, elle n'y cherchait pas d'autre invention que de la boire. C'est de quoi Meg ne s'avisa point. Elle était outrée de dépit; elle décida que l'outrage qui venait de lui être infligé criait vengeance et qu'elle se vengerait. Elle songea d'abord à se noyer tout de bon; mais elle fit la réflexion très sensée que cette solution serait plus désagréable à elle-même qu'à M. Raymond Ferray, qui en serait quitte pour supporter les frais de son enterrement. C'est lui qu'elle eût voulu noyer, et ce projet n'était pas d'une exécution facile. Elle se promit de saccager ses espaliers, d'anéantir ses serres, d'empoisonner son puits, de mettre le feu à son grenier à foin, dût l'incendie gagner la maison et cet homme odieux périr dans les flammes.

La rage au cœur, elle remontait lentement le verger. Tout à coup elle entendit sur la route le roulement d'une voiture qui s'arrêta devant la grille. Elle fut bien étonnée quand elle en vit descendre Paméla fort décemment vêtue. La négresse s'avança vers elle d'un pas cadencé, la tête haute, comme il appartient à l'innocence injustement persécutée qui a fait justice de la calomnie.

— Toi, Paméla! s'écria Meg. D'où peux-tu bien sortir?

— De Lucerne, répondit-elle, d'auprès de madame votre mère.

Paméla ne mentait point. Après avoir été chassée de l'Ermitage, ne sachant que faire de sa personne, un peu détrompée sur l'article des marquis, elle n'avait rien imaginé de mieux que de se mettre à la poursuite de lady Rovel. Comme elle avait beaucoup de flair, le hasard la secondant, elle avait fini par la rattraper à Lucerne. Lady Rovel venait de passer six mois dans une petite résidence d'Allemagne où elle avait suivi un homme charmant auquel deux millions d'hommes bien disciplinés obéissaient par une habitude séculaire, et qui, après lui avoir plu infiniment, lui avait paru souverainement déplaisant. Pour se consoler de sa nouvelle méprise, elle avait résolu de passer l'été au bord du lac des Quatre-Cantons, dans une villa très simple à la fois et très luxueuse, dans une tranquillité très agitée et dans une solitude qui ne devait pas tarder à être très peuplée. En rencontrant à Lucerne Paméla, elle s'était ressouvenue très nettement d'avoir laissé sa fille à Genève, chez des gens dont elle avait oublié le nom, et, la négresse l'ayant abordée avec quelque embarras, elle en avait conclu que sa fille était morte, ce qui lui causa un tressaillement douloureux. Dès qu'elle se fut rendue maîtresse de ses nerfs, elle apprit de Paméla que sa fille était encore en vie, mais qu'elle était très malheureuse à l'Ermitage, qu'on l'y maltraitait, que sa fidèle cameriste, ayant osé reprocher ses duretés à M. Ferray, avait été impitoyablement congédiée. Elle crut sans difficulté à ces rapports, l'indifférence étant facile à persuader; mais l'indifférence de lady Rovel était fort passionnée, — elle déclara qu'elle ne pouvait se passer de sa fille, qu'elle entendait rentrer immédiatement en sa possession, qu'elle allait partir pour la chercher. Comme elle montait en wagon, on lui représenta que le temps était propice à une promenade sur le lac. Pour tout concilier, elle avait dépêché la négresse avec l'ordre exprès de ramener Meg dans les vingt-quatre heures.

— Où que tu ailles, s'écria Meg, qui se cramponnait à la robe de Paméla, fût-ce au diable, fût-ce chez le marquis de Boisgenêt, je te somme de m'emmener avec toi. Si je restais ici trois heures de plus, j'y ferais quelque scélératesse.

— Vous vous ennuyez beaucoup?

— A mourir.

— Cela se rencontre bien, mademoiselle. Lady Rovel m'envoie vous chercher. Je lui ai fait comprendre que vous finiriez par vous épaissir tout à fait chez ces petits bourgeois.

— Marquise de Boisgenêt, c'est Dieu qui t'envoie! fit Meg en l'embrassant.

Pendant ce temps, Raymond, après s'être changé, racontait à sa sœur la belle invention de miss Rovel et le plongeon qu'il avait fait

dans le ruisseau. Suivant sa coutume, Mlle Ferray entra dans son ressentiment, confessa que cette petite avait des lubies impardonnables, ajoutant que toutefois il fallait les lui pardonner, parce qu'en dépit de ses déraisons elle avait beaucoup de cœur. Ce fut le moment que choisit Meg pour entrer comme un coup de vent dans le salon. La face rayonnante de joie, elle s'exclama : — Quel bonheur, monsieur! quel coup de fortune, mademoiselle! Maman veut me ravoir, et avant que le soleil soit couché j'aurai quitté pour jamais cette triste maison. — Cela dit, elle courut à sa chambre, où, vidant en un tour de main les armoires, elle jeta pêle-mêle toutes ses nippes dans ses malles.

Raymond lança un sourire à sa sœur : — Voilà qui t'apprendra, ma chère, lui dit-il, à te porter caution pour un cœur qui n'existe pas.

Que ce cœur existât ou non, ce fut avec un profond chagrin que Mlle Ferray prit connaissance de la lettre que Paméla lui remit. Cette lettre était courte. Une ligne avait suffi à lady Rovel pour remercier M. et Mlle Ferray des bons soins qu'ils avaient donnés à sa fille pendant près d'une année; une seconde ligne était destinée à les prier de lui renvoyer incontinent cette fille adorée, qui était nécessaire à son bonheur. Ici s'ouvrait une parenthèse, laquelle signifiait à peu près : — Combien vous dois-je?

— Déclarez de notre part à lady Rovel, dit Raymond à la négresse après avoir lu à son tour, que nous serons à jamais ses obligés, si jusqu'au jour de notre mort nous n'entendons plus parler d'elle, ni de sa charmante fille, ni de quoi que ce soit qui les concerne l'une ou l'autre.

En moins d'une heure, Meg eut fait et bouclé ses malles. Pendant qu'on les attachait derrière la voiture, elle descendit en chantonnant sur la terrasse, où Raymond fumait son cigare. Se campant à quelques pas de lui et promenant au nord et au midi ses regards, qui n'étaient pas tendres : — Adieu, maison, s'écria-t-elle, où, comme l'affirme la docte Paméla, l'esprit et le cœur s'épaississent! adieu Homère, l'astronomie et tous les grands hommes de Plutarque! adieu, grenier à foin que j'avais juré d'incendier! Adieu, ruisseau, dont les écrevisses m'étaient si chères que j'ai voulu leur donner un homme à manger! Adieu, temple de la science et de l'ennui, où l'on ne peut faire un pas, ni rire, ni chanter, ni ouvrir la bouche, ni remuer les cils, sans courir le risque de recevoir les étrivières!

Comme elle terminait son discours, elle aperçut Mlle Ferray, qui, debout sur le seuil de la maison, attachait sur elle des yeux pleins de larmes et de reproches. Elle s'attendrit, s'élança vers la bonne demoiselle, la saisit par la taille, la baisa sur le front en lui mur-

murant à l'oreille : — Je vous aime bien, miss Agathe; mais, voyez-vous, il y a des choses que vous ne pouvez pas comprendre et qu'au surplus je ne saurais pas vous expliquer. — Puis, se tournant vers Raymond : — Monsieur, votre servante. — L'instant d'après, elle montait en voiture, et le cocher toucha.

— Qu'as-tu donc à te désoler, ma bonne Agathe? dit Raymond à sa sœur. Tu devrais remercier ta chère Providence, qui nous délivre d'un fier embarras.

Quoi que son frère pût lui dire, M[lle] Ferray était la personne la plus affligée du monde. Dès qu'il se fut éloigné, elle fondit en larmes. En dépit de tout, elle aimait tendrement miss Rovel, et on ne refait pas son cœur. Elle se demandait avec épouvante ce qu'allait devenir cette enfant, dont elle s'était promis de faire une honnête femme. Elle pleurait Meg, elle pleurait aussi une chimère qu'elle s'était plu à bercer dans son cœur : depuis quelque temps, elle caressait plus que jamais la douce pensée que miss Rovel lui avait été envoyée du ciel pour distraire son frère de ses sombres ennuis, peut-être pour l'en guérir tout à fait. Comme son imagination allait très vite et très loin, elle en était venue à se figurer que le cas échéant, les circonstances et les dieux aidant, il pourrait bien se faire, il pourrait bien arriver que Meg et Raymond... Hélas! Meg était partie, rien ne pouvait plus arriver. Elle demeura longtemps devant la grille, contemplant d'un œil humide les empreintes qu'avait laissées dans la poussière du chemin la voiture qui venait d'emporter Meg et le plus beau de ses rêves, — et pour la première fois de sa vie elle se prit à chercher querelle à sa chère Providence, qui lui avait fait banqueroute.

Tandis que M[lle] Ferray s'abandonnait à sa douleur, Raymond s'était retiré dans son cabinet de travail. Comme si rien ne se fût passé, il alla prendre sur un rayon de sa bibliothèque le *De rerum natura*. L'édition qu'il préférait entre toutes et dont il se servait d'habitude était le Lucrèce d'Havercamp, *cum notis variorum*, magnifique in-quarto magnifiquement relié. A peine l'eut-il dans ses mains, il constata que le précieux billot venait d'essuyer un indicible, un irréparable affront. Ici une page indignement chiffonnée, égratignée, comme par les griffes d'un lutin; là une autre page chamarrée de pâtés d'encre, ailleurs un feuillet en lambeaux, plus loin un autre arraché, — il en manquait trente au milieu du volume, cinquante à la fin. C'était un massacre.

Raymond croyait rêver. Ce qui lui prouva clairement qu'il ne rêvait point, c'est qu'ayant levé les yeux au plafond pour le prendre à témoin de ce qui lui arrivait, il découvrit sur le trumeau qui surmontait sa cheminée une grande inscription, charbonnée d'une

main fiévreuse. Elle était ainsi conçue : *Mr. Raymond Ferray is a prodigious great book-worm; I hate him, and I shall be revenged of him.*

Comme Raymond savait l'anglais, il ne put douter que l'inscription ne signifiât : « M. Raymond Ferray est un prodigieux pédant; je le hais, et je me vengerai de lui. »

V.

Raymond Ferray s'était promis qu'au bout de trois jours il aurait entièrement oublié l'existence de miss Rovel; mais il découvrit que, malgré son flegme apparent, il était en colère, et que la colère n'oublie pas. Il lui arrivait souvent de se rappeler que pendant près d'une année il avait logé sous son toit une jeune fille assez bizarre, laquelle, s'étant mis en tête de lui plaire, avait paru préférer à tout autre amusement le plaisir de se promener et de causer avec lui. Il se souvenait que lui-même avait pris goût à ces causeries et à ces promenades, que cette jeune fille était devenue la plus agréable de ses habitudes, — et quand une habitude a de longs cheveux blonds, la joue en fleur, le rire étincelant de la jeunesse, il en coûte toujours un peu d'y renoncer. Il se souvenait enfin que cette même blonde avait eu l'audace de tenter sur lui une expérience fort impertinente, que, furieuse de n'avoir pas réussi, elle était partie brusquement en lui faisant des adieux peu courtois et après avoir massacré le plus beau livre de sa bibliothèque. Il ne pouvait revoir ce qui lui restait de son Lucrèce d'Havercamp, Leyde 1725, sans s'indigner contre les mains effrontées qui avaient attenté à son bien. Ce forfait était, selon lui, le trait d'une vilaine âme, et comme c'est l'ordinaire que nos chagrins s'enchaînent les uns aux autres aussi étroitement que les grains d'un chapelet bien enfilé, l'Havercamp le faisant penser à Mme de P..., il englobait dans le même anathème toutes les femmes, brunes ou blondes, qu'elles eussent dix-huit ou trente ans, comme des êtres malfaisans qu'un homme de cœur doit tenir à distance de sa vie et de sa pensée. Il se promettait donc de ne plus songer à miss Rovel, et il y pensait vingt fois le jour. En revanche, il n'en parlait jamais et ne souffrait pas qu'on lui en parlât. Mlle Ferray avait dû se le tenir pour dit et garder pour elle ses regrets. Le temps ne les diminuait point; chaque jour, elle sentait davantage le vide qu'avait laissé dans sa maison le départ de Meg. Elle maudissait cette chère ingrate, ce cœur qui rompait si facilement ses attaches; mais il y avait de la tendresse dans ses malédictions. Toutefois, deux mois entiers s'étant écoulés sans que miss Rovel eût daigné lui donner aucun signe de vie, son bon sens l'obli-

geait de confesser que, si miss Rovel avait du cœur, elle en avait bien peu.

Il ne faut désespérer de rien. Un jour que Mlle Ferray brodait au salon tête à tête avec son frère, qui lisait un traité de Darwin, comme elle le questionnait sur sa lecture, il lui exposa la doctrine du célèbre naturaliste anglais touchant la faculté que possèdent les êtres vivans de s'adapter insensiblement au milieu dans lequel la nature ou les circonstances les ont placés. Elle avait l'habitude de tout rapporter à l'objet de ses préoccupations; aussi la théorie de Darwin l'attrista. Elle se dit qu'il en était des âmes comme des plantes et des animaux, que l'air qu'elles respirent décide de leur destinée, que, si la Providence avait voulu que miss Rovel devînt une honnête femme, elle aurait dû la laisser à l'Ermitage, sous la garde de Mlle Agathe Ferray. Elle priait le ciel de vouloir bien lui expliquer ses mystérieux desseins, quand sa femme de chambre lui remit une lettre. A peine l'eut-elle approchée de ses yeux, elle rougit d'émotion, et, la glissant dans sa poche, elle attendit d'être seule pour la lire. Cette lettre était ainsi conçue :

« Lucerne, 2 septembre.

« Chère miss Agathe, je vous avais écrit, il y a près d'un mois, pour vous déclarer avec humilité et contrition que j'étais honteuse, extrêmement honteuse, d'avoir été si peu aimable, si peu gracieuse, si peu gentille en vous quittant. Comme je traversais le salon pour porter ma lettre à la poste, il s'est trouvé que maman causait avec un quidam. Vous m'avez souvent répété que les jeunes filles peuvent s'instruire par les conversations autant que par les livres. Or maman disait à son quidam que la vie est courte et qu'il n'y a pas de temps plus mal employé que celui que nous donnons au repentir. — Je le crois bien, a-t-il répliqué, il nous en reste déjà si peu pour pécher. — A-t-il voulu dire pécher ou pêcher? Je n'en sais trop rien, car il aime beaucoup à pêcher des truites dans le lac; mais il se pourrait aussi que ce fût un grand pécheur. Le fait est que ma lettre m'a paru inepte, que je l'ai déchirée, et que le jour même j'ai pêché une truite avec le quidam. Si c'est un péché, je m'en confesse; mais sûrement je n'en commettrai pas d'autre avec lui. C'est un blond fadasse; vous savez que ce n'est pas ma couleur.

« Je ne vous aurais jamais écrit, chère miss Agathe, si je n'avais découvert que je ne puis me passer d'avoir de vos nouvelles. Il m'en faut dès demain. *I will*, miss Agathe, *I will*. Je veux apprendre que vous êtes en vie et que vous ne pouvez vous consoler de ne plus me voir. Si vous me faites cette déclaration en joli style, je vous dirai, pour vous récompenser, que je regrette par momens d'avoir

chiffonné, maculé, lacéré certain livre que certain loup-garou aimait comme la prunelle de ses yeux. Que voulez-vous? Dame! j'étais en colère, et quand on est en colère, on chiffonne, on macule, on lacère. Comme il doit me détester, ce loup-garou! Je gagerais qu'il pleure nuit et jour son bouquin bien-aimé. Voyez comme je suis bonne, comme j'ai le cœur sensible. J'ai prié maman, qui a les bras longs, de donner des ordres pour qu'on m'en retrouve quelque part un autre tout pareil, et vous pouvez compter que je ne le garderai pas pour moi; — il faut savoir se priver dans l'intérêt de ses amis. Ce que j'en fais, c'est pour l'acquit de ma conscience, quoiqu'elle ne me gêne pas beaucoup; elle est bonne fille, et nous avons rarement ensemble un mot plus haut que l'autre. Aussi croirez-vous sans peine qu'elle ne m'empêche pas de m'amuser royalement à Lucerne. Cette jolie ville a été inventée pour cela. Maman y était venue chercher la solitude, et son salon ne désemplit pas. Ce ne sont qu'allans et venans, tous bien faits, bien cravatés, bien frisés, sentant le musc ou le benjoin, polis, galans, daignant la plupart prêter quelque attention à miss Rovel, s'apercevoir que ses yeux ne sont pas les premiers yeux venus, sans qu'aucun se soit avisé jusqu'à cette heure de la menacer du fouet. Je m'occupe d'eux les jours de pluie; le reste du temps, je rame ou je nage, deux jolies façons de faire son chemin dans le monde. Je crois en vérité, miss Agathe, que le parfait bonheur consiste à être poisson. Ce n'est pas l'idée de Paméla, qui me sert de bardot; la pauvre fille n'a pas encore tout à fait dégorgé son marquis.

« Mais savez-vous ce que j'ai vu de plus beau à Lucerne? C'est maman. En la revoyant, j'ai été transportée, éblouie, et je ne me lasse pas de la contempler. Quels yeux! quelles épaules! quels bras! Les miens sont en comparaison de vraies pattes de sauterelle. Mon Dieu! que ce doit être amusant d'être belle comme cette adorable maman! Si je l'adore, elle me rend un peu la pareille. Elle prétend que je me suis horriblement ennuyée à l'Ermitage, que M. Ferray ne pouvait me souffrir, qu'il m'a fait subir mille vexations, mille avanies. Je n'en rabats que la moitié, car, pour me dédommager, elle m'a promis que d'ici à trois mois elle ne me refuserait rien et ne me gronderait de rien.

« Si vous voulez me gronder, miss Agathe, vous avez le champ libre; mais n'abusez pas de la permission. Une jolie moue peut avoir son charme, la grognerie enlaidit toujours un visage. Grondez-moi donc avec grâce et belle humeur. Surtout n'allez pas dire au loup-garou que je vous écris; ce vilain homme vous empêcherait de me répondre, et je veux avoir de vos nouvelles. Quant aux siennes, donnez-m'en, ne m'en donnez pas, cela m'est égal. Miss Agathe,

miss Agathe, après maman et les poissons, vous êtes sûrement ce que j'aime le plus au monde. *Your Meg.* »

A cette épître, qu'elle relut souvent, non sans hocher quelquefois la tête, Mlle Ferray fit une réponse pleine d'affectueux reproches, de bons avis et de sages conseils. Peu après, elle reçut une seconde lettre.

« Lucerne, 23 septembre.

« Vous êtes donc en vie, mademoiselle? J'en suis charmée; — mais trop de morale, miss Agathe, un peu trop de morale! Dix brasses de fond; j'ai perdu terre, barboté et failli me noyer. Pour vous punir, je veux vous raconter deux petites histoires, qui sans doute vous scandaliseront beaucoup. J'ai toujours aimé à vous scandaliser; quand je vous parlais de certaines choses ou de certaines gens, vous aviez une façon de froncer le bout du nez qui faisait mes délices. M'écoutez-vous, mademoiselle?

« Avant-hier, nous sommes allés en barque jusqu'à Gersau. Jeunes et vieux, hommes et femmes, nous étions cinquante, ou il ne s'en faut guère; c'était une fête que le duc de B... donnait à maman. Figurez-vous le plus beau temps du monde, un lac frisotté qui parlait tout bas, une grande barque pontée, des drapeaux et des flammes partout, des bateliers aussi pavoisés que leurs mâts, des jonchées de fleurs, un air parfumé, trois harpes, quatre violons et deux hautbois, une collation merveilleuse, des vins blancs, des vins roses, des vins paillets, qui moussaient comme mon cœur, miss Agathe, comme mon cœur. Le vin, les fleurs, la musique, — quand nous arrivâmes, j'étais un peu folle, et je croyais voir danser les montagnes; il paraît que cela leur arrive. Nous débarquons, on fait la haie pour nous regarder. Voilà qu'un homme essoufflé fend la presse pour venir à nous. Il était de noir habillé, portait un grand chapeau à bords rabattus. C'était un missionnaire wesleyen, ainsi appelle-t-on ce genre d'animaux. D'un air résolu, il se plante devant maman, lui barre le passage. On veut l'écarter, elle fait signe qu'on ne le dérange point. Il tousse une fois, deux fois, et entame une harangue où il était question de beaucoup de choses, de la brièveté de la vie, de la vanité des plaisirs, des bons et des mauvais exemples, de l'âme immortelle, de la grâce efficace, du jugement dernier, de l'enfer et du paradis; — j'en passe, et des meilleures, ne vous ai-je pas dit que j'avais dans ce moment les idées un peu confuses? En parlant, il tenait les yeux baissés, à demi clos. Maman le regardait d'un air fort doux, belle comme un ange, avec un sourire capable de faire tourner la tête à tous les missionnaires qui en ont une. Celui-ci s'avise de rouvrir les yeux, de les lever; il

aperçoit cette beauté, ce sourire, perd le fil de son sermon, s'embarrasse, balbutie, demeure court. Maman continuait de sourire : — Je vous remercie de vos excellentes intentions, lui dit-elle en lui tendant la main; mais que voulez-vous? nous n'aimons pas la vie bête. — Là-dessus elle l'invite à dîner. Le pauvre homme ne trouve pas un mot, fait le plongeon, disparaît. Miss Agathe, vos intentions valent celles d'un wesleyen; mais m'entendez-vous? nous n'aimons pas la vie bête.

« Autre chanson. Je suis allée hier soir à mon premier bal, un grand bal par souscription dans les grands salons du grand Hôtel national. Maman avait refusé d'abord de m'y conduire sous prétexte que je suis trop jeune, qu'on ne danse pas si matin. Je lui ai répliqué que dans dix mois et vingt jours j'aurai dix-huit ans, qu'au surplus elle m'avait solennellement promis de ne me rien refuser. Elle a été prise. Vous dire ce que j'éprouvai en entrant dans cette grande salle éclairée *a giorno*,... ce fut bien autre chose que sur la barque pontée. Une folie s'empara de moi; par intervalles, je rongeais avec fureur le bout de mes gants, et maman me regardait de travers pour m'avertir que cela ne se pratique pas dans le grand monde. Le bal s'ouvre, je m'accroche au bras d'un joli prince russe, qui est un valseur accompli; il s'était chargé de patronner mes débuts.

« Si vous n'avez jamais valsé, miss Agathe, vous n'avez jamais vécu. Arrosez vos plates-bandes, mes bonnes gens, mais ne parlez de rien, car vous ignorez tout. Tourner en rond, la tête à moitié perdue, voilà la vie; le reste ne vaut pas la peine qu'on en parle. Il me semblait qu'un tourbillon venait de m'emporter au dixième ciel. Tout à coup je pousse un cri. C'était bête; mais, si je n'avais pas crié, je tombais morte. Mon prince russe s'arrête, s'inquiète, s'enquiert. Je ne pouvais pas lui répondre que j'avais crié par excès de joie; j'ai prétendu que le pied m'avait tourné, que ce n'était rien, et nous nous sommes envolés de plus belle. Arrosez vos plates-bandes, vous dis-je, mais sachez que partout ailleurs qu'à l'Ermitage on prend miss Rovel au sérieux, qu'hier elle a fait sensation, qu'elle était entourée, admirée, courtisée, qu'on se disputait ses regards et une petite place sur son carnet. Miséricorde céleste! j'ai dit à mes adorateurs bien des sottises, miss Agathe, — car je ne savais plus où j'en étais, et je laissais partir tout ce qui me passait par l'esprit Cependant notre vertu n'a point souffert; quand ces messieurs essayaient de s'émanciper, je les regardais avec de grands yeux candides, et ils demeuraient court, comme le wesleyen.

« Apprenez pour votre gouverne, miss Agathe, qu'il est des hommes qu'il faut contenir, et d'autres qu'il est bon d'encourager. Cela est vrai surtout des barons allemands, lorsqu'ils sont très

blonds et très timides. Il en est un qui a de grands yeux rêveurs et ne dit jamais rien ; on l'a surnommé une romance sans paroles. Je le rencontre quelquefois au bord du lac, il s'arrête pour me saluer et devient aussi pourpre que la barrette d'un cardinal. Hier, après m'avoir mangé des yeux pendant la moitié de la nuit, sur les quatre heures il prend son courage à deux mains et me demande une polka. Pour le contenter, j'ai fait faux bond à quelqu'un ; je me piquais de faire parler cette romance. Je fus coquette, provocante. Ma coiffure se défait, je passe dans un petit cabinet pour la raccommoder. Tandis que, debout devant une glace, je me rajuste lentement, la romance changeait à tout moment de couleur, et enfin, n'y tenant plus, elle murmure tout bas à mon oreille qu'elle m'adore. — Monsieur, lui repartis-je, on ne dit ces choses-là qu'à genoux. — Le nigaud me prend au mot. Je pars d'un éclat de rire, maman paraît, voit un homme à mes genoux, se fâche tout rouge. Je lui ai rappelé qu'elle m'avait promis de ne pas me gronder. Elle a été encore prise.

« La morale, miss Agathe, c'est beau, mais c'est confus, c'est embrouillé. Le plaisir est bien plus clair, et je connais un loup-garou qui prétend que ce qu'il y a de plus précieux ici-bas, c'est une idée claire. Quand je m'amuse, il n'y a pas moyen d'en douter. C'est égal, dites-moi bien ce que vous pensez de mes histoires, et querellez-moi, — le plaisir excepté, rien n'est plus amusant qu'une querelle. Miss Agathe, je vous déclare qu'après maman et la valse vous êtes ce que j'aime le plus au monde ; décidément les poissons ne viennent qu'à la queue. *Your Meg.* »

Mlle Ferray fronça plus d'une fois le bout du nez en lisant cette seconde lettre. Elle y fit la réponse que voici :

« Ce que je pense de vos histoires, ma chère enfant ? Il me semble d'abord que les missionnaires wesleyens sont moins ridicules que vous ne le dites. Celui dont vous me parlez, que son discours fût bon ou mauvais, a dû faire quelque effort de courage pour le débiter. Or j'admire toujours le courage, et je ne me moque jamais de ce que j'admire.

« Il me semble aussi que je ne sais pas trop ce qu'il faut entendre par la *vie bête*. Si faire passer ses devoirs avant ses plaisirs est le fait d'une oie, je suis du parti des oies, et je serais fière d'être admise dans la basse-cour.

« J'estime que, si le parfait bonheur consiste à tourner en rond, la tête perdue, il faut l'aller chercher parmi les toupies. Vous placiez plus haut votre idéal, miss Rovel, quand vous décrétiez que le souverain bien est d'être poisson. Les truites, tant que faire se peut, s'appliquent à conserver la tête que le ciel leur a donnée, et soyez

sûre que le ciel ne nous donne pas une tête pour que nous la perdions.

« Je crains que vous n'ayez tort de dire à vos danseurs tout ce qui vous vient à l'esprit. Je lisais l'autre jour dans un livre fort bien écrit que rien ne rafraîchit plus le sang que le souvenir d'une sottise qu'on n'a pas dite.

« Je pense enfin que les sottises qu'on fait sont encore plus regrettables que celles qu'on dit. C'est en faire une grosse que de prendre plaisir à voir un homme à genoux. Il est certain, avéré, patent, que vous avez de beaux yeux, miss Rovel. En doutez-vous, que vous teniez à le prouver?

« Après avoir médité votre lettre, j'ai rêvé d'une jolie barque qui descendait rapidement au fil de l'eau. J'ai eu peur; je me défie des rivières, des bas-fonds, des remous, des brisans. Je vous en supplie, que votre bon sens aille bien vite s'asseoir au gouvernail. C'est le pilote que je vous souhaite, bien entendu que le bon sens consiste, non à se refuser les plaisirs permis, mais à savoir bien exactement ce que valent toutes les marchandises de ce pauvre monde, choses et hommes, bêtes et gens.

« Vous voilà quitte de mes longues morales. Il ne me reste plus qu'à vous dire que je vous aime de toutes mes forces. Cette maison a un air de chagrin, de langueur, de délaissement; les mouches même s'y ennuient. Mes rosiers, que vous n'admirez plus, les arbres du verger, le ruisseau, tout le monde ici vous regrette; — l'Ermitage se souvient d'une demoiselle qui ressemblait parfois à une évaporée, et qui ne laissait pas de raisonner très juste quand elle voulait bien s'en donner la peine et résister à ses fantaisies. Ma chère blonde, après mon frère vous êtes ce que j'aime le mieux. Hélas! je ne viens dans votre cœur qu'après la valse; à peine ai-je le pas sur les poissons. Il faut avoir plus de dix-sept ans pour deviner le prix d'une amitié sincère, fût-elle un peu grondeuse; vous y viendrez, ma belle. En attendant, je baise tendrement vos cheveux blonds. Vous avez du goût pour les romances sans paroles, tâchez d'en avoir un peu pour les paroles sans romance; cela m'encouragerait à vous écrire. Votre vieille amie, qui boite plus bas depuis qu'elle n'a plus le plaisir de vous voir. »

M[lle] Ferray fut près de six semaines sans avoir des nouvelles de Meg. Ce long silence l'inquiéta; elle se livrait aux plus sombres imaginations et mettait tout au pis : la barque avait touché ou peut-être chaviré. Elle écrivit plusieurs fois; point de réponse. Le chagrin la rongeait; son frère s'en aperçut, l'interrogea, elle s'ouvrit à lui de ses alarmes. Il ne fit qu'en rire : — Eh! bon Dieu, que t'im-

porte, ma chère, lui dit-il, qu'il y ait dans le monde une coquette de plus ou de moins? — Cela importait si fort à Mlle Ferray qu'elle supplia son frère de l'autoriser à partir pour Lucerne. Il la refusa d'un ton qui ne souffrait pas de réplique. Enfin elle reçut la lettre que voici :

« Lucerne, 3 novembre.

« Excusez-moi, mademoiselle, d'avoir été si longtemps sans vous écrire. Je reviens d'un long voyage, je suis descendue par un grand trou noir dans un pays que vous ne connaissez pas. On y voit des choses fort curieuses, entre autres cette fameuse barque de Caron, que M. Ferray m'avait décrite au naturel certaine après-midi que le ciel était grisâtre et que nous travaillions ensemble à greffer un pommier. Tout en s'occupant de son arbre, il daignait me greffer un peu, moi aussi. Qu'elles ont mal pris, toutes ces boutures! C'est que le jardinier ne m'aimait pas, et qu'on ne greffe bien que les arbres qu'on aime. Le pommier se porte mieux que moi. Je le vois d'où je suis, ainsi que ce ciel brouillé. A l'autre bout du verger, un gros corbeau sautillait dans l'herbe fraîchement coupée; je le vois aussi.

« Mais il s'agit bien de pommiers! Je vous disais que j'ai contemplé Caron. Il m'a dit que ses passagers étaient au complet, qu'il avait sa charge, de repasser plus tard. Je suis remontée par mon trou noir, et me voici. Salut, bonnes gens! Nettoyez vos lunettes, c'est bien moi.

« Au diable la mythologie, miss Agathe! Je sors d'une petite vérole confluente, effroyable, tout ce qu'il y a de plus effroyable. On me croyait perdue; au dire des médecins, c'est un miracle que j'en réchappe. Le premier jour, maman voulait vous écrire pour vous prier de venir me soigner; j'y ai mis bon ordre. Vous êtes si folle! vous auriez été capable d'accourir. La première des vertus, miss Agathe, est la prudence. De tous mes danseurs, il n'en est pas un qui ait osé seulement se hasarder dans l'antichambre pour s'informer si j'étais en vie; ils laissaient leur carte chez le concierge, au bout du jardin, et de se sauver! Pour tout l'or du monde, cette dinde de Paméla ne m'eût pas approchée. Pauvre maman! que je lui ai causé de chagrin! De Gersau, où elle s'était enfuie, elle se faisait envoyer trois fois le jour le bulletin de ma santé. Elle était au désespoir, d'autant qu'elle était fort mal logée, dans une petite chambre où elle ne pouvait se retourner, et dont les fenêtres s'ouvraient sur une écurie. J'étais bien heureuse de la sentir hors d'atteinte; si je lui avais donné mon mal, si sa beauté en eût souffert, que serais-je devenue? Il ne me restait qu'à me tuer. Miss Agathe, aussi sûr que j'existe, vous seriez venue; vous extravaguerez toute votre vie.

« Une nuit, j'ai bien cru que c'en était fait, et, chose étrange, cette aventure ne me déplaisait point. J'avais dans la tête, dans le cœur, comme une douceur vague; ma petite âme se détachait mollement de mon corps, à la lettre je la sentais s'en aller, et je la laissais faire. Il me semblait que je sortais de la vie comme d'un mauvais chemin, — pour aller où? je ne sais, mais sûrement dans un endroit où il n'y a point de cailloux. Ah! par exemple, ma convalescence m'a fait souffrir. Quand on a tâté de la mort, on s'aperçoit que vivre est une fatigue. Cela semble très simple et très facile, parce qu'on nous y accoutume tout petits; une fois cette habitude rompue, c'est une affaire de la reprendre.

« Ce que c'est que de nous, mademoiselle, et comme une petite vérole confluente change en peu de temps toutes nos idées! J'ai retourné ma lunette, je regarde par le gros bout, et mes plaisirs lucernois me paraissent bien peu de chose, mes danseurs et les amis de maman de petites poupées assez ridicules. Au contraire l'Ermitage fait à mes nouveaux yeux l'effet d'un paradis; je suis tentée de croire que la vie bête consiste à n'y pas vivre, que le bonheur est là, quand on devrait y recevoir le fouet soir et matin. Je suis poursuivie par une certaine odeur de foin fané; il fleure comme baume, votre foin. Miss Agathe, envoyez-moi une grande boîte où vous aurez l'obligeance de fourrer la plus belle écrevisse du ruisseau, deux poires fondantes, un caillou pris dans la brèche de ce petit mur que j'aimais à démolir, un flocon de laine de votre tapisserie, un livre ou une livre de morale, trois conseils, quatre gronderies, un peu de poussière que vous ramasserez dans la bibliothèque du loup-garou, tout juste assez pour me barbouiller les doigts, et quelques brins d'herbe cueillis au pied du pommier que nous avons si bien greffé, lui et moi.

« Voilà ce qui s'appelle se chatouiller pour se faire rire. Ah! miss Agathe, votre pauvre Meg... faut-il trancher le mot? la petite vérole l'a défigurée, elle est extrêmement marquée, il y a des taies sur ces yeux à qui l'Ermitage semble admirable, ses cheveux tombent, on ne la reconnaît plus, elle est devenue laide à faire peur. Maman est consternée ou furieuse, comme il vous plaira; peu s'en faut qu'elle ne me batte. Ce qui me tranquillise un peu, c'est que les médecins me donnent leur parole d'honneur la plus sacrée que je puis encore en appeler, que tout s'arrangera. Je connais une sage personne qui prétend que tout finit par s'arranger. Si elle en a menti, je m'en irai voir à Gersau le missionnaire wesleyen, peut-être y est-il encore, je le forcerai de m'épouser, et nous convertirons ensemble les Achantis.

« Adieu, mademoiselle. Nous partons au premier jour pour Flo-

rence, où nous passerons l'hiver. Si au moment du départ ma laideur me fait honte, je prierai qu'on me mette dans le wagon des chiens. Contez mon malheur au loup-garou; il s'attendrira sans doute et me pardonnera mes crimes. A propos, vous lui remettrez le paquet ci-joint; c'est tout ce qu'on a pu trouver. J'avais massacré un volume, je lui en rends trois presque aussi gros; il me semble qu'il me doit du retour. »

Très émue de cette lettre, Mlle Ferray courut la lire à son frère, et, par la même occasion, elle lui remit le paquet. A défaut d'un Lucrèce d'Havercamp, il renfermait la superbe édition de Wakefield, Londres, imprimerie d'Hamilton, 3 vol. in-4°, 1796. Raymond avait plus d'une fois convoité ce trésor sans pouvoir se satisfaire, et assurément il gagnait au change. Il n'eut garde d'en rien marquer, et fit taire également la pitié que lui inspiraient peut-être deux beaux yeux où il était survenu des taies, la touchante infortune d'une fleur surprise brusquement par la gelée. Il répondit froidement à sa sœur qu'elle était bien inconséquente de jeter les hauts cris sur un accident qui devait lui mettre l'esprit en repos : décidément les femmes avaient la rage de s'affliger de tout, cent fois elle s'était inquiétée de la trop grande beauté de miss Rovel, cent fois elle avait prévu que cette beauté serait sa perte, elle devait être ravie de la savoir en sûreté; au surplus, avec sa dot cette laide trouverait toujours à se marier, et n'en serait pas réduite à évangéliser les Achantis. Mlle Ferray trouva ces consolations bien dures. Une Meg défigurée, sans cheveux! Elle reprochait à la Providence, avec qui elle était en froid, d'avoir commis un crime. Le bon Dieu avait-il le droit de lui alléguer, comme un simple mortel, que la fin justifie les moyens? Puisqu'il peut tout, ne pouvait-il faire que Meg devînt parfaitement sage en restant parfaitement belle? Mlle Ferray implora de nouveau la clémence de son frère et la permission d'aller porter des consolations à sa chère convalescente. Il la refusa encore.

Elle adressa à miss Rovel de longues épîtres où elle répandait son cœur. Elle reçut de Lucerne d'abord, puis de Florence, des réponses courtes, d'un style contraint; on y sentait percer une inquiétude amère qui s'était promis de se garder le secret. Ce genre de secrets est toujours mal gardé, et Meg habitait depuis deux mois et demi un charmant palais *lungo l'Arno* quand elle écrivit à Mlle Ferray ce qui suit :

« Florence, 5 février.

« Ne cherchez pas à me rendre l'espérance, mademoiselle. Les médecins sont des menteurs; je suis laide, et laide je resterai. J'ai

beau me faire tous les raisonnemens imaginables, je ne me console pas d'avoir été belle et de ne l'être plus, d'avoir été admirée et de me voir condamnée à faire pitié. On est très bon pour moi, on tâche de me distraire, de me tromper, de me donner le change; mais on me plaint, c'est pis que tout. Je voudrais me cacher dans un trou de souris et y savourer le bonheur de n'être pas vue. Maman exige que je paraisse; elle prétend qu'on s'accoutume à tout. Ah! mademoiselle, on ne s'accoutume pas à faire pitié. Être finie à dix-sept ans et demi!

« Ceci n'est rien; le mal est que maman veut à toute force me marier. Elle me propose un parti ridicule et s'indigne que je ne l'accepte pas; elle prétend que, comme me voilà faite, je ne trouverai jamais rien de mieux. Je résiste, je me débats, elle me traite de folle, me tourmente, me persécute, et cela me rend bien malheureuse.

« Mon royaume pour un cheval, miss Agathe! Hélas! où est mon royaume? Je ne possède plus que deux yeux tristes qui règnent sur un visage dévasté et se souviennent vaguement de m'avoir vu des cheveux. Oh! mes cheveux blonds! vous les avez contemplés dans leur gloire, vous savez ce qu'ils valaient. Faut-il vous dire de quoi j'ai besoin? D'un bon conseil et d'un bon avocat. Il faudrait que quelqu'un qui aurait un peu d'amitié pour moi se chargeât de faire entendre raison à maman et d'obtenir qu'elle me laisse en repos, — car de lui céder, n'en parlons pas! Plutôt mourir!

« Tout m'est contraire, mademoiselle, tout se tourne contre moi. Mon frère William, qui a toujours été un bon frère, s'est brouillé avec maman et ne peut plus me rendre le moindre service. Le printemps dernier, il quitta la Barbade pour faire son premier tour d'Europe; il vint nous faire visite à Lucerne. En me voyant, il se reprit de tendresse pour moi; il m'interrogea, me confessa, me tança vertement sur ce qu'il appelait mes étourderies et mes légèretés. Je lui montrai vos lettres, dont il fut charmé. Par malheur, après m'avoir fait de la morale, il se permit d'en faire à maman touchant l'éducation qu'elle me donnait. Elle se fâcha, le mit à la porte, lui défendit de reparaître jamais devant elle. La veille de notre départ pour Florence, il revint me trouver en cachette; il vit mon désastre et je lui confiai mes peines. Il me proposa de m'enlever, de me remmener à la Barbade; je lui représentai que je me faisais une conscience de quitter maman contre son gré ou à son insu. Il approuva mon scrupule. — Alors soumettez-vous, me dit-il, car je ne puis vous être bon à rien, je gâterais encore plus vos affaires en m'en mêlant. — Il ajouta... Mademoiselle, oserai-je vous répéter ce qu'il ajouta? — Je ne vois dans ce monde, reprit-il, qu'un homme

à qui vous puissiez recourir, c'est celui qui vous a servi de tuteur pendant un an. Il a le droit d'être entendu dans votre cause; si vous avez besoin de conseils et de secours, adressez-vous à lui. — Quel homme! lui ai-je répondu. Vous ne le connaissez pas, il a l'humeur sévère, et j'ai peur de lui. Il eut pour moi, il est vrai, une lueur d'amitié, elle s'est bien vite éteinte, et ma conduite à son égard n'a pas été sans reproche. — William me répliqua que les grandes âmes ne sentent pas les petites piqûres et qu'elles méprisent les petits ressentimens. Il finit par me dire avec une tendresse un peu dure : — Laide comme vous voilà, Meg, qui n'aurait pitié de vous? qui aurait le cœur de vous refuser quelque chose? — Là-dessus il m'embrassa et il partit pour l'Angleterre, qu'il a dû quitter ces jours-ci pour retourner aux Antilles.

« Je suis confuse, chère demoiselle, de vous avoir rapporté cet entretien, qui m'est revenu bien souvent à l'esprit. J'ai l'air d'une indiscrète, et le pire est que je le suis. Il est certain que mon tuteur (car William a raison, M. Ferray est mon tuteur) est le seul homme qui puisse avoir quelque influence sur maman. Elle l'a pris subitement en grande estime depuis qu'elle a découvert en lui ce fameux Raymond Ferray qui est allé à La Mecque. Je me suis donné le plaisir de lui conter cette périlleuse aventure, comme lui-même me l'avait contée un jour dans un air doux, en face d'une colline basse. De l'humeur dont elle est, un monsieur qui est allé à La Mecque, déguisé en derviche, la ferait passer par le trou d'une aiguille.

« Chère mademoiselle, si M. Ferray avait quelque pitié de moi, s'il était assez indulgent pour venir me voir à Florence, je lui dirais beaucoup de choses qui ne peuvent s'écrire, il ménagerait un traité entre maman et moi, je lui devrais le repos, presque la vie. Oserez-vous lui faire part de mon désir? Dites-lui que j'ai bien changé, que je suis devenue raisonnable et sérieuse, que je rougis de toutes mes sottises passées, que j'écouterai ses avis comme une pupille doit écouter un tuteur qu'elle respecte, et qu'il pourrait compter sur mon éternelle reconnaissance. Pauvre Meg! c'est la vertu des laides. *Your poor little Meg.* »

Le cœur battait bien fort à Mlle Ferray quand elle entra dans le cabinet de son frère pour lui donner connaissance de l'audacieuse requête de Meg. A peine lui permit-il d'achever. La renvoyant bien loin, il lui déclara qu'il n'était point fêlé du cerveau, que, possédant toute sa raison, il n'aurait garde de courir à Florence pour y consoler une petite fille que la petite vérole avait marquée, que ce n'était point son affaire, que l'ingratitude ou la reconnaissance de miss

Rovel le laissait parfaitement indifférent, qu'au surplus cette demoiselle ferait bien d'accepter le mari qu'on lui proposait, fût-il iroquois, manchot ou cacochyme, que c'était le seul conseil qu'il eût à lui donner, qu'elle pouvait le lui mander de sa part.

— Vraiment tu es impitoyable, lui dit Mlle Ferray; cette pauvre petite est si malheureuse!

— Mon Dieu! reprit-il, si d'un coup de baguette je pouvais lui rendre sa beauté, je ne balancerais pas à le faire. Je regrette infiniment qu'elle n'ait pas pu suivre sa vocation, qui était de devenir une fieffée coquette et d'emprisonner dans sa volière tous les benêts qui se seraient laissé prendre à ses gluaux. Un fâcheux accident est venu déranger cette belle destinée; j'en suis navré, mais je n'y sais aucun remède.

Cela dit, il rompit les chiens. Quelques jours plus tard, Meg renouvela sa demande sur un ton plus pressant, et Mlle Ferray, au risque d'être mangée, se hasarda encore dans la caverne du cyclope pour tenter de le fléchir. Cette fois il se fâcha sérieusement, la foudroya de son juste courroux, attesta ses pommiers et Lucrèce qu'il avait formé le ferme propos de passer le reste de ses jours sans revoir miss Rovel, sans entendre prononcer son nom. Mlle Ferray, fort affligée, écrivit à Meg qu'elle avait été repoussée avec perte, mais qu'elle la suppliait d'avoir un peu de patience, lui promettant de revenir opiniâtrément à la charge et de réduire par un siége régulier la place qu'elle n'avait pu emporter d'assaut. Quatre jours après, Raymond eut la surprise de recevoir le billet suivant :

« Que vous êtes bon, monsieur! Je vois que mon frère disait vrai et qu'on ne peut rien refuser à ce laideron. La certitude que vous m'avez tout pardonné me fait presque oublier mes chagrins. Mlle Ferray m'écrivait naguère qu'il faut avoir plus de dix-huit ans pour sentir le prix d'une amitié sincère et dévouée. Je crois qu'une grosse maladie mûrit un esprit plus que dix ans de vie; je défie qui que ce soit d'apprécier autant que moi vos bontés. Vous êtes l'homme que je respecte le plus; autrefois ce respect me gênait, et mon cœur cherchait à secouer son fardeau; aujourd'hui l'homme que j'honore le plus est le seul qui m'inspire une confiance absolue, et j'éprouve une joie que je ne puis dire en pensant qu'il s'intéresse à moi, qu'il consent à me rendre le service essentiel que j'ai eu l'indiscrétion de lui demander. Je vous remercie de tout mon cœur, monsieur, et je vous attends. »

Comme on peut croire, Raymond eut une explication orageuse avec sa sœur, à qui il demanda compte de cet étrange poulet. Elle

se justifia de son mieux sans charger miss Rovel, allégua qu'elle s'était fait un scrupule de désespérer cette pauvre petite, qu'elle l'avait amusée par une promesse vague et renvoyée aux calendes grecques, que Meg avait l'imagination vive, qu'elle avait compris sa réponse tout de travers.

Quand deux entêtemens de femmes se liguent contre un pauvre homme, sa défaite est écrite au ciel. Après avoir juré cent fois qu'il voulait être pendu s'il allait à Florence, Raymond partit un matin, pestant contre Meg, indigné contre sa sœur, furieux contre sa propre faiblesse, et se flattant qu'avant quatre jours il serait de retour à l'Ermitage.

Les esprits supérieurs sont des esprits curieux, et quiconque est né curieux trouve bon gré mal gré quelque plaisir à courir le monde. C'est un séjour agréable pour qui s'y promène en simple passant; il est plein de choses qui blessent le cœur, il est riche en spectacles qui amusent ou réjouissent les yeux. En pressant Raymond de se mettre en route, Mlle Ferray pensait lui rendre service; elle était persuadée que ce voyage forcé lui ferait grand bien, imprimerait à son esprit une secousse salutaire, qu'à peine aurait-il rompu sa clôture, ses imaginations prendraient un autre cours, et qu'il se déroberait au charme dangereux que la solitude avait jeté sur lui. Elle avait depuis longtemps son idée sur la maladie de son frère; elle avait décidé qu'il souffrait d'une paralysie de la volonté, et qu'on guérit les volontés paralysées en provoquant une crise qui les contraigne à vouloir. Mlle Ferray croyait à la vertu toute-puissante de l'effort. C'est un remède qui vaut mieux que beaucoup d'orviétans.

Raymond avait fait serment que de Genève à Florence il ne regarderait rien; malgré qu'il en eût, il ne put s'empêcher d'ouvrir les yeux. Il se proposait de brûler l'étape de Bologne; il y fit halte pour rendre visite à la sainte Cécile de la Pinacothèque. On ne rencontre pas Raphaël sur sa route sans causer avec lui, et on ne cause pas impunément avec Raphaël. Le lendemain, il continua son voyage par cette admirable voie ferrée qui remonte le Reno et de tunnel en tunnel gravit l'Apennin. On était dans la seconde moitié de février. La veille, notre misanthrope avait traversé la Lombardie blanche de neige; quand il eut atteint le versant méridional de l'Apennin, une brise tiède lui souffla au visage, et il ne put se défendre d'un peu d'émotion en embrassant du regard les pentes rapides, couvertes de pins et d'oliviers, qui enferment de toutes parts Pistoja. Le printemps l'y attendait et lui faisait fête. Sa mauvaise humeur ne résista pas à de tels enchantemens; il reconnut que, si le sage a pour premier devoir d'enclore et de murer son cœur, il lui est permis de laisser vaguer autour de lui ses yeux et ses pensées,

et que, s'il est d'une dupe de croire au bonheur, il faut être un imbécile pour ne pas croire au plaisir.

Lorsqu'il approcha de Florence, il s'était à demi réconcilié avec son expédition et avec miss Rovel. D'un entretien qu'il eut avec lui-même, il conclut que Meg devait être bien malheureuse pour réclamer les secours d'un homme qui l'avait humiliée, et bien revenue de toute coquetterie pour ne pas craindre de se montrer à lui dans l'état où l'avait réduite la maladie. Il forma le louable projet d'en user très courtoisement avec elle, de lui faire bon visage, de l'écouter avec bienveillance et de la conseiller en ami. Il se promettait d'être quitte à bon compte de cette petite consultation et qu'avant de retourner à Genève il emploierait une journée à revoir les chefs-d'œuvre de Michel-Ange et les fresques de Masaccio.

Ce fut dans ces heureuses et charitables dispositions qu'il fit son entrée à Florence. A peine eut-il mis le pied sur le quai de la gare, une négresse de sa connaissance, fort empanachée, vint à sa rencontre et lui dit : — Ah ! que miss Rovel va être contente ! Elle avait deviné que vous arriveriez aujourd'hui. Elle est en bas, dans sa voiture; je cours la prévenir.

Raymond fut comme saisi à la pensée que Meg était là, qu'il allait la revoir sans avoir eu le temps de reprendre haleine. Il craignait de ne pas assez dissimuler l'impression qu'il éprouverait en la trouvant si changée, et de ne pas réussir à sauver le premier coup d'œil. Comme il venait de passer dans la salle des bagages pour y attendre sa malle, une petite main qui serrait très fort pressa la sienne, et une voix dont le timbre s'était adouci lui dit presque à l'oreille : — Ah ! monsieur mon tuteur, que c'est bien à vous d'être homme de parole !

Il tressaillit, tourna vivement la tête vers la personne qui lui parlait et qui portait une toque de fourrure et une robe de drap d'un bleu foncé; mais il ne put voir son visage, que lui cachait un voile de grenadine très épais. Le tenant toujours par la main, elle l'emmena dans un coin de la salle, et là, se plantant devant lui, elle leva subitement son voile. Il la regarda longtemps d'un air interdit. Si elle avait eu la petite vérole, il n'y paraissait guère; elle avait conservé tous ses cheveux, tous ses yeux, la finesse et le velouté de son teint. Elle ne laissait pas d'avoir changé. Comme le disait une de ses lettres, une maladie tient lieu d'années et mûrit ce qu'elle ne détruit pas. Ses traits s'étaient formés, sa taille s'était élancée, son regard était moins vif, mais il avait plus de profondeur. Le bouton s'était ouvert, et la fleur apparaissait à Raymond dans tout l'éclat de sa beauté.

Il dégagea sa main, son visage s'assombrit, et il s'écria d'un ton

courroucé : — Miss Rovel, je n'ai jamais goûté les mystifications.

— Oh! bien, dit-elle en riant, voilà que vous vous fâchez parce que je ne suis pas aussi laide que je m'en vantais! Permettez, je pourrais prendre cette grande colère pour un compliment, et ce serait le premier que vous me feriez.

— Je ne suis pas d'humeur à vous en faire, répliqua-t-il sèchement. Je n'admets pas qu'on se moque de moi, et tout à l'heure je reprendrai le train.

— Vous n'en ferez rien, dit-elle, ce serait le procédé d'un vilain homme. Suis-je donc si criminelle? J'ai tâché de vous apitoyer, parce qu'autrement vous ne seriez pas venu. Or je tenais beaucoup à vous voir.

— C'est un pari que vous aviez juré de gagner? reprit-il. Miss Rovel, faites-moi la grâce de m'expliquer sur-le-champ ce qu'il y a de vrai et de faux dans tout ce que vous écriviez à ma sœur.

— Sur mon honneur, monsieur, il est faux que la petite vérole m'ait complétement défigurée; mais il est très vrai que j'ai pensé en mourir, que ce petit accident m'a inspiré beaucoup de sages réflexions, et que vous ferez dans mon caractère des découvertes qui vous charmeront. Il est faux que je sois très malheureuse, cela n'est pas dans mes moyens; mais il est vrai que je suis tourmentée par des embarras de conscience, par des incertitudes d'où je veux sortir à tout prix. Il est faux que j'aie besoin d'être consolée, je saurai toujours me consoler moi-même; mais il est vrai que j'ai grand besoin de conseils, et que je n'en veux demander qu'à vous. Enfin il est vrai, de toute vérité, que rien n'est plus charmant que les collines qui entourent Florence, que cette après-midi vous irez vous y promener, qu'au sommet du mont Oliveto vous trouverez une petite chapelle d'où l'on a un joli point de vue, que c'est un endroit très solitaire, que vous aurez soin de vous y arrêter, que vers trois heures j'irai vous y rejoindre, et que nous y serons à merveille pour causer. Oh! ne me dites pas non, mon cher tuteur; c'est ma dernière fantaisie, le fin fond du panier. En attendant, Paméla va vous conduire à l'hôtel où je vous ai retenu une chambre. Vous y serez très bien; de votre fenêtre vous verrez l'Arno et des couchers de soleil couleur citron dont vous me donnerez des nouvelles... couleur citron, vous dis-je; cela seul vaut le voyage.

Et à ces mots, le saluant de la main, elle s'envola sans attendre sa réponse.

VICTOR CHERBULIEZ.

(La troisième partie au prochain n°.)

UN VOYAGE D'HIVER

AU CAUCASE

DE LA MER-NOIRE A LA MER CASPIENNE.

Des diverses contrées de l'Asie que le voisinage de la mer et la rapidité des communications mettent aux portes de l'Europe, le Caucase est à coup sûr l'une des moins visitées et des moins connues. En réalité, depuis qu'on va en quatre-vingt-deux heures de Paris à Odessa, Tiflis n'est plus qu'à une semaine du Grand-Hôtel. Les bateaux qui font le service de la côte de Crimée conduisent en trois jours le voyageur d'Odessa à Poti, au fond de la Mer-Noire. A Poti, on retrouve le chemin de fer; en une journée, on est au cœur du Caucase. Que la route soit longue ou courte, le public s'en inquiète peu : le Pont-Euxin est encore sous le coup de la détestable réputation que lui a léguée l'antiquité classique; on le redoute et on le fuit. Pour l'immense majorité des touristes, l'Orient commence à Constantinople et finit à Scutari; les plus intrépides ou les moins pressés, après avoir vu Trébizonde, se hâtent de redescendre vers la Syrie et l'Égypte. Une relation véridique d'un voyage d'hiver à travers le Caucase pourra donc encore offrir l'attrait de la nouveauté, et l'on verra qu'une pareille excursion peut se faire dans des conditions moins romanesques que celles des récits par lesquels un trop fécond romancier s'est plu à échauffer l'imagination de ses lecteurs.

I.

Le 31 janvier 1874, je prenais à la gare de l'Est mon billet pour Odessa avec l'idée de m'y embarquer pour Poti et de continuer sans interruption jusqu'à Tiflis. Tiflis même ne devait être pour moi qu'une étape entre la France et la Perse. Pour tout dire, l'excursion que j'allais entreprendre à travers le Caucase n'était rien moins qu'une promenade d'agrément. Désigné quelque temps auparavant pour remplir les fonctions d'attaché à la légation de Téhéran, j'avais reçu l'ordre d'être à mon poste avant le printemps, et je suivais pour m'y rendre la seule route qui soit praticable en hiver (1). Le voyage, qui en tout autre temps m'eût paru fort enviable, me souriait donc médiocrement, et la perspective de voir l'Orient poudré à frimas me semblait une maigre compensation à tant de fatigues. La saison, il est vrai, était d'une douceur invraisemblable. A Paris, l'automne continuait à tenir bon malgré les almanachs. On m'assurait qu'il en était de même dans toute l'Europe; en faisant diligence, j'avais chance de jouir de cette prolongation inespérée de beaux jours au moins jusqu'en Asie, peut-être d'y devancer la neige. Je m'aperçus vite du contraire. Dès Munich, une bise glaciale me soufflait l'hiver en plein visage; à Vienne, la neige tombait à gros flocons; en Pologne, elle arrêtait notre train et me barrait la route. J'en profitais pour visiter Cracovie, qui vaut mieux qu'un coup d'œil jeté du wagon; mais j'atteignais la Mer-Noire avec un retard de deux jours, et je manquais le bateau de Poti.

Le voyageur qui, en hiver, arrive pour la première fois à Odessa par le chemin de fer se trouve tout d'abord singulièrement décontenancé. Il a lu qu'Odessa est une ville de 100,000 habitans, bien bâtie, avec de belles places, de beaux monumens. Son imagination a travaillé sur cette donnée et s'est construit à l'européenne une ville de 100,000 âmes sur le modèle de nos grandes cités commerçantes. Le train s'arrête devant une gare en planches, ouverte à tous les vents; des traîneaux grossiers ayant sur leurs siéges des cochers vêtus de peaux de bêtes sont rangés à l'entrée. Un troupeau de portefaix se précipite sur les bagages comme sur une proie. Avant que le voyageur ait eu le temps de faire un signe, ses malles sont jetées pêle-mêle sur le premier véhicule qui stationne à por-

(1) La route d'Astrakan est dès l'automne fermée par les glaces, et ne se rouvre guère qu'à la fin d'avril. Celle de Trébizonde à Tauris, obstruée par les neiges, est d'ailleurs d'une longueur insupportable. Le voyageur n'a d'autre ressource en hiver que de traverser le Caucase dans toute sa largeur et de joindre la Caspienne en un point où la navigation ne soit pas interrompue.

tée. Lui-même, sans trop savoir comment, finit par se trouver assis à côté de ses colis. S'il ne parle pas le russe, le voilà à la merci d'un sauvage qui, sans rien entendre, fouaille ses chevaux et l'emporte au hasard. Pour peu que ce singulier cocher, au lieu de le conduire directement à l'hôtel, ait l'idée d'allonger la course en le promenant, — ainsi qu'il m'est arrivé à moi-même, — à travers le bazar, il se croira transporté en pleine Tatarie. Les rues qu'il parcourt sont encombrées de chariots de forme étrange, comme si une horde de nomades s'était abattue sur la ville. Sur les places, les corps de métiers sont groupés à la mode de l'Orient. De mauvaises baraques en planches, parfois de simples bahuts scellés en terre, figurent les boutiques. Un fouillis de marchandises, vieilles ou neuves, s'étale en plein air; les marchands vont et viennent, provoquant la pratique et grelottant sous leurs loques fourrées. Au milieu de tout cela, des rues larges, passablement entretenues, tirées au cordeau. Vue sous cet aspect et abstraction faite des quartiers qui avoisinent le port, la ville donne assez l'idée d'un campement qui aurait été improvisé par un peuple de boutiquiers. Au fond, c'est un peu l'histoire d'Odessa. On sait que cette grande cité, qui compte plus de 100,000 habitans, qui en aura probablement le double avant trente ans, existait à peine au commencement du siècle. Ce qu'on sait moins, c'est qu'à l'origine sa prospérité a été en grande partie l'œuvre d'un Français. Le duc de Richelieu, alors émigré en Russie, fut chargé en 1803 par l'empereur Alexandre d'organiser cette colonie naissante. Peu de temps après, il était investi du gouvernement de toute la province. Il y déploya les rares qualités qui devaient plus tard faire de lui un des hommes éminens de la restauration. La colonie, en grandissant, n'a pas oublié ce qu'elle doit à son ancien gouverneur. La plus belle rue d'Odessa porte aujourd'hui le nom du ministre de Louis XVIII.

Comme la plupart des villes qui n'ont point de passé, Odessa est sans grand intérêt pour le touriste. Quand on a jeté un coup d'œil sur le port et les chantiers, arpenté la rue Richelieu, on a épuisé la liste des curiosités. J'avais six jours encore à y attendre la correspondance de Poti, et dans de pareilles conditions les journées comptent double pour l'ennui. Une affiche qui annonçait le prochain départ d'un paquebot pour Constantinople vint me rappeler à propos que tous les chemins mènent au Caucase, et que le Bosphore n'est qu'à trente-six heures d'Odessa.

Pour un Européen qui n'est point rassasié de l'Orient, la traversée de la Mer-Noire est toujours un spectacle curieux. Nulle part le pont du bâtiment n'offre une pareille bigarrure de mœurs et de costumes, un assemblage plus étrange de types hétérogènes. Turcs,

Arabes, Grecs, Juifs, Arméniens, Russes, Tartares, dix nationalités, dix religions différentes sont parquées dans cette étroite enceinte. Tout ce monde s'agite, s'entasse, se querelle, mangeant, buvant, jouant, jurant, priant, priant surtout. Et quelles prières! Les uns se signent à tour de bras, les autres se frappent le front contre le plancher du navire; les génuflexions se succèdent et s'entre-croisent, chacun invoque son dieu dans sa langue et à la mode de son pays sans souci du voisin. Au travers de ce pêle-mêle, les lourdes bottes des matelots russes circulent avec des mouvemens mécaniques, écrasant quelque peu les dévotions qui empiètent sur le passage. Les dévots protestent par des grognemens; un feu roulant d'imprécations remplace les prières interrompues. Pour n'être pas toujours du goût des délicats, le spectacle n'en est ni moins pittoresque ni moins amusant.

Le désenchantement devait commencer pour moi aux portes de Stamboul. J'avais vu le Bosphore six mois auparavant, étincelant de lumière, dans toute la splendeur d'un été radieux, avec ses villas encadrées de verdure, sa forêt de mâts, ses milliers de caïques portant d'un bord à l'autre la gaîté et la vie. Triste métamorphose! je le retrouvais silencieux et morne, coulant solitairement entre ses berges flétries, à la lueur d'un soleil blafard. Sur la rive, les arbres tordaient désespérément leurs bras malingres, brûlés par le givre; les maisons désertes avec leurs volets clos avaient des apparences de cloîtres. L'hiver était passé par là, dépouillant les jardins, fermant les cottages, soufflant sur la campagne un vent de mort et de désolation. L'aspect de la ville n'était pas moins lugubre. L'avant-veille, une avalanche de neige s'était abattue sur Péra, bloquant les négocians derrière leurs comptoirs. Les Orientaux estiment que l'homme a bien assez de ses propres ablutions sans s'occuper encore de la toilette des rues. Cette fois le dégel était venu à point pour liquider en bloc tout un arriéré d'immondices. J'arrivais au milieu des étables d'Augias à l'heure de la grande débâcle. Pour le coup, je regrettai le pont du navire : en mer du moins j'avais 60 mètres devant moi pour circuler à pied sec. Le plus sage en pareil cas est de prendre son parti et de fuir au plus vite. Cinq jours après, je disais sans trop de regret adieu à l'Europe, et, m'embarquant sur le *Gounip*, je voguais définitivement vers l'Asie sous pavillon russe.

Les cabines sont généralement désertes en cette saison. Un missionnaire américain et sa femme, couple de patriarches en tournée évangélique, étaient solitairement installés aux premières. Chaque année, le protestantisme transatlantique passe ainsi les mers pour venir arracher au schisme arménien quelques brebis nécessiteuses.

Les dollars de la mère-patrie appuient au besoin l'éloquence des prédicans et aident à séparer le bon grain de l'ivraie. La société de ces convertisseurs, tout hérissés de citations bibliques, était un mince palliatif contre les ennuis de la traversée. Grâce aux nombreuses escales qu'on fait sur la route, on ne met pas moins de cinq jours, souvent six, pour se rendre de Constantinople à Poti. J'ignore ce que le voyage peut être en été; en hiver, il m'a paru d'une monotonie insupportable. Rien de plus ennuyeux, de moins pittoresque, que ce défilé de villes turques, toujours les mêmes, éternelle succession de masures aux toits rouges, uniformément étagées sur la côte, nids de fange et de fumier, où l'on enfonce dans l'ordure jusqu'à la cheville, où l'odorat souffre plus encore que les yeux. Quoique depuis longtemps familiarisé avec l'Orient, j'ai toujours quelque pudeur à donner le nom de villes à ces grands villages malpropres, suites de ruelles bossues dont la moindre pluie d'hiver fait un cloaque infranchissable; en les décorant d'un titre qu'elles portent si mal, il me semble que je fais injure à nos capitales d'Europe, et qu'un petit bourg de 1,500 âmes en France ou en Angleterre a plus de droits à cette qualification que Trébizonde avec ses 30,000 habitans.

Le *Gounip* me déposait à Batoum le 27 février, attendant le bateau de Poti. Batoum marque la limite nord-est de la Turquie d'Asie sur la Mer-Noire. Une rade naturelle, la seule qu'on rencontre le long de cette côte inhospitalière, offre aux paquebots un mouillage facile et sûr. Les Turcs ne semblent pas avoir tiré grand profit de ces avantages. Le port est vide ou à peu près. Deux ou trois voiliers, le jour où j'y débarquais, y représentaient la vie commerciale. Une dizaine de portefaix, dont la nudité avait depuis longtemps renoncé à se cacher sous une mosaïque de guenilles, éraillée en cent endroits, étaient occupés à décharger quelques rares ballots sur la grève. Le reste de la population n'avait guère l'air moins misérable. Le bazar, pauvre miniature de la plupart des bazars orientaux, m'a paru surtout riche en ferraille. Ce qui frappe, ce qui éclate en quelque sorte au milieu de cette misère, c'est la mâle beauté des indigènes. Un statuaire en quête de modèles eût presque pu puiser les yeux fermés dans ce tas de haillons qui grouillait sur la plage. Évidemment ce n'était pas le hasard qui avait ainsi groupé tous ces Apollons déguenillés. Le voisinage de la Géorgie, cette patrie proverbiale de la beauté humaine, s'annonçait clairement dans cette pureté de types, dans cette correction de lignes toute classique. C'est qu'en réalité Batoum n'est turc que de nom (1). Pour s'en con-

(1) La Turquie, assure-t-on, est redevable de la possession de Batoum à une amphi-

vaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur le costume des habitans; huit sur dix ont la cartouchière *tcherkesse* sur la poitrine. Au surplus le petit arsenal qui brille à la ceinture de chacun d'eux dit assez haut qu'on a déjà devant soi un coin du Caucase.

II.

Les vaisseaux qui font le service de la Mer-Noire ne dépassent pas Batoum; la plupart même s'arrêtent à Trébizonde. Un affreux petit bateau qui correspond, quand le temps le permet, avec les paquebots de la compagnie russe, vient chercher une fois par semaine les marchandises à destination de Poti. Les voyageurs, s'il s'en présente, ont droit aux mêmes égards que leurs colis. La traversée heureusement n'est pas longue. Partis de Batoum à trois heures de l'après-midi, nous jetions l'ancre à sept heures devant la douane de Poti.

J'ai toujours professé pour les douaniers en général un respect où le raisonnement a plus de part que la sympathie. Toutes les fois que je vois leurs doigts noirs se promener complaisamment dans mes chemises blanches, je sens comme un frisson de révolte, et j'ai quelque peine à dominer mon émotion; mais, quand je suis aux prises avec un douanier russe, j'avoue franchement que l'insurrection m'apparaît comme le plus saint des devoirs. J'engage ceux qui croiraient avoir à se plaindre des minuties de la douane française à aller faire un tour au Caucase; ils apprendront quelles formes multiples peut revêtir la tyrannie d'un employé « qui fait son devoir. » A ces traditions tracassières, la douane de Poti joint la déplorable manie de se coucher avant le soleil et de se réveiller fort tard. Il est bon d'ajouter que la police rivalise de mauvaise volonté avec la douane, et que la vérification du passeport le mieux en règle ne prend pas moins de vingt-quatre heures.

Forcé de faire bon gré mal gré une installation à Poti, j'insistai pour descendre immédiatement à terre, et, sans écouter les observations que le capitaine m'adressait dans une langue dont je n'entends d'ailleurs pas une syllabe, je m'élançai à la découverte d'un hôtel. La nuit était venue, une nuit sans lune, compliquée d'un brouillard opaque où l'on devinait vaguement les silhouettes effacées de quelques rares maisons; pas le moindre filet de lumière qui pût me guider dans ces ténèbres. Sous mes pieds, le sol enfonçait comme une tourbière. Assez inquiet des suites de mon équipée, j'avançais à

bologie géographique qui se serait glissée dans le traité de Paris. Deux petits fleuves portant un nom identique auraient été confondus par les négociateurs lors de la délimitation des frontières. La Porte aurait bénéficié de l'erreur.

l'aveuglette, comptant toujours sur l'intervention obligeante d'un passant pour me tirer d'embarras. J'allais tenter de rebrousser chemin quand la lanterne d'une voiture m'apparut tout à coup comme un phare de délivrance. Je hélai le cocher, et, sans trop savoir où il me conduisait, je m'abandonnai à son instinct. Quelques minutes après, la voiture s'arrêtait devant une grande baraque en planches, surmontée d'un écriteau où, à la lueur que projetait la lanterne, je lisais cette inscription pleine de promesses : *Hôtel de Colchide tenu par Jacquot*.

Il ne restait plus qu'à me faire ouvrir. Je n'avais jamais imaginé, avant de venir au Caucase, que ce pût être une opération si difficile. J'avais beau m'escrimer du poing contre la porte, rien ne tressaillait dans cette masure plus fermée qu'un cloître. Le cocher descendit de son siége et se mit de la partie. Ce duo fût probablement resté sans effet sans deux énormes chiens qui veillaient dans l'ombre. Tiré de sa léthargie par leurs aboiemens, l'hôtelier se décida à entr'ouvrir son volet et demanda d'un air rogue quel était l'intrus qui faisait tout ce tapage à pareille heure (il pouvait être 8 heures 1/4). Je déclinai modestement ma qualité de voyageur en quête d'un gîte pour la nuit. L'aubergiste se radoucit et vint lui-même ouvrir.

L'*Hôtel de Colchide*, malgré son titre pompeux, n'éveille pas précisément le souvenir de la toison d'or. Les chambres y sont d'une désolante nudité. Les lits, si j'en juge par leur exiguïté, sont d'anciens berceaux maladroitement détournés de leur destination première. Les draps rappellent ces loques historiques où, sous la régence besoigneuse de Mazarin, grelottait, au dire de Mme de Motteville, la royauté future de Louis XIV. La vérité m'oblige à confesser que, malgré l'insuffisance de ma couche, j'ai rarement dormi d'un meilleur somme. Il faisait grand jour quand j'ouvris les yeux. Le brouillard de la veille avait disparu ; le soleil jetait à flots dans la chambre sa poussière lumineuse. Je m'approchai de la fenêtre pour jouir du paysage. Quelque préparé que je fusse aux surprises du Caucase, je restai stupéfait. J'étais logé littéralement dans un marais. De quelque côté que je jetasse les yeux, je ne voyais qu'une interminable forêt de roseaux, çà et là coupés de broussailles à demi noyées dans une eau vaseuse. De distance en distance, des maisons de planches émergeaient du milieu des herbes comme ces affûts flottans où nos paysans s'embusquent pour la chasse aux canards. Poti comptait une vingtaine de maisons en 1858 quand Alex. Dumas y passa à son retour de Tiflis. Quelques semaines après (1er janvier 1859), un ukase de l'empereur Alexandre II l'élevait au rang de ville. Poti a pris au sérieux l'ukase du tsar. C'est aujourd'hui une ville au moins pour le nombre des habitans (11,000) et

surtout pour l'énorme étendue de son territoire. Je ne crois pas qu'il y ait un pays au monde où on fasse moins de cérémonies pour bâtir une maison. On commence par entourer d'une palissade une certaine étendue de terrain ou plutôt un certain nombre de mètres carrés d'eau et de roseaux; puis au milieu, sur pilotis, on construit l'habitation, qui est en bois des fondemens jusqu'au toit inclusivement. Il n'y entre de pierres que juste ce qu'il en faut pour le foyer et la cheminée. Une série de petites chaussées permet de circuler sans gondoles dans cette Venise d'un nouveau genre.

Il fallait que la Russie eût réellement bien besoin d'une station sur cette partie de la Mer-Noire pour « décréter » une ville sur un pareil emplacement. Poti, qui est bâti au milieu de l'eau, n'a même pas la consolation d'avoir un port. Situé à 1 kilomètre de la mer sur le Rioni (l'ancien Phase), il n'est accessible qu'aux bâtimens de faible tonnage. Que le vent souffle en tempête, et l'entrée du fleuve est impossible. Il en était déjà ainsi du temps de Jason. Apollonius de Rhodes nous montre les argonautes naviguant « à travers un marais rempli de roseaux. » Il est heureux pour le succès de l'entreprise que leur chef n'ait pas eu la fantaisie de se présenter à la fille d'Eétès sur un vaisseau de haut bord; autrement tous les artifices de Médée n'eussent pu réussir à leur assurer la conquête de la Colchide. Au dire des habitans, le Phase roule encore des paillettes d'or. Les paysans de l'Iméritbie n'en ont pas moins renoncé à se servir de la toison de leurs brebis pour arrêter les pépites aurifères (1); ils trouvent plus sage de s'en faire des manteaux ou des bonnets fourrés. Autres temps, autres mœurs.

S'il est difficile d'aborder à Poti par mer, il n'est guère plus aisé d'y arriver par terre. Le chemin de fer qui relie Tiflis à la Mer-Noire aboutit à 3 ou 4 kilomètres de la ville. Pour atteindre la gare, il faut remonter le Rioni en bateau. Ces différentes raisons, et plus encore l'insalubrité du climat, qui fait de ce marécage le nid de fièvres le plus redouté de l'Orient, ont failli à plusieurs reprises causer la ruine et l'abandon de Poti. Tout dernièrement il a été question de profiter des avantages naturels que présente le petit port de Redout-Kalé et d'en faire la tête de ligne du chemin de fer du Caucase. La crainte de reporter ainsi à 60 ou 80 verstes vers le nord la frontière réelle de la Russie caucasienne, déjà distante d'une quinzaine de lieues de sa frontière fictive, voisine de Bakou, a fait abandonner ce projet.

Le seul intérêt de Poti réside dans cette étrange situation, dans

(1) On sait que c'est l'explication la plus généralement donnée à la fable de la toison d'or.

cette lutte patiente de l'homme contre la nature, où éclate et triomphe le génie persévérant de la Russie. La ville en elle-même mérite à peine un coup d'œil. Le bazar, que j'ai visité par acquit de conscience, est sale et misérable. Quelques échoppes grossières bâties sur pilotis figurent les boutiques. Un trottoir de bois auquel on arrive par une série d'escaliers élevés d'un mètre au-dessus du niveau de la boue forme à l'entour une sorte de balcon où les chalands peuvent se promener à pied sec.

Le costume des habitans mérite une mention spéciale. La plupart portent encore la *tcherkesse* traditionnelle avec la cartouchière sur chaque côté de la poitrine. Le *kandjar* à la ceinture continue aussi à faire partie d'un vêtement complet. Les boutiquiers eux-mêmes n'ont pas cru devoir déroger à cette mode nationale. Cet accoutrement guerrier, qui ne manque pas d'une certaine élégance, mais qui jure étrangement avec la nature de leurs fonctions, n'est pas sans donner à quelques-uns un air assez grotesque. Telle est la force de l'habitude qu'au Caucase la chose paraît toute naturelle. Ce qui ajoute au comique, c'est que cet attirail menaçant a depuis longtemps perdu sa destination primitive. Les tailleurs se servent de leurs cartouchières en guise d'étuis pour leurs aiguilles; au besoin, ils coupent leur fil avec leur *kandjar*.

Il n'y a qu'un seul train par jour sur la ligne du Caucase. J'ai dit que la gare de Poti était située à 3 kilomètres en amont du fleuve. Un petit bateau à vapeur vient prendre chaque matin les voyageurs et les dépose au débarcadère. Une armée de portefaix, rangée en bataille sur la rive, guette leur arrivée et se rue sur les bagages. N'eussiez-vous qu'un seul colis, chacun d'eux trouvera moyen de vous imposer ses services; s'il le faut, ils se mettront dix pour porter un carton à chapeau. La besogne faite, vingt mains se tendront pour réclamer le salaire. L'application du principe fécond de la division du travail n'a pas de limites au Caucase. Vous croyez en être quitte en payant dix fois pour une le transport de vos malles du bateau à la station; prenez garde, vous oubliez ceux qui ont aidé à mettre les colis sur la balance, ceux qui ont aidé à les peser, à coller les étiquettes, à les charger dans le fourgon des marchandises, ceux qui ont suivi la brouette, etc.

Il y a dix-huit mois seulement, on ne mettait guère moins d'une semaine pour aller de Poti à Tiflis (1). Dans la saison des neiges, les communications étaient presque impossibles : aujourd'hui on fait le trajet en quinze heures; on le fera en huit le jour où la compagnie donnera à ses trains une vitesse raisonnable et où ses chauf-

(1) Le chemin du Caucase a été ouvert en 1872.

feurs ne se croiront plus tenus de trinquer à chaque station comme de simples conducteurs de diligence.

La compagnie du Caucase est, je crois, la seule au monde qui, pour chauffer ses machines, emploie comme combustible le bois de préférence à la houille. Un immense entonnoir qui surmonte la locomotive reçoit, sur le parcours, les bûches économiques empruntées aux réserves inépuisables du voisinage. Les wagons, construits sur le modèle des wagons russes, sont de véritables glacières. Un passage ménagé au milieu de chaque compartiment permet heureusement de circuler d'un bout à l'autre du train et de remédier par l'exercice à l'absence de calorifères.

En quittant Poti, le rail court sur une étroite chaussée bordée de marécages et de forêts. De chaque côté de la voie, un impénétrable fouillis de branchages, de troncs vermoulus, de taillis noyés dans les roseaux, richesses inutiles sans cesse détruites et renouvelées par les siècles, témoigne de la fécondité de ce sol, vierge de toute exploitation. Partout les arbres tombent de vétusté. La forêt est jonchée de leurs cadavres à peine reconnaissables sous le linceul de vase qui les recouvre. Seuls habitans de ces solitudes, de grands aigles perchés sur la cime dépouillée des chênes s'envolent en criant au passage du train comme pour protester contre cette violation de leur domicile. La scène est d'une majesté sauvage. Pour peu que le soleil, empourprant l'horizon, veuille prêter au *décor* la magie de son coloris et changer en granit rose les pics neigeux du Souram, le tableau dépasse en splendeur toutes les merveilles de la féerie.

D'heure en heure, le train s'arrête devant quelques huttes misérables disséminées sur la lisière de la forêt; puis le défilé des bois et des marais recommence. Peu à peu cependant le terrain s'assainit, la plaine succède au marais, le taillis à la forêt. La nature cesse d'être abandonnée à elle-même, et la culture reprend ses droits. Le long de la voie, les fermes défilent une à une, éparpillées au hasard dans la campagne, suite de constructions grossières, invariablement abritées d'un bouquet d'arbres et entourées d'un enclos où picorent quelques volailles. Des légions de pourceaux, que la nuance fauve de leur robe dénonce clairement comme les petits-fils des sangliers du voisinage, gambadent aux environs en pleine liberté.

A mesure que nous avançons, les stations prennent plus d'importance. Quelques-unes se donnent déjà le luxe, très rare au Caucase, d'une construction en pierres. Les maisons commencent à se grouper aux alentours et prennent dans leur ensemble une apparence de villages. De petits chariots aux roues massives, taillées en plein bois, apportent à la gare les denrées destinées au marché de

Tiflis. En général, chaque station se double d'un restaurant. J'ai eu la curiosité d'entrer dans un de ces « buffets. » Un garçon aux soies hérissées distribuait libéralement aux voyageurs une soupe substantielle où baignaient d'imposans quartiers de viande. Les convives, en gens avisés qui ne veulent rien laisser perdre, remettaient religieusement dans la soupière les os qui encombraient leurs assiettes.

A l'approche des montagnes, notre train subit une réduction notable. Les voyageurs, peu nombreux d'ailleurs, sont parqués dans deux ou trois wagons. Une puissante locomotive attelée à ce maigre convoi s'ébranle lourdement sur les rails couverts de neige. Point de tunnels, la ligne suit les sinuosités des vallées; des courbes savamment ménagées atténuent du reste la raideur des pentes. La quantité de neige qui tombe incessamment des montagnes rend l'entretien de la voie très onéreux en hiver. A la fin de février, on évaluait à 300 ou 400 roubles la dépense quotidienne nécessitée par le déblaiement des rails. Il est vrai que la saison était exceptionnellement rude. A Tiflis, où l'hiver passe pour très clément, nous allions trouver deux pieds de neige dans les rues.

Le voyageur qui jugerait de l'importance de Tiflis par le hangar en planches qui sert de débarcadère ne se douterait guère qu'il entre dans une capitale de 100,000 âmes. Il est difficile de rêver quelque chose de plus primitif. La ville est à une assez grande distance, perdue au fond d'un entonnoir formé par les montagnes et coupée en deux par la Koura. Vu des collines environnantes, l'ensemble ne manque pas de pittoresque. Le fleuve s'engouffre et disparaît entre deux rives escarpées comme des murailles. Bâties sur le roc, qu'elles surplombent et que les eaux minent depuis des siècles, les maisons avoisinantes semblent pour la plupart ne tenir en place que par un miracle d'habitude.

Tiflis est une ville hybride où les élémens les plus divers se mêlent sans se combiner. La civilisation et la barbarie y vivent côte à côte et font bon ménage. L'Europe et l'Asie n'y sont séparées que par un mur mitoyen ; mais l'Europe empiète tous les jours : à la longue, elle finira par exproprier sa voisine. Elle a déjà conquis un boulevard, des magasins, des hôtels. Le commerce français a depuis longtemps reçu ses lettres de naturalisation à Tiflis. L'article de Paris commence à y faire une sérieuse concurrence aux produits du bazar. Les nouveautés, les modes, la mercerie, les vins, y sont largement représentés et paraissent faire d'excellentes affaires.

Tiflis possède deux grands hôtels : l'*Hôtel de l'Europe* et l'*Hôtel du Caucase*, tous deux dirigés par des Français. Dans le premier, où j'ai passé toute une semaine, la cuisine laisse peu de chose à désirer; les propriétaires sont obligeans, les prix relativement honnêtes pour le Caucase. Comme dans tous les hôtels d'Asie, le service est la par-

tie faible. Les domestiques indigènes brillent plus par le nombre que par l'intelligence. Leur péché mignon est une curiosité sauvage qui s'exerce indifféremment sur tous les objets de toilette laissés à leur portée. Tiflis est le siége d'une sorte de vice-royauté dont le titulaire actuel est le propre frère du tsar. On s'accorde à vanter les agrémens de cette petite cour, autour de laquelle se groupe un peuple de fonctionnaires organisé comme une armée (1). L'aristocratie indigène a cessé depuis longtemps de bouder le gouvernement impérial et se dispute les invitations du grand-duc. On sait que la noblesse du Caucase est de tout l'univers la plus riche en titres; c'est du reste à peu près sa seule richesse. La liste des princes caucasiens fait suite à celle des princes valaques et des comtes romains, et défie toute statistique. Il n'y a pas de petit hobereau, possesseur de 3 acres de terre, qui n'ait la prétention, parfois justifiée, de descendre des anciens souverains du pays, et comme tel ne s'adjuge une qualification princière. La Russie, aux prises avec les difficultés d'un établissement très laborieux, n'a pas jugé à propos de chercher chicane pour si peu à ses nouveaux sujets et leur a laissé cette fiche de consolation. Authentiques ou non, ces nobles familles ont bien souvent pour tout apanage la misère et l'ignorance. Nombre de jeunes princes ne savent pas lire et courent pieds nus. On m'a montré à Tiflis une princesse indigène, mariée il y a quelque dix ans à un fonctionnaire étranger, et qui était en train de dénicher des oiseaux quand elle fut présentée du haut d'un poirier à son futur mari.

Le décret impérial qui, au Caucase comme en Russie, a aboli le servage a donné, paraît-il, le coup de grâce à l'aristocratie foncière. L'indemnité attribuée aux anciens propriétaires de serfs n'a pas tardé à être gaspillée par eux; le haut prix de la main-d'œuvre ne leur permet plus de donner à la culture les bras qu'elle réclame, et la plupart en sont réduits à vivre d'expédiens. Quant aux serfs, devenus maîtres d'un lopin de terre qu'ils ne songent point à agrandir et qui suffit tant bien que mal aux besoins de chaque jour, ils travaillent le moins possible, se contentant d'une aisance qui partout ailleurs serait cousine germaine de la misère.

III.

Le chemin de fer du Caucase n'aura une utilité véritable, tant pour la Russie que pour le commerce de l'Orient, que le jour où il

(1) On sait qu'en Russie l'administration civile emprunte à la hiérarchie militaire ses titres et même une partie de son costume. Tous les employés portent l'uniforme et la casquette galonnée. Un directeur des postes, un président de tribunal, s'intitulent généraux tout comme s'ils commandaient un régiment.

sera prolongé jusqu'à la mer Caspienne. Le tracé semble indiqué d'avance. De Tiflis à Bakou, le terrain est plat presque partout, coupé seulement de ruisseaux insignifians. Deux villes importantes par leur industrie, sinon par le chiffre de leurs habitans, Élisabethpol et Schoumaka, serviront de points de raccord entre les divers tronçons de la ligne. Bakou est l'entrepôt naturel et obligé des marchandises d'une partie de la Perse. Son port, libre en toute saison, continue d'être accessible en hiver quand celui d'Astrakan est depuis longtemps fermé par les glaces. Ses mines de pétrole, jugées jusqu'ici inépuisables, en feront une place de commerce de premier ordre dès qu'un débouché suffisant sera ouvert à ses produits. Il semble que la Russie ne puisse souhaiter une meilleure « tête de ligne » pour son réseau du Caucase. Ce projet, dont l'exécution mettrait la Mer-Noire à vingt-quatre heures de la mer Caspienne, n'a pourtant pas rallié les suffrages. L'idée d'un embranchement qui assurerait à la Russie centrale une communication plus directe avec ses provinces caucasiennes paraît avoir prévalu dans les conseils du gouvernement. Le nouveau chemin de fer se relierait à la grande ligne qui de Rostof (sur la mer d'Azof) remonte jusqu'à Moscou et Pétersbourg, et, descendant par Vladikavkaz, rejoindrait la Caspienne à Petrowsk, port artificiel au nord de Bakou.

Quel que soit l'avenir de ces différens projets, il est permis de trouver que pour le moment l'établissement d'un service régulier de diligences entre Tiflis et Bakou ne serait pas superflu. Le seul service, — fort intermittent du reste, — qui existe actuellement entre ces deux villes est celui des fourgons allemands, grossiers véhicules surmontés d'une cage sphérique qu'on recouvre d'une toile en cas de pluie et rappelant, comme forme et comme construction, les voitures de nos maraîchers. Ces chariots primitifs sont plus spécialement affectés au transport des marchandises, mais les voyageurs et les bestiaux de bonne volonté y sont admis pour leur argent. Les indigènes s'y entassent pêle-mêle sur les bagages; les veaux et les moutons se serrent pour faire place à leurs conducteurs, et la lourde machine, péniblement traînée par six ou sept chevaux, s'achemine à petites étapes vers la mer Caspienne. De la durée du trajet, il n'est pas question, le proverbe qui veut que le temps soit de l'argent n'ayant pas cours au Caucase. On arrive quand on peut, en quinze jours, en trois semaines, en un mois, si l'on est pris par le dégel ou par les pluies. Les voyageurs pressés ont la ressource de faire la route « en poste. » On se munit préalablement d'un *padarojné*, sorte de passeport délivré par la police et qu'on doit présenter à chaque relai. Il y a deux espèces de *pada-*

rojnés, le *padarojné* simple ou à un cachet et le *padarojné* de la couronne ou à deux cachets. Ce dernier, qu'on obtient aisément du gouvernement pour peu qu'on puisse justifier d'un titre officiel, confère au porteur le privilége de prendre à chaque station les chevaux disponibles, à l'exclusion des autres voyageurs.

On change non-seulement de chevaux à tous les relais, mais de voiture, s'il est permis de donner ce nom à l'horrible véhicule usité sur toute la ligne du Caucase (1). Le *perecladnoï* (ainsi s'appelle cet instrument de torture) est une réduction assez exacte de ces chariots à bœufs dont on se sert chez nous dans certaines forêts en exploitation pour le transport du bois destiné à l'équarrissement. Le siége est figuré par trois ou quatre cordes enchevêtrées de manière à former une sorte de raquette dont le voyageur est le volant. Perché à trois pieds au-dessus des roues, n'ayant pour s'appuyer qu'un rebord microscopique insuffisant pour le retenir, suffisant seulement pour lui meurtrir les reins à chaque cahot, il est secoué sans merci comme un ballot de marchandises. On se figure aisément ce que doit être ce supplice quand il se prolonge presque sans interruption pendant plusieurs jours, parfois pendant toute une semaine. Heureusement le corps endolori acquiert bientôt une insensibilité relative. Le patient anéanti finit par n'avoir plus trop conscience de ce qu'il éprouve, et, dans un état de demi-somnolence provoqué par l'excès de fatigue, il arrive à la station sans trop s'en douter, à moins qu'il ne se réveille brusquement dans le fossé.

Cette description ne suffirait pas à donner une idée du *perecladnoï*, si l'on ne disait un mot de l'attelage qui le complète. Les chevaux au Caucase, comme dans presque toute la Russie, s'attellent par trois ou, comme on dit, *en troïka*. Celui du milieu, le timonier, supporte à lui seul tout l'équipage. Placé dans un brancard, la tête emprisonnée et comme encadrée dans la *douga* (2), c'est lui qui donne le branle à la machine. Ses deux acolytes, libres dans leur allure et simplement retenus par les guides, caracolent de droite et de gauche. Tout incommode qu'il est et en raison même de sa construction primitive, le *perecladnoï* est peut-être l'équipage le mieux approprié au pays. Une solidité qui défie les chocs les plus violens,

(1) On se sert aussi du *tarantass*, sorte de berline massive reposant sur quatre roues reliées ensemble par de longues pièces de bois renforcées elles-mêmes de larges bandes de fer. L'administration des postes ne se chargeant pas de fournir ce genre de voiture, le voyageur est tenu de s'en procurer une à ses frais. On comprend que ce mode de locomotion, qui exige de plus un renfort de chevaux considérable, ne soit pas à la portée de toutes les bourses.

(2) Sorte d'ogive en bois formant collier et garnie d'une ou de plusieurs clochettes. Fixée au brancard par des courroies, elle fait corps avec lui et constitue la pièce capitale d'un attelage russe.

une excessive légèreté, lui permettent de se tirer de plus d'un mauvais pas où une voiture ordinaire resterait infailliblement embourbée. Tel était en somme l'étrange véhicule dans lequel j'allais franchir les 520 verstes qui séparent Tiflis de Bakou.

Mon ignorance de la langue ajoutait à cette expédition une difficulté capitale. Le russe même, sur une partie du parcours, n'est guère plus compris que le français, les indigènes ne parlant que le tatar. Sur le conseil qui me fut donné, je résolus d'attendre « une occasion; » elle se présenta quelques jours après. Deux marchands de bois, un Monténégrin et un Bulgare, depuis longtemps familiarisés avec tous les dialectes du Caucase, se rendaient dans le Lenchoran en passant par Bakou. Je leur proposai de me joindre à eux. Le chef de l'expédition, colosse haut de plus de six pieds, me tendit une main qui me fit l'effet d'un étau; ma proposition était agréée.

Notre départ fut fixé au lendemain 7 mars. A l'heure dite, mes compagnons arrivaient au rendez-vous, armés jusqu'aux sourcils. A les voir ainsi le fusil au dos, le revolver à la hanche, le *kandjar* en travers de la poitrine, on les eût pris plutôt pour des bandits à la veille de tenter un coup que pour des commerçans en tournée d'affaires. Comme je m'étonnais qu'ils eussent cru devoir traîner après eux un aussi formidable attirail : « Que voulez-vous, me répondit l'un d'eux, il faut bien hurler avec les loups. Dans un pays où il est de bon ton de se promener avec une panoplie complète à la ceinture, voyager sans armes paraîtrait plus étrange que de voyager sans chapeau. »

Cependant notre attelage attendait depuis une heure dans la cour de l'hôtel. Le Bulgare donna le signal du départ. Sans perdre le temps à me faire des politesses, il sauta lestement sur le siége et me fit signe de prendre place à côté de lui. L'*iamstchik* enveloppa ses chevaux d'un coup de fouet, et notre chariot, glissant comme un traîneau sur la neige durcie, s'élança vers la porte de la ville.

Les environs de Tiflis passent pour jolis. Ils doivent l'être au printemps, quand les vergers sont en fleurs, quand l'herbe pousse verte et drue dans la vallée, et que la Koura, dorée par un rayon de soleil, miroite gaîment entre ses rives. En hiver, le paysage est maigre et sans couleur. Quelques pauvres petits arbres, plantés au pied des collines, défilent tristement sous leur manteau de froidure. Les jardins nus et dépouillés font rêver à des cimetières de campagne. Peu à peu le vide se fait dans la vallée. Aussi loin que la vue peut s'étendre, la neige recouvre tout d'un linceul uniforme. La route est belle du reste. Une large chaussée, coupant la colline à mi-côte, court parallèlement au fleuve qu'elle domine. Des bornes de bois échelonnées le long des fossés s'alignent au loin comme

des soldats sous les armes, et forment autant de sentinelles avancées, destinées à guider le voyageur.

De temps en temps, un point noir apparaît à l'horizon. Le point se rapproche et grandit, et la silhouette d'un cavalier tatar se dessine sur la route. Enveloppé dans sa peau de mouton, la tête encapuchonnée dans son *bachlick*, son long fusil lui battant le dos à chaque secousse, il trottine silencieusement à demi couché et comme endormi sur sa monture. A peine s'il daigne s'éveiller pour jeter en passant un regard de côté vers notre attelage; puis la scène redevient déserte, le paysage reprend sa monotonie. Cependant nous filons grand train; en deux heures, nous avons franchi la distance qui nous sépare du premier relai. A l'approche de la station, l'*iamstchik* redouble de coups de fouet, et, fidèle au principe qui veut qu'en tout pays un postillon « soigne son entrée » au risque de verser les voyageurs, il nous amène ventre à terre devant le perron.

Une cour où sont entassées pêle-mêle une demi-douzaine de voitures, un corps d'habitation tenant le milieu entre la ferme et l'auberge, l'écurie d'un côté, la chambre des voyageurs de l'autre, un ameublement de corps de garde, — deux escabeaux de bois, une table et un lit de camp, — le tout confié à la surveillance d'une casquette galonnée, telle est l'image fidèle d'une *station* au Caucase. Parfois quelques maisons, noyau d'un village futur, se groupent à l'entour; d'ordinaire la solitude est complète. Le voyageur est tenu d'apporter ses provisions avec lui sous peine de s'exposer à mourir de faim. La station ne lui fournit que le *samovar* et l'eau pour faire son thé. On sait le rôle capital du *samovar* dans un ménage russe. A lui seul, il compose à peu près toute la batterie de cuisine des pauvres gens. C'est par litres, presque par tonneaux, qu'il faut évaluer la quantité d'eau bouillante journellement absorbée, sous prétexte de thé, par un paysan du Caucase. Si la feuille importée de Chine y joue d'ordinaire un rôle très effacé, le sucre, en raison de sa cherté, n'y apparaît guère que pour le plaisir des yeux. Le même morceau, après s'être promené de tasse en tasse ou même de bouche en bouche, finit par revenir au chef de famille. Dieu merci, nous n'en fûmes jamais réduits à cette extrémité.

Pendant que je faisais l'inventaire des ressources de la station, mes compagnons mettaient le temps à profit. L'*iamstchik* avait dételé la *troïka*. Des chevaux frais remplaçaient nos bêtes fatiguées, et quelques minutes après nous repartions au galop; 15 ou 20 verstes plus loin, la même cérémonie recommençait sans la moindre variante au programme. Il en devait être ainsi jusqu'à Bakou.

Bon gré mal gré pourtant nous dûmes faire halte à la cinquième station. Depuis Tiflis, nos estomacs comptaient les heures avec une indignation croissante. Quelques tranches de jambon arrosées d'un thé fumant suffirent pour les mettre à la raison, et c'est presque avec délices que j'étendis sur la planche qui me servait de matelas mes membres brisés. Je dormais à poings fermés quand mes compagnons m'éveillèrent. Il était trois heures du matin. La lune, traversant d'un flot de lumière notre fenêtre, où la gelée avait dessiné ses arabesques, nous invitait au départ. Il nous fallait mettre à profit les heures froides du matin, sans attendre que le dégel vînt doubler les difficultés du voyage.

Cette fois la route est bien déserte. A nos pieds, la Koura continue à dérouler le ruban de ses eaux noirâtres frangées çà et là de quelque glaçon. Devant nous, une plaine immense, pas un arbre, pas un buisson. Quelques cimetières tatars, apparaissant de loin en loin à la lueur blafarde de la lune, achèvent de donner une teinte lugubre au tableau. Rien de navrant comme l'aspect de ces tombes abandonnées. Point de clôture; la route passe au travers: aucune inscription, rien qui puisse perpétuer le souvenir de ceux qui ne sont plus: une pierre blanchâtre, un simple caillou, marquent la place où ils dorment pour toujours dans l'oubli.

Nous avancions depuis deux heures dans cette solitude sans que le paysage eût changé d'aspect. Mes yeux s'étaient fermés peu à peu, et ma tête, retombant sur ma poitrine, battait involontairement la mesure à chaque cahot, quand une exclamation de mes compagnons me tira de ma torpeur. — Les Tsiganes! dirent-ils. — En même temps l'un d'eux désignait du doigt un point de l'horizon. Je suivis la direction de son bras. A quelques centaines de mètres, une troupe de femmes vêtues de haillons rougeâtres venait de surgir de terre. J'en comptai cinq d'abord, puis dix, puis quinze. Je me frottai les yeux pour m'assurer que j'étais bien éveillé. Aussi loin que mon regard pouvait fouiller l'horizon, la plaine était unie comme une glace. Pas le moindre pli de terrain qui pût abriter une cabane ou une tente. L'étrange cortége s'était mis en marche. Le bras arrondi autour de la tête et soutenant une lourde cruche de bronze, la robe relevée au-dessus de la cheville et dégageant leurs pieds nus, elles descendaient une à une un sentier qui conduisait au fleuve. Les premières lueurs du jour colorant leurs haillons de reflets sanglans donnaient à cette apparition l'aspect d'un sabbat de sorcières. A notre approche, celle qui tenait la tête de la colonne s'arrêta brusquement, et la bande entière exécutant une volte-face qui eût fait honneur à un régiment de voltigeurs nous présenta une rangée de dos immobiles. — D'où diable sortent ces mégères?

dis-je au Bulgare, qui souriait de ma stupéfaction. — Ne l'avez-vous pas vu? de dessous terre. Tenez, nous passons justement au-dessus de la tribu. — Je regardai autour de moi. Une douzaine d'habitations étaient enfouies dans le sol, se distinguant à peine de la neige qui les recouvrait. Quelques poules picorant un reste de fumier, un mince filet de fumée filtrant çà et là par intervalles, laissaient seuls soupçonner la présence de l'homme. — Vous n'avez jamais vu de ces taupinières? me dit mon guide. Eh bien! entrons sans frapper; mais gare aux puces!

Une espèce de couloir en pente douce aboutissait à un trou carré figurant la porte. Je m'y glissai à sa suite. Tout d'abord je ne pus rien distinguer : une épaisse fumée emplissait la chambre et m'aveuglait. Sur le conseil de mon compagnon, je m'accroupis sur mes talons : l'atmosphère étant moins dense dans les couches inférieures, je retrouvai peu à peu l'usage de mes yeux. La pièce était plus grande qu'on ne l'eût soupçonné du dehors. Un lambeau de rideau rapiécé en vingt endroits en dérobait une partie, et laissait deviner l'appartement des femmes. Deux poutres à peine équarries soutenaient le toit, fait d'un entrelacement de branches et de paille mêlée à de la boue. Un trou circulaire percé au milieu servait à la fois de passage à la lumière et à la fumée, et, comme on le voit, s'acquittait assez mal de ce double rôle. Deux grosses pierres supportant des bûches tenaient lieu de cheminée. Cinq ou six Tatars assis par terre autour de ce foyer primitif fumaient gravement leur pipe sans paraître se soucier autrement de notre présence. Un banc de bois, quelques pots de grès, un peu de paille figurant un lit, composaient tout l'ameublement. L'écurie s'ouvrait au fond, annexe souterraine séparée du reste de l'appartement par une porte à claire-voie et dont les ténèbres m'empêchaient de distinguer la profondeur.

Telle est l'étrange tanière où les Tatars viennent chaque année attendre que le retour du printemps leur permette de ramener leurs troupeaux vers les montagnes. Ces demeures souterraines ont leur raison d'être. Dans ces steppes glacées où rien n'arrête l'action du vent, de simples huttes ne sauraient résister aux tempêtes qui se déchaînent périodiquement pendant la saison d'hiver. Les entrailles de la terre peuvent seules fournir à ces tribus nomades un refuge assuré contre les frimas.

Les recommandations du Bulgare me faisaient un devoir d'abréger cette visite. Le temps nous pressait d'ailleurs; 80 verstes au moins nous séparaient encore d'Élisabethpol, où nous devions toucher. Nous regagnâmes notre attelage, et la course folle recommença. Le souvenir de cette interminable journée passée tout entière à

courir la poste à travers ces plaines sans limites, où des stations uniformes se succédaient avec une énervante monotonie comme des pions sur un damier, m'est resté dans l'esprit à l'état de cauchemar. La nuit était venue depuis longtemps, apportant avec elle une bise glaciale qui nous faisait grelotter sous nos pelisses; nous allions toujours. Quand nous entrâmes à Élisabethpol, la ville entière dormait, et les formidables poings du Bulgare, tombant comme un marteau sur la porte de l'auberge, purent seuls avoir raison du sommeil de l'hôtelier. Nous comptions repartir de grand matin. Un télégramme arrivé pendant la nuit vint bouleverser mes plans. Mes deux marchands de bois étaient rappelés à Tiflis par la mort d'un de leurs associés. Ce contre-temps, en m'obligeant à chercher d'autres compagnons de voyage, allait me permettre de visiter la ville à loisir.

IV.

Élisabethpol fait l'effet d'une oasis au milieu de ce désert de neige et de boue qui en hiver s'étend presque sans interruption de Tiflis à Bakou. Des arbres magnifiques, entassés à profusion dans les jardins et jusque dans les rues, témoignent d'une végétation qui forme un contraste saisissant avec la nudité des plaines environnantes. Ce qui frappe au premier coup d'œil, c'est l'aspect tout oriental de cette ville, que la Russie a vainement débaptisée sans pouvoir lui ôter son cachet primitif. Deux grands minarets, d'où le muezzin appelle trois fois par jour les fidèles à la prière, élèvent fièrement vers le ciel leurs tourelles amincies comme pour avertir le passant qu'autour de lui l'islamisme continue à dicter sa loi. L'élément russe n'est guère représenté que par les casquettes galonnées des employés du gouvernement. Les Tatars et les Arméniens dominent; presque toute la richesse commerciale est concentrée entre leurs mains. La race persane ne s'est pas relevée du coup qui l'a dépossédée de l'empire du pays. C'est dans ses rangs que se recrute principalement le personnel des domestiques et des portefaix.

Les rues offrent d'ailleurs un singulier mélange de types et de costumes. Avant tout, c'est la coiffure qui décide des nationalités. Le Persan se reconnaît à son long bonnet d'agneau légèrement déprimé d'un côté, l'Arménien à sa casquette noire, insuffisante, malgré sa large visière, à dissimuler la proéminence exagérée de son angle facial. Le Tatar enfouit son chef sous un énorme champignon de laine frisée. Plus loin, un turban blanc émerge de la foule : c'est un dévot qui a fait le pèlerinage de La Mecque et qui porte sur sa tête son brevet de sainteté. Quelques jolis costumes çà et là, celui-ci

par exemple, dans lequel se pavane un prince arménien : tunique blanche découpée en cœur sur la poitrine et serrée à la taille par une ceinture lamée d'argent, gilet vert à fleurs d'or, cartouchières et tcherkesses de même métal, pantalon et bottines à la française, toque d'astrakan; l'ensemble est fort coquet, l'air dégagé de celui qui le porte en rehausse l'élégance. Au milieu de cette foule bigarrée, quelques femmes se glissent silencieusement, invisibles sous l'espèce de linceul qui les couvre. Invariablement vouées au blanc, les Arméniennes ont l'air de marcher dans un drap de lit; les Tatares, qui sacrifient plus volontiers au rouge, semblent habillées d'un rideau de damas.

Le bazar est le point central vers lequel converge cette population affairée. Une galerie couverte, s'étendant sur une longueur de 400 à 500 mètres et présentant à l'œil une série de coupoles en briques vernissées, sert d'entrepôt aux marchandises de Perse et de Turquie. Toute la vie commerciale est concentrée sous ces voûtes sombres, presque humides, dans ce demi-jour cher aux Orientaux. Un Européen étoufferait dans ces étroites boutiques; l'Arménien y vit comme le poisson dans l'eau. Assis à la turque au milieu de ses richesses, entouré d'une montagne d'étoffes et comme encadré par elles, il attend impassible, indifférent en apparence à ce qui se passe autour de lui; mais qu'un chaland fasse mine de s'approcher, un étranger surtout, d'un revers de main le voilà qui renverse l'échafaudage de ses châles et de ses cachemires, il les tourne et les retourne, les palpe en tout sens pour en bien montrer la finesse, tout cela accompagné de la pantomime et du verbiage obligatoires. L'acheteur s'éloigne-t-il, il reconstitue pièce par pièce tout son édifice, lentement, patiemment, avec la gravité d'un juge sur son tribunal.

A la suite du bazar couvert s'en trouve un autre en plein vent pour les industries qui ont besoin d'air et de lumière. Groupées comme dans une sorte de phalanstère autour d'une immense place carrée qu'ombragent de gigantesques platanes, elles ont chacune leur département, leur coin particulier. Chaudronniers, serruriers, armuriers, teinturiers, orfévres, tout un monde de travailleurs s'agite et se démène dans cet étroit espace. Accroupi devant une boutique dont les dimensions ne dépassent guère celles d'une armoire, chacun exerce son art au grand jour, sans se soucier d'en dérober les secrets au public. Les orfévres fixent principalement ma curiosité. Une sorte de brasier alimenté par un soufflet de peau de bouc ayant la forme d'un sac de voyage, que l'artiste ouvre et referme tour à tour selon qu'il veut emprisonner l'air ou l'en chasser, un creuset d'argile grossière, un poinçon affilé comme une aiguille,

composent tout leur attirail. Procédés primitifs s'il en fut! C'est de là pourtant que vont sortir les colliers, les bracelets d'or et d'argent, les ceintures incrustées de turquoises, toute cette bijouterie massive qui fait la joie des harems de l'Orient.

La mosquée fait face au bazar, qu'elle domine de toute sa hauteur. J'y jette un coup d'œil du dehors. Rien qui semble digne d'arrêter l'attention. Une dizaine de vagabonds y dorment du sommeil du juste, pieusement vautrés sur les dalles. Les deux minarets déjà mentionnés se dressent de chaque côté de la porte, comme deux sentinelles géantes. Un gardien sommeille à l'entrée, étendu sur les marches. Enjambant par-dessus sa tête, je grimpe au sommet. D'en haut le panorama est superbe et fait pour tenter le pinceau d'un artiste. A mes pieds, le bazar, avec son entassement de boutiques microscopiques, semble une fourmilière où chaque insecte est en mouvement. Au deuxième plan, l'ancienne ville arménienne offre à l'œil un amas de maisons éventrées qu'enserre de ses ruines un rempart à demi détruit. Dans l'éloignement, le Dagestan étale ses flancs décharnés qu'envahissent peu à peu les brouillards de la vallée, tandis qu'un dernier rayon de soleil se joue encore sur sa tête neigeuse.

Cependant la nuit jetait insensiblement sur l'horizon son voile de brume. Les boutiques du bazar se fermaient une à une, et le vide se faisait dans cette ruche tout à l'heure si animée et si bruyante. Je repris le chemin de l'hôtel, un peu inquiet de la façon dont j'allais parcourir les 300 verstes qui me séparaient encore de la mer Caspienne. Le hasard s'était chargé d'y pourvoir. Deux voyageurs arrivés dans l'après-midi, un pharmacien arménien et un négociant russe, partaient le lendemain pour Bakou. Instruits de mon embarras par l'aubergiste, ils se mettaient d'eux-mêmes à ma disposition. J'acceptai avec enthousiasme, et nous entrâmes immédiatement en relations. Tout d'abord ce ne fut pas sans peine; mes interlocuteurs n'entendaient pas le français. Quelques mots de latin composaient tout le bagage littéraire de l'Arménien; le Russe n'était guère plus ferré sur les langues européennes. Après quelques essais infructueux pour entamer la conversation, il prit le parti de remplacer le dialogue par une poignée de main. Son compagnon en fit autant. Je leur donnai vigoureusement la réplique, et, la pantomime aidant, nous nous entendîmes à merveille.

Le lendemain matin, nous nous mettions en route. En sortant d'Élisabethpol, j'allais retrouver le même paysage nu et monotone. Les plaines succèdent aux plaines, aux terriers des Tatars les huttes de roseaux des Arméniens. La nuit venue, nous prenons quelques heures de repos, empilés dans une mauvaise station, côte

à côte avec deux voyageurs grincheux qui se serrent de fort mauvaise grâce. Au petit jour, nous traversons la Koura en bac. Le terrain détrempé par la fonte des neiges se transforme peu à peu en marécage. Notre attelage ne suffisant plus à nous tirer de ce bourbier, nous prenons trois chevaux de renfort. La journée tout entière se passe à patauger dans une sorte de lagune où nos roues enfoncent jusqu'au moyeu. La nuit nous surprend entre deux stations. Toute trace de chemin ayant disparu, notre postillon lance bravement ses chevaux à travers champs. A chaque pas, le terrain est coupé de petites rigoles destinées à l'irrigation, où notre chariot s'enfonce avec des craquemens sinistres. Cramponné d'une main au rebord de la voiture, enlacé de l'autre au bras d'un de mes compagnons, j'attends avec une inquiétude résignée le moment où nous roulerons tous pêle-mêle dans la boue. L'adresse vraiment merveilleuse de notre postillon finit pourtant par nous tirer de ce mauvais pas. Deux ou trois lueurs fugitives qui viennent tout à coup percer les ténèbres achèvent de ranimer nos courages en nous faisant entrevoir un gîte prochain. Quelques cahots encore, et nous atteignons les premières maisons d'un village de *malacans*.

Les malacans sont une des nombreuses sectes dissidentes dont fourmille la Russie. Déportés en grandes masses sous l'empereur Nicolas, qui faisait volontiers de la persécution religieuse un moyen de colonisation, ils forment aujourd'hui la presque totalité de la population russe, — d'ailleurs très clair-semée, — du Caucase. Ils vivent à part, dans des villages à eux, gardant fidèlement leurs traditions, aussi séparés de l'élément indigène qu'au temps où ils habitaient les steppes de la Russie : secte inoffensive s'il en fut et qui eût dû, ce semble, décourager les rigueurs du pouvoir, si la simplicité même de son dogme n'eût été aux yeux du clergé russe une sorte de défi jeté à l'orthodoxie formaliste des chrétiens d'Orient! Quelques principes de charité universelle empruntés à la doctrine de l'Évangile, deux ou trois lois d'abstinence portant principalement sur l'interdiction du tabac et de la viande de porc, tout leur code religieux peut tenir en trois lignes. Pas de prêtres, pas de temples, pas d'images! Les mariages sont célébrés par le plus ancien du pays, dont les décisions ont force de loi. Tout le monde au Caucase s'accorde à louer leur honnêteté et leurs vertus domestiques. Leurs villages, régulièrement bâtis, leurs maisons simples, mais proprettes, contrastent agréablement avec la saleté des Tatars et des Arméniens. La franchise qui se lit dans leurs yeux bleus, leur hospitalité, non moins intéressée peut-être que celle de leurs voisins, mais plus avenante, achèvent de disposer en leur faveur.

Au matin, nous prenons congé de ces paysans philosophes, et en

quelques heures nous atteignons un des rameaux perdus du Dagestan, qui depuis deux jours paraît fuir devant nous. La route s'enroule comme un serpent autour de ses flancs abrupts. Pour la première fois depuis Tiflis, le paysage devient réellement pittoresque. Nous avons tout le loisir de l'admirer pendant les cinq heures que dure notre ascension. Une rivière sans eau montre par intervalles à travers les déchirures de la montagne son lit de pierres qui de loin semble fait d'ossemens blanchis. En bas, à perte de vue, la plaine noyée dans une vapeur bleuâtre a l'air d'un lac immense dont les limites se confondent avec l'horizon. A mesure que nous avançons, les difficultés de l'ascension augmentent. Nous ne tardons pas à retrouver la neige et le dégel; hélas! une rivière de boue remplace le chemin. Lancés à fond de train, toutes les fois que la pente le permet, nos six chevaux y pataugent à plaisir et nous éclaboussent jusqu'aux oreilles. A mi-côte, nous rencontrons deux fourgons embourbés. Sept ou huit Tatars qui barbotent à l'entour gesticulent comme des furieux et font pleuvoir une grêle de coups sur l'attelage qui n'en peut mais. A quelques pas de là, les marchandises gisent pêle-mêle sur un tas de neige roussâtre qui émerge comme un îlot de cette boue liquide. L'idée que mes bagages confiés à un voiturier de Tiflis doivent passer dans quelques jours par les mêmes péripéties m'empêche d'apprécier comme il conviendrait le côté pittoresque de la situation. L'embarras où nous sommes nous-mêmes ne nous permet guère d'ailleurs de prêter attention au malheur d'autrui, et, sans écouter les prières de ces pauvres gens qui nous supplient de dételer pour les dégager, nous poussons en avant. Notre égoïsme porte ses fruits, et nous finissons par atteindre la station perchée au sommet de la montagne.

Pendant qu'on prépare les chevaux, nous jugeons urgent de faire un bout de toilette. Un couteau de cuisine qui passe de main en main en fait les frais. Armé de ce rasoir improvisé, chacun se met en devoir d'enlever par tranches successives la boue qui s'est figée sur ses vêtemens et jusque sur sa figure. La scène est si comique que, malgré l'état piteux où nous nous trouvons, un éclat de rire général accompagne cette étrange opération. Nous étions d'ailleurs au bout de nos peines, la descente n'était plus qu'un jeu. A quelques verstes de là, une belle chaussée, bien empierrée, nous permettait de reprendre notre allure des premiers jours et d'arriver avant la nuit à Schoumaka.

Schoumaka, qui a eu ses jours de splendeur sous la domination persane, et qui comptait, il y a deux siècles, 100,000 habitans, est aujourd'hui dans une décadence complète. Ville de transit, point de jonction entre l'Occident, le midi et l'Orient, à mi-chemin d'Éli-

sabethpol et de Bakou, elle a été longtemps et serait encore un des principaux centres commerciaux du Caucase sans les tremblemens de terre qui la condamnent à une ruine périodique. La dernière secousse, qui date de dix-huit mois à peine, a jeté à bas la moitié des maisons; la plupart n'ont pas été relevées. La vie semble s'être retirée pour toujours de ces rues jonchées de décombres où toutes les variétés du lézard ont élu domicile. Seul le bazar conserve encore quelque animation, pâle reflet en somme de celui d'Élisabethpol.

Schoumaka n'est guère qu'à une journée de poste de Bakou. La route, plate et boueuse au début, dès le second relais commence à courir à travers des steppes sablonneuses où s'annonce le voisinage de la mer Caspienne. Je ne sais s'il existe au monde un pays plus nu, plus pelé, plus abandonné du ciel et des hommes. Les environs de la Mer-Morte peuvent seuls rivaliser avec cette désolation. Encore y a-t-il une sorte de poésie sauvage dans ces déserts peuplés des souvenirs bibliques où, avec un peu de bonne volonté, l'imagination du touriste croit retrouver à chaque pas le cachet de la malédiction divine. Ici rien de pareil. Une succession de collines grisâtres que ronge comme une lèpre une herbe épineuse; çà et là quelque flaque d'eau saumâtre produite par les infiltrations de la Caspienne. Le sable partout; rien de grand, rien qui impose.

Adossé à ce désert de sable, Bakou disparaît au fond du golfe où il s'abrite. Le quartier tatar, que traverse tout d'abord le voyageur venant de Schoumaka, ne se révèle guère comme le faubourg d'une ville appelée à un grand avenir. Une série de rues étroites où croupit une eau vaseuse, des maisons basses et d'aspect malpropre où la boue remplace le mortier, des terrasses où s'empilent des mottes de bouse de vache, combustible économique des ménages pauvres, pour fenêtres de petites meurtrières s'ouvrant sur des murs de terre, l'ensemble est sale et repoussant. C'est le Bakou asiatique, le Bakou des Tatars, des Arméniens, des Persans, resté tel qu'il était le jour où la Russie l'a arraché à ses maîtres d'autrefois. Le Bakou d'aujourd'hui, celui de demain surtout, est plus loin, sur la plage, le long du quai où s'alignent les constructions européennes, autour du port où se rangent les vaisseaux de commerce, près de l'arsenal où la flotte du tsar répare ses bâtimens de guerre, — car Bakou possède tout cela. Tout cela est sorti peu à peu, pierre par pierre, comme par enchantement, du sable de la Caspienne, grâce à cette volonté patiente et sûre d'elle-même qui enfante à la longue, au profit de la Russie, les miracles autrefois réservés à la lyre d'Amphion.

Bakou justifie pleinement ces dépenses exceptionnelles. Nous

avons dit un mot des avantages de sa position, qui en fait en quelque sorte la clé de la Caspienne. Ce n'est pas là son seul titre aux faveurs de la Russie. La nature, qui a frappé son sol de stérilité, a amplement dédommagé Bakou en le dotant de richesses minérales de premier ordre. La ville est littéralement bâtie au-dessus d'un lac de pétrole. Il suffit de creuser la terre à quelques pieds pour trouver presque partout l'huile de naphte en couches profondes. Le naphte ne sert pas seulement à l'éclairage : l'industrie l'applique sur place à une foule d'usages. L'arsenal et les usines l'emploient comme combustible au lieu de charbon; les charretiers en graissent les roues de leurs voitures; les marchands de vin en enduisent les outres destinées au transport de leurs liquides, les maçons en fabriquent une espèce de ciment qui, au dire des gens du métier, ferait concurrence au ciment romain. Les sources de naphte ont été concédées par le gouvernement à un certain nombre de particuliers, Arméniens pour la plupart. Le manque de capitaux n'a pas permis jusqu'ici aux concessionnaires de tirer complétement parti d'une aussi riche exploitation. L'insuffisance des procédés de purification fait que l'huile qui sort de leurs usines est dédaignée sur le marché par la classe aisée. Il en résulte qu'avec un réservoir inépuisable à ses portes la Russie continue à être tributaire de l'Amérique pour plus des trois quarts de sa consommation.

Le commerce n'est pas seul à utiliser les ressources minérales que recèle le rivage de la Caspienne. Bien des siècles avant que la science eût l'idée d'appliquer le pétrole aux besoins de l'industrie, la religion de Zoroastre avait établi à Bakou un de ses principaux sanctuaires (1). Le feu éternel y avait ses prêtres et ses fidèles, et les pèlerins accouraient chaque année de l'Inde par centaines. Le culte du feu existe encore, mais les pèlerins ont peu à peu oublié le chemin de Bakou, les fidèles ont émigré, et le clergé guèbre, réduit aujourd'hui à sa plus simple expression, ne compte plus qu'un seul pasteur, qui me fait l'effet d'être à lui-même son propre troupeau.

Le temple du feu est situé à une quinzaine de verstes de la ville et contigu à une magnifique usine où le dieu des parsis se prête complaisamment aux caprices de la science. L'industrie et la religion vivent côte à côte en bonne intelligence : un simple mur de clôture les sépare et au besoin une porte de communication les réunit; on passe sans transition des ateliers dans la chapelle. Le direc-

(1) Antérieur de cinq ou six siècles au christianisme, le culte du feu compte encore de nombreux adeptes en Perse et surtout dans l'Inde, où l'Angleterre le couvre de sa protection. A Bombay, les sectateurs de Zoroastre forment la majorité de la population. On les désigne indifféremment sous le nom de guèbres (du persan *ghebr, infidèle*) ou de parsis, en souvenir de leur pays d'origine, le Farsistan (ancienne Perside).

teur de l'usine, après m'avoir fait les honneurs de son établissement, voulut bien continuer à me servir de *cicerone* et m'introduire chez son voisin. On ne peut pas reprocher au parsisme d'abuser de la mise en scène pour frapper l'imagination. Une sorte de chambre basse, tenant le milieu entre la cave et le cellier, sert de chapelle. Dans un coin est l'autel représenté par trois marches recouvertes d'un lambeau de tapis. Deux petites planches de cuivre de 20 à 25 centimètres carrés, où sont gravées des figures symboliques, sept ou huit petites pierres noirâtres, composent les objets du culte. Sur le mur blanchi à la chaux se détachent en rouge quelques dessins primitifs, qui semblent l'œuvre d'un écolier de huit ans à qui on aurait poussé le coude. De chaque côté de l'autel se dresse un petit robinet de cuivre, — qui n'est autre chose qu'un bec de gaz, — d'où j'aillit la flamme éternelle.

Le prêtre est un Indien originaire de Lahore, récemment arrivé au Caucase. Sa figure, légèrement marquée de petite vérole, est d'une laideur expressive. Deux grands yeux qui brillent comme des charbons sous des sourcils en broussailles donnent à sa physionomie quelque chose de sauvage et lui ôtent toute vulgarité. Une belle barbe soigneusement entretenue descend sur sa poitrine; de longs cheveux noirs tombent en cascade sur ses épaules, comme ceux du clergé orthodoxe. Deux de ses incisives sont enfermées dans un cercle d'or. Que signifie cette alliance de « l'art dentaire » et de la religion de Zoroastre? est-ce un attribut sacerdotal? Je ne me charge pas de résoudre le problème.

Au moment où nous entrâmes dans la chapelle, le guèbre portait pour tout costume un grand gilet de laine rouge et une calotte de même couleur, qui le faisaient ressembler à un maître nageur dans l'uniforme de ses fonctions. Il se hâta de revêtir une longue robe blanche, se débarrassa de son bonnet, et, se prosternant devant l'autel, commença à psalmodier du nez une sorte de litanie plaintive. De temps en temps il s'interrompait pour agiter à tour de bras une petite sonnette, puis le chant reprenait, traînant et monotone. Cette cérémonie dura cinq bonnes minutes, après quoi l'officiant se retourna vers nous et m'offrit gravement un morceau de sucre candi. Je fis honneur, comme il convenait, à ce singulier pain bénit, et, ne voulant pas être en reste de générosité avec Zoroastre, je mis un rouble dans la main de son disciple. Moyennant cette légère offrande, je pus pénétrer dans l'enceinte sacrée, tourner et retourner les objets du culte et me brûler les doigts tout à l'aise au feu éternel. On voit que la religion de Zoroastre n'en est plus à la périod du fanatisme. Quand j'eus satisfait ma curiosité, l'Indien m'invita à le suivre dans une cour voisine qui sert d'annexe au temple des

parsis. Une coupole grossière s'élève au milieu, portée sur quatre piliers et surmontée aux quatre angles d'une sorte de cheminée où, les jours de grande fête, la flamme sacrée flamboie en l'honneur de Zoroastre. Un trident qui poignarde l'air de ses trois pointes décore le fronton de l'édifice. Au-dessous de la coupole, la dalle est creusée en forme de cuvette et percée d'un trou qui livre passage aux gaz souterrains. Le parsis voulut bien y mettre le feu pour mon édification particulière. C'est là qu'on brûlait autrefois les restes des pèlerins morts en odeur de sainteté. Des espèces de niches qu'on voit encore le long des murs leur servaient de retraites pendant leur vie.

Les phénomènes naturels qu'exploite si bénévolement au profit de sa crédulité la secte des parsis ne sont pas les seuls qu'on rencontre aux environs de Bakou. A côté des feux de terre, il y a, si j'ose ainsi parler, les feux de mer. Ce n'est pas la moindre curiosité du pays. Si l'on s'éloigne du port à la distance de 3 ou 4 verstes, en ayant soin de se tenir à un demi-mille du rivage, on voit tout à coup la mer prendre une teinte huileuse. Une senteur caractéristique saisit vivement l'odorat et annonce la présence du naphte. Quelques centaines de mètres plus loin, on a l'explication de ce phénomène. De nombreuses sources de naphte jaillissent du fond de la Caspienne; le liquide, en vertu de sa faible densité, remonte et bouillonne à la surface. En jetant sur cette nappe d'huile quelques poignées d'étoupe allumée, on peut se donner le plaisir de ressusciter le Phlégéton : la mer prend feu comme un bol de punch et brûle de place en place avec un léger crépitement, en formant une série d'îlots enflammés. Si le temps est au calme, l'incendie peut durer plusieurs jours; il ne s'éteindra qu'au premier coup de vent.

Il en est un peu des spectacles de la nature comme des chefs-d'œuvre du théâtre. Quelque merveilleuse que soit une pièce, on ne la saurait voir toujours : à la seconde représentation, l'intérêt languit, il s'épuise à la troisième. Les feux de Bakou rentrent dans la règle générale; je ne tardai pas à m'en apercevoir. L'impatience où j'étais d'ailleurs d'arriver au terme d'un voyage que les rigueurs d'un hiver excessif avaient déjà prolongé outre mesure me faisait souhaiter de dire un prompt adieu au Caucase. C'est ce que je fis avec bonheur le 1er avril, lorsqu'après quinze jours d'attente je pus enfin prendre le bateau qui relie Bakou au Ghilan (1). Deux mois s'étaient écoulés depuis que j'avais quitté la France. La traversée du Caucase m'avait coûté à elle seule plus de six semaines.

JULES PATENÔTRE.

(1) Province du nord de la Perse.

LE ROMAN NATIONAL EN ALLEMAGNE

M. GUSTAVE FREYTAG.

Die Ahnen (*les Ancêtres*) : I. *Ingo und Ingraban.* — II. *Das Nest der Zaunkœnige* (*le Nid des Roitelets*), par Gustave Freytag, 2 vol., 1872-1874.

I.

Le nom du romancier allemand Gustave Freytag n'est pas inconnu en France. Né en 1816 dans une petite ville de Silésie, M. Freytag n'est pas seulement un romancier, il est de plus docteur en philosophie, journaliste et auteur dramatique très apprécié en Allemagne. Pour nous, son titre principal à notre estime littéraire, c'est son roman traduit par M. de Suckau en 1857 et intitulé *Doit et Avoir* (1). C'est l'histoire d'un jeune Silésien appartenant par sa naissance à la classe des petits fonctionnaires de province et s'élevant peu à peu par le travail, la probité, le caractère, à une haute position commerciale. On le voit grandir moralement à travers les milieux divers où son étoile le pousse, commerçans de haute volée, commis rigides, nobles entendus ou ne connaissant rien aux affaires, juifs plus ou moins coquins, Polonais plus ou moins extravagans, et faisant une bonne fin, c'est-à-dire s'unissant à l'aimable sœur de son premier patron, et devenant ainsi l'associé d'une des premières maisons de commerce de Berlin. Ce roman intéresse, bien qu'il ait

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mars 1857, l'étude de M. Saint-René Taillandier sur *le Roman de la vie domestique en Allemagne.*

des longueurs et qu'on se noie çà et là dans des subtilités de sentiment et des minuties de description. Les traits par lesquels se distinguent les nombreux personnages du récit sont d'un dessin raide, presque hiératique, ce qui n'empêche pas qu'on éprouve quelque peine à les grouper tous distinctement dans sa mémoire. Malgré ces défauts, on doit reconnaître dans cet ouvrage la main d'un artiste et le coup d'œil d'un observateur. M. Freytag est réaliste, mais il choisit ses réalités et ne prétexte pas les exigences du réalisme pour nous promener au milieu des vilenies. Il est humoriste sans excès; il nous initie à des existences, à des mœurs, à des intérêts, que nous ne connaissons guère. Une des choses par exemple qui étonnent le lecteur français de ces fidèles tableaux de mœurs allemandes, c'est le rôle fréquent de la susceptibilité dans les rapports des personnages entre eux et comme moyen d'amener de nouveaux incidens. Par momens, le romancier cède le pas à l'auteur dramatique, et c'est surtout alors qu'il est émouvant. L'inspiration morale du livre est saine, sans puritanisme comme sans indulgence pour le mal. En un mot, *Doit et Avoir* est une œuvre remarquable qui dépasse le menu fretin des innombrables productions que notre temps voit éclore sous le nom de romans, et dont les spécimens vraiment distingués sont presque aussi rares en Allemagne qu'en France.

Ce n'est que treize ans plus tard que M. Freytag a publié un nouveau roman, *le Manuscrit perdu*, qui nous offre un tableau fidèle de la vie privée des savans en Allemagne. Un professeur d'université, en examinant de vieux parchemins, découvre une liste d'objets précieux qu'un moine du couvent de Rossau déclare avoir déposés en lieu sûr, afin de les soustraire aux Suédois de Baner. Dans ce trésor est compris un manuscrit complet des *Annales* et des *Histoires* de Tacite, dont il ne nous reste, comme on sait, qu'environ la moitié. Transporté de joie, le professeur part pour Rossau à la recherche du manuscrit, dont la publication doit le couvrir de gloire. Après bien des alternatives d'espoir et de découragement, et toute sorte de péripéties gaies ou tristes, il trouve non pas le manuscrit qu'il cherchait et qui est irrévocablement perdu, mais une femme jeune et belle qu'il épouse, et qui le console de l'insuccès de ses recherches. Dans ce second roman de M. Freytag, la note humoristique est beaucoup plus accentuée que dans le premier.

En outre de ces deux romans et de ses productions dramatiques (*Valentine*, *les Journalistes*, etc.), le même auteur a composé une série de récits de moindre étendue, de moindre valeur aussi, dont les sujets sont empruntés à l'histoire de l'Allemagne au moyen âge et à l'époque de la réformation. Ces tableaux historiques forment comme un prélude de l'œuvre qui va nous occuper et qui se recom-

mande à notre attention par un mérite très particulier. M. Freytag en effet a l'intention de faire, sous la forme du roman, une histoire épisodique de l'Allemagne depuis les anciens temps jusqu'à nos jours. Les trois récits qui ouvrent la série intitulée par lui *les Ancêtres* (*Die Ahnen*) roulent sur les destinées d'une famille dont les origines remontent jusqu'au IVe siècle de notre ère, et même plus haut encore. Le premier nous décrit l'état de la Germanie centrale au temps où Julien était césar dans les Gaules; le second nous le montre à l'époque de l'invasion du christianisme sous la direction de saint Boniface; le troisième se passe au XIe siècle, en pleine féodalité. Cependant il s'agit toujours de la descendance d'Ingo le Vandale, établie depuis le IVe siècle dans le pays de Thuringe, ou du moins à proximité, et l'auteur nous annonce son plan de poursuivre l'histoire de cette famille jusqu'à son dernier rejeton, « un jeune compagnon, nous dit-il, qui se promène aujourd'hui au soleil de l'Allemagne sans beaucoup se préoccuper des actions ni des souffrances de ses prédécesseurs. » C'est la Thuringe, le pays des petits duchés et des grandes forêts, qu'il a choisie pour théâtre, et ce choix nous semble très judicieux.

La Thuringe est bien le cœur de la patrie germanique, il n'est pas en Allemagne de pays plus allemand. La division du territoire en principautés enclavées les unes dans les autres, la beauté romantique des sites montagneux, l'abondance des souvenirs historiques et des légendes, la Wartburg qui a vu les miracles de sainte Élisabeth, les tournois des *Minnesingers*, le séjour de Luther et son duel avec Satan, Erfurt, le grand marché de la Germanie au moyen âge, Iéna, la célèbre et savante université, Eisenach, le berceau des Bach, tout fait de ce pays une Allemagne concentrée où se sont épanouies les qualités essentielles de l'esprit allemand, la simplicité, la bonhomie des manières, la poésie rêveuse, l'aptitude musicale, la grande érudition, sans être gâtées, comme en Bavière, par le mélange avec des superstitions grossières ou, comme en Prusse, par cette raideur empesée qui finira, si elle vient à s'étendre sur l'Allemagne entière, par rendre le Teuton insupportable.

Quant au mérite littéraire des trois nouveaux romans, nous n'hésitons pas à dire qu'il nous paraît très grand, surtout celui des deux premiers. Le genre du roman historique soulève en lui-même des objections qui nous paraissent très fortes. Depuis l'époque où Walter Scott faisait les délices d'innombrables lecteurs, on en a tellement abusé qu'il est en quelque sorte démodé. Cependant les progrès de l'archéologie, la connaissance plus intime que nous possédons aujourd'hui de la vie, des idées, des croyances des générations disparues, ont pu jusqu'à un certain point le rajeunir. M. Freytag, il est vrai, se défend d'avoir voulu composer sous forme de roman une

histoire de la civilisation germanique. Il déclare qu'il n'a prétendu faire que de la poésie, et il ajoute cette remarque fort juste, que, « pour faire de la poésie avec les hommes du passé, il faut user d'un procédé analogue à celui qu'on emploie pour traduire une langue étrangère. » Le fait est qu'il y a beaucoup de poésie dans ses trois histoires, surtout dans les deux premières; mais nous y constatons aussi beaucoup d'érudition habilement fondue dans la narration. On peut même dire que la poésie est ici en raison directe de la fidélité historique. Il est certain d'ailleurs qu'il faut autre chose que de l'érudition pour donner du charme à ce genre de composition. Le roman historique à la façon de Walter Scott ne manquait certainement pas de détails archéologiques; mais c'était du bric-à-brac d'antiquaire plutôt qu'une représentation positive du moyen âge. Les meubles, les vêtemens, les armes, étaient peut-être irréprochables; les sentimens, les raisonnemens, l'âme en un mot était toute moderne. Sans oublier que là, comme ailleurs, l'idéal est inaccessible, on est en droit d'exiger que le souffle général d'une telle œuvre, non les décors seulement et les accessoires, nous transportent dans le temps où les événemens racontés se passent. Il faut que l'auteur commence par se traduire lui-même dans la langue parlée et pensée à cette époque. C'est en ce sens que nous approuvons cette autre assertion du romancier allemand, que les temps reculés qu'il décrit sont mieux compris du poète que de l'historien. L'érudit et le poète doivent pourtant se prêter un mutuel secours; autrement ce dernier ferait triste figure, le premier serait très ennuyeux, et, comme la réunion de ces deux qualités est rare, nous la signalons comme faisant le principal mérite des dernières œuvres de M. Freytag.

Sans qu'il puisse être question d'imitation servile, on y sent des réminiscences très habilement utilisées de Tacite, des frères Grimm, des *Niebelungen* et des chants héroïques de l'ancienne Allemagne. Le langage est archaïque, sans affectation, et la pensée l'est souvent plus encore que le langage. Nous retrouvons bien là la Germanie primitive, embellie, idéalisée, cela ne fait pour nous aucun doute, mais en somme très ressemblante à tout ce que l'on peut conjecturer d'après les données de l'histoire et de la légende. Nous y voyons des types qui se sont dégrossis, adoucis, civilisés, mais qui sont restés foncièrement identiques, et l'auteur a eu le bon goût de laisser entrevoir cette identité plutôt que de la mettre en relief en forçant la note. Sur ce point aussi, le premier des trois romans l'emporte sur les deux autres. Encore sensible dans le second, ce genre de mérite diminue dans le troisième, et il est à craindre qu'en se rapprochant des temps éclairés par la pleine lumière de l'histoire, les romans qui suivront, marqués par moins d'originalité, ne finis-

sent par rentrer dans la catégorie des romans historiques ordinaires; mais nous n'avons pas le droit de l'affirmer d'avance.

Pour l'espèce de trilogie qu'il s'agit ici d'apprécier, notre tâche est pour ainsi dire indiquée d'avance; il faut la faire connaître en la résumant. Quelques fragmens, littéralement traduits, serviront à donner une idée plus nette de la manière de l'auteur. Nous commencerons donc par *Ingo*.

II.

L'an 357, tandis que Julien gouvernait les Gaules avec le titre de césar, une guerre sanglante éclata entre les troupes de l'empire et le peuple belliqueux des *Alemani* qui occupaient la rive droite du Rhin depuis *Confluentes* (Coblentz) jusqu'aux environs d'*Augusta Rauracorum* (Augst, canton de Bâle). Les soldats impériaux, commandés par le césar en personne et soutenus par de nombreux auxiliaires franks, remportèrent sur les Alemani, non loin d'*Argentoratum* (Strasbourg), une victoire longuement disputée et rejetèrent les envahisseurs dans le Rhin, qu'ils passèrent après eux pour porter la guerre sur leur territoire. Les Alemani n'avaient cédé qu'après une résistance acharnée, et dans leurs rangs on avait remarqué particulièrement une petite troupe de Vandales, venus des bords de l'Oder, sous les ordres de leur jeune prince Ingo, fils du roi Ingbert. Dépossédé par son oncle de la royauté paternelle et réduit à errer depuis lors de lieux en lieux avec les quelques fidèles qui avaient voulu partager son exil, cet Ingo surtout s'était distingué par des prodiges de valeur. Avec ses Vandales, il avait longtemps tenu tête aux charges furieuses des vainqueurs arrivés près du Rhin et lui-même avait enlevé un étendard romain. Blessé, mais ayant échappé comme par miracle aux javelots et aux flèches qui l'avaient poursuivi dans le fleuve, il avait pu se dérober sur l'autre rive aux recherches de l'ennemi, et il avait été soigné par une devineresse ou prophétesse alemane qui lui avait prédit un avenir paisible, prospère, mais obscur, s'il abandonnait le trophée conquis par sa bravoure, tandis que, s'il le gardait, le dragon flamboyant fixé sur l'étendard consumerait un jour son bonheur et son corps. Tel était encore le prestige des armes romaines qu'on attribuait une vertu magique aux enseignes de l'empire. Ingo préféra la gloire à l'obscurité, la prophétesse brûla le tissu sur lequel était cousu le dragon polycéphale aux langues écarlates et lui remit les têtes symboliques soigneusement pliées et renfermées dans une poche en peau de loutre. Ingo, ignorant ce qu'étaient devenus ses Vandales, partit avec son redoutable talisman. Il savait que sa tête avait été mise à prix par le césar. Il se cacha dans les bois pour éviter les bandes ro-

maines qui saccageaient le pays, et dut même se garer des Cattes, voisins des Alemani, intimidés par la victoire de Julien et sollicitant son alliance. C'est après six jours et six nuits de marche forcée qu'il arriva sur les terres d'un chef thuringien, vassal, mais en fait très indépendant du roi de Thuringe, à qui il ne devait qu'un tribut annuel de chevaux.

Tous ces événemens ne se découvrent que peu à peu, à mesure qu'on avance dans le récit. Sur les confins de la Thuringe, Ingo dut parlementer d'abord avec un certain Wolf, gardien de la frontière pour le compte du chef Answald. Wolf reconnut tout de suite Ingo pour un Germain à la manière dont il marchait, « car, lui dit-il, tu marches la pointe du pied en dehors et en appuyant fortement sur les talons, tandis que les Romains font de petits pas en appuyant sur la plante des pieds comme des gens fatigués. »

Le seigneur Answald, à qui Wolf appartenait, était une manière de prince allemand primitif, très primitif même, en ce sens que sa *cour*, comme plus tard celle de nos rois mérovingiens, n'était autre chose qu'une cour de grande ferme. Il était suzerain d'un territoire peu étendu, mais fertile, adossé aux croupes du Thuringerwald qui regardent le sud-ouest. Il vivait là, au milieu d'une population adonnée à l'agriculture, entouré de plusieurs nobles qui le reconnaissaient comme leur chef, dont quelques-uns même étaient à son service féodal pour un temps déterminé, participant lui-même aux travaux champêtres, tandis que « la princesse » sa femme et leur charmante fille Irmgard s'occupaient des soins domestiques avec le zèle, l'économie et la naïveté culinaire des ménagères allemandes de tous les temps. Ses deux seuls soucis, c'était d'une part la crainte que la guerre allumée entre les Alemani, ses voisins, et les Romains n'étendît ses ravages jusque sur son paisible domaine, de l'autre la défiance qu'il nourrissait à l'endroit des projets du roi de Thuringe, Visino, qui entretenait une troupe de cavaliers dans sa forteresse royale, et qui ne paraissait pas voir de très bon œil l'autonomie du territoire relevant directement de l'autorité de son vassal. Parmi les jeunes nobles attachés au service d'Answald par un engagement temporaire, nous distinguons Théodulf, parent de sa femme, amoureux de sa fille, et dont Gundrun, mère d'Irmgard, favorisait secrètement la flamme.

Ingo fut d'abord accueilli par Answald au nom des lois sacrées de l'hospitalité et ne révéla qu'à ce chef et à sa compagne son origine et sa dignité. Il se tut modestement sur la part héroïque qu'il avait prise à la dernière bataille. Mais il y eut le lendemain fête au village. Les jeunes gens se disputèrent les prix de l'adresse et de la vigueur. Ingo les surpassa tous et infligea spécialement à Théodulf l'humiliation d'une défaite, ce qui laissa le brave Answald

assez indifférent, ce qui contraria sa digne moitié, mais ne déplut pas à leur fille. C'est par la démonstration de leur force physique que les jeunes gens de ce temps-là s'emparaient du cœur des jeunes filles. Un grand festin fut donné dans le *hof* ou demeure du chef. On y mangea, on y but, comme des Germains savaient manger et boire, c'est-à-dire solidement. On y dansa la « danse des épées, » sorte de ballet exécuté par la jeunesse guerrière. Le poète-chanteur Volkmar se présenta. Il était le chantre le plus goûté de ces fêtes. Toujours par monts et par vaux, c'est lui qui apportait les nouvelles des pays voisins, qui transmettait les messages, qui donnait de bons conseils et qui chantait les exploits passés ou récens des héros. Le sujet de ses chants cette fois fut la bataille que s'étaient livrée les Alemani et les Romains, ce fut la prouesse d'Ingo, fils d'Ingbert, qui avait vengé la défaite des Germains en enlevant aux soldats du césar leur étendard sacré (1). Bientôt Volkmar, qui avait assisté à cette bataille, reconnut Ingo parmi les assistans et le désigna à l'assemblée, qui fit une ovation au jeune guerrier. Tous ces tableaux de mœurs antiques, encore très grossières, mais dominées par des principes de bravoure et de loyauté, sont d'un puissant effet.

Ce qui est charmant, ce sont les jeunes amours d'Irmgard et d'Ingo, qui s'avouent leur inclination naissante avec l'abandon de leur nature primitive, mais aussi avec cette chaste retenue qui avait frappé le regard de Tacite quand il étudia les mœurs germaines. Il nous faut traduire ce gracieux épisode.

« Le matin qui suivit la fête où Ingo avait reçu les hommages dus à sa bravoure, Irmgard se dirigea vers les bois à travers les prés couverts de rosée. Une brume blanche couvrait le sol et se suspendait aux arbres comme un manteau tissé par les esprits des eaux. La forme élancée de la jeune fille s'élevait au-dessus des vapeurs matinales, elle chantait, poussait des cris joyeux, les joues empourprées, ses longs cheveux épars, le cœur débordant de bonheur, et elle s'avançait à travers les ondulations de la brume, semblable à une déesse des champs. Elle avait entendu, elle avait vu ce que c'était que l'héroïsme quand il élève l'homme au-dessus des terreurs de la mort dans la société des grands dieux. Tous ses compatriotes s'étaient inclinés devant la valeur de celui qui lui plaisait secrètement et qui l'attirait plus que tout autre. Elle gravit le sentier montagneux jusqu'à un endroit où le toit paternel disparaissait sous la feuillée et s'arrêta seule entre bois et rochers. Au-dessous

(1) C'est depuis Trajan que s'introduisit la coutume d'ajouter aux *vexilla* des cohortes un dragon à tête ou aux têtes métalliques et dont le corps, tissu d'une étoffe spéciale, se gonflait ou s'affaissait au vent de manière à imiter les mouvemens d'un être animé. De là sans doute les idées superstitieuses que les barbares attachaient à cet insigne militaire.

d'elle bruissait un torrent, sur sa tête planaient les nuages dorés du matin. Elle monta sur une pierre et chanta aux rochers et aux eaux bouillonnantes l'air du chanteur et les paroles qu'elle avait entendues dans la salle du festin. Elle répéta joyeusement ce qu'elle avait retenu de l'improvisation poétique de Volkmar, et, quand elle en vint au saut désespéré du héros dans le Rhin, elle se complut dans cette idée et elle chanta avec enthousiasme : — O vous, petits oiseaux des bois, sages messagers des dieux, et vous, petits sylphes cachés sous les fougères, écoutez encore une fois. — Et elle répéta les paroles. Et quand elle fut au moment où le héros disparaissait dans le fleuve, cette disparition l'attrista, et, comme elle était très sensible, son émotion s'épancha en de nouvelles paroles, et elle reprit la complainte du chanteur. La voix de la jeune fille vibrait claire et forte, accompagnée par le concert des oiseaux de la forêt et par le léger murmure d'une source voisine.

« Alors elle vit non loin d'elle une pierre rouler dans le torrent, elle regarda de ce côté et découvrit à ses pieds une forme humaine, enveloppée du tissu aérien des nixes et qui s'appuyait sur un tronc d'arbre. Le héros dont elle annonçait la gloire aux forêts était là, près d'elle, et, comme elle reculait effrayée, elle entendit sa voix suppliante : — Chante encore, jeune fille, et que j'entende de ta bouche ce qui me rend heureux. Le son qui sort de tes lèvres m'est plus doux que tout l'art de Volkmar. Lorsque le chanteur chantait et que la salle de ton père retentissait d'acclamations, c'est à toi que je pensais tout le temps, et ce qui surtout me rendait heureux et fier, c'était de pouvoir me dire que tu étais là et que tu entendais.

« — La peur que j'ai ressentie en t'apercevant a fait envoler les paroles, répondit Irmgard, — et elle tâcha de reprendre contenance quand elle le vit se rapprocher d'elle. — Je t'ai parlé naguère plus hardiment, reprit-elle en faisant allusion à un entretien qu'elle avait eu avec lui avant de savoir qui il était. Ne te moque pas de moi. Parmi nous, gens des forêts, la parole va tout droit, et nos pensées sont simples ; mais je suis triste à l'idée que tu entends pour la seconde fois de ma bouche ce que tu sais déjà. Si j'avais deviné qui tu étais, j'eusse mieux caché la bonne opinion que j'ai de toi, et maintenant je suis toute honteuse en pensant que tu m'épies.

« — Ne me cache pas tes bonnes intentions, Irmgard, dit le jeune homme d'un ton suppliant. Crois-moi, un banni n'entend pas souvent des paroles affectueuses sortir de la bouche d'une femme de cœur, lors même que le chanteur le loue et que son hôte boit en son honneur ; il n'en est pas moins sans famille, sans amis ; un homme considérable répugne à donner sa fille à celui qui n'a rien, et le fugitif ne laisse pas de fils sur la terre pour raconter ses exploits.

« Irmgard regardait fixement devant elle.

« — Mais toi, continua Ingo, souffre que je te dise le secret de mon âme. — Et il lui raconta ce que nous savons du charme fatal attaché aux têtes du dragon romain qu'il portait sur lui. — Depuis que je t'aime, ajouta-t-il, j'ai changé d'avis; il me semble qu'il vaudrait mieux s'asseoir à tes côtés et chevaucher paisiblement dans la campagne que de chercher en compagnie des vautours le tumulte des combats. Mes idées ont donc pris un tout autre tour, et le cœur me défaut à la pensée que je ne suis qu'un vagabond. Auparavant la destinée ne m'effrayait guère : je me fiais à mon bras et au dieu favorable qui peut-être un jour ramènera le banni dans sa vieille patrie; mais maintenant je vois que je m'en vais comme ce surgeon de sapin que le torrent emporte. — Il montrait, en parlant ainsi, un jeune sapin que les eaux avaient déraciné et qui, avec sa mousse et sa motte de terre, flottait encore droit sur les tourbillons du torrent. — La motte se rapetisse, dit Ingo d'un ton sombre, la terre se détache par morceaux, il va disparaître entre les pierres. — Irmgard se leva et suivit d'un œil attentif la course du surgeon sauvage qui descendait la pente rapide en tourbillonnant, et qui ne tarda pas à disparaître presque entièrement dans la buée du torrent. — Il s'arrête, s'écria-t-elle tout à coup d'une voix joyeuse, et elle bondit jusqu'à l'endroit où le jeune arbre s'était accroché à un petit cap qui faisait saillie. — Vois-tu, dit-elle à Ingo, il va verdir sur notre rive, il se pourrait bien qu'il y prît racine.

« — Dis-moi, reprit Ingo ravi, en serais-tu bien aise?

« Irmgard ne répondit pas.

« A ce moment, le soleil perça son enveloppe de nuages. Ses rayons tombaient d'aplomb sur la belle jeune fille, dont les cheveux brillaient comme de l'or sur sa tête et ses épaules. Les yeux baissés, les joues rosées, elle restait debout devant Ingo. Celui-ci, le cœur gonflé de joie et d'amour, s'approcha d'elle avec timidité. Irmgard restait immobile, comme fixée au sol. Elle fit un faible geste de défense et murmura d'un ton suppliant : — Le doux soleil nous voit! — Mais lui l'embrassa tendrement et dit au soleil, qui souriait : — Salut, doux seigneur du jour, sois-nous gracieux et garde fidèlement ce que tu vois! — Il l'embrassa de nouveau et sentit ses lèvres contre les siennes ; mais, comme il allait l'enlacer de ses bras, Irmgard leva la main, le regardant avec des yeux pleins de tendresse, les joues toutes pâles, et elle lui montra le haut des montagnes. Ingo obéit et remonta à pas précipités. Quand il se retourna pour voir où elle était allée, il la découvrit, toute baignée de lumière, agenouillée devant le petit arbre et levant au ciel des mains suppliantes. »

Sa situation dans la principauté d'Answald devint bientôt régu-

lière. Le conseil des anciens de la peuplade convoqué chez le seigneur Answald et présidé par lui conféra à Ingo le droit de séjour, et il put se choisir un « dévoué. » Son choix tomba sur ce jeune Wolf qu'il avait rencontré sur la frontière et qui s'attacha à son nouveau maître avec cette complète abnégation qui faisait la valeur du lien féodal. Cependant il avait des ennemis. Dame Gundrun ne l'aimait pas et soupçonnait qu'il s'était passé quelque chose entre lui et sa fille. Théodulf, l'amant agréé par la mère, mais non par la fille, était jaloux, provocateur, sournois. Sintram, son oncle et son protecteur, avait été trouver le roi Visino dans son *Kœnigsburg* (château royal), et bientôt Volkmar, le chanteur, était revenu chez Answald avec un message du roi qui invitait Ingo à venir le voir.

Le roi Visino était un grossier compagnon, ambitieux, rusé, cupide et ivrogne. Retranché dans son *burg*, il faisait de la centralisation à sa manière, entretenait dans ce dessein une troupe de cavaliers qui ressemblaient fort à des bandits, et se croyait un profond politique parce qu'il recourait tout aussi bien, pour parvenir à ses fins, au mensonge et à la trahison qu'aux lances de ses soudards. Il avait épousé une superbe princesse burgunde, du nom de Gisèle, qui lui était de beaucoup supérieure par ses goûts déjà civilisés, qui n'aimait guère son rustre d'époux, et qui s'ennuyait. Les Burgundes en effet, beaucoup plus rapprochés de la civilisation romaine, en avaient déjà ressenti l'influence. Gisèle adolescente avait connu Ingo, très jeune encore, à la cour de son père et lui avait gardé un tendre souvenir. Quand elle apprit qu'il se trouvait chez Answald, elle brûla du désir de le revoir et appuya son mari dans son projet de le faire venir au Kœnigsburg. Celui-ci avait un autre martel en tête. Il n'aimait pas à savoir ce jeune guerrier, entreprenant et déjà célèbre, au milieu de vassaux mal soumis; mais Ingo, que tant de liens charmans retenaient chez Answald et qui se défiaït des intentions du roi, ne se pressait pas de venir. Lors d'une fête des moissons célébrée chez son hôte, un de ces jongleurs qui erraient de pays en pays en émerveillant les naïfs habitans des contrées germaines par leurs tours de passe-passe, leurs marionnettes grotesques et leurs singes déguisés en légionnaires romains, mais qui servaient aussi d'espions à la politique romaine, avait reconnu Ingo et semé sur sa route le bruit que sa tête était mise à prix par ordre du césar. La cupidité bien connue du roi Visino ne permettait pas de se fier à ses avances hospitalières. Ingo toutefois se déclara prêt à se rendre à sa cour dès qu'il pourrait le faire d'une manière conforme à son rang.

Bientôt la situation se compliqua. La petite troupe des Vandales demeurés fidèles à Ingo, ceux du moins qui avaient pu s'échapper

de la grande bataille, finirent par le rejoindre. A leur tête était un vieux guerrier nommé Berthar, type du vassal dévoué corps et âme à son seigneur, longtemps précepteur et protecteur, désormais l'intime conseiller de celui qu'il reconnaissait pour son roi. D'abord Answald résolut de leur accorder aussi l'hospitalité; mais les relations entre les nouveau-venus et les habitans de la principauté ne tardèrent pas à devenir difficiles. Il y avait des conflits de coutumes. Dame Gundrun, contrariée dans ses vues sur sa fille et dans ses idées de ménagère, Théodulf, plus jaloux que jamais, attisèrent le feu de la discorde. En vain Irmgard et sa fidèle suivante Frida, dont Wolf était fort amoureux, firent de leur mieux pour l'éteindre. Le bonhomme Answald prit quelque temps le parti de ses hôtes, mais quand sa femme lui eut révélé l'amour d'Ingo pour sa fille, il se refroidit à leur égard et désira lui-même qu'ils partissent. Il n'admettait pas la possibilité d'un mariage entre sa riche héritière et ce détrôné, fort brave sans doute et de naissance illustre, mais qui n'avait ni sou ni maille. Le roi Visino lui faisait savoir qu'il ne voyait pas sans déplaisir ce rassemblement de guerriers nomades. Enfin Théodulf et Ingo, à la suite d'un différend de chasse, s'injurièrent et durent vider leur querelle en combat singulier. Théodulf, grièvement blessé, en revint à grand'peine, et, comme Irmgard refusait d'aller le soigner comme sa fiancée, Answald furieux dénonça l'hospitalité à Ingo.

Celui-ci savait déjà ce qu'il devait faire. Vers les sources de l'Idis, petit affluent du Mein, se trouvait un territoire peu étendu, mais boisé, fertile et propre à l'élève du bétail, dont les habitans avaient perdu leurs seigneurs. Inquiets de leur position isolée entre les Burgundes et les Thuringiens, ils désiraient s'inféoder à une race noble étrangère qui les protégerait contre leurs ennemis (1). Ingo et ses Vandales défilèrent donc fièrement pour aller s'établir en protecteurs et seigneurs de ce pays sans maîtres. Une partie de la population, devenue trop nombreuse pour le territoire restreint d'Answald, devait bientôt les y rejoindre; mais auparavant, esclave de sa parole, Ingo voulait se présenter à la cour du roi Visino.

L'hiver était venu. La neige couvrait la terre de son blanc manteau. Le matin qui suivit le départ des Vandales, Ingo et Irmgard, amenés par un mystérieux pressentiment, se rencontrèrent une dernière fois à l'endroit où ils avaient échangé leurs premiers aveux.

« — Mon roi s'en va vers ses ennemis, dit tristement Irmgard,

(1) Tout cela est strictement conforme à ce que nous savons aujourd'hui des vraies origines de la féodalité.

parce que ma famille a été inhospitalière pour lui. Cette pensée m'est amère, la vie m'est odieuse. Tu seras courroucé contre nous quand, dans la détresse, tu penseras à la maison de mes pères. — Partout où j'irai, c'est à toi que je penserai, s'écria Ingo; c'est de toi que j'attends tout mon bonheur. Tu es ma bien-aimée, et ton cœur est fort. C'est pourquoi je remets entre tes mains le fil dont ma destinée dépend, comme l'a dit la prophétesse. — Il lui tendit un petit sac de peau de loutre, fermé de solides courroies. Irmgard regardait cet objet avec quelque effroi. — C'est là que le charme du dragon est renfermé, continua Ingo à voix basse, le secret de la victoire des Romains, comme le pensent nos vieux guerriers, et aussi mon sort à moi-même. Le Romain a répandu l'or dans le Kœnigsburg, il se peut donc que les gens du roi me dressent des embûches. S'ils me tuent, moi et mes compagnons, il ne faut pas que le Romain retrouve ce qui lui assure la victoire. Garde-moi donc ce gage jusqu'à ce que je te le réclame; si mes ennemis réussissaient dans leur dessein, tu porterais ce charme au tertre funéraire qu'ils élèveront sur mon corps, et tu l'enfouirais bien avant dans la terre pour qu'aucun étranger ne l'ait jamais.

« Irmgard prit le petit sac et le tint dans ses deux mains, tandis que ses larmes coulaient. — Tu deviens étranger au foyer de mes pères, mais tu n'en restes pas moins mon ami et mon hôte, Ingo, et tu habites là, tout près de mon cœur. C'est là que je veux garder ce que tu me confies, et je supplie les déesses du destin que ce gage me donne de participer à ton sort. Si j'étais née homme, je suivrais tes pas; mais je m'assoirai solitaire, les lèvres closes, dans ma triste demeure, et je penserai à toi que seuls les autours verront, les oiseaux sauvages qui volent entre ciel et terre, — car, mon noble seigneur, tu erres sans trouver de repos entre des murs ennemis, sous le vent qui siffle et le grésil qui tombe.

« — Ne pleure pas, douce amie, reprit Ingo; je ne crains pas que mes ennemis parviennent à me détruire. Si la froide neige tourbillonne, mon cœur est joyeux, parce que j'ai foi en toi. Nuit et jour, je ne pense qu'à une chose, au moyen de t'obtenir.

« — Celui que le père maudit, que la mère déteste, celui-là, leur enfant l'aime; y a-t-il sur terre une plus grande douleur? soupira Irmgard.

« Ingo l'entoura de ses bras et lui dit doucement : — Cache bien notre amour devant les autres, comme l'arbre cache sa force dans la terre quand l'été s'en va! Maintenant le géant hiver fait rage autour de nous et la beauté des champs est recouverte d'un blanc linceul. Toi aussi, douce amie, porte paisiblement ton manteau de glace. Quand les bourgeons s'ouvriront au renouveau, et que la jeune verdure germera sur la terre, regarde le soleil du prin-

temps et écoute si tu entends le chant des cygnes sauvages traversant les airs.

« — Je dissimulerai et je persévérerai, répondit Irmgard d'une voix solennelle; mais toi, si la tempête gronde sur ta tête, pense que je te plains, que je t'appelle, et, si le doux soleil te sourit, que je pleure à cause de toi. — Elle détacha un ruban de sa tunique et le noua autour du bras d'Ingo. — Ainsi je te lie à moi pour que tu saches que tu es à moi comme moi je suis à toi. — Puis elle se jeta à son cou et le tint pressé contre elle.

« On entendit dans le voisinage comme le cri rauque d'un oiseau de proie. — C'est le garde qui m'avertit qu'il faut nous séparer, dit Ingo. Bénis-moi, Irmgard, pour que mon voyage tourne bien pour toi et pour moi. — Il baissa la tête, Irmgard étendit les bras, remua les doigts et murmura la formule de bénédiction. Le jeune homme la serra encore une fois sur son cœur et disparut dans les sapins. Irmgard se retrouva seule entre bois et rochers; autour d'elle, la neige tombait en floconnant. »

Ingo et ses Vandales arrivèrent au Kœnigsburg, dont ils admirèrent les murs élevés, les tours crénelées, les fossés profonds et les ponts-levis, innovation récente encore. L'accueil qui leur fut fait dénotait beaucoup d'empressement de la part de la reine Gisèle, peu de bienveillance chez le roi son époux, et un mauvais vouloir très marqué chez les gens du roi. Le fidèle Berthar remarqua toute sorte d'indices qui mirent en éveil sa prudence, et recommanda à son jeune prince d'être sur ses gardes. La précaution n'était pas inutile, car Ingo faillit être tué par une flèche partie on ne savait d'où. Cependant le roi Visino prenait goût à la compagnie d'Ingo, et la reine allait continuellement à la cuisine pour s'assurer qu'on préparait avec soin les viandes destinées à ses hôtes. Dans une partie de chasse, Ingo sauva le roi, qu'un taureau furieux allait éventrer. Aussi le roi se montra-t-il charmant pour lui dans le festin qui suivit la chasse. A table, il fut question des Romains, de leur manière de vivre, des merveilles de leurs cités. Ingo avait été une fois à Trèves. Ce qui l'avait le plus surpris, c'était d'y rencontrer des soldats qui se disaient Romains et qui avaient l'œil bleu et parlaient la langue des Germains. Mais le plus amusant de ces Teutons primitifs quand il développa ses idées sur la civilisation romaine, ce fut sans contredit le vieux Vandale Berthar, et il faut lui laisser la parole.

« — Pour moi, sire roi, dit-il, je ne donne pas grand'chose de la sagesse romaine, que d'autres vantent. J'ai été aussi dans les grands *burgs* de pierre que les Romains ont bâtis, et principalement quand mon seigneur Ingo m'envoya vers le sud par-delà le Danube à *Augustaburg* (Augsbourg), où maintenant les Souabes se sont établis.

J'entrai péniblement par les murs ébréchés, et j'y vis beaucoup de niaiseries déplaisantes pour un homme de bon sens. Les maisons romaines sont tassées l'une contre l'autre comme des moutons en temps d'orage. Je n'en vis pas une où il y eût place pour une cour, pas même pour un fumier. Je voulus savoir où il y avait un fumier, vous comprenez; j'interrogeai mon hôte: ah! bien oui, ils n'ont pas plus de honte que des petits chiens. Je couchai dans une étrange loge, toute en pierre. Les murs et le pavé étaient glissans, peints de toute sorte de couleurs. Les braves Souabes y avaient mis un toit de chaume. Je vous assure que je ne fus pas à mon aise pendant la nuit entre ces pierres, et que je fus content quand au matin les hirondelles vinrent gazouiller sur la paille. Il avait plu pendant la nuit, et dans une flaque d'eau j'aperçus deux canards; mais ce n'étaient pas des canards vivans, ils étaient comme qui dirait peints sur le pavé. Je m'avançai, je donnai un coup de hache sur le pavé, et je découvris que c'était un misérable petit ouvrage de petits cailloux sans nombre joints ensemble. Chaque caillou était cimenté dans le sol et à la surface aussi poli qu'une hache de pierre. C'est avec ces cailloux que l'on avait fait les deux oiseaux que nous appelons des canards. Et c'était un ouvrage auquel plusieurs hommes avaient dû travailler bien des jours, rien que pour polir ces cailloux durs. Cela me parut tout à fait stupide, et mon Souabe pensait comme moi.

« — Peut-être le canard est-il pour eux un oiseau sacré qu'ils ne voient pas souvent, interrompit Balda, un prud'homme de la suite de la reine. Il y a des oiseaux qu'on voit partout, et d'autres non.

« — C'est aussi ce que je me disais, reprit Berthar, mais mon hôte savait qu'ils aiment à faire des choses comme cela pour marcher dessus.

« Les assistans riaient. Balda ajouta : — Nos enfans ne font-ils pas de petits ours avec de la crotte et des fours avec du sable? Les Romains sont devenus des enfans.

« — Tu dis vrai. Ils ont limé leurs cailloux pour faire des oiseaux, tandis que dans leurs forêts les guerriers souabes charpentaient leurs forts de bois... Et puis, quand ils veulent manger, ils s'étalent comme des femmes en mal d'enfant.

« — Ce que tu nous racontes au sujet des canards est inexact et ridicule, interjeta un certain Wolfgang, qui en voulait à Berthar. C'est l'art des Romains de savoir tout imiter avec des couleurs et des pierres, et pas seulement des oiseaux, mais aussi des lions et des guerriers qui combattent. Ils s'entendent à représenter les dieux et les héros de manière qu'on les croirait vivans. Ils font ainsi pour s'honorer eux-mêmes et pour conserver le souvenir de ce qu'ils représentent.

« — Ils grattent les cailloux, repartit le vieux Vandale, mais c'est de notre sang que sortent les héros qui leur gagnent des batailles. Si c'est leur manière d'aimer le travail des esclaves, la nôtre est de commander aux esclaves. Je ne loue pas le héros qui s'engage à servir un esclave...

« — Cependant, dit Ingo, les sages reconnaissent que la puissance des Romains est devenue plus grande qu'autrefois. Ils se vantent qu'au temps de leurs pères il est venu dans leur empire un dieu nouveau qui leur procure la victoire.

« — Je sais depuis longtemps, dit le roi, qu'il y a un grand secret dans leur Christus. Et leur foi n'est point du tout fausse, car ils sont réellement plus souvent victorieux qu'autrefois. On entend dire toute sorte de choses là-dessus, et personne n'en sait le fin mot.

« — Ils ont très peu de dieux, déclara Berthar d'un ton grave, peut-être même n'en ont-ils qu'un, qui a trois noms. Le premier nom, c'est *père*, le second *fils*, et le troisième *un*.

« — Le troisième, c'est *Diabolus*, s'écria Wolfgang; je sais cela, moi; j'ai vécu moi-même en mon temps parmi les chrétiens, et je t'assure, sire roi, que leur charme est le plus puissant de tous. J'ai appris à connaître leur signe secret, et une conjuration qu'ils appellent *Pater noster*, souveraine contre toutes les maladies. » Et tout en parlant il fit respectueusement un signe de croix sur sa jarre de vin.

Interrompons un instant notre résumé pour relever dans ce curieux dialogue la mauvaise humeur du Germain barbare, surtout du Vandale, contre toute espèce de luxe ne servant qu'à flatter les yeux. Il y avait encore, semble-t-il, quelque chose de ce trait de la race dans les régimens du nord de l'Allemagne lors de la dernière invasion.

Pour en revenir à notre histoire, disons qu'Ingo crut pouvoir solliciter l'appui du roi en faveur de ses amours, que le roi ne se montra très désireux ni du mariage d'Irmgard avec Théodulf, ni de son mariage avec Ingo, mais que, tout compte fait, si Ingo ne lui demandait pas d'argent et s'il ne s'établissait pas sur le territoire d'Answald, il fermerait les yeux à la rigueur sur les entreprises que le jeune homme pourrait tenter pour en venir à ses fins. Le pauvre sire ne savait pas combien il lui eût importé au contraire que son hôte s'unît à la jeune fille qu'il aimait. La reine Gisèle avait senti renaître son ancienne inclination pour Ingo. Elle lui faisait des propositions insidieuses, lui insinuait qu'il serait pour son jeune fils le meilleur des précepteurs et des conseillers, qu'il devait s'établir à la cour de Thuringe, et s'élever au premier rang par son courage et ses exploits. Vers le même temps, le roi Visino avait été bien aise de se servir de la troupe vandale et de son chef contre

une peuplade saxonne avec laquelle il avait des démêlés. Ingo lui avait été encore une fois d'un grand secours. Il était donc enchanté de son hôte; mais arriva le Frank Harletto, allié des Romains et chargé par Julien de réclamer la personne d'Ingo, dont l'espionnage avait découvert le refuge. Le Frank apportait de magnifiques présens qui devaient payer l'extradition d'Ingo, et Visino, tenté par la cupidité, avait forte envie de consentir à ce honteux marché. Il fallut pour l'en détourner toute l'énergie de Gisèle, et encore ne fut-ce qu'après une lutte formidable où Visino faillit périr que les Vandales, Ingo à leur tête, purent enfin partir pour cette vallée de l'Idis où ils devaient se fixer définitivement. Visino s'aperçut qu'il avait baissé dans l'estime de Gisèle et regretta qu'elle fût par sa naissance d'un rang si élevé. — Autrement, disait-il, je l'eusse volontiers battue pour reconquérir son amour.

Sur le domaine d'Answald, les émigrans faisaient aussi leurs préparatifs, et nous remarquons dans un nouveau chapitre une description très vivement peinte de cet exode qui fait penser à la fièvre d'émigration dont aujourd'hui le paysan allemand est souvent saisi. Les Vandales et les colons émigrés du territoire d'Answald se rejoignirent au pays d'espérance. L'alliance entre les cultivateurs anciens et nouveaux du sol et leurs nouveaux seigneurs fut conclue et scellée par des sacrifices solennels. Le *burg* d'Ingo s'éleva rapidement sur une colline aux contours escarpés. Un message symbolique d'Irmgard parvint au jeune prince, qui comprit qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour arracher sa bien-aimée aux tortures d'un mariage forcé avec Théodulf, et par une nuit d'orage Irmgard, enlevée avec autant d'adresse que de bonheur, quitta la maison paternelle, qu'elle ne devait plus revoir. Le lendemain, elle était la femme de son doux héros.

Deux ans se passent. Irmgard est mère d'un enfant qu'elle berce sur le bouclier de son père. Ingo rêve de nouveaux combats. Le roi Visino vient de mourir en sortant d'un festin, Gisèle règne à sa place comme tutrice de son fils. Un jour qu'Irmgard baignait son enfant, non loin de son burg, dans une claire fontaine tout entourée de mousse, une femme à cheval, richement vêtue, aux traits beaux, mais fiers et sombres, parut tout à coup devant elle, et la jeune mère, en ce moment très peu vêtue, n'eut d'autre ressource que de cacher ses jambes nues dans la mousse et de ramener ses longs cheveux sur sa poitrine. L'inconnue lui parla rudement, comme à une femme méprisable. Ingo arriva à temps pour la protéger, prit sans cérémonie le manteau de la reine (car c'était elle) et le jeta sur les épaules d'Irmgard pour qu'elle pût décemment regagner sa demeure. Gisèle est venue tenter Ingo. Elle lui montre les Burgundes, les Thuringiens, les vassaux d'Answald, les Romains, prêts

à se liguer contre lui. Une seule chose peut le sauver : qu'il se réfugie au Kœnigsburg, où Gisèle est libre et reine, et où il ne tardera pas à régner lui-même, comme il règne déjà sur un cœur que son image a toujours rempli. Le roi Visino est mort, mais nul ne sait au juste dans quelle mesure sa mort a été naturelle. Devant cette belle reine qui lui offre la sécurité, la richesse, la royauté, la gloire, Ingo reste un moment comme étourdi. Tout à coup d'en bas il entend la voix de son enfant. Ce doux son le rappelle à lui-même, et il proteste de son amour fidèle pour Irmgard. La reine furieuse lui déclare qu'elle ou lui est désormais de trop sur la terre, et, comme il demeure inébranlable, elle le quitte la rage dans le cœur.

Peu de temps après, Burgundes et Thuringiens envahissaient la vallée de l'Idis. Le burg d'Ingo était assiégé par une armée nombreuse à laquelle la reine semblait avoir communiqué ses fureurs. Ses Vandales, Berthar et lui-même firent des prodiges de valeur. Deux fois l'assaut fut repoussé. Le vieil Answald, accouru sur les lieux, essaya en vain de s'interposer. Il put encore arriver jusqu'à sa fille, qui se jeta dans ses bras en lui criant : Bénis-moi, mon père, embrasse ma mère ! et rentra précipitamment sous le toit où l'on venait de déposer son Ingo blessé à mort. Les assiégeans avaient réussi à mettre le feu à la forteresse de bois. Des combats épiques, rappelant la fin du *Niebelungen-Nôt*, se livrèrent encore sur le seuil de la demeure que les flammes dévoraient déjà. Wolf succomba en défendant son seigneur. Un terrible orage vint mêler son fracas aux horreurs de cette lutte désespérée. Quand enfin Gisèle pénétra dans la chambre reculée où l'on avait porté les blessés, elle aperçut le vieux Berthar étendu mort sur son bouclier au pied du lit de son maître bien-aimé, Irmgard inclinée sur ce lit tenant dans ses mains celles d'Ingo, tous deux frappés par la foudre. La prédiction de la prophétesse alemane était accomplie. Le dragon magique consumait Ingo et son bonheur. — Pourquoi les dieux n'ont-ils pas permis que ma place fût là? — proféra Gisèle d'une voix farouche.

Cependant au plus fort de la mêlée Irmgard avait confié son enfant et le talisman à sa fidèle Frida. Celle-ci parvint à s'échapper avec son précieux fardeau. C'est tout ce qu'on en put savoir, car, malgré les recherches les plus actives de Théodulf et de la reine, personne ne put leur dire ce qu'était devenu le fils d'Ingo.

III.

En racontant l'histoire d'Ingo, la plus originale des trois, nous n'avons pu donner qu'une très faible idée de ce qu'elle a d'étrange, d'agreste à la fois et de rude. Elle fait penser à chaque instant à ces grands bois peu fréquentés où, quand on s'y promène au prin-

temps, on découvre sous les broussailles, au milieu des ronces, des fleurs d'une grâce rustique incomparable. Peut-être, au nom d'une archéologie sévère, aurait-on le droit de relever quelques anachronismes dans cette peinture de la vie germaine au IVe siècle de notre ère. Quand on sait ce qu'étaient ceux des Germains qui, tels que les Franks, arrivèrent encore païens sur les terres de l'empire, si différens des Goths et des Burgundes déjà chrétiens et moralement conquis par la civilisation, il est difficile de se représenter les Germains du centre vers l'an 360 aussi laborieux, aussi agricoles, aussi bons constructeurs, que nous les décrit M. Freytag. Tacite nous les montre au IIe siècle encore très apathiques pour tout ce qui n'était pas la chasse ou la guerre. Auraient-ils donc changé au point qu'on doive les reconnaître dans les scènes d'activité champêtre, régulière, paisible, qui se rencontrent dans *Ingo?* Il nous semble aussi qu'il y a chez plusieurs personnages du récit un sentiment de l'unité germanique qui jure avec l'état d'hostilité continuelle, acharnée, qui fut si longtemps l'état normal des peuplades germaines. Est-il bien sûr qu'un Germain du nord, malgré la parenté des idiomes, pût alors converser aisément avec des Germains du centre et du sud? Aujourd'hui un Poméranien et un Badois, parlant chacun son patois local, ont toutes les peines du monde à s'entendre, et l'on sait que dans une même région linguistique ce n'est pas la langue générale et dominante, ce sont les patois qui remontent le plus haut.

Ces questions, qu'il serait d'ailleurs difficile de résoudre avec certitude, ne détruisent pourtant pas l'impression de réalisme antique que l'on retire de ce livre singulier. L'auteur a pris soin de la fortifier par un judicieux emploi de son érudition. Les pièces de monnaie romaine que les femmes portent sur leur vêtement comme une parure, le balai mis en travers de la porte en guise de mauvais présage à l'adresse de l'amant qu'on veut évincer, le langage figuré des personnages qui, pour énoncer leurs idées, trouvent plus facilement des images que des raisonnemens, le rhythme lyrique auquel ils se laissent aller sans le vouloir lorsque l'émotion ou la passion les domine, une foule de détails dus aux recherches historiques de notre temps, mais habilement fondus dans le cours même du récit, tout concourt à relever cette saveur *sui generis* qu'aucun livre du même genre, du moins à notre connaissance, ne possède au même degré. Nous n'hésiterons donc pas à saluer dans *Ingo* une véritable œuvre d'art. Pourrons-nous en dire autant des deux romans qui lui font suite? Nous allons résumer maintenant l'histoire d'*Ingraban*.

L'an 724 de notre ère, au temps où Grégoire II était pape et Charles Martel maître du grand empire frank, trois voyageurs à

cheval cheminaient vers la région montagneuse qui s'étend sur les confins de la Franconie et de la Thuringe. Celui qui marchait en tête était un jeune Thuringien nommé Ingraban, et plus souvent par les gens de l'endroit Ingram, dernier rejeton d'une ancienne famille dont l'origine était légendaire, mais qui ne possédait qu'un petit domaine au pays de Thuringe. Il servait de guide aux deux autres, l'un d'âge mur, aux larges épaules, méditatif, l'air imposant, le second à peine sorti de l'adolescence, aux traits réguliers et délicats, d'une exquise douceur. On les eût pris pour deux marchands voyageant pour leurs affaires. En réalité, le plus âgé de ces deux cavaliers n'était autre que l'illustre Winfried, plus connu dans l'histoire sous le nom de saint Boniface, le grand apôtre de la Germanie; l'autre était son neveu Gottfried, qui avait voulu s'associer à son œuvre missionnaire dans un pays où la semence de la foi chrétienne était déjà répandue, mais où la grossièreté des mœurs, l'attachement persistant d'un grand nombre à la vieille religion, le manque total de discipline et d'organisation, enfin les dévastations continuelles commises par les hordes slaves campées dans le voisinage compromettaient tristement le succès de la propagande. Le guide Ingraban était lui-même païen, ne savait guère ce que les deux voyageurs allaient faire dans son pays, et se montrait on ne peut plus revêche à leurs instructions religieuses; mais il s'était engagé par serment à les protéger jusqu'au moment où ils seraient parvenus en pleine Thuringe, et rien au monde ne l'eût empêché de remplir son engagement. Arrivés au-dessus d'une vallée pittoresque connue sous le nom d'Idisthal, ils s'arrêtèrent pour passer la nuit sur un monticule où il semblait que la main des hommes eût jadis creusé le sol en fossés profonds. Du reste, le pays était désert. L'œil, de quelque côté qu'il se tournât, ne découvrait aucune habitation. Plusieurs invasions successives, Avares et Wendes avaient ravagé la vallée. C'est là pourtant que, selon la tradition locale, les ancêtres d'Ingraban avaient vécu jadis. A l'endroit où l'on disait que leur demeure s'était élevée autrefois, se dressait seul un grand arbre que le jeune guide saluait avec vénération, et qui plongeait par ses racines dans un terrain où l'on trouvait, dès qu'on remuait la surface, des débris carbonisés. Winfried et son jeune compagnon lui parurent commettre un sacrilége quand ils choisirent cet emplacement pour se livrer au sommeil et que le plus âgé enfonça sa hache dans le tronc du vieil arbre, comme pour défier les puissances ennemies qui pouvaient hanter ce lieu désolé. Quant à lui, il préféra dormir un peu plus haut, près d'une source qu'il aimait sans trop savoir pourquoi. Dans les brumes du soir qui s'élevaient d'un torrent coulant au fond du ravin, il croyait voir des formes divines qui se dessinaient légèrement et ondulaient gracieusement

en lui envoyant des gestes caressans et des bénédictions mystérieuses.

Le lendemain, les trois voyageurs se remirent en route. Bientôt ils découvrirent que les Sorbes, tribu slave pillarde qui désolait cette région sans défense, avaient tout récemment passé par là. La belle métairie d'un Frank, dont la fille était chère à Ingraban, avait été dévastée, son propriétaire tué, ses enfans enlevés, et avec eux leur sœur aînée, la bien-aimée du jeune guide. Aussi fit-il diligence pour mener ses voyageurs au village thuringien qu'ils devaient atteindre et qui était le sien, afin d'aviser promptement aux moyens de délivrer la jeune fille, s'il ne pouvait tirer vengeance de ses ravisseurs.

D'autres soucis assiégeaient Winfried ou Boniface. Comme nous l'avons dit, il y avait déjà des chrétiens et des embryons d'églises chrétiennes en Thuringe; mais à peine arrivé sous le toit du prêtre Meginhard, qu'on appelait Memmo dans le pays, il en vit assez pour comprendre que l'œuvre était à peine ébauchée. Memmo était un rustre dont un supérieur avisé pouvait à la rigueur tirer quelque parti, mais qui, livré à lui-même, sans direction, sans discipline, retombait très vite sous le poids d'une sensualité épaisse. Ses paroissiens ne voyaient guère en lui qu'une espèce de sorcier, sachant énoncer en latin, langue pour eux surnaturelle, des incantations ou des sorts qui semblaient l'emporter sur les vieilles formules par leur vertu curative ou préservatrice; quant à l'influence morale de son enseignement, elle était nulle. Le gros Memmo, il faut le dire, ne prêchait pas d'exemple. Boniface le trouva en compagnie d'une servante joufflue qui lui faisait la cuisine et d'une jeune esclave sorbe, faite prisonnière dans un combat et qu'on lui avait envoyée en reconnaissance d'un service rendu, comme on lui eût donné une outre de vin ou une génisse. Le saint, qui ne plaisantait pas en matière de discipline, commença par renvoyer les deux femmes et administra lui-même à Memmo une flagellation qui dura une bonne partie de la nuit et à laquelle Memmo se soumit avec la plus entière humilité. Boniface alors lui annonça sa résolution de se fixer pour un temps assez long dans la Thuringe, dont il voulait que la conversion devînt une réalité, et de bâtir une véritable église chrétienne dans ce pays qui n'avait pas encore d'édifice religieux. Il apportait pour cela des reliques et des vases sacrés. En même temps il apprit que Memmo, naguère fait prisonnier par les Sorbes, avait dû sa délivrance au désir de Ratiz, chef de la peuplade slave, d'entrer en relations avec le grand chef des Franks, et à la promesse qu'il avait dû faire de communiquer ce désir à Boniface, dont le Sorbe connaissait le crédit auprès de l'illustre guerrier. Boniface voulut savoir au juste ce que signifiaient ces avances du chef bar-

bare et chargea son neveu Gottfried de se rendre auprès de lui, en s'associant Ingraban, qui cette fois encore lui servirait de guide. Ses instructions lui enjoignaient de demander avant tout au chef des ravisseurs le renvoi des femmes et des enfans enlevés lors de sa récente expédition. Une superbe coupe de vermeil, artistement ouvragée, devait récompenser la bonne volonté de Ratiz.

Le jeune moine et le jeune Thuringien se rendirent donc au campement des Sorbes, qui ressemblait à s'y méprendre à un village cosaque d'aujourd'hui. Les négociations ne furent pas des plus faciles. Si les Thuringiens sortaient à peine de la barbarie, les Sorbes étaient encore de vrais sauvages. Ratiz, avec son titre de roi, n'était qu'un brigand chef de brigands, avec quelques visées ambitieuses et beaucoup de ruses. Lorsque, médiocrement confiant dans la capacité du jeune envoyé de Boniface, il l'eut mis à l'épreuve en lui faisant lire un parchemin sur lequel étaient écrites des phrases latines dont il ignorait lui-même le sens, il fit croire à son entourage qu'une formule trinitaire en latin, lue par le jeune homme, signifiait que le chef des Franks lui offrait son amitié. C'est avec peine qu'il accorda la permission de voir les captifs, et Ingraban eut la douleur d'apprendre que sa bien-aimée Walburge avait été choisie pour partager avec vingt autres la couche de son hideux vainqueur. Il put pourtant parler à la jeune esclave et lui remettre son couteau pour qu'elle eût moins de peine à s'acquitter des pénibles travaux qui lui étaient imposés. Ingraban voulut toutefois tâcher de la ramener sans la tenir de l'intervention de Gottfried, qu'il n'aimait pas. Il défia Ratiz en combat singulier, Ratiz refusa; mais Ingraban dut accepter le « duel des pots, » genre ignoble de combat où celui qui succombait le premier aux vapeurs de l'ivresse perdait par cela même son enjeu. Ingraban engagea son cheval et perdit. La malheureuse Walburge, témoin de ce duel qui révoltait ses sentimens de chrétienne, — car elle comptait parmi les adeptes ferventes de la foi nouvelle, — ne put supporter l'idée qu'elle allait être livrée à l'odieux bandit et se fit, avec le couteau de son amant, une entaille sur la joue. Elle se fût même tuée dans son désespoir, si Gottfried ne lui eût arraché le couteau des mains. Ingraban, qui attribuait sa male chance à l'influence néfaste du moine, voulut tenter une dernière fois la fortune. Il joua Walburge aux dés. Sa propre personne servait d'enjeu. Il perdit encore, et devint ainsi l'esclave de Ratiz. Tout espoir semblait donc envolé pour la pauvre captive, lorsque Gottfried, en faisant un usage habile de la renommée du puissant chef des Franks et de la crainte qu'il inspirait à Ratiz, en posant le renvoi des captifs comme condition absolue de toute négociation, parvint à changer les idées du grossier personnage. Il échoua toutefois dans ses efforts pour déli-

vrer aussi Ingraban. Le chef sorbe déclara qu'il était sa propriété, sa chose légitimement gagnée, et on lia le jeune Thuringien dans une espèce de cabane, en attendant l'heure de le sacrifier aux divinités de la peuplade.

Ne pouvant obtenir davantage, Gottfried reprit la route de la Thuringe, précédé des prisonnières et des enfans et assisté du serviteur d'Ingraban, un certain Wolfram, qui joue dans cette histoire un rôle tout semblable à celui de son presque homonyme dans celle d'Ingo, le rôle du serviteur entièrement, absolument dévoué à son maître, et dont la devise est *wie der Herr, so der Knecht*, le serviteur suit la fortune de son seigneur. A peine eut-il mis à peu près sur la bonne route le cortége qui s'avançait, bannière déployée et chantant des cantiques, qu'il fut saisi par l'impérieux besoin de retourner près d'Ingraban pour tâcher de le sauver ou de mourir avec lui. Par des miracles d'adresse et d'énergie, il parvint à opérer contre toute vraisemblance l'évasion de son maître, et ils purent s'enfuir de concert avec un autre prisonnier thuringien qui, à la faveur des ténèbres, se donna le plaisir, avant de quitter le village sorbe, d'y mettre le feu. Quand, ayant dépisté ceux qui les poursuivaient, les trois fugitifs aperçurent du haut d'une montagne les flammes qui dévoraient les huttes sorbes, Ingraban s'arrêta comme terrifié. Il n'était pourtant pas tendre de nature et ne connaissait guère la peur, c'étaient les demeures de ses ennemis détestés qui flambaient; mais il avait une horreur instinctive des incendies, c'était chez lui comme une répulsion héréditaire.

Après un pénible voyage, troublé par les poursuites des bandes sorbes qui voulaient se venger et reprendre leurs prisonniers, Ingraban et ses deux compagnons, Gottfried et ses protégées un peu plus tard, atteignirent enfin le village thuringien. Walburge fut admirable de courage et de soins maternels pour les enfans, la robuste païenne Gertrude la seconda de son mieux, et Gottfried déploya une prudence, un dévoûment dont la source était pure comme sa foi mystique, mais auxquels se mêlait déjà un sentiment nouveau pour lui, dont il n'osait pas se rendre compte, et dont Walburge était l'objet.

Le comte Gerold venait d'arriver en Thuringe, envoyé par le duc Charles pour défendre ce pays menacé par les hordes pillardes. Le nouveau suzerain s'entendit avec Boniface pour que les intérêts de la politique franke et ceux de l'évangélisation de la contrée se prêtassent un mutuel appui. Boniface s'était fait reconnaître évêque de toute la région en vertu d'un bref du pape Grégoire. Sa prédication puissante, rehaussée par la déférence que lui témoignaient le comte et sa noble épouse, ainsi que par le prestige de ses insignes épiscopaux, faisait merveille et multipliait les conversions. Les of-

frandes pour la construction de l'église projetée affluaient de toutes parts. C'était à qui donnerait le plus. Boniface, à côté de l'église, avait organisé une école dont Memmo, surveillé de près, faisant de son mieux, et Gottfried étaient les directeurs, et à défaut d'un cloître régulier il avait réuni dans une sorte d'association de couture et de tissage, soumise à une discipline quasi-conventuelle, les filles et les femmes échappées à l'esclavage des Sorbes. Tout marchait à souhait de ce côté, et la païenne Gertrude elle-même n'avait pu résister à l'entraînement général. Elle avouait pourtant à Walburge que, tout en se trouvant très bien sous la houlette épiscopale, elle eût volontiers planté là toutes ces étrangetés pour aller danser et sauter au travers d'un feu nocturne avec un gars alerte et bien découplé. Walburge aurait voulu coudre une robe neuve pour Gottfried, qu'elle aimait comme un frère; mais celui-ci dut, tout en pâlissant, refuser ce témoignage d'affection en lui apprenant qu'il était défendu aux membres de son ordre de porter des habits faits par des mains de femme. Quant à Walburge elle-même, son cœur était depuis longtemps à Ingraban, et elle ne comprenait pas très bien les discours de Boniface sur les mérites transcendans du célibat. La femme en elle ne pouvait céder tout à fait à la sainte, et quand Gottfried lui apprit qu'il attendait d'Angleterre une de ses sœurs qui avait pris le voile, renoncé au mariage, et qui devait apporter aux néophytes de Thuringe les trésors de son expérience et de sa foi éprouvée, Walburge se demanda naïvement pourquoi donc cette sœur se privait volontairement des joies de la famille. Avait-elle aussi une marque sur la joue, qu'elle s'astreignait à vivre toujours voilée? C'est qu'en se regardant un jour dans le cristal d'une fontaine, la pauvre Walburge avait découvert qu'une cicatrice rouge à la joue ne flatte pas le visage d'une jeune fille.

Elle eut bientôt d'autres soucis. Les succès de Boniface n'empêchaient pas un certain nombre d'hommes du pays de persister dans les croyances consacrées par les siècles, et Ingraban surtout se faisait remarquer par son paganisme opiniâtre. Beaucoup de ces païens récalcitrans étaient ébranlés, se réservaient de se décider plus tard pour celui des dieux rivaux qui se montrerait le meilleur patron de ses adorateurs; mais Ingraban avait fièrement déclaré qu'il resterait fidèle aux dieux, même vaincus, de ses ancêtres. Boniface et Gottfried lui inspiraient toujours plus d'antipathie, et lorsque l'évêque refusa de lui laisser Walburge et ses jeunes frères, qu'il aurait voulu abriter sous son toit, sans égard pour la dignité sacerdotale, malgré la présence du comte de Thuringe, qui assistait à cette scène, le fougueux Thuringien fondit sur Boniface l'épée à la main. Le comte courroucé donna l'ordre de l'arrêter. Il échappa à ceux qu'on avait chargés de le saisir et s'enfuit dans les bois; mais son

procès s'instruisit par contumace devant la justice comtale, et, s'il évita la peine capitale, ce fut pour être frappé de cette excommunication civile édictée par le vieux droit germain, qui interdisait à tout habitant de lui faire part de son feu et de son pain, et qui autorisait tout passant à lui courir sus et à le tuer comme un animal dangereux. Il était donc désormais plus qu'un paria, un *outlaw*, avec lequel nul ne devait plus avoir de rapport. Seul son écuyer Wolfram connaissait sa retraite au cœur de la forêt, et celui-ci confia à Walburge, qui s'informait avec angoisse de ce qu'était devenu l'ami de son cœur, qu'il avait ordre pour le lendemain de lui amener en secret deux chevaux. Son intention était d'aller, seul avec son écuyer, attaquer les Sorbes et périr dans un combat désespéré. Walburge frémit de douleur et d'effroi; elle exigea du fidèle serviteur qu'il la menât près d'Ingraban. Elle se disait que son devoir l'appelait auprès du proscrit, quoi qu'il en pût coûter à sa réputation et à son bien-être; mais qu'elle eut de peine à faire pénétrer de pareilles idées dans l'esprit de Boniface, sans l'aveu duquel toutefois elle n'eût osé partir! Il commença par entrer dans une violente colère, il gronda, pria, tâcha de vaincre ce qui lui paraissait une décision insensée. Ce fut parce que l'évêque s'aperçut que la résolution de la jeune fille était inébranlable, bien plutôt que persuadé par ses raisonnemens ingénus, qu'il finit par céder, et ce fut en se disant avec un profond chagrin que Walburge, malgré tous ses mérites, était encore loin du royaume des cieux. Quelle ne fut donc pas sa douloureuse surprise lorsque, le même soir, le pur et doux Gottfried vint le prendre à part, s'agenouiller devant lui et lui faire la confession d'un secret qui lui déchirait l'âme, et que nul autre que son père en Dieu ne devait connaître!

Le lendemain, comme cela était convenu, Wolfram conduisit Walburge au rendez-vous qu'elle avait sollicité. Ici, nous laisserons M. Freytag raconter lui-même cette entrevue, la plus jolie scène de son second roman.

« Wolfram s'était écarté à la prière de Walburge, tout en se réservant de ne pas s'éloigner au point de ne pouvoir lui porter secours en cas de besoin. La jeune fille, à demi voilée, une corbeille à ses pieds, s'était assise contre l'arbre que son conducteur lui avait indiqué. Elle était seule, les mains jointes, regardant vers le ciel qu'elle ne voyait pas, que les branches et les feuilles lui cachaient. Le profond silence de la forêt n'était que rarement troublé par le cri d'un oiseau qui passait au-dessus...

« Tout à coup elle entendit un pas précipité, une voix l'appela par son nom, le proscrit accourait à travers les arbres. Il se jeta à ses pieds sur la mousse et lui prit les mains. — Tu es pourtant venue, lui dit-il, — et l'émotion joyeuse étouffait sa voix, — j'ai secrètement

espéré que je te verrais encore une fois, et chaque jour j'allais et venais sur cette mousse comme si un enchantement m'eût retenu près de cet arbre. — Walburge lui touchait doucement les cheveux et les joues. — Que ton visage est pâle! lui dit-elle, que tes cheveux sont emmêlés et ton corps amaigri, pauvre ombre qui fuis le soleil! La forêt t'en veut, tu as la mine désespérée et le regard farouche. — Il fait dur dans la forêt, et la solitude est terrible au proscrit, répondit Ingram, les racines lui blessent le pied, les branches lui arrachent les cheveux, et les corbeaux dans les hauteurs de l'air se demandent en croassant s'il ne leur servira pas bientôt de régal. Je ne sais pourtant pas si je dois beaucoup me réjouir de te voir; tu viens d'auprès des prêtres et tu vas retourner chez eux pour leur annoncer l'agréable nouvelle que tu m'as trouvé misérable et désolé. — J'étais chez les prêtres, et je suis venue, répondit gravement Walburge, j'ai quitté la maison des chrétiens pour venir prendre soin de toi, autant que je le puis; j'ai quitté la société des hommes et j'ai choisi la forêt sauvage, si tu veux me garder près de toi.

« — Walburge! — s'écria le proscrit, qui se jeta de nouveau contre terre. Puis il l'entoura de ses bras, appuya sa tête contre sa bien-aimée et sanglota comme un enfant.

« Walburge lui prit la tête, déposa un baiser sur ses cheveux hérissés et lui dit d'un ton maternel : — Calme-toi, sauvage; si ton sort est rude, je veux t'aider à le supporter. Moi aussi, j'ai grandi près de la sauvagerie, non loin des brigands de la frontière. Le courage patient est d'un grand secours aux opprimés. Assieds-toi devant moi, Ingram, et parlons raisonnablement comme jadis quand nous causions près du foyer de mon père. — Ingram obéit docilement, mais retint sa main. — Ne me presse pas ainsi la main, continua Walburge, j'ai à te confier quelque chose de pénible, une chose qui ne sort pas facilement de la bouche d'une jeune fille. — Mais Ingram l'interrompit. — Avant tout, écoute-moi, dit-il. — Il prit un caillou dans la mousse et le jeta derrière lui. — Voilà ce que je fais de ce qui nous séparait. Pardonne, Walburge, ce qui t'a choquée en moi, ne pense plus à ton esclavage chez les Sorbes, ni à ta délivrance par la main des étrangers, et, je t'en supplie, ne m'afflige pas de paroles sévères, car je suis si heureux à cette heure en te voyant devant moi, fidèle à notre amour, que je veux à peine songer à mon bannissement. Tu es plus chère à mon cœur que je ne saurais te le dire, et aujourd'hui que tu es venue me trouver, je ne puis que penser à toi et me réjouir de ta présence.

« Le voile qui cachait à moitié le visage de Walburge s'agita. — Regarde avant tout, Ingram, le visage que tu as aimé; prudent est l'amoureux qui a d'abord bien considéré ce qu'il veut obtenir. — Elle rejeta le voile en arrière, une ligne rouge se dessinait sur sa

joue gauche, la moitié de son visage ne ressemblait plus à l'autre. — Ce n'est plus cette Walburge dont jadis tu caressais les joues. — Ingram s'arrêta interdit. Elle le regarda avec angoisse, et, quand elle vit sa stupeur, elle ramena son voile sur sa joue blessée et se détourna pour cacher ses larmes.

« Ingram se rapprocha d'elle et toucha légèrement l'autre joue. — Laisse-moi embrasser celle-ci, lui dit-il tendrement; j'ai eu peur, car la balafre sillonne douloureusement ton visage. Mais je sais que tu te l'es faite quand moi j'étais fou; hommes et femmes t'honoreront pour une pareille blessure! — Tu parles en honnête homme, Ingram; pourtant je crains que désormais ma vue ne te soit pénible quand tu me compareras aux autres. Je suis fière, et, si je deviens ta femme, je veux être seule à t'avoir pour la vie et pour la mort. C'est mon droit. Je veux aussi te dire ce que j'ai sur le cœur. Quand j'étais encore comme les autres jeunes filles, j'espérais que tu serais mon mari, et, si je ne t'eusse pas épousé, j'aurais difficilement accepté tout autre homme qui m'eût désirée pour femme; mais, il y a quelque temps, j'ai entendu une voix qui semblait parler au dedans de moi et me dire que je ferais mieux de me vouer à un autre maître, au Dieu du ciel, qui, lui aussi, a porté les marques de ses blessures. Ils ont mis sur ma tête un demi-voile. Dois-je la voiler entièrement ou non, voilà ce que je me demandais dans mes heures d'angoisse.

« Ingram bondit. — Les maudits prêtres! s'écria-t-il, ils ont détourné ton cœur de moi. — C'est ce qu'ils n'ont pas fait, reprit vivement Walburge; tu ne connais pas ceux que tu calomnies. Rassieds-toi et écoute-moi tranquillement, car entre nous deux la confiance doit être entière. Si tu étais heureux, je dissimulerais peut-être les sentimens de mon cœur, et, si tu me demandais à mon plus proche parent, ta recherche devrait durer longtemps, parce que, vu ma blessure, je me fierais difficilement à ta constance. Mais maintenant je vois que tu as besoin d'amitié, que ta vie est en grand danger; l'inquiétude a été plus forte que moi, je suis venue pour que tu ne deviennes pas un sauvage parmi les bêtes fauves, et, si j'y puis quelque chose, pour que tu ne périsses pas dans la forêt. Je sais, tu sais aussi que dans la détresse je t'appartiens. — Elle ôta de nouveau son voile. — Tu dois me voir désormais telle que je suis, je ne cache plus mon visage devant toi.

« Ingram se rassit à ses côtés et l'entoura de ses bras. — Ne songe plus à mon salut ni à mon bonheur; je n'en donne rien, si tu ne me dis pas ce que je veux entendre, que tu es venue parce que tu m'aimes. — Je veux être ta fiancée, dit Walburge à demi-voix, si tu veux être mon fiancé.

« Il se releva joyeux. — Viens donc où brille le doux soleil pour que nous prononcions les paroles sacrées. — Cependant, lorsqu'il vit les yeux de Walburge attachés sur les siens avec une expression de tendresse ineffable, il changea de contenance, le chagrin envahit de nouveau son cœur, et il s'écarta. — En vérité, s'écria-t-il, je mérite bien de vivre avec les loups. N'allais-je pas condamner la fille de mon ami mort aux horreurs de la vie sauvage? J'ai oublié ce que je suis... Je fus un guerrier, aujourd'hui je ne suis plus qu'une ombre maudite. Il est dur, Walburge, de devoir éviter partout le feu et la fumée, plus dur encore de fuir loin des yeux de tout passant, ou de s'attendre à un combat sans colère et sans haine, uniquement parce que l'autre frappe sur le proscrit comme sur un chien enragé. Ce qui est plus dur encore que le danger de la vie et le meurtre sans gloire dans l'épaisseur des bois, c'est de devoir se cacher comme un lâche et de vivre honteusement comme un monstre tapi sous les broussailles. Une pareille ignominie m'est insupportable, et le seul remède, c'est de finir promptement l'épée à la main. Walburge, si tu veux me prouver ton amour, va dire à celui qui fut mon serviteur qu'il m'amène un cheval sellé pour que j'aille chercher ma dernière vengeance. — Et, se jetant contre terre, il se cacha le visage dans la mousse.

« Walburge sentit son cœur battre d'angoisse, mais elle se contint pour remonter le courage du malheureux. Assise près de lui, elle relevait les boucles mêlées de sa chevelure. — Veux-tu donc faire comme si personne dans le pays ne songeait à toi? On a vu plus d'un condamné obtenir sa grâce, quand la première colère était passée. Plusieurs ont regretté la sentence rendue contre toi. Le seigneur Winfried a intercédé pour toi près du comte.

« — Ne me dis pas cela pour me consoler, interrompit Ingram avec colère, cette intercession m'est odieuse, je déteste tout service que ce prêtre pourrait me rendre. Du premier jour que je l'ai vu, il a voulu disposer de moi comme d'un valet et se servir en sournois de toi comme de moi. Quand j'appris le jugement qui me frappait, j'eus meilleure opinion de lui, tout en le haïssant toujours. Je me disais qu'il avait après tout le sentiment viril de la vengeance; mais sa compassion, je ne puis la supporter, je veux rester son ennemi.

« Walburge soupira : — Tu as beau l'injurier, il fait pourtant ce que sa foi lui ordonne, il fait du bien à ses ennemis. — Peut-être, chrétienne, viens-tu aussi me faire du bien selon ta foi, tout en me méprisant en toi-même. — Walburge lui donna un léger coup sur la tête. — Tu as la tête dure, dit-elle, et les pensées injustes. — Puis, l'embrassant sur le front, non-seulement, continua-t-elle,

l'évêque a de bonnes intentions pour toi, mais aussi le nouveau comte frank te regrette, il a fait l'éloge de ton bras et dit qu'il n'aimerait pas à se passer de toi dans la prochaine campagne contre les Slaves. Sache, mon héros thuringien, que cet automne, après la moisson, il y aura une expédition contre les Wendes.

« Ingram releva la tête. — Ah! voilà une bonne nouvelle, Walburge, lors même que je suis bien malheureux d'être exclu d'une si belle guerre. — Écoute encore, poursuivit-elle, le grand-duc des Franks marche, dit-on, contre les Saxons et de toutes parts les guerriers s'apprêtent à de nouveaux combats. — Tu me rends fou; penses-tu que je survivrai à l'idée d'être banni loin de mes compagnons d'armes au moment où ils vont se couvrir de gloire? — Je pense que tu dois combattre dans leurs rangs, et c'est aussi pour cela que je suis ici.

« Ingram étonné la regarda, un rayon d'espérance se glissa dans son âme. — Que peux-tu faire pour cela? lui demanda-t-il. — Je n'en sais rien encore, répondit Walburge d'un ton décidé, néanmoins j'ai bon espoir pour toi. J'irai trouver le comte, et, s'il n'y peut rien, j'irai trouver le prince des Franks sur la terre étrangère, et je l'implorerai pour mon compatriote. J'irai, je supplierai, de cour en cour; peut-être qu'ils me seront favorables, puisque ton épée leur fait besoin. — Fidèle amie! dit Ingram ému. — Et pourtant, fou que tu es, tu veux m'en empêcher en refusant d'accepter mes offres. Comment une fille pourrait-elle parler pour toi devant les étrangers, si elle n'est pas ta fiancée?

« Ingram leva la main. — Si je dois vivre, s'écria-t-il, et si je dois encore marcher le cœur libre à travers nos campagnes, alors je tâcherai de te prouver ma reconnaissance. — Walburge lui exposa son plan. Elle resterait quelque temps auprès de lui dans la solitude, puis elle retournerait dans sa métairie abandonnée pour y remettre tout en bon ordre. Elle tâcherait de lui procurer un abri où il pourrait attendre sa grâce. — Comment sortirons-nous de notre détresse, le bon Dieu seul le sait; mais j'ai confiance en lui, et je le remercie de ce que je t'ai retrouvé dans les bois et éprouvé ton cœur. — Là-dessus elle baissa la tête et prononça un *Pater*. Ingram s'assit tranquille à ses côtés et écouta la prière qu'elle murmurait. Quand elle se rassit près de lui, les mains jointes et la bouche souriante, il lui prit doucement le bras et lui dit : — Viens, Walburge, viens où le soleil reluit. — La jeune fille se retourna de son côté. — Dis-moi, la cicatrice me rend-elle bien laide? — Je ne la vois plus, répondit sérieusement Ingram.—Walburge soupira.— Peut-être t'y accoutumeras-tu; mais arrête encore un peu. Tel que tu es, le soleil ne peut te voir; il n'aime pas à percer des habits troués, et des cheveux en désordre ne vont pas à un fiancé. Passe

d'abord ce surtout que j'ai cousu pour toi, et va à la source pour parer ta tête comme il convient. — Elle ouvrit sa corbeille et en tira une aiguille et du fil. — J'ai apporté bien des choses qu'on ne trouve pas dans les bois et dont on a besoin quand on veut plaire. Voici la chemise des fiançailles. Veux-tu la porter pour l'amour de moi? Je l'ai cousue dans la douleur, lorsque j'étais encore bien souffrante. Vois-tu, tu ne vis plus pour toi tout seul, il te faut aussi penser à moi, et tu dois faire bien attention de me plaire toujours. — Elle le congédia ainsi pour quelque temps et raccommoda vivement le vêtement déchiré. Quand il revint, elle avait arrêté son dernier fil, elle enlevait les brins de mousse, puis elle l'aida à endosser son nouveau surtout. — Voilà comme tu me plais, lui dit-elle; te voilà tout changé sous les arbres. Et maintenant, Ingram, je te suivrai partout où tu iras...

« Ils marchèrent en silence sur la mousse et arrivèrent près d'un rocher qu'on voyait au milieu des arbres. Un vieux tronc qui jadis s'élevait sur la cime était tombé. A sa place fleurissaient au soleil un fouillis d'herbes sauvages, des églantiers et des campanules. Tout à coup elle s'arrêta, et, s'efforçant de cacher son émotion sous un sourire : — Attention, Ingram, lui dit-elle, et apprends encore ceci. Je vais être ta fiancée depuis cette heure; mais la fille de ton ami ne sera ta femme qu'au milieu de ses parens et quand mon oncle aura fait les invitations à la noce, car, bien que nous soyons seuls, il nous faut observer la décence. Jusque-là il y aura entre nous ce couteau dont tu m'as fait un jour présent. Pense au couteau, Ingram, lorsque tu ne vois pas ma joue. — C'est un fatal couteau, dit Ingram mécontent. — C'est un bon conseiller, reprit Walburge, — et, s'emparant de sa main, elle lui dit d'une voix suppliante : — Il te conseillera si bien que tu pourras toute ta vie respecter ta femme.

« Ingram soupira, mais aussitôt il releva la tête et lui dit : — Tu penses comme il convient à ma femme.

« Tous deux s'avancèrent au soleil et prononcèrent devant l'astre radieux leurs noms et les paroles qui les unissaient l'un à l'autre pour la vie et la mort. Ingram, conformément à la coutume, voulait lui passer au bras le lien symbolique et cherchait quelque branche pliante pour en tenir lieu, quand elle lui dit à demi-voix : — J'ai caché dans ta poche le lien solide qui doit m'attacher à toi. — Ingram mit la main à la poche et en tira la courroie du couteau. —Et maintenant, mon beau guerrier, continua-t-elle, assieds-toi, pour que je prépare le repas de nos fiançailles; c'est un honneur pour la fiancée, et elle y tient. A défaut d'autres convives, nous inviterons les petits oiseaux, s'ils veulent bien chanter pour nous leurs chansons joyeuses. — Elle lui montra un plat qu'elle avait apporté et lui coupa les bons morceaux comme à un malade... »

Il nous faut suivre rapidement les deux amans dans la retraite qu'Ingram avait découverte au fond d'une grotte spacieuse, dont l'étroite entrée était masquée par des broussailles. Là il avoua à Walburge que sa confiance dans les dieux de son enfance était ébranlée. Ils l'avaient bien mal protégé dans ces derniers temps. Il n'avait plus de foi que dans la « dame du destin, » qui demeurait dans l'Idisthal et qui avait toujours secouru ses ancêtres. Il lui montra un petit sac en peau de loutre, qui remontait, lui dit-il, jusqu'à son premier ancêtre dont le nom était Ingo. Celui-ci, amoureux de la fille de son chef, avait tué son rival en combat singulier, et, comme lui, il avait dû s'enfuir loin des vivans. En route, sur les bords de l'Idis, il avait vu une loutre qui allait dévorer un beau cygne, il avait tué la loutre, et le cygne s'était transformé en une belle femme, la déesse du torrent, qui avait prononcé sur lui des incantations portant bonheur et lui avait remis un charme qui lui assurait la victoire et le don d'invisibilité. Muni de ce charme, il avait pu enlever sa bien-aimée et se construire une grande demeure au-dessus du torrent de sa protectrice. Là il avait vécu puissant et invincible; mais un jour son fils tira le charme du bahut où il était déposé et alla se promener dans la forêt. Alors les ennemis d'Ingo pénétrèrent dans sa maison et la brûlèrent avec tous ceux qu'elle contenait. L'enfant seul échappa, et c'est de lui qu'Ingram descendait.

Walburge considérait le petit sac avec effroi. C'était pour elle un talisman diabolique; mais ils furent interrompus dans leur dialogue par l'arrivée d'un chasseur d'ours, espèce de colosse velu, presque aussi farouche que son gibier, bon diable au fond et très indécis entre la superstition païenne et la nouvelle religion qui se recommandait par de grandes vertus magiques. Ce demi-sauvage leur apprit qu'il venait de surprendre les Sorbes en plein préparatif d'attaque soudaine contre le village thuringien d'Ingraban. A tout risque, celui-ci s'y rendit avec Walburge pour donner l'alarme à ses compatriotes. L'imminence du danger, le service rendu, le besoin qu'on avait d'un brave comme lui, firent que nul ne songea à se prévaloir contre lui de la sentence qui le frappait. Les mesures les plus nécessaires furent prises à temps. Pour la première fois, la cloche de la nouvelle église sonna dans le pays pour appeler les habitans à la défense commune, et cette invention du dieu des chrétiens parut on ne peut plus sensée à Ingraban. Des premiers à l'avant-garde, il courut en personne au-devant de Ratiz, qui s'avançait sur l'excellent cheval qu'il lui avait gagné. Un combat furieux s'engagea. Ingraban, démonté, allait être assommé par un coup de massue du chef sorbe, lorsque Gottfried, n'écoutant que son dévoûment, héroïque même pour l'amant aimé de Walburge, s'élança pour le

secourir et reçut le coup mortel destiné à Ingram. Celui-ci put reprendre l'offensive, Ratiz s'enfuit devant lui, comptant sur son bon coursier; mais, à la voix de son vrai maître, le cheval s'arrêta, et Ingraban put enfin tuer cet être malfaisant. Un parti de Sorbes avait pénétré dans le village par surprise, et leur premier soin avait été de mettre le feu à la métairie d'Ingram; la mort de leur chef précipita leur défaite totale. Quand Ingram revint victorieux au village, sa maison était en flammes, la cloche sonnait toujours, et Gottfried avait expiré. Cette mort sublime acheva la conversion du jeune païen. Il comprit qu'il y avait un héroïsme supérieur encore à celui qu'il avait considéré jusqu'alors comme le seul digne de l'ambition d'un homme. Il alla donc se prosterner à son tour devant Boniface, qui, malgré sa douleur, étendit sur lui sa main protectrice. La nouvelle église inaugura le nouveau droit d'asile, et le comte accorda la grâce du proscrit en considération de ses grands services. Ingraban le suivit dans son expédition contre les Slaves, et se montra digne de sa réputation.

Le charme fatal n'en avait pas moins exercé sa funeste influence. La demeure d'Ingraban s'était écroulée dans les flammes, comme celle de son ancêtre Ingo. Pendant son absence, Walburge montra cette mystérieuse relique à Boniface, qui ne sut y voir autre chose qu'un engin diabolique et jeta au feu les têtes du dragon pour qu'il n'en restât rien. Ingraban, revenu de la guerre, épousa sa bien-aimée Walburge et alla fonder avec elle une autre seigneurie.

Trente ans plus tard, quand Boniface, vieilli, en lutte avec le pape, qui voulait scinder son immense diocèse, résolut, au péril de ses jours, de porter le flambeau de la foi chez les Frisons, encore très attachés à leurs croyances païennes, ce fut Ingraban qu'il choisit pour son compagnon et son défenseur dans cette dangereuse entreprise. Tous deux moururent martyrs de leur zèle. Le corps du saint fut rapporté à Fulda, et le tombeau d'Ingraban s'éleva sur les rivages de la Mer du Nord; mais il devait à Walburge la Balafrée trois fils et trois filles qui perpétuèrent sa race au pays de Thuringe.

Voilà cette seconde histoire, qui ne nous fait pas encore réellement sortir de la Germanie primitive. On serait même tenté de croire que, sous le coup des invasions et des guerres incessantes, les Germains du VIIIe siècle sont moins civilisés encore que leurs ancêtres du IVe. L'intérêt historique dans ce second roman tourne surtout autour de Boniface et de ses travaux missionnaires. Le caractère de cet ardent apôtre est fidèlement reproduit. C'est bien le moine anglo-saxon de l'histoire, tout entier à son idée de conquête spirituelle, qu'il fonde sur l'alliance avec le pouvoir temporel frank, sur l'union dogmatique et rituelle avec Rome, et sur la rigueur disciplinaire. On reconnaît

dans son ministère en Thuringe, tel qu'il nous est décrit dans *Ingraban*, le méticuleux ritualiste qui, tout en poursuivant ses grands desseins, écrivait tout exprès au pape pour qu'il lui indiquât le moment de l'année où les Germains pourraient en sûreté de conscience manger du lard cru. — Pas avant qu'il ne soit convenablement fumé, répondit le saint-siége, et ils doivent attendre au moins jusqu'après Pâques. — La chronologie est-elle rigoureusement observée? C'est en 732 que, d'après l'histoire, le pape Grégoire III décerna le *pallium* à Boniface après les beaux succès qui avaient couronné ses travaux en Thuringe, et M. Freytag le représente usant dès 724, dans ce même pays, des droits épiscopaux les plus étendus. Il n'est pas non plus très conforme à l'histoire qu'une entente bien cordiale ait présidé aux rapports de Charles Martel et de Boniface. Au contraire celui-ci eut mainte fois à se plaindre de l'indifférence du puissant chef des Franks. Ni Charles, ni Pépin le Bref ne firent preuve d'une grande sympathie pour son œuvre; ils le trouvaient imprudent et compromettant. Ce qui est beaucoup plus historique, c'est l'attitude à la fois très humble et peu soumise que prit à la fin Boniface vis-à-vis du siége romain. Passionné pour l'unité du culte et de la discipline, il avait en Germanie comme dans la Grande-Bretagne, sa patrie, préconisé la conformité absolue avec Rome, et il avait rencontré de ce chef une opposition violente parmi les évêques de son pays et de la Gaule franke; mais il n'entendait pas que Rome lui disputât son droit de conquête spirituelle sur son grand diocèse germain. Au fond, et sans que la sincérité de son zèle apostolique en souffrît, il y avait chez lui un grand besoin de domination. En même temps que ses grandes vertus, ce côté humain de son caractère est indiqué discrètement dans l'histoire d'Ingraban. Les idées que se font les Germains qu'il convertit sur les titres que la nouvelle religion peut faire valoir sont aussi d'une grande vérité historique. La conversion des Franks à Tolbiac ne connut pas d'autres motifs. Ce n'est pas la catégorie du vrai ou du faux qui est en jeu, c'est uniquement celle de la puissance plus ou moins grande. On se fait chrétien parce qu'on a lieu de croire que le dieu chrétien, à lui tout seul, est plus fort que les dieux traditionnels. C'est tout au plus si quelques esprits d'élite comprennent, comme Ingraban, qu'il y a aussi dans la foi chrétienne un idéal nouveau et supérieur. Encore faut-il que des circonstances exceptionnelles le leur démontrent. Remarquons cependant que la conversion d'Ingraban n'est pas suffisamment motivée. La mort de Gottfried le décide en lui révélant l'héroïsme du dévoûment pur, sans calcul et sans espoir, cela est beau et naturel; ce qui l'est moins, c'est l'ébranlement antérieur de sa foi païenne sous le coup des revers qui l'assaillent. Attaché de cœur comme il l'était aux poétiques superstitions de sa

race, décidé à les conserver lors même que ses divinités chéries auraient le dessous dans la lutte, il n'est pas homme à se refroidir pour elles, parce que des chrétiens l'ont condamné et proscrit pour venger l'attentat dont il a menacé un prêtre. Il y a là une lacune psychologique que le romancier n'a pas réussi à combler. En résumé, ce second roman nous paraît inférieur au premier, lors même que nous lui reconnaissons un mérite analogue, celui qui provient de ce mélange de sentimens humains d'une véritable délicatesse avec un état social dont nous avons de la peine à nous représenter la grossière simplicité. Le dévoûment radieux, l'abandon sans peur et sans reproche de la fiancée germaine à celui qu'elle a choisi pour « son homme, » ce trait que l'injustice seule pourrait dénier à la femme allemande des temps modernes, cette vertu de race qui unit à travers les âges la Germaine païenne à l'Allemande chrétienne brille d'un vif et pur éclat à côté de la sainteté ascétique des pieux convertisseurs du VIIIe siècle. C'est à ce point de vue que la scène de la rencontre de Walburge dans la forêt avec Ingraban nous a semblé le meilleur spécimen que nous pussions choisir du genre et de l'intérêt spécial du roman tout entier.

IV.

Nous n'analyserons pas d'une manière aussi détaillée le troisième roman, intitulé *le Nid des Roitelets*. Le plus long des trois, il est aussi le moins remarquable. Ce n'est pas du tout qu'il soit sans valeur ou ennuyeux. Là aussi l'intérêt historique est réel. Nous sommes transportés au XIe siècle, en pleine féodalité germanique, et Dieu sait si elle est hérissée de complications et d'enchevêtremens! Moines, seigneurs, bourgeois, évêques et rois se remuent là dedans comme de jeunes espiègles dans un même lit, chacun s'efforçant de tirer à soi toute la couverture. C'est tout au plus si la civilisation a fait quelques progrès sérieux. La guerre de tous contre tous est encore l'état normal. Le roman, malgré quelques longueurs, surtout au commencement, se lit jusqu'au bout, et plusieurs scènes dramatiques, d'une grande vérité morale, soutiennent l'attention. Si pourtant il ne vaut pas les deux précédens, serait-ce la faute de l'auteur? Ne serait-ce pas plutôt celle du genre lui-même dont les défauts seront toujours plus sensibles à mesure qu'on se rapprochera des époques moins distantes de la nôtre? On n'aura plus en effet le plaisir très réel de voir revivre sous des formes tantôt gracieuses, tantôt rudes, mais rendues vraisemblables par le judicieux usage d'une érudition de bon aloi, un état spirituel et social sur lequel nous n'avons que des données éparses et presque mystérieuses. Si *le Nid des Roitelets* eût paru seul, la renommée juste-

ment acquise par M. Freytag n'eût pas permis de le laisser passer avec indifférence, et on y retrouverait certainement plusieurs de ses qualités d'observateur et de peintre habile. Je doute cependant qu'il eût fait ce qu'on appelle sensation. Il y en a tant d'autres comme lui, qui le valent ou même qui valent mieux encore! Cela rentre dans le genre de Walter Scott, avec un peu plus de réalisme historique, un peu moins de subtilité sentimentale, cela n'en diffère pas essentiellement. Il est toutefois une autre considération, sur laquelle nous reviendrons en finissant, et qui justifie l'attention proportionnelle que nous voulons aussi lui accorder.

Les amateurs des récits de cape et d'épée seraient satisfaits en lisant *le Nid des Roitelets*. Plus le roman avance, plus il est plein de plaies et de bosses. La descendance d'Ingo et d'Ingraban était devenue une famille nombreuse et puissante, bien qu'affaiblie par le partage continu des domaines et aussi par une dévotion héréditaire qui poussait chaque génération à son tour à donner de grands biens à l'église. A la suite d'une tragédie domestique, la coutume s'était établie de destiner au couvent ou au sacerdoce le fils aîné de la famille. Immo, le héros de cette nouvelle histoire, faisait son apprentissage comme novice dans le célèbre cloître de Herolsfeld, au confluent de la Geisa et de la Fulda. C'était à la fois une forteresse et un gros bourg que ce cloître. L'abbé avait les revenus et la puissance d'un prince. Les vastes possessions de l'ordre étaient disséminées depuis la Hesse jusqu'au pays bavarois. Des reliques, parmi lesquelles on citait celles de saint Meginhard (le Memmo d'*Ingraban*), attiraient de loin les pèlerins et leurs offrandes; mais l'antique ferveur s'était bien relâchée. L'abbé était un épicurien, la plupart de ses moines des gaillards peu édifians, et si quelques-uns d'entre eux se montraient plus sévères, ce n'était point la piété, c'était l'ambition, la soif du pouvoir, le désir d'augmenter indéfiniment la richesse du couvent, qui les possédaient. Le cloître avait aussi à se défendre contre les envahissemens des seigneurs temporels, ses voisins, contre les empiétemens de l'archevêché d'Erfurt et même contre la politique des rois de Bavière, qui travaillaient à étendre leur suprématie sur toutes les autonomies locales.

Immo n'était parmi les moines qu'à contre-cœur. Sa mère, veuve et dévote très timorée, croyait son salut et celui de feu son époux intéressés à ce que son fils aîné reçût avec soumission la tonsure définitive; mais d'instinct le descendant d'Ingo et d'Ingraban était un guerrier, la vie monastique lui répugnait profondément, il devait seulement à son séjour dans le cloître une instruction supérieure à celle de la plupart de ses compatriotes.

C'est à travers toute sorte d'aventures qu'il en sort, qu'il s'éprend de la charmante Hildegarde, fille d'un comte voisin, blanche colombe issue, on ne sait trop par quel miracle, d'un loup rapace doublé de renard, et qu'il revient chez sa mère, qu'il désole en lui annonçant son intention de rentrer dans le monde. Ses six frères eux-mêmes, qu'on appelait dans le pays *les Roitelets*, parce que les moines, dans leur latin, eu égard à la puissance de la famille, les avaient surnommés *Reguli*, lui font froide mine, à l'exception du plus jeune. Le roi Henri de Bavière est en guerre avec un parent révolté. Immo, qui a trouvé dans un brave jeune paysan du nom de Brunico un écuyer fidèle, comme furent jadis Wolf et Wolfram ses ancêtres, se rend près du roi, fait des prodiges de valeur, encourt cependant la défiance de ce roi égoïste et soupçonneux, et, malgré de nouvelles prouesses, demeure l'objet de sa disgrâce. Sa position ne s'améliore pas lorsque, revenu d'une expédition lointaine contre les brigands de la Mer du Nord, il apprend que sa chère Hildegarde est condamnée par la politique royale à prendre le voile à Erfurt. Il l'enlève audacieusement, assisté par ses frères réconciliés avec lui; il est blessé, fait prisonnier par les gens du roi, son procès s'instruit, et il faut toute sorte d'incidens plus romanesques les uns que les autres pour que justice lui soit rendue et qu'il rentre le front haut dans le castel de ses pères avec la perspective d'épouser son Hildegarde, qui ne demande pas mieux. Notons que la mère, malgré ses scrupules de dévote, finit par prendre le parti de son fils contre les moines et d'Hildegarde contre le roi. On doit signaler dans ce roman l'intention de faire ressortir le conflit grandissant, à mesure que l'Allemagne se forme et se civilise, entre l'esprit de Rome et le vieil esprit germain de la famille. Déjà dans *Ingraban* on voyait percer quelque chose de ce genre; dans *le Nid des Roitelets*, l'antagonisme, s'il n'est pas encore formulé, est déjà à l'état aigu. Nous serions bien surpris, si, en se rapprochant du XVI[e] siècle, le romancier ne lui donnait pas des proportions qui expliqueront la rapide propagation de la réforme luthérienne dans les pays germaniques. Notons aussi le cachet d'égoïsme concentré, cynique dans sa naïveté même, qu'il lui plaît d'imprimer aux personnages qui, dans ses trois romans, représentent le pouvoir royal. Le roi Visino dans le premier, Ratiz dans le second, Henri de Bavière dans le troisième, sauf les différences tenant à la culture intellectuelle et au milieu social, sont coulés absolument dans le même moule. En sera-t-il toujours de même? L'auteur de *Doit et Avoir* a des opinions très arrêtées sur les classes qui se partagent la population allemande. Les Slaves, dans *Ingraban*, ne sont pas traités avec plus d'indulgence que les

Polonais dans le roman contemporain, et les sympathies de l'auteur sont évidemment pour le noble guerrier, à la condition qu'il soit loyal et généreux, pour le bourgeois industrieux et le paysan libre. Encore voit-on le moment où le noble lui-même devra céder le pas au tiers-état.

Le Nid des Roitelets est un tableau généralement fidèle de la mêlée tumultueuse d'intérêts et de prétentions avides qui s'appelle la féodalité. On serait tenté de reprocher à l'auteur une certaine gaucherie dans l'art de faire mouvoir ses nombreux types dans le cadre où il les renferme. On éprouve quelque peine à se reconnaître au milieu de tous ces noms propres et de tous ces caractères. Ceux-ci ne se soutiennent pas toujours comme l'exigerait la logique morale. Tous ces combats, tous ces coups d'épée, toutes ces scènes de pillage et de violence finissent par devenir monotones. Çà et là surgissent des doutes sur l'exactitude chronologique des détails. Est-il vraisemblable par exemple que, dès le commencement du XIe siècle, des tonnes de hareng salé remontaient le long des fleuves et même des rivières de second ordre jusqu'au cœur même de la Germanie? L'art de conserver dans le sel ce prolifique poisson était en effet connu à cette époque; mais ce n'est guère qu'au XIVe siècle qu'il fut assez perfectionné pour devenir une des grandes industries des pêcheurs du nord. Enfin, tout en comprenant à merveille le conflit qui se déclare entre la tendresse maternelle et le principe ecclésiastique-monacal, il faut avouer que le changement qui survient sous ce rapport dans les idées de la mère d'Immo n'est pas plus expliqué que celui du païen Ingraban se détachant de ses dieux pour se rapprocher du christianisme. La conversion, des deux côtés, est racontée, mais psychologiquement elle n'est pas motivée.

Voici maintenant le mérite très spécial et très réel de ces trois romans, celui que nous tenons à relever en finissant. Tous les trois sont pénétrés d'un vif amour de la patrie allemande. Ni le Romain ni le Slave n'y sont flattés, cela est certain, mais il n'en pouvait être autrement, et il faut rendre cette justice à M. Freytag, que son bon goût l'a détourné de la ridicule manie d'un certain nombre de ses compatriotes, qui les pousse à chercher dans les siècles passés des alimens ou des justifications à leurs implacables rancunes contre la France. S'il avait voulu en chercher les occasions, il les aurait trouvées sans trop de peine. Son mérite, comme son droit, c'est d'élever un monument littéraire en l'honneur de son histoire nationale, et nous aurions mauvaise grâce à l'en blâmer. Que l'Allemagne sache enfin qu'on lui a menti quand on lui a représenté la France comme animée d'une basse jalousie pour ses gloires et ses vertus nationales, et si les derniers événemens ont laissé dans nos cœurs

des ressentimens que nous saurons contenir, mais qu'il n'est pas en notre pouvoir de supprimer, c'est qu'elle s'est entêtée à vouloir fonder sa grandeur sur notre abaissement. Nous aussi, nous avons notre esprit de famille, et la pensée de nos frères arrachés malgré eux au foyer de la patrie n'est pas de celles qui s'oublient. Rachel pleure toujours ses enfans et ne veut pas qu'on la console. Cependant nous ne demandons pas mieux que de nous rencontrer pacifiquement avec nos adversaires sur les beaux terrains neutres que la science et la littérature nous offrent, à la seule condition que la neutralité soit scrupuleusement respectée de part et d'autre. Or ici cette condition est loyalement remplie.

Il ne nous en a donc pas coûté d'adresser au romancier allemand les éloges qu'il mérite et dont nos critiques démontrent la sincérité. Nous nous demanderons plutôt s'il ne serait pas à désirer qu'en France aussi le roman se mît au service de l'histoire de la patrie pour la populariser et la rendre chère aux enfans de notre vieille Gaule. Nous n'avons pas à répéter ce que nous avons dit sur les défauts inhérens au roman historique en tant qu'œuvre d'art. Ce qui nous guide dans l'expression d'un tel vœu, c'est bien moins un goût littéraire qu'une préoccupation patriotique. Le fait est que l'histoire de France est mal connue des Français eux-mêmes, dès que l'on descend au-dessous d'un certain niveau intellectuel. Là même où elle est censée connue, des préjugés de genres divers en obscurcissent le sens ou bien en dénaturent la physionomie réelle. Quel service rendrait au sentiment national le romancier qui saurait faire revivre les différentes périodes de cette histoire avec assez d'art pour remuer fortement les imaginations, assez d'exactitude scientifique pour les dépeindre sous leurs vraies couleurs! Il devrait se tenir à égale distance de la tendance ultra-vertueuse, qui ennuie et qui est fausse, et de cette indulgence pour le vice qui dépare tant de nos meilleurs romans. L'antiquité celtique devrait servir de point de départ. On la connaît déjà assez pour en faire le cadre d'un récit plein de fraîcheur et de vie. Rien ne serait plus facile que de montrer l'identité foncière des Français modernes et de ces Gaulois si détestés, si souvent calomniés par les historiens romains. Il serait bon d'en finir avec l'exaltation superstitieuse de ce Jules César qui doit presque uniquement sa prodigieuse fortune au massacre systématique de plusieurs millions de nos ancêtres. Et quelles brillantes périodes s'échelonnent ensuite devant les yeux du romancier national de nos rêves ! Depuis l'époque où la Gaule romanisée devint la province la plus influente et la plus civilisée de l'empire entier, en passant par celle des invasions successives, toujours submergées par l'ascendant de la race envahie, puis par la période des croisades

où la France *la louée* tient la tête de l'Occident, puis par celle des grandes luttes de la royauté et de la féodalité, où les communes, c'est-à-dire le vieux fonds national indigène, élèvent à la fois leurs cathédrales gothiques, leurs beffrois et leurs franchises, puis par la période des guerres anglaises terminées par l'apparition de la Velléda française, Jeanne *la bonne Lorraine*, par la renaissance avec François Ier, l'avénement de la tolérance avec Henri IV, le grand siècle littéraire, celui de la révolution philosophique et politique, — pour arriver enfin au nôtre, qui, hélas! ne fait pas si belle figure, et qui aura pourtant aussi sa valeur et ses gloires, ne fût-ce que la gloire d'avoir tenu tête à des malheurs inouis sans jamais perdre l'espérance, — quelle riche mine et quel autre pays pourrait offrir une pareille série de galeries historiques!

Recommandons bien à notre futur romancier d'être sévère vis-à-vis de lui-même et de l'érudition historique. Celle-ci doit être puisée aux meilleures sources. Il ne faudrait pas recommencer le volumineux *roman de geste* que compilait naguère le plus fécond, le plus amusant et le plus frivole des conteurs. Avouons-le, nous les avons tous lus, ces récits qui débordaient de verve et d'esprit, qui prétendaient naïvement nous apprendre l'histoire de France; mais les relirons-nous? et les donnerons-nous à lire? Chez nous, l'art de faire un roman qui intéresse est plus répandu que partout ailleurs; celui qui consiste à faire un roman vraiment bon est plus rare. Ailleurs on ne sait pas aussi bien que chez nous dramatiser les situations, proportionner les incidens, faire jaillir les étincelles du choc des caractères, en un mot organiser et distribuer l'œuvre d'art. C'est qu'avant tout nous sommes artistes et dramatistes. Ce qui nous manque trop souvent, c'est l'étude morale approfondie, le sens de la vie réelle, et, s'il s'agit d'histoire, l'érudition sans parti-pris et bien renseignée. Rien pourtant ne nous empêcherait d'unir ces deux ordres d'avantages. On travaille avec ardeur à développer l'instruction générale; mais les programmes s'étendent tellement qu'il faut absolument songer à simplifier les méthodes et à diminuer la somme de temps nécessaire à l'acquisition des connaissances utiles. Or il n'en est pas de plus impérieusement commandée par notre situation que celle de notre histoire nationale. Le roman populaire bien compris, bien écrit, français avant tout, où l'art et l'histoire se prêteraient un mutuel concours pour intéresser en instruisant, suppléerait à bien des lacunes, et c'est pourquoi nous terminons cette appréciation d'une œuvre allemande en émettant le vœu que nous fassions aussi bien et, s'il se peut, mieux en France.

Albert Réville.

LA

SITUATION POLITIQUE

ET

LES LOIS CONSTITUTIONNELLES

Pour bien comprendre le caractère et la portée des projets de lois constitutionnelles qui ont été successivement présentés à l'assemblée nationale, soit par le gouvernement de M. Thiers, soit par le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, soit par la seconde commission des trente, il est nécessaire de connaître la situation politique qui a influé sur l'élaboration de ces projets. L'opinion a porté sur cette assemblée bien des jugemens sévères, dont malheureusement quelques-uns paraissent trop mérités. Le grief capital, c'est qu'on y oublie trop son pays pour son parti, c'est qu'une assemblée qui s'est toujours réservé le pouvoir constituant se voit condamnée par la division des partis à maintenir un état provisoire qui trouble et déconcerte le pays; c'est enfin que, malgré son impuissance, elle persiste à garder un pouvoir dont elle ne paraît pas vouloir user pour faire cesser cet état. On pourra dire que, si l'assemblée est profondément divisée, elle représente bien en cela le pays, et que la discorde qui règne dans son sein n'est que l'écho des luttes bruyantes des partis qui agitent notre pauvre France. Cela est vrai, et il serait puéril d'expliquer par de petites causes, par l'ambition des hommes, par les intrigues des coteries, par le simple jeu enfin des institutions parlementaires, le triste spectacle que l'assemblée offre trop souvent au public; mais si cet état de choses s'explique par de plus grandes et plus sérieuses causes, nous ne pouvons y voir une jus-

tification du parlement. Quoi qu'on en ait dit, une assemblée ne doit point être simplement l'image photographiée du suffrage universel. Une pareille théorie mène tout droit au mandat impératif et au gouvernement plus ou moins direct du peuple. Pourquoi le suffrage universel élit-il des députés? Est-ce uniquement pour le représenter dans tous ses instincts bons ou mauvais, dans toutes ses passions généreuses ou brutales, dans toutes ses aspirations légitimes ou insensées? Nul ne le soutiendra. C'est pour le représenter dans ses meilleurs instincts, dans ses vrais intérêts, et surtout pour le diriger en ce sens. Si donc le pays est divisé en partis qui ne songent qu'à guerroyer, il semble que la sagesse et le patriotisme de ses élus aient mieux à faire que de transporter ce désolant spectacle dans le sein de l'assemblée. Tous les sincères amis du suffrage universel le comprennent ainsi quand ils le déclarent apte à voter sur les personnes et nullement sur les questions. C'est qu'en votant sur les personnes seulement il entend réserver à ses élus le droit et le devoir de trancher eux-mêmes, selon leur conscience et leur raison, les questions qui se débattent dans le parlement.

Si l'assemblée nationale semble aujourd'hui trop oublier le pays dans ses passions et ses intrigues de parti, tous les esprits impartiaux lui rendront cette justice qu'à son début c'est le pays qui était l'unique objet de ses préoccupations, que maintenant encore, sur toutes les questions purement nationales, la division et la lutte font place à l'entente et au concours, et qu'une majorité imposante n'a jamais manqué aux lois et aux mesures que le salut public commandait impérieusement. A Bordeaux, l'assemblée a tout d'abord compris que, si elle ne faisait taire les passions de parti et les intérêts de classe devant l'intérêt suprême du pays, tout était perdu. Elle a donc laissé là les questions politiques proprement dites pour ne s'occuper que des questions vraiment nationales et sociales. Telle fut la signification et la portée de ce pacte de Bordeaux, si bien nommé la trêve de Dieu, proposé par le patriotisme de M. Thiers, accepté par la sagesse du parlement, pratiqué de concert pour le plus grand bien du pays : heureux temps, si l'on peut appliquer ce mot à une situation douloureuse après la guerre, terrible pendant la commune, mais dont le concours de tous les partis honnêtes a vaincu les difficultés! C'est ainsi que l'assemblée et le gouvernement purent faire cette paix nécessaire, qu'il était plus facile de maudire que d'éviter, ces lois sur le service obligatoire, sur la réorganisation de l'armée et sur les impôts, que nous eussions mieux faites tout d'abord, quand nous étions encore sous l'impression de nos désastres et dans le moment des grands sacrifices. Plus tard, hélas! les partis se sont trop souciés de leurs convenances et les classes de

leurs intérêts. Quand il fallut couvrir le déficit du budget, faire une armée qui fût toute la nation et puiser à toutes les sources de la fortune publique pour rétablir l'équilibre dans nos finances, on dut compter avec tous les calculs et toutes les répugnances de l'égoïsme.

I.

Devant le spectacle que donne à la France la lutte des partis depuis près de trois années, on peut regretter ces jours de paix qui n'ont guère été troublés que par quelques voix discordantes des partis extrêmes. Mais la trêve de Bordeaux était la nécessité d'une situation provisoire, d'une sorte de crise de salut public qui devait finir après la paix, l'extinction de la guerre civile et la libération du territoire. Le gouvernement de M. Thiers le sentit, et dans un célèbre message qu'on a pu juger prématuré, eu égard à la situation parlementaire, bien qu'il répondît au vœu du pays, il proposa à l'assemblée, non de proclamer la république, mais de la prendre toute faite des mains de la nécessité, puisque la monarchie semblait impossible, et d'en organiser le gouvernement. L'assemblée comprenait alors, comme le président, que le moment était venu de sortir du provisoire; ce en quoi peut-être il s'était trompé, c'est qu'elle n'était point décidée à en sortir par la constitution d'un gouvernement républicain. Elle refusa donc d'entrer dans la voie où le président la conviait de marcher, et où le pays semblait l'appeler par de très nombreuses élections partielles. Après une longue guerre, tantôt sourde, tantôt déclarée, enfin acharnée, la majorité, profitant de l'élection de candidats radicaux à Marseille, à Lyon et surtout à Paris, fit tomber M. Thiers sous un vote de défiance. Que pour tous ceux qui ont assisté à cette regrettable chute, qui ont vu de près les phases diverses de la lutte, il y ait eu autre chose en jeu que la grande question de la république et de la monarchie, — que les défiances de la majorité à l'égard d'un gouvernement qui avait fait ses preuves pourtant de force et de courage dans l'horrible guerre de la commune, que la peur du radicalisme triomphant et le dépit en quelque sorte jaloux causé par les prétendues préférences pour le parti républicain d'un gouvernement conciliant pour les personnes, mais aussi net, aussi décidé sur le fond des choses, aussi résistant aux idées radicales que les plus fermes conservateurs, aient contribué à la chute de l'homme qu'on fut si heureux de retrouver aux jours de détresse et de danger, il serait impossible de le nier; disons-le pourtant à l'honneur de l'assemblée, comme du chef illustre qui présidait à nos destinées, c'est sur la capitale question politique qui agite le parlement et le pays depuis deux ans

que le gouvernement de M. Thiers est tombé. Les petites passions personnelles, les intrigues parlementaires, les mécontentemens provoqués par des rencontres forcées qui n'étaient pas des alliances, ont joué sans doute leur rôle dans cette lutte : la grande cause qui domina tout et amena le denoûment fut le dissentiment du président et de l'assemblée sur la question de la république et de la monarchie. C'est cette cause dont on parlera toujours quand tout le reste sera oublié.

On le vit bien le lendemain de la victoire de la coalition qui renversa M. Thiers. Il semblait, en s'en tenant aux paroles prononcées par les chefs de cette coalition, que le parti vainqueur n'aurait qu'une pensée au pouvoir : relever le drapeau de la conservation sociale qu'on avait tant reproché à M. Thiers d'avoir abaissé devant les exigences du parti républicain. Ou nous nous trompons fort, ou c'était bien là la politique de l'un des plus ardens promoteurs de la chute de l'ancien président. Quand M. de Broglie arriva au pouvoir, nous avons tout lieu de croire, en nous rappelant ses déclarations passées et présentes, que la grande question pour lui était, non pas entre monarchistes et républicains, mais entre conservateurs et radicaux. Sa politique était donc de maintenir dans le gouvernement entre toutes les fractions de la majorité l'entente qui avait donné la victoire à l'opposition. Nous persistons à penser qu'il ne vit pas sans quelque inquiétude commencer la campagne pour la restauration monarchique, et qu'il n'a jamais trop partagé, même en s'associant à cette entreprise, l'ardeur et les illusions de ses amis. Outre qu'il avait trop de finesse et de sang-froid pour ne pas apercevoir les difficultés de l'entreprise, il voyait bien qu'elle devait amener, sinon une dislocation, du moins une diminution de la majorité par la retraite du groupe bonapartiste. Et cette majorité n'était pas telle qu'on pût être indifférent à l'appoint que fournissait ce parti. M. de Broglie avait toujours été, comme sa noble famille, un adversaire de l'empire. Les derniers malheurs de notre France avaient certainement redoublé son aversion pour une famille et un gouvernement qui les avaient causés; mais la peur, disons plus, l'horreur du radicalisme était si forte dans son esprit que, s'il lui en coûta de recourir à de pareils alliés pour obtenir la victoire, il en eut moins de regret que certains de ses amis. Il ferait encore, nous l'espérons, la guerre avec eux au bonapartisme envahissant; il ne ferait pas la guerre à outrance. C'est contre un autre ennemi qu'il aiguiserait surtout ses armes.

Quoi qu'il en soit, la majorité royaliste de l'assemblée n'avait jamais perdu l'espoir de sortir du provisoire par la restauration de la monarchie. La visite du comte de Paris au comte de Chambord n'eut

pas plus tôt amené la réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon que les ardens et les impatiens, croyant l'union faite entre les partis comme entre les princes, se mirent à l'œuvre, et, avec une ardeur qui ne comptait point les obstacles, poursuivirent la campagne que fit définitivement échouer la déclaration du comte de Chambord. C'était à la vérité une occasion unique, puisqu'à défaut de l'assentiment du pays on avait ou du moins on pouvait espérer une majorité dans l'assemblée qui en était la représentation légale, sinon réelle, en cette circonstance. Le centre droit et même une majeure partie de la droite voulaient la monarchie avec les conditions qui seules pouvaient en rendre la restauration possible aujourd'hui, c'est-à-dire avec le drapeau de la France et avec une constitution votée par ses représentans, d'accord avec le monarque. Le comte de Chambord et ses amis de l'extrême droite voulaient la monarchie sans conditions, par la raison très simple, très logique et très peu politique qu'il était le roi, c'est-à-dire roi, non par la volonté nationale, mais en vertu de son droit antérieur et supérieur à toute autorité populaire et parlementaire. C'était donc au fond une question de principe, non de pure étiquette, qui divisait le parti royaliste, et M. Thiers avait eu bien raison de dire que, même en ne comptant pas un certain parti dont les prétentions sont un outrage à l'honneur de notre France, les partisans de la monarchie ne pouvaient s'entendre pour la rétablir avec ou sans le consentement du pays. Le projet de restauration ne parut un moment sur le point d'aboutir que parce qu'on ne s'était expliqué de part et d'autre ni à Frohsdorf, ni à Versailles. Si le centre droit eût eu l'initiative des négociations, il est probable que l'on eût vu clairement dès le premier jour l'impossibilité de s'entendre. Si respectueux, si habile qu'eût été le langage de ses ambassadeurs, le comte de Chambord n'eût point accepté ce savant et ingénieux éclectisme qui croyait avoir trouvé le moyen de concilier dans une heureuse formule le droit royal et le droit national.

Après cet avortement d'une entreprise si bruyamment annoncée et si résolûment conduite, il semblait que la majorité, n'ayant pu faire la monarchie, faute d'un roi avec lequel elle pût s'entendre, et pourtant voulant user de son pouvoir constituant, n'avait qu'à se résigner à la république déjà faite, sauf à garantir par de solides institutions, contre les entraînemens d'une démocratie aveugle et passionnée, les droits et les intérêts qui lui sont particulièrement chers. C'était l'espoir, un peu naïf peut-être, de cette fraction nombreuse de la minorité qui a inscrit depuis longtemps en tête de son programme le mot de république conservatrice, l'empruntant à tous les messages et à tous les discours de l'ancien président. La majo-

rité s'entendit à grand'peine pour faire le septennat. Aux efforts que ses chefs du centre droit et de la droite durent faire pour réunir dans cette œuvre laborieuse tous les partis qui avaient concouru à la chute de M. Thiers, aux défiances à peine dissimulées qui avaient accueilli une institution qui, si provisoire qu'on voulût la faire, pouvait ajourner à sept ans les impatientes espérances des uns et les intraitables prétentions des autres, les chefs du centre droit auraient pu voir qu'il fallait, pour asseoir le septennat sur une base solide, se résigner au déplacement de l'axe de la majorité en gagnant à gauche ce que tôt ou tard ils devaient inévitablement perdre à droite. S'ils se fussent décidés dès ce jour à faire les modestes concessions que leur demandait, par l'organe de son rapporteur, la majorité de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, ils eussent assuré au vote de cette loi 500 voix de majorité, quels que fussent les regrets causés par la chute de l'homme à la politique duquel le centre gauche et la gauche étaient restés et resteront fidèles. Au lieu de cela, le ministère de M. de Broglie mit toute son habileté à rallier au septennat toutes les fractions de l'ancienne majorité, y compris l'appoint bonapartiste. Ce fut, après la triste campagne de la coalition, une première faute qu'il devait bientôt expier.

Cette institution, à vrai dire, n'était de nature à satisfaire aucune des fractions du parti républicain. L'assemblée actuelle, qui pouvait faire une constitution, en sa qualité plus ou moins contestable de constituante, devait, en bonne logique constitutionnelle, laisser à une autre assemblée la tâche d'appliquer cette constitution et de nommer le chef du pouvoir exécutif. Le centre gauche, plus particulièrement préoccupé des nécessités de la situation, admettait pourtant cette dérogation aux principes qu'il n'avait point prévue dans son programme; mais il entendait lier indissolublement la prorogation des pouvoirs du président à la discussion et au vote des lois constitutionnelles. Voilà pourquoi, à son grand regret, il ne put voter la loi du 20 novembre qui séparait deux questions inséparables dans l'œuvre totale de la constitution. Et cependant tel était le sentiment de conciliation qui animait la plupart des républicains de l'assemblée que, cette loi une fois votée, non-seulement ils s'y résignèrent, mais qu'ils la défendirent contre les violentes attaques des intransigeans de la droite et les manœuvres du parti bonapartiste. Cette conduite, nous le reconnaissons, n'était pas moins habile que loyale, car, quoi qu'on fasse, à moins d'en supprimer le titre, le septennat, c'est encore la république.

Ici, qu'on nous permette d'ouvrir une parenthèse sur la nécessité d'en finir avec toute politique d'équivoque. Le mal dont souffre le pays, dont mourra l'assemblée dans le discrédit et l'impuissance,

si elle n'avise enfin, c'est l'équivoque. L'équivoque est le nuage qui plane sur la politique depuis trois ans, malgré tous les efforts faits par les esprits sincères et résolus pour le dissiper. L'équivoque est partout, à gauche comme à droite. A gauche, c'est l'apparente entente de toutes les fractions d'un même parti, qui, sous le nom de république, confondrait MM. Thiers, Dufaure, Casimir Perier, Jules Favre et Grévy avec MM. Gambetta, Louis Blanc, Ledru-Rollin et Naquet. A droite, l'équivoque est peut-être encore plus choquante : c'est l'union de toutes les fractions d'un soi-disant parti conservateur qui, sous le drapeau de la défense sociale, confondrait MM. de Broglie, d'Audiffret-Pasquier, Decazes, Buffet, de Kerdrel avec MM. de Belcastel, de La Rochette, de Franclieu, Rouher et Gavini. L'équivoque n'est-elle pas devenue le pivot de toute la politique? On en joue dans tous les partis, sous toutes les formes et pour toutes les causes. Et pourtant ce n'est pas ce que le spectacle des premiers jours devait faire attendre d'une assemblée élue, sous le coup des plus effroyables désastres, pour sauver le pays. Nous n'oublierons jamais la séance où nous avons fait notre entrée au parlement, en pleine bataille des partis extrêmes qui, pareils à des montagnes fumantes, se lançaient les invectives et les défis, à travers les centres, calmes alors et tout entiers aux graves nécessités du présent. Nous en faisons l'aveu, nous avons cru le pays sauvé; nous avons espéré une majorité de paix et de concorde qui, sous la direction du sage pilote que l'assemblée avait choisi, conduirait le navire au port sans se laisser étourdir par les clameurs des partis, ni intimider par les fureurs des factions. Nous eûmes ce jour-là l'espérance qu'enfin le patriotisme avait calmé pour longtemps, sinon éteint, les passions de parti.

Nous avions compté sans l'équivoque, qui n'a jamais fait qu'entretenir les divisions, encourager les prétentions, préparer les coalitions, au sein de cette honnête, mais incertaine assemblée, sous une fausse apparence d'union. Nous ne disons pas que l'état du pays, que le jeu égoïste des partis ne soit pas pour beaucoup dans cette politique sans lendemain; nous regrettons seulement que le patriotisme de l'assemblée n'ait pas été assez puissant pour imposer aux partis et aux chefs qui les dirigent tous les sacrifices nécessaires à la réparation et à la réorganisation des forces du pays. On ne peut reprocher à M. de Broglie ce qu'on appelle une politique de bascule, inclinant tantôt à droite, tantôt à gauche, selon la nécessité du moment. Une pareille mobilité ne serait, nous croyons, ni de son goût, ni dans son tempérament. Que les partis lui rendent ou non cette justice, nous avons la conviction, pour notre part, qu'il a, dans sa conduite des derniers temps, obéi à une idée fixe, inflexible, qui a dominé toute sa politique, à savoir la nécessité du

gouvernement de combat contre le radicalisme envahissant. Voilà ce qu'il a voulu faire du septennat; mais il n'avait pas prévu que dans cette coalition, où il ne voyait que des conservateurs, il y avait des hommes et des partis qui avaient de tout autres visées. Il avait pu commencer l'œuvre du septennat avec une majorité de coalition; quand il voulut faire un pas de plus, il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne serait pas suivi par tous ses alliés. Proroger simplement les pouvoirs du maréchal, c'était laisser à tous leurs espérances plus ou moins prochaines, et leurs moyens de préparer l'avénement de leur gouvernement définitif. Du moment qu'on parlait d'organiser d'une façon quelconque le gouvernement du septennat, légitimistes et bonapartistes étaient bien décidés à voter, de concert avec les radicaux, contre toute organisation de ce régime, si provisoire qu'on voulût le faire. Une coalition avait renversé M. Thiers; ce fut aussi une coalition qui fit tomber le ministère présidé par M. de Broglie.

Certes de tout temps les fins politiques ont eu leur rôle et leur prix. Amener à voter le septennat toutes les fractions de la majorité qu'on avait réunies pour donner l'assaut au gouvernement de l'ancien président n'était point une œuvre facile. Plus difficile encore était l'art de parler à la tribune et ailleurs de manière à ne décourager personne, sans rien promettre, à tel point qu'on a pu, en toute franchise, défier tous les mécontens de venir soutenir leurs sourdes accusations de duplicité; mais nous sommes de ceux qui pensent qu'aucune habileté ne peut remédier au vice radical d'une situation. Il y a longtemps qu'on l'a dit, avec une majorité de coalition on renverse un gouvernement, on ne peut le remplacer ni pour fonder quelque chose, ni même pour gouverner, dans le sens sérieux du mot. Si, après l'œuvre ingrate de la coalition qu'il avait menée à la victoire, M. de Broglie eût, selon le conseil de quelques amis du centre droit, compris la nécessité immédiate d'offrir au centre gauche et même à la gauche modérée les garanties constitutionnelles que celles-ci ne pouvaient refuser, quel que fût le ressentiment de leur défaite, il eût pu se passer tout de suite du fâcheux appoint du groupe bonapartiste, et de l'embarrassant concours de l'extrême droite. Alors il pouvait, avec une majorité nouvelle décidée à le suivre franchement dans la voie du septennat, présenter et faire voter dans un assez bref délai les lois constitutionnelles élaborées par une commission représentant l'esprit plus large et plus libéral de cette majorité. Peut-être, cette œuvre faite, fût-il tombé sur quelque question de politique personnelle; mais il eût vécu pour faire un acte de grande politique, et le pays s'en fût souvenu. Au lieu de cela, M. de Broglie, ayant toujours sous les yeux le spectre d'une république révolutionnaire, contre laquelle il eût trouvé pour-

tant de plus sincères alliés dans les rangs des républicains conservateurs que dans le parti bonapartiste, n'eut plus qu'une pensée : resserrer par tous les sacrifices possibles, même ceux qui répugnaient le plus à ses intimes sentimens, l'union entre toutes les fractions de l'ancienne majorité, et continuer à leur tête ce gouvernement de combat qui n'a jamais trop distingué, en frappant ses coups, la république conservatrice de la république radicale. Nous ne savons si de plus grandes concessions à ses douteux alliés eussent assuré une bien longue vie à son ministère. Ce qu'il faut dire à son honneur, c'est qu'une telle manière de vivre ne lui suffit pas. Il précipita sa chute, avec pleine conscience du danger, en faisant une question de cabinet de la discussion immédiate de la loi électorale.

Les chefs du centre droit ont-ils enfin compris qu'il n'y a plus rien à faire avec cette ancienne majorité, que des défections inévitables dans l'extrême droite et le groupe bonapartiste réduisent de plus en plus à une minorité, avec cette majorité qui se perd ou se retrouve à l'occasion, suivant les convenances des uns et les passions des autres, mais qu'on ne retrouvera jamais pour achever l'œuvre du septennat? Nous le désirons vivement pour le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon. Il y a pour ce gouvernement une assiette plus digne et, quoi qu'on dise, plus sûre qu'une majorité de coalition, qui a du reste fait son temps : c'est la solide et large base d'une majorité formée non pour ajourner ou entraver, mais pour faire l'œuvre nécessaire et urgente, s'il en fut. Avec une pareille politique, ce n'est plus l'équivoque qui rallie une majorité, c'est l'explication franche, c'est la déclaration nette, c'est l'habitude de dire toujours et à tous ce que l'on pense et ce que l'on veut. Utopie et naïveté ! diront les habiles, qui ne liront peut-être pas ceci sans sourire. C'était la politique de l'illustre Casimir Perier. Il est vrai qu'il faut pour y réussir quelque chose de son grand sens et de son indomptable volonté. Il était digne d'un duc de Broglie de se souvenir de cette situation et de cet exemple. Tout le monde, pourra-t-on me répondre, n'a pas le tempérament de Casimir Perier. Est-il bien sûr d'ailleurs qu'avec un tel tempérament on eût raison d'une situation tout autre et bien plus difficile que celle que domina le grand caractère du ministre de Louis-Philippe? Nous en convenons volontiers, la situation actuelle est unique et n'a peut-être pas d'analogue dans notre histoire. L'assemblée, si elle veut réellement faire quelque chose de sérieux avant de se dissoudre, a pour mission d'organiser un gouvernement dont le titre lui déplaît, sur la base du suffrage universel, dont elle a lieu de se défier. Casimir Perier n'avait point à fonder un gouvernement; il n'avait qu'à le diriger dans la voie qui lui semblait la meilleure, avec le concours d'une majorité qu'il savait ne pas lui manquer. Pour cela, il n'était besoin que d'un coup d'œil juste et

d'une main ferme. Pour sortir de l'impasse où nos hommes d'état ont enfermé leur trop subtile politique, il faut faire un appel suprême et presque désespéré au patriotisme de tous les partis, demander à tous le sacrifice de leurs rêves, de leurs espérances, de leurs affections et de leurs passions sur l'autel de la patrie. Il faut poser et résoudre enfin le problème qu'on a mis tant d'habileté jusqu'ici à éluder ou à renvoyer à une époque indéterminée : définir et organiser le gouvernement de la France après bientôt quatre ans d'hésitations et d'ajournemens.

Certes, décider à voter le septennat tous les partis qui avaient renversé M. Thiers n'était pas une œuvre facile, et M. de Broglie n'y a pas réussi sans mettre en jeu bien des facultés qui lui sont propres. Seulement il doit reconnaître maintenant que le plus difficile reste à faire pour donner à cette œuvre la portée et la consistance d'une institution utile au pays et au parti conservateur. Si le centre droit a cru qu'il suffit de proroger pour sept ans les pouvoirs du président actuel de la république pour rassurer le pays et désarmer les partis, il doit voir son illusion. S'il a pensé que la même majorité de coalition qui a voté la loi de prorogation voterait avec la même résolution les lois constitutionnelles nécessaires à l'organisation du septennat, il n'en est plus sans doute à confesser son erreur. On nous a dit que quelques-uns de ses chefs avaient de la peine à prendre leur parti, et qu'ils n'avaient pas fait tous leurs efforts, avant la formation du ministère où entrèrent MM. Magne et de Fourtou, pour faire aboutir la combinaison qui pouvait amener le rapprochement des centres. Nous en serions surpris, et, comme en toute politique pratique qui veut la fin veut les moyens, nous voulons encore espérer qu'en désespoir de cause ils aideront le gouvernement du maréchal à former cette majorité nouvelle, sans laquelle il devient de plus en plus impossible d'achever l'œuvre commencée.

II.

Qu'est-ce qui fait les principales difficultés de la situation actuelle? C'est l'équivoque qui plane sur le septennat. Tout se cache et se confond sous ce mot, que la loyauté du noble maréchal n'a pu encore définir de manière à en dissiper l'obscurité. Le septennat sera-t-il personnel ou impersonnel? sera-t-il la première institution d'une république ou la transition à une monarchie attendue, dans un délai qu'on ne fixe point, par les uns d'un vote parlementaire, par les autres d'une acclamation populaire? On nous dit bien dans le langage officiel : « Ne voyez dans le septennat que ce que la loi du 20 novembre y a mis, c'est-à-dire un pouvoir qui ré-

pond de l'ordre public pour sept ans, avec le titre maintenu de président de la république, après quoi les pouvoirs constitutionnels existans ou le pays lui-même directement consulté sur cette grande question aviseront à fonder un gouvernement définitif. Que voulez-vous de plus? Le présent vous est assuré, et pour l'avenir c'est le pays qui décidera. » Il ne nous en coûte pas de convenir que, dans cette manière d'entendre le septennat, c'est encore le parti républicain qui a la meilleure part. Dans sa sagesse et sa modération, ce parti pourrait peut-être accepter un tel état de choses sans insister sur la proclamation de la république, et même sans chicaner sur la clause d'une révision, quelle qu'en soit la formule. Quant au commentaire ajouté au texte de la loi par les organes les plus autorisés du septennat, par M. de Broglie notamment, qui n'a jamais laissé échapper l'occasion de déclarer qu'en instituant le septennat l'assemblée avait simplement voulu prolonger de sept ans la trêve de Bordeaux, le parti républicain le trouve peu conforme à ses légitimes prétentions et par parenthèse en contradiction avec le titre même de ce gouvernement; mais, comme c'est en définitive le pays qui sera le juge du sens et de la portée de la révision constitutionnelle, il n'a pas trop lieu de s'en inquiéter.

Ce qui a donc provoqué la proposition Perier, c'est beaucoup moins la chose elle-même que l'effet qu'elle produit sur le pays. Le pays comprend un gouvernement défini par un nom qui est république, empire ou royauté; il ne comprend pas un gouvernement sans nom comme le septennat. A ceux qui disent que le septennat a un titre, et que ce titre est république, on répond que ce titre est illusoire, puisqu'on en est toujours à ce pacte de Bordeaux qui réserve la grande question de la forme du gouvernement. Une trêve de quelques mois se comprend dans une situation comme celle que la France a traversée après la guerre. Une trêve de sept ans semble au pays une invention bizarre qui n'a jamais eu d'analogue dans aucun pays ni dans aucun temps. Franchement le pays a-t-il tort de penser ainsi? Est-il sensé, est-il possible d'espérer des partis pour une trêve à aussi long terme la même patience, la même abnégation que pour une courte trêve, commençant et finissant avec la crise qui l'a rendue nécessaire? M. de Broglie et ses amis de l'ancienne majorité trouvent-ils que l'expérience qui en a été faite jusqu'ici est heureuse, qu'elle a donné au pays ce calme, cette sécurité, cette confiance dont il a tant besoin? Ils avaient rêvé sans doute dans le septennat un temple élevé à la concorde, où tous les partis désarmés seraient venus, la main dans la main, saluer l'auguste image de la patrie encore sanglante. Beau rêve, mais quelle réalité! Demandez-le aux légitimistes ardens, qui poursuivent le septennat et ses auteurs de leurs amères récriminations. Demandez-le aux bo-

napartistes, qui, au lendemain de nos malheurs, osent relever un nom qu'on devait croire à jamais enseveli dans le désastre de Sedan, avec le concours de maires nommés par M. de Broglie dans un excès de zèle conservateur. Les républicains sont plus sages à l'endroit du septennat; est-ce à dire qu'ils soient plus contens, quand ils voient s'abriter derrière le gouvernement du président de la république des candidats qui n'ont au fond d'autre pensée que de nous ramener l'empire?

On nous dira encore que les auteurs du septennat avaient prévu que, si les partis ne désarmaient pas, le pays, qui travaille, qui souffre et qui veut vivre, ne les suivrait point dans cette mêlée furieuse, et qu'il finirait par leur imposer son impérieux besoin de repos. Quant aux partis eux-mêmes, s'ils ne voulaient pas accorder cette trêve de Dieu au pays fatigué et malade de ses blessures encore saignantes, le gouvernement du septennat aurait la force et la volonté de leur faire mettre bas les armes et de les enfermer dans le respect de la loi. Voilà précisément la grande difficulté avec un gouvernement qui n'est que provisoire aux yeux de tous. Un gouvernement définitif seul peut se défendre par les armes de la légalité, et quand nous parlons de gouvernement définitif, on sait bien que nous n'entendons le dérober ni à la révision ni à une sanction légale quelconque de la souveraineté nationale; mais sous un régime provisoire comment empêcher légalement de préparer un régime définitif, en restant dans les limites de la loi, et même en protestant de son attachement plus ou moins sincère au septennat? M. le ministre de l'intérieur a pu déclarer qu'aux termes d'un décret de l'assemblée l'appel au peuple est factieux. Ce sentiment honore, à nos yeux, le ministre qui n'a point oublié la grande résolution de Bordeaux; mais il est plus facile de faire une déclaration qu'un acte. Et quand même on ferait cet acte de vigueur, est-il sûr qu'un jury quelconque ou même un tribunal n'acquitterait pas les délinquans? D'autre part, espérer que le pays, agité par tous les partis, travaillé par toutes les propagandes, conservera son calme au milieu de tout ce bruit, c'est ne pas connaître un peuple comme le nôtre, qui, ne se croyant pas suffisamment gouverné, ne tardera pas à demander un vrai gouvernement, surtout un gouvernement fort. Or on sait comment s'appellent ces gouvernemens et de quelle famille ils sortent. Les progrès du bonapartisme, qui effraient avec raison royalistes constitutionnels et républicains, ne sont-ils pas dus en grande partie à cette cause?

Quel avenir pour le septennat ainsi compris, si nous en jugeons par le présent? Voilà ce beau temple de la paix publique transformé en une cage étroite où les partis qu'on voudra y enfermer au nom de la loi n'en lutteront pas moins avec une violence qui l'ébranlera plus d'une fois, si même elle ne la fait pas voler en éclats. Et si

la cage est de fer, ils n'en seront que plus ardens à la secouer. Les partisans du provisoire nous disent, il est vrai, qu'avec un gouvernement définitif, république ou monarchie, le pays n'aura ni cette paix que nous rêvons, ni cet avenir assuré que nous promettons à nos enfans, que tout gouvernement est aujourd'hui, en France surtout, provisoire, en ce sens qu'il n'y a pas de principe, pas plus avec la république qu'avec la monarchie, qui puisse faire vivre un gouvernement qui, par ses fautes ou ses malheurs, aurait perdu sa grande raison d'existence, à savoir le bien du pays. Cela est incontestable, et si le pays était assez sage pour se contenter d'un gouvernement assez fort pour garantir pendant sept ans l'indépendance et la sécurité du pays avec sa liberté, nous ne serions pas trop curieux de savoir ce que le pays pensera et voudra dans sept ans par lui-même ou par l'organe de ses représentans. Nul de ceux qui croient pouvoir bâtir pour l'éternité l'édifice monarchique ou républicain sur ce sable mouvant du suffrage universel ne peut compter d'avance les années d'un gouvernement quelconque avec un peuple qui n'obéit guère qu'à ses impressions et à ses besoins du moment. Aussi ne comprenons-nous pas quel intérêt peut mettre tel ou tel parti à se réserver cet avenir en évitant tout ce qui semblerait donner aux institutions du présent un nom et un caractère constitutionnel. Ce qui est sûr, c'est que, si le parti républicain persiste à demander un titre définitif et une organisation sérieuse pour le gouvernement du septennat, c'est surtout pour répondre au vœu du pays qui se préoccupe plus qu'on ne croit de ces questions, et qui veut que son gouvernement ait un nom connu et significatif, république, empire ou royauté.

III.

C'est dans ces circonstances politiques que s'est posée la question des lois constitutionnelles. Nous n'avons jamais trop pris au sérieux l'objection des puritains de la gauche qui contestent à cette assemblée tout pouvoir constituant par la raison que ce pouvoir n'a point été clairement mentionné dans les élections de 1871. La vérité est que le pays, sous l'impression unique de sa cruelle et désespérante situation, a pensé à tout autre chose, dans ces élections, qu'aux questions de république et de monarchie, et que, sans avoir en vue telle ou telle fonction de la souveraineté, le suffrage universel a confié à ses élus la mission de retirer le pays de l'abîme où l'empire et la guerre l'avaient jeté, en faisant la paix d'abord, puis un gouvernement qui pût le relever de sa chute et lui rendre ses forces. Sauver le pays est un mandat qui comprend bien des attributions et des pouvoirs pour une assemblée unique. Si elle croit

que son devoir, comme son honneur, est de ne rentrer dans la retraite qu'après avoir créé les institutions nécessaires pour assurer l'indépendance, l'ordre et la liberté du pays, nous ne lui en faisons pas un crime. Nous comprenons donc qu'elle ne se soit point laissé arrêter dans cette grave mission par des scrupules de légalité constitutionnelle, et si nous avons un reproche à lui faire, c'est d'avoir tant tardé à user de ce pouvoir constituant, qu'elle semble tenir plus à montrer qu'à exercer. Quant à la distinction des assemblées extraordinaires et ordinaires, constituantes, législatives, conventionnelles ou purement administratives, elle se comprend fort bien, s'il s'agit de définir l'œuvre faite ou à faire de ces assemblées; s'il s'agit de marquer les limites de leur droit, elle nous semble bien difficile à appliquer.

Toute assemblée unique est souveraine. Quand on nous dit que sa souveraineté est toute de délégation, et que le vrai, l'unique souverain est le pays qui l'a élue, nous ne pouvons le contester. Si l'on ajoute que, même en déléguant ses pouvoirs, le pays conserve encore tous ses droits de souverain et qu'il peut toujours les faire valoir, nous sommes encore de cet avis. Où nous ne pouvons plus nous entendre avec une certaine école de démocratie, c'est sur la question du mandat impératif. Le suffrage universel, comme le suffrage restreint et encore plus, n'a qu'une manière d'exercer son droit de souverain, l'élection. Cet exercice porte sur les personnes et jamais sur les questions; autrement on tombe dans l'absurdité du gouvernement plus ou moins direct du peuple. Nous disons l'absurdité, malgré l'exemple des petites démocraties éclairées et politiques de l'antiquité et des temps modernes, en songeant aux grandes et ignorantes démocraties comme la nôtre. Assurément il est tout simple que l'électeur ou le groupe d'électeurs connaisse le programme politique du candidat, qu'il sache s'il a affaire à un monarchiste ou à un républicain, à un libéral ou à un autoritaire, à un partisan ou à un adversaire de la décentralisation. Sur les questions de principe, il ne peut y avoir ni doute ni équivoque; mais du moment qu'il s'agit de conduite politique à tenir, de mesure de salut public à prendre sous l'empire de telle ou telle situation, le vrai souverain, n'en étant pas juge, ne peut faire autre chose que de déléguer ses pouvoirs de toute espèce à l'élu qui peut seul les exercer, parce que seul il est juge des nécessités de la situation. La distinction des assemblées constituantes et non constituantes n'a de sens et de valeur que lorsqu'on l'applique aux gouvernemens composés de deux chambres, avec ou sans pouvoir exécutif. Toute assemblée unique est souveraine en matière de constitution, si cette œuvre est à faire, et même en matière de révision, si la constitution est faite. Dans le cas au contraire où

il existe une constitution qui partage la souveraineté entre deux ou plusieurs pouvoirs, il est clair qu'aucun de ces pouvoirs, chambre haute, chambre basse, roi ou président, ne peut changer la constitution ou en faire une nouvelle sans s'entendre avec les autres pouvoirs. Or ce n'est point le cas de l'assemblée actuelle, qui est unique, souveraine, sans constitution, sans mandat précis d'en faire une, mais aussi sans mandat formel de réserver cette tâche à une autre assemblée. Elle peut donc faire les lois constitutionnelles, si elle le veut. Le parti républicain, dont une fraction tout au moins lui dénie ce droit, n'a pas paru plus que les autres se souvenir de la vieille théorie des assemblées constituantes, législatives et autres, quand il l'a invitée à plusieurs reprises à proclamer la république. Et si quelques esprits subtils font remarquer que l'assemblée peut fort bien, sans faire acte de pouvoir constituant, reconnaître simplement un gouvernement qui existe déjà, il ne manque pas de partisans de la monarchie qui leur répondent que le gouvernement du 4 septembre n'était rien moins qu'un pouvoir constituant, et que par conséquent la question reste d'autant plus entière pour le droit de l'assemblée qu'elle a toujours été formellement réservée dans les discussions parlementaires.

L'assemblée fera-t-elle ces lois, et comment les fera-t-elle? Voilà toute la question pour les esprits plus préoccupés des nécessités pratiques que des difficultés de théorie. Elle a toujours dit vouloir les faire, après comme avant la chute de M. Thiers, et nous n'avons aucun doute sur sa sincérité. Elle a même commencé l'œuvre en confiant l'élaboration de ces lois à une grande commission dont nous avons l'honneur de faire partie. Il n'appartient à personne, et moins encore à ceux qui ont vu cette commission à la tâche, de supposer que ses lenteurs cachaient un dessein prémédité d'enterrer la question du moment dans des études d'érudition constitutionnelle. Non, il faut lui rendre justice, tout en prenant son temps, elle n'a pas perdu un jour dans son consciencieux et persévérant travail. Elle a enfin terminé sa tâche en déposant sur le bureau de l'assemblée deux projets de lois, l'un sur l'élection de la première chambre, l'autre sur la constitution d'une seconde chambre. Ces projets sont-ils de nature à satisfaire les conservateurs libéraux qui les attendaient avec une impatience mêlée d'une certaine inquiétude? C'est ce que nous allons examiner, non pas avec un luxe inutile d'érudition, puisque tout a été dit sur les constitutions présentes et passées, mais avec la vive préoccupation des besoins du pays et des nécessités parlementaires.

On sait comment et sous quelle impression fut élue la nouvelle commission des trente. La majorité était encore dans toute l'ardeur de la lutte qui avait abouti à la chute de M. Thiers et à la prorogation

des pouvoirs de son successeur. Le ministère de M. de Broglie n'avait pu faire passer la loi du 20 novembre qu'en promettant formellement la discussion des lois constitutionnelles dans le plus bref délai possible. Trois jours après le vote de cette loi, l'assemblée nomma la commission qui devait les préparer. On n'a point oublié l'enfantement laborieux de cette commission, et comment la difficulté vint d'un parti-pris de n'y faire à la minorité qu'une part fort disproportionnée à son importance numérique. Quand une assemblée est divisée en deux parties presque égales, il n'est que juste d'accorder une large place à la représentation de la minorité. Dix voix données dans une commission de trente membres à une minorité qui dépasse trois cents, ce n'était point trop demander à la justice de la majorité. L'opposition eût obtenu davantage par la nomination des bureaux, ainsi que le démontrent les résultats pour la nomination des précédentes commissions constitutionnelles. La minorité ne fut représentée que par cinq membres, à la tête desquels, il est vrai, on comptait M. Dufaure, dont la parole et l'autorité devaient prêter une grande force à la minorité dans les discussions de la commission.

Tous les membres de cette commission reconnaissaient le pouvoir constituant de l'assemblée et voulaient faire les lois. Tous voulaient les faire dans un esprit conservateur. Quel fut donc le grave dissentiment qui sépara dès le début la majorité et la minorité, quelle que fût d'ailleurs la bienveillante courtoisie qui ne manqua jamais aux débats? On a dit dans les journaux, et même au sein de la commission dans les séances les plus animées, qu'il ne s'agissait de rien moins que de savoir si c'était une institution ou un expédient que la commission prétendait faire, que, la minorité voulant une institution et la majorité ne voulant qu'un expédient, tous avaient compris dès le premier jour qu'il serait impossible de s'entendre. A vrai dire, ce n'est guère exagérer le dissentiment que de poser ainsi la question. Il y a bien eu dans la majorité quelques membres de l'extrême droite, non pas au début, mais plus tard et lorsqu'une scission se fit entre les fractions de la droite, qui se sont fièrement retranchés dans certaines réserves sur le caractère irrévocable et vraiment constitutionnel de la loi du 20 novembre; mais ces protestations eurent peu d'écho dans la commission. La grande majorité voulait sincèrement faire les lois pour l'élaboration desquelles l'assemblée nous avait élus. Nous étions tous à peu près d'accord sur la nécessité d'une organisation constitutionnelle, sur son caractère irrévocable pendant sept ans, sur la condition de garanties conservatrices. C'est surtout sur la nature et la portée de ces garanties qu'a porté le débat entre la majorité et la minorité de la commission; mais à quoi servirait de le nier? sur ce point capital, le dissentiment conserve encore beaucoup de sa gravité. Sous la

question du titre, la minorité voyait la question de fond, qui préoccupe à bon droit le parti républicain tout entier, et qui a fait le principal objet de la proposition Perier, à savoir si le septennat est fait pour la constitution ou si la constitution sera faite pour le septennat, en d'autres termes, s'il s'agit d'une institution ou d'un expédient. A la première séance de la commission, à propos d'une question de priorité entre la loi électorale et la loi sur l'organisation des pouvoirs, M. Dufaure a vivement insisté sur la nécessité logique et politique de fixer avant tout le nom qu'il convenait de donner au gouvernement qu'on se proposait d'organiser. La commission a mieux aimé commencer son travail par la loi électorale, voulant ajourner une question qu'il ne lui était pas agréable de discuter et de décider; mais, comme on la retrouvait plus tard dans la loi d'organisation des pouvoirs, il a bien fallu la résoudre en conservant le mot de république. Seulement l'ingénieuse pudeur de la majorité, ne voulant pas montrer ce mot en tête de cette loi, a trouvé moyen de le glisser discrètement et de le cacher en quelque sorte dans les articles suivans.

Là n'est pas le fort du débat. C'est dans les dispositions principales des lois constitutionnelles qu'il faut chercher les raisons de l'opposition faite aux conclusions de la majorité par une minorité dont la majorité elle-même reconnaît l'esprit conservateur et conciliant, mais qui ne pourra qu'affirmer dans la discussion publique les graves objections déjà développées dans le sein de la commission. Comme on a contesté à plusieurs de ces lois, notamment à la loi électorale et à la loi de prorogation des pouvoirs du président, le caractère et le titre de lois constitutionnelles, il n'est pas sans intérêt de dire quelques mots sur cette question de pure théorie. Qu'est-ce qu'une loi constitutionnelle? N'est-ce pas une loi qui touche aux principes mêmes de la constitution? Il ne suffit pas de dire : qui touche à la constitution, puisqu'à la rigueur tout s'y rattache par un lien quelconque. Et par parenthèse c'est par une extension de ce genre que l'on a pu comprendre dans la constitution de 1848 tant de choses qui en ont fait une constitution en plus de cent articles. Au fond, toute constitution peut se résumer en autant de points qu'elle crée de pouvoirs distincts et indépendans. Si donc l'assemblée actuelle entend partager la souveraineté en trois pouvoirs, toute l'œuvre qu'elle se propose de faire se réduit à trois lois constitutionnelles, ni plus ni moins, la loi qui constitue la première chambre, la loi qui constitue la seconde chambre, la loi qui constitue le pouvoir exécutif. Voilà comment toute loi concernant l'élection de l'un ou de l'autre de ces pouvoirs est essentiellement constitutionnelle, et comment on ne pourrait sans vaine subtilité contester ce titre à la loi électorale, qui a pour objet l'élection des

députés. Ici la distinction entre une loi organique et une loi constitutionnelle n'est valable que s'il s'agit des détails d'organisation.

Quant au principe de la loi, à savoir le droit et le mode d'élection, il est tout ce qu'il y a de plus constitutif, puisqu'il est l'origine même des pouvoirs constitutionnels. Il en est de même d'une loi électorale qui aurait pour objet de régler les conditions et le mode d'élection des membres de la seconde chambre. Quant à la constitution du pouvoir exécutif, tout ce qui touche à son existence et à ses attributions, qu'il soit élu, héréditaire ou viager, a un caractère constitutionnel comme ce qui concerne les autres pouvoirs. Il est pourtant une distinction à faire au sujet de la loi qui a prorogé les pouvoirs du président, c'est qu'elle ne peut avoir un caractère constitutionnel dans toute la rigueur du mot, quelle qu'en soit d'ailleurs l'importance. En faisant cette loi, l'assemblée n'a pas fait, comme on l'a dit, un acte de pouvoir constituant, elle a décrété simplement une grande mesure de salut public. Elle peut faire, elle fera, nous l'espérons, un acte constituant le jour où elle statuera d'une façon générale et impersonnelle sur l'institution même de la présidence, déterminant les conditions et le mode d'élection, fixant la durée, réglant les attributions pour tout le temps que doit durer la constitution elle-même.

IV.

Des trois lois constitutionnelles qui résument toute la constitution à faire, nous ne toucherons en ce moment qu'à la loi électorale, réservant pour une autre étude la loi sur la constitution d'une seconde chambre et du pouvoir exécutif. Il faut rendre à la commission des trente la justice qu'elle a entendu faire une œuvre sérieuse et définitive. Préoccupée peut-être à l'excès d'en faire une loi aussi conservatrice que possible, elle n'a pas songé un instant à porter la main sur le suffrage universel, qui n'avait pourtant pas toute sa confiance. Elle a, il est vrai, cherché sous toutes les formes et par tous les moyens à introduire dans la loi ce qu'elle appelait la représentation des intérêts à côté de celle du nombre. Dieu sait, et nous aussi, combien elle a mis de temps à interroger, à examiner, à rejeter tous les ingénieux systèmes qui tendaient à réaliser ce principe. Enfin dans sa sagesse d'impuissance, qu'elle nous permette de le dire, elle a fini par comprendre qu'aucun de ces systèmes ne pouvait tenir devant le bon sens de l'assemblée et le sentiment démocratique du pays. Il a donc fallu renoncer au vote multiple, au vote accumulatif, au cens, aux catégories, au suffrage à deux ou trois degrés, avec ou sans adjonction des plus imposés. Elle s'est arrêtée à un projet de loi qui diffère peu en somme du

projet du gouvernement dont M. Thiers était le président et M. Dufaure le ministre. Elle conservait la condition de domicile en prolongeant la durée d'un an. Elle maintenait le registre d'inscription institué, par une heureuse innovation de la loi Dufaure, pour prévenir les abus et fraudes des listes électorales. Avec l'assentiment de M. Dufaure et de la minorité, elle élevait à vingt-cinq ans l'âge de l'électorat politique. En outre elle soumettait la preuve du domicile politique à un système de précautions plus rigoureux et plus compliqué que ne l'avait fait la loi Dufaure, laquelle se contentait des preuves du droit commun. Enfin, et ceci lui était tout à fait propre, elle imaginait certaines conditions d'éligibilité. Le vote de la loi électorale municipale ne permettant pas à la commission d'espérer l'adoption entière de son projet tel qu'elle l'avait présenté d'abord, elle en revint à peu près à la loi Dufaure, sauf en ce qui concerne la preuve du domicile. En abandonnant les vingt-cinq ans d'âge et les trois ans de domicile, elle a rendu acceptable son projet de loi, sauf quelques changemens de moindre importance, et nous ne serions pas surpris que ce projet n'obtînt une assez forte majorité malgré la division des partis qui en a fait avorter tant d'autres.

Que faut-il penser des dispositions anciennes et nouvelles de la loi soumise aux prochaines délibérations de l'assemblée? Si l'on en croyait certains sectateurs du dogme du suffrage universel, ni cette assemblée ni toute autre n'aurait le droit de toucher, même du bout du doigt, à l'arche sainte. D'abord, selon eux, ce n'est pas aux élus de ce suffrage, tel qu'il existe maintenant, qu'il appartient de le réformer en quoi que ce soit. Si quelqu'un peut faire cette œuvre, c'est le suffrage universel lui-même par un vote direct ou par un mandat confié à ses délégués. Et encore a-t-il bien le droit de se mutiler? Pour les électeurs actuels, n'est-ce pas un acte de suprême déraison, équivalant à une sorte de suicide, que de s'enlever à eux-mêmes en tout ou en partie un droit inhérent au caractère de citoyen? Pour les électeurs futurs, c'est une flagrante usurpation de pouvoir qui les dépouille d'avance de leur souveraineté. Les principes ne souffrent donc aucune modification au droit absolu, imprescriptible, inaliénable, du peuple souverain, et en faisant la loi dont sa commission lui présente le projet, l'assemblée commet un attentat à la souveraineté nationale. En stricte logique démocratique, elle ne peut rien changer à la loi électorale qui nous régit, ni quant à l'âge, ni quant au domicile, ni quant aux incapacités, ni quant aux conditions d'éligibilité. S'il y a, dans la simple réglementation du suffrage universel, quelques réformes à faire pour la dignité et la moralité de l'institution, c'est à une autre assemblée ayant un mandat formel qu'il faut renvoyer cette tâche.

Nous comprenons autrement la grande question de la réforme

du suffrage universel. Nous n'allons pas sans doute, comme une certaine école de publicistes, jusqu'à soutenir que l'électorat politique est une fonction, et non un droit. Toute fonction suppose des conditions spéciales de capacité que l'exercice du droit électoral n'exige en aucune façon. Ce n'est pas à dire que ce droit ne suppose aucune espèce de condition, et qu'il suffise absolument d'être citoyen pour être électeur. Ce qui est vrai, c'est que les conditions d'électorat politique à exiger du citoyen n'ont rien de commun avec les conditions requises pour l'exercice d'une fonction proprement dite. Cela posé, nous n'acceptons pas du tout la thèse radicale qui assimile le droit politique aux droits sociaux, dits *naturels*, tels que le droit de posséder, de circuler, de parler, d'écrire, de contracter, de se réunir, de s'associer librement, etc. Ceux-là sont vraiment des droits antérieurs et supérieurs à toute loi écrite. Les constitutions les formulent et les sanctionnent, mais ne les inventent pas; elles les trouvent inscrits en caractères ineffaçables dans le livre de la conscience humaine. Et comme l'exercice de tous ces droits ne suppose aucune espèce de capacité dans le sens propre du mot, il n'y a point lieu de distinguer le droit *virtuel* et le droit *actuel*, comme s'il s'agissait de telle autre espèce de droit. Il n'en est pas de même du droit de voter. Tant qu'une société est encore plongée dans les ténèbres de l'ignorance et de la barbarie, entre-t-il dans la pensée d'aucun publiciste de la faire voter en vertu de son droit naturel? Et si, dans une société déjà civilisée, telle classe est encore restée, par défaut d'instruction, entièrement étrangère à toute notion et à tout sentiment politique, trouvera-t-on que le moment est venu de l'investir des droits dont elle ne comprendrait ni la valeur ni la portée? Ce n'est donc qu'autant que l'instruction et un certain esprit politique ont pénétré dans la masse d'une nation qu'on peut songer à y fonder l'institution démocratique du suffrage universel. Et comme en beaucoup de pays, même civilisés, notamment en France, cette instruction est encore fort insuffisante pour garantir l'exercice intelligent et réfléchi d'un pareil droit, le plus simple bon sens demande au législateur des garanties contre l'ignorance, la passion, l'irréflexion, contre toutes les incapacités du suffrage universel.

On nous dit bien que l'éducation du suffrage universel ne se fait que par la pratique; on nous parle des grands progrès de la sagesse populaire dans notre pays depuis les vingt-cinq ans d'exercice de ce droit. Nous le voyons bien en effet aux choix que fait le suffrage universel, et surtout aux dispositions qu'il semble manifester en ce moment! Pas plus dans le présent que dans le passé, il ne vote en connaissance de cause, alors même qu'il vote bien,

ce qui fait que les partis politiques sérieux ne sont jamais sûrs de le retrouver dans les mêmes sentimens, même à de courts intervalles. On a dit, ce nous semble, trop de bien et trop de mal du suffrage universel. Tandis qu'une certaine école démocratique le célèbre comme l'institution par excellence du droit, de la liberté, du progrès, nombre de conservateurs affolés le décrient et le maudissent comme le plus sûr instrument de despotisme et le plus puissant agent de la ruine du pays. Il ne mérite, selon nous,

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

Le suffrage universel, très mobile dans ses impressions et ses allures, se jette volontiers dans les partis contraires, sans tenir compte des nuances qu'il ne comprend pas, ni des tempéramens qu'il ne goûte pas, nommant tour à tour conservateurs et radicaux, monarchistes et républicains, libéraux et cléricaux, sans savoir bien ce qu'il fait. Ce ne sont pas les instincts de fausse égalité, les sentimens de démocratie envieuse et avide qu'on lui prête qui nous font peur; c'est son ignorance et son irréflexion. Ce qui nous frappe dans les choix qu'il fait, ce n'est pas qu'il choisisse toujours mal, c'est qu'il choisit sans bien savoir ce qu'il fait. Son vote, bon ou mauvais, est rarement raisonné. Voyez l'histoire du suffrage universel dans ses jours de liberté, sans parler des temps où il se laissait mener au scrutin comme un troupeau sous la garde de ses maîtres. En 1848, quelques mois après l'élection d'une assemblée républicaine, il élit Louis-Napoléon député, puis président de la république. C'est, nous dit-on par parenthèse, qu'après les terribles journées de juin il ne voulait plus de république. Notre avis est qu'en faisant ce choix il votait bien plus sous l'impression d'une légende que par une raison politique quelconque. Il n'y a que les habiles de tous les partis qui voyaient toute la portée d'un tel vote. Quand il a élu en 1871 l'assemblée actuelle, savait-il nommer tant de légitimistes et de cléricaux? Pas le moins du monde. Il ne votait que pour la fin de la guerre et de la dictature. Et dans les élections partielles qui se font depuis trois ans, croit-on que le suffrage universel ait eu toujours la conscience bien nette de ce qu'il faisait en nommant des radicaux? Nous en doutons fort pour nombre d'élections. Ce sont les partis qui, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, s'entendent à merveille à profiter, pour le succès de leur politique, de ses entraînemens naïfs et irréfléchis. Et une preuve entre mille de ce que nous disons, c'est que le pays semble en ce moment tout ébahi d'avoir nommé tant de fervens amis du clergé et du comte de Chambord.

Il n'y a donc pas lieu de se prosterner devant l'idole des partisans de la démocratie à outrance. En conservant le suffrage universel, qui est notre loi, et qui devra rester notre loi tant qu'il n'aura pas mis en péril notre honneur, notre liberté et notre patrie, il faut le traiter, non comme un mal nécessaire, — il n'y a jamais de mal nécessaire, — mais comme une institution féconde en bons comme en mauvais résultats, et dont il est juste et sensé d'entreprendre la réglementation et même la réforme, quand l'expérience en a fait voir les abus et les dangers. Nous ne connaissons qu'un parti qui ait lieu de se fier au vote populaire sans réserve; c'est le bonapartisme, d'abord parce qu'il est de tous les partis celui qui abuse le plus de son inexpérience et de son engoûment superstitieux pour les noms, ensuite et surtout parce qu'une fois porté au pouvoir par le suffrage universel il ne craint pas de prendre toutes ses sûretés contre un retour de fortune électorale. Celui-là ne fera jamais la sottise de le mutiler; il lui suffit de le fausser en le maintenant dans l'ignorance et l'oppression. Il laisse à d'autres la difficile et puérile tâche d'irriter le monstre en le piquant; lui le dompte et l'enchaîne en le couvrant de fleurs. S'il n'a pas de leçons de moralité politique à nous donner, tâchons de profiter de sa parfaite intelligence des imperfections du suffrage universel.

En conséquence, nous estimons que ce serait perdre son temps que d'opposer au projet de loi électorale de la commission des protestations et des fins de non-recevoir. Il faut le prendre tel que nous l'a fait la situation politique du pays et du parlement, et voir comment il pourrait être accepté par une majorité conservatrice et libérale tout à la fois. Nous nous bornerons, dans notre rapide examen, aux trois ou quatre grandes dispositions de la loi concernant l'âge, le domicile, le siége de l'élection et les conditions de l'éligibilité. Il est inutile d'insister sur la condition d'âge, puisque la commission la ramène à la limite de vingt et un ans. Nous voulons seulement rendre justice à la pensée sage et vraiment politique qui l'a inspirée, et à laquelle la minorité s'était associée. L'interdiction du vote sous le drapeau n'est ni la seule ni la meilleure raison qui avait d'abord décidé la commission à élever l'âge de l'électorat à vingt-cinq ans. C'est que, si l'on est déjà citoyen avant cet âge, on ne l'est guère dans les conditions qui assurent l'indépendance et la sagesse du vote. Dans notre société française, on n'a pas généralement de position faite avant cet âge; on vit encore dans la famille, et si l'on n'y vit plus, on en dépend encore plus ou moins. C'est quand l'éducation professionnelle est achevée, quand le jeune homme, ouvrier, commerçant, industriel, élève des écoles, est devenu par le mariage ou par un établissement quelconque chef de famille ou chef de maison, qu'il a vraiment son autonomie complète. Est-il besoin d'ajou-

ter que de vingt et un ans à vingt-cinq la raison a mûri par l'âge, par l'expérience, par l'épreuve, de façon à donner à tous les actes de sa vie, particulièrement de sa vie politique, le caractère de réflexion, de liberté, de pleine possession de soi-même qui manque encore à l'extrême jeunesse? Nous persistons donc à penser, abstraction faite de tout intérêt de parti, que l'institution elle-même du suffrage universel ne pouvait que gagner à une pareille réforme. Quel parti eût-elle favorisé? La commission ne s'en était nullement préoccupée. Elle n'a songé qu'à donner à l'institution fondamentale du pays une garantie de plus de sagesse et d'indépendance, et elle pouvait d'autant mieux le faire que cette disposition ajournait pour tous l'exercice du suffrage universel sans toucher au droit de personne.

Nous avons peu de chose à dire sur la durée du domicile, si l'assemblée la fixe à deux ans, comme dans la loi électorale municipale. Avec M. Dufaure, qui avait fixé ce terme dans sa loi, nous pensons que c'est un maximum qui ne pourrait être dépassé sans porter une grave atteinte à l'intégrité du suffrage universel. Il nous paraît même que ce chiffre de deux années, qui se justifie pour l'électorat municipal, n'a plus la même raison pour l'électorat politique. On comprend fort bien que, pour être électeur municipal, il faille avoir en quelque sorte pris racine dans la commune qu'on habite, que, sans y avoir de propriété, on y ait pourtant des intérêts communs avec les électeurs propriétaires; mais, s'il s'agit de voter pour les intérêts de la grande cité qui s'appelle la France, qu'est-il besoin des garanties réclamées pour la bonne gestion des affaires municipales? Six mois, un an au plus, n'est-ce pas suffisant pour établir l'identité et la capacité de l'électeur, surtout avec un registre d'inscription bien dressé et bien tenu? Si nous ne prononçons pas le mot de moralité, ce n'est pas qu'il ne nous soit très sympathique; c'est que nous craignons qu'on n'abuse du sens vague et de la dangereuse portée de ce mot. Dans un pays où tant d'honnêtes gens confondent la religion avec la morale, où tant de conservateurs effarés ne sont jamais rassurés sur la moralité de citoyens qu'ils ne trouvent point à côté d'eux à l'église, au temple ou à la synagogue, comment introduire un pareil mot dans la loi, quand d'ailleurs il est si difficile de déterminer le degré de moralité nécessaire à l'exercice du droit électoral? Il vaut mieux s'en tenir aux cas de flagrante immoralité énumérés par toutes les lois de ce genre.

On croit avoir tout dit lorsque, pour justifier une exclusion, on a prononcé le mot de nomade. Il faut y prendre garde, et nous craignons que la commission n'ait trop cédé à une prévention. Nomade n'est pas du tout synonyme de vagabond. Combien d'honnêtes ouvriers, pères et bons pères de famille, que leur métier oblige à

porter leurs bras et leurs instrumens de travail là où le travail est demandé! Combien d'industriels sérieux, de commerçans aisés, changent de commune, de canton, d'arrondissement et même de département, pour y créer de nouveaux établissemens! On a cité fort à propos, dans le sein de la commission, la classe très nombreuse, fort estimable des métayers, tous chefs de famille, qui vont perpétuellement de commune en commune, de canton en canton, pour trouver de meilleures conditions de loyer. Assurément ce n'est point une pareille classe de citoyens que la commission a pu vouloir éliminer. Que la loi soit sévère pour le vagabondage, pour l'immoralité notoire, même pour la mendicité (qui n'est pas l'indigence), condition sans indépendance et sans dignité, alors même que le mendiant est personnellement respectable, nous le comprenons; mais peut-on faire plus? Peut-on, soit en aggravant les conditions, soit en multipliant les difficultés d'inscription, chercher à éliminer le plus d'électeurs possible, faute de pouvoir pratiquer une élimination en masse par la prescription d'un cens? C'est ce que personne n'a eu la pensée de faire dans la commission.

En posant des conditions d'éligibilité que la loi Dufaure avait complétement écartées, il est certain que la commission a obéi à des considérations d'une certaine gravité. Elle a voulu surtout éviter ces élections multiples qui peuvent dégénérer en véritables plébiscites par la grande popularité des noms mis en avant. Rien de plus politique qu'une pareille préoccupation, et si le scrutin de liste était maintenu, il serait peut-être nécessaire d'aviser aux moyens de prévenir ces sortes de manifestations qui mettraient en péril le gouvernement parlementaire. Si c'est le vote par arrondissement qui prévaut, le danger est beaucoup moindre, puisqu'il n'y aurait plus le même intérêt pour les partis à mettre en tête d'une liste de candidats un nom éclatant qui ferait passer les autres à la suite. Quant à vouloir réserver en quelque façon l'honneur de la députation pour les candidats des localités, en écartant les candidats étrangers par telles ou telles conditions, nous trouverions la prétention peu généreuse en elle-même et peu respectueuse pour la liberté des électeurs. Ce serait par trop laisser voir qu'on redoute tout ce qui peut donner aux élections un caractère politique, et qu'on veut nous ramener, comme on l'a dit, aux influences et aux notabilités de clocher.

V.

Reste la question du scrutin de liste et du vote par arrondissement. Nous pensons que presque tout l'intérêt de la loi électorale est là, et que c'est surtout sur ce terrain que se livrera la grande

bataille. Problème difficile à résoudre, fort complexe en lui-même et qui se complique encore des calculs intéressés des partis! Est-il vrai que le scrutin de liste favorise le parti républicain? est-il vrai que le vote par arrondissement serve mieux le parti bonapartiste? est-il vrai enfin que les députés conservateurs trouvent plus de chances de succès dans un système d'élection qui permet la coalition des partis monarchiques? Autant de questions de personnes et de partis qu'il est malaisé de juger d'une façon générale et que d'ailleurs il ne serait pas digne de poser dans un aussi grave débat. C'est la question de principe qu'il faut examiner; c'est l'intérêt seul du pays qu'il faut considérer. Au point de vue des principes, nous n'hésiterions point à préférer le scrutin de liste au vote par arrondissement. Si l'on fait abstraction de l'état du pays et de la situation actuelle, et que l'on ne cherche que la perfection logique, il nous semble que le scrutin de liste répond mieux à l'idée que nous nous faisons du jeu des partis dans la machine parlementaire. De quoi se plaignent avec raison depuis cinquante ans les partisans de ce système? De ce que les élections envoient au parlement des majorités incertaines, peu homogènes, que dissout bien vite l'intérêt ou le sentiment personnel. Et pourquoi en est-il ainsi? Parce que les électeurs portent leur choix de préférence sur des notables connus et influens de la localité, sans trop leur demander compte de leur opinion politique. Qu'arrive-t-il alors? C'est que des élections dont le but est essentiellement politique en ont à peine la couleur, et que nos chambres renferment trop de députés qu'il est difficile de classer, et avec lesquels il est impossible de former des majorités homogènes, compactes et solides. Il ne faut pas dire qu'avec le scrutin de liste les élections de 1871 ont donné une assemblée très divisée, où ne se forment guère que des majorités de coalition. On oublie que ces élections se sont faites dans des circonstances exceptionnelles qui expliquent le fractionnement des partis. Ce qui nous paraît certain, c'est qu'avec des élections faites sans esprit politique il n'y a pas lieu d'espérer, comme dans les pays de gouvernement parlementaire, un classement définitif des partis et des majorités stables. Nous savons bien que les majorités et les minorités systématiques ont leurs inconvéniens quand il s'agit de questions spéciales où la politique proprement dite n'a rien à voir; mais quelle est l'institution, si excellente qu'elle soit, dont on ne puisse abuser? Avec une séparation nette et absolue des partis dans une assemblée, certaines affaires peuvent souffrir, mais le gouvernement est toujours possible; sans cette condition, il ne l'est pas.

Voilà, ce nous semble, la vérité au point de vue des principes; mais, si l'on descend de ces hauteurs dans les misères de la réalité,

il y a le revers de la médaille, en France particulièrement. Qu'y trouve-t-on en effet? Une démocratie peu politique, fort inégalement éclairée, tour à tour le jouet des passions ou des ambitions de parti. Un vote politique raisonné et réfléchi, il ne faut pas l'attendre de longtemps du peuple des villes et du peuple des campagnes. Alors un vote d'estime et de confiance personnelle motivé par la notoriété du candidat ne vaut-il pas mieux qu'un vote politique, si l'on veut, mais aveugle, et presque toujours émis sur un mot d'ordre? Ne vaut-il pas mieux que l'ouvrier et le paysan votent sous l'influence de notables qu'ils connaissent, pour telle notabilité dont ils entendent sans cesse parler, que sous la pression de comités parfois anonymes, qui ont plus d'ardeur et d'activité que de légitime autorité? On nous dit que c'est là le véritable jeu des institutions démocratiques, que ces comités représentent la majorité des électeurs, dont ils ne sont que les délégués. On ajoute que ces comités se proclament en pleine réunion électorale. On ne parle, en soutenant la thèse du scrutin de liste, que du beau spectacle d'élections vraiment démocratiques, se faisant au grand jour de la publicité, avec la liberté des journaux et des réunions publiques, à l'éclat de toutes les lumières, au bruit de toutes les discussions, au milieu d'un peuple qui écoute, s'instruit, juge et décide en pleine connaissance de cause. Nous pourrions renvoyer ces enthousiastes, dont beaucoup sont sincères, aux élections de Paris, de Lyon, de Marseille, de presque toutes les grandes villes, et même de toutes les localités où fonctionne l'organisation radicale du suffrage universel. A Paris, les partisans républicains de la candidature de M. de Rémusat étaient couverts de huées dans nombre de réunions quand ils voulaient y faire entendre la voix de la raison et de la sagesse. La vérité est que dans les villes le suffrage universel fonctionne avec une aveugle et inflexible discipline, sur une consigne donnée par les chefs et acceptée des soldats sans objections ni réflexions, que dans les campagnes au contraire c'est non plus une armée qu'on fait marcher, mais un troupeau que l'on pousse au scrutin, masse passive, étrangère et même indifférente aux questions qui nous agitent et nous divisent. Le peuple des campagnes veut la sécurité comme il a voulu la paix, à tout prix. En grande majorité, il ne demande qu'à vivre et à travailler pour vivre ou augmenter sa petite aisance. En forte minorité, sinon en majorité, le peuple des villes, souffrant et mécontent de sa gêne ou de sa misère, que le vice augmente souvent et dont un travail obstiné ne parvient pas toujours à le tirer, veut la révolution à tout prix, par la liberté, par le despotisme, par le radicalisme, et même par le communisme qu'il comprend mal, par le bonapartisme aussi, qui en fait sa dupe. Voilà la matière électorale dans ce pays et en ce moment. Entre les mains

des partis qui savent la manier et la pétrir, qui peut nous dire qu'il n'en sortira pas encore un jour tout ce qui fait peur ou horreur aux gens honnêtes et sensés, l'anarchie, la commune ou l'empire, surtout l'empire, qui aura toujours pour lui les plus gros bataillons, sans compter la bourgeoisie, qui ne l'aime ni ne l'estime, mais s'y résigne, comme à un gouvernement fort et protecteur de ses intérêts menacés?

S'il en est ainsi, la question change d'aspect. Ce n'est plus un problème de philosophie politique qu'il s'agit de résoudre; c'est une question de politique pratique et d'ordre social. Le scrutin de liste, excellent en soi, sans danger pour un corps électoral éclairé, pour un corps de censitaires par exemple, peut-il rassurer, non pas ces conservateurs affolés que rien ne rassure, si ce n'est le despotisme, mais cette classe de conservateurs qui n'ont point une absolue confiance dans les lumières et la sagesse de notre démocratie? Nous en doutons, et nous comprenons que de ce côté on cherche les moyens les plus propres à la garder de ses impressions et de ses entraînemens. On dit l'ancienne majorité très perplexe et très divisée sur ce sujet. Cela pourrait étonner de la part d'hommes qui se croient les seuls vrais conservateurs de l'assemblée. Ce serait voir bien en petit les choses que de supposer à quelques-uns la pensée de conserver leur siége au futur parlement. Non, c'est l'avenir du parti conservateur tout entier qu'ils avaient en vue quand ils défendaient le scrutin de liste. Ils songeaient à cette grande coalition des partis monarchiques, seule capable de triompher du radicalisme, qui est pour eux le dernier mot des idées républicaines. Y songent-ils encore après la chute du ministère de M. de Broglie, après les récriminations et les défections des purs de la droite, après l'attitude arrogante du parti bonapartiste? C'est ce que l'on verra dans la prochaine discussion de la loi électorale. Si M. Chesnelong et ses amis persistaient encore à compter sur le concours désintéressé de ce parti aux élections futures, il leur faudrait une bien forte dose d'optimisme en présence de cette audacieuse affirmation de ses prétentions et de ses espérances. En tout cas, les conservateurs du centre droit et même de la droite doivent rendre justice à la prévoyante politique et à l'impartiale sagesse des hommes qui ont attaché leur nom à la loi électorale présentée le 20 mars 1873, et particulièrement au vote par arrondissement. Ceux-ci n'ont pas demandé s'ils servaient en cela tel parti, s'ils déplaisaient à tel autre; ils n'ont vu que l'intérêt conservateur, non pas l'intérêt d'un parti, profondément engagé dans le débat. Et vraiment quand on voit, après tant d'autres services rendus à la même cause, des hommes comme M. Thiers, M. Dufaure, M. de Rémusat, inscrire un tel acte de conservation dans ces lois constitutionnelles qu'on pour-

rait appeler leur testament politique, on peut se demander où sont les vrais conservateurs.

Nous avons peine à croire que le scrutin de liste soit plus du goût des conservateurs républicains que le scrutin par arrondissement. Seulement ils subissent en ce moment les conséquences de la fausse situation que leur ont faite les conservateurs monarchistes. Devant la coalition de droite qui a renversé M. Thiers et que les chefs du centre droit et surtout de la droite se sont jusqu'ici efforcés de maintenir, devait fatalement se former et se resserrer la coalition de gauche dans les luttes électorales comme dans les débats parlementaires; mais certainement leur instinct les porte vers le système qui donne le plus de garanties au maintien de la république conservatrice. Si MM. Thiers et Dufaure fussent restés au pouvoir, il n'est pas douteux que le centre gauche tout entier et une notable partie de la gauche n'eussent voté toute la loi, y compris le vote par arrondissement. Nous avions confiance en leur libéralisme conservateur, et, comme le pays alors ne semblait pas vouloir autre chose qu'une république gouvernée par leur sagesse, nous n'avions point à craindre l'ambition d'un parti que l'on devait croire à jamais enterré sous les décombres de la catastrophe de 1870. Depuis que la révolution parlementaire du 24 mai en a fait un allié du gouvernement, il s'est senti relevé en quelque façon par cette heureuse fortune, et il a chanté victoire non pour le parti conservateur dont il ne se soucie guère, mais pour l'empire, dont il croit la restauration prochaine. Nous espérons que ce chant prématuré aura dans l'assemblée et dans le pays l'écho qu'il doit avoir, et qu'il va réveiller enfin les généreuses colères de Bordeaux. Si tous les partis qui n'ont pas désarmé devant un despotisme de vingt ans, si tous les honnêtes conservateurs qui ont vu ce que ce gouvernement tant de fois acclamé a fait de notre pays sont décidés à s'entendre pour conjurer ce dernier malheur, nous ne craignons plus les chances du vote par arrondissement pour les candidatures bonapartistes.

La raison qui fait le plus hésiter en ce moment le parti républicain, c'est la crainte de donner de la force à un parti qui a tant d'audace. Les élections récentes pour les conseils-généraux nous semblent de nature à le rassurer, comme aussi à encourager les conservateurs monarchistes qui peuvent se résigner à la république. Selon leur tactique habituelle, les partisans de l'empire comptent plus de victoires qu'ils n'en ont réellement remporté dans ces élections. Ils disposent à leur gré de bien des élus, conservateurs avant tout, qui avaient accepté l'empire, comme tels, et qui ne sont nullement pressés de le refaire, ni même de le servir après les désastres dont il est et dont il restera l'auteur responsable devant l'histoire. Il en sera de même dans les futures élections politiques

faites avec le vote par arrondissement. Si la république est acceptée enfin par le vrai parti conservateur, au nom même de la conservation sociale, beaucoup de notabilités locales devront peut-être leur élection à ce mode électoral, gens sans passions politiques, qui n'ont d'attache avec aucun parti, qui aiment surtout leur pays et n'ont aucun goût pour les révolutions, quel qu'en soit le drapeau. Ceux-là, quoi qu'on en dise, ne reviendraient à l'empire qu'avec regret et devant la sombre perspective d'une grande crise sociale. Maires, conseillers-généraux, conseillers d'arrondissement, députés même sous l'empire, ils n'ont ni engouement pour le passé, ni répugnance pour le présent. Pour les retenir sous le drapeau de la république, tout gouvernement républicain n'aura autre chose à faire que de respecter les droits et les intérêts auxquels nul gouvernement digne de ce nom ne peut être hostile ou indifférent. Et ce que nous disons de cette classe de conservateurs s'applique également à toutes les autres dans ce pays que la fièvre politique n'agite pas autant que le voudraient les partis, et qui au contraire paraît avoir gagné, si l'on peut se servir de ce mot, au spectacle de ses misères, un esprit de résignation, un besoin de repos peu rassurant pour les amis des gouvernemens libres. Il n'y a pas à en douter, cet esprit-là se manifestera dans les prochaines élections, si elles se font dans de bonnes conditions pour le parti conservateur, c'est-à-dire sous un gouvernement constitué et organisé de façon à ne pas laisser l'imagination des électeurs s'égarer dans les vagues régions de l'inconnu.

Une autre raison encore arrête des conservateurs décidés dans toutes les fractions de l'assemblée, raison d'honneur et de dignité. Avec le vote par arrondissement, la corruption par l'argent n'est-elle pas plus à redouter qu'avec le scrutin de liste? On ne peut guère, si riche qu'on soit, acheter assez d'électeurs d'un département pour que ces largesses influent d'une manière sensible sur le résultat de l'élection. On peut acheter assez d'électeurs d'un arrondissement et surtout d'une circonscription électorale pour décider le succès du candidat pour lequel on a semé l'or ou les dons quelconques. Cela est vrai; mais ce scandale sera toujours exceptionnel dans un pays qui a encore le sentiment de l'honneur, et qui prend feu volontiers quand la grande voix de la presse dénonce de telles manœuvres. On l'a vu dans quelques élections faites sous l'empire, et encore c'étaient parfois des candidats de l'opposition qui ne pouvaient triompher autrement des candidatures officielles. Et avec l'indignation du pays, compte-t-on pour rien la sévère justice des tribunaux et de l'assemblée, qui valide ou annule les élections? Nous savons sous quels prétextes, sous quels noms, sous quelles apparences se cache la main qui corrompt l'électeur; mais, quand le

nombre des électeurs à corrompre est si grand, il est bien rare qu'il n'en paraisse quelque chose. En tout cas, de tels abus, bien regrettables pour la morale publique, ne pourront jamais être dans notre pays assez nombreux pour exercer sur la situation politique une influence appréciable. Ce serait une honte, ce ne sera point un danger. Ce qui aurait plus de gravité dans le système du vote par arrondissement, c'est la nécessité pour la plupart des candidats de faire en tout ou en partie les frais de leur élection. En réalité, même avec le scrutin de liste, cet honneur coûte presque toujours une somme assez ronde au candidat, dans les élections rurales surtout, où les frais de publicité sont considérables. Dans une élection d'arrondissement, la lutte est circonscrite entre deux candidats, et elle prend un caractère personnel qui demande à chacun des efforts et des sacrifices dont les comités dispensent plus ou moins les candidats compris dans leur liste. Nous en convenons encore. Seulement, quand le besoin s'en fera sentir, nous ne croyons pas qu'il y ait de parti assez dénué de ressources de ce genre pour ne pas venir en aide à la modeste condition du candidat dont il attend de sérieux services. Que ce mode d'élection mette un frein à des ambitions ridicules, à des prétentions peu justifiées, n'est-ce pas mieux pour le pays et même pour le parti qu'on n'a pas le talent de servir? Quant au mérite réel, au dévoûment sérieux, attestés par des services rendus et une certaine notoriété publique, la question d'argent ne sera jamais un obstacle pour les candidats qui auront à faire valoir de pareils titres. Il faudrait alors désespérer de l'avenir d'un parti qui pousserait l'indifférence ou l'égoïsme jusqu'à compter ainsi avec les hommes qui le servent et l'honorent.

Il n'est pas impossible, vu les difficultés de la question et la diversité des opinions, que ni l'une ni l'autre des deux solutions ne rencontre point une majorité dans l'assemblée. Qu'y aurait-il à faire alors? Conserver la loi qui régit actuellement la matière? Il n'y faut pas songer. Outre qu'elle n'offre aux conservateurs aucune des garanties qu'ils réclament, elle a, aux yeux de beaucoup d'entre eux, le tort de prescrire le scrutin de liste, dont ils ne veulent point entendre parler. On ne pourrait donc sortir d'embarras que par une transaction. Laquelle? Il y en a deux qui peuvent rallier une majorité : l'une conservant le scrutin de liste pour tous les arrondissemens qui ont plusieurs députés à élire; l'autre, qui ne maintient le fractionnement des circonscriptions électorales que pour les départemens où le nombre de députés dépasserait tel ou tel chiffre. Il est évident que chaque parti chercherait à faire prévaloir la transaction qui se rapprocherait le plus de sa solution primitive. Laquelle vaut le mieux? Pour nous évidemment c'est celle qui s'éloigne le moins

de l'esprit de la loi Dufaure. Peut-être en effet y a-t-il excès à pousser le principe des circonscriptions électorales à ses dernières conséquences. Quant à conserver en principe le scrutin de liste pour le département, sauf à partager les départemens en plusieurs circonscriptions au-delà d'un nombre déterminé de députés, il est évident qu'au point de vue conservateur ce n'est que diminuer, dans une faible proportion, un mal qu'il faudrait supprimer; mais, au point de vûe opposé, il faut reconnaître aussi qu'on affaiblit singulièrement la vertu démocratique du scrutin de liste en en bornant l'application à un nombre fort restreint d'arrondissemens. Laquelle des deux transactions prévaudra? Pour le préjuger, il faudrait être plus sûr que nous ne le sommes des forces et des dispositions des partis. Ce qui en tout cas nous paraît certain, c'est que l'assemblée, en grande majorité, n'hésitera point à fractionner en circonscriptions électorales plus ou moins étendues les départemens qui nomment un très grand nombre de députés, comme la Seine, la Seine-Inférieure, le Nord, le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Gironde, etc., et elle le fera avec l'assentiment de tous les partis qui veulent des élections sérieuses.

Quelle que puisse être la solution de cette grave et difficile question, s'il est une loi constitutionnelle que l'assemblée doive faire avant de se séparer, c'est la loi électorale politique. Tous les partis doivent y concourir pour la dignité et la moralité du suffrage universel, qui est la loi suprême du pays et le principe de toutes les autres. On ne peut y toucher, on ne peut guère le réformer sans l'altérer : on ne peut que le régler. La loi qui va faire l'objet des discussions du parlement n'entend pas faire et ne fait pas autre chose. On est à peu près d'accord dans l'assemblée, comme dans la commission, que, s'il est possible de trouver des garanties solides contre les dangers d'une démocratie facile à égarer, c'est non pas dans la réforme du suffrage universel lui-même, qu'on risquerait de mutiler, mais dans une forte organisation du gouvernement de cette démocratie qu'il faut les chercher. Cette représentation des intérêts, cette satisfaction à donner aux principes de conservation sociale, c'est dans la constitution du pouvoir exécutif, et plus encore dans la constitution d'une seconde chambre qu'on les trouvera; partout ailleurs efforts impuissans pour imaginer d'ingénieux systèmes, de subtils expédiens qui ne rallieront jamais une majorité. C'est aussi, qu'on me permette de finir par là, dans l'établissement d'un gouvernement défini et définitif, avec réserve formelle, si l'on y tient, des droits du souverain, dont les pouvoirs constitutionnels ne sont que des délégués.

E. VACHEROT.

LA RESTAURATION

DE NOS MONUMENS HISTORIQUES

DEVANT L'ART ET DEVANT LE BUDGET

I.

Notre siècle est le premier qui se soit piqué de réparer les édifices des siècles passés sans les défigurer. Jusqu'ici chaque époque appliquait aux monumens des époques précédentes son goût et son style : la nôtre au contraire emprunte souvent, pour les édifices contemporains, les formes et les styles des âges écoulés. Comprenant tous les arts et toutes les époques, n'ayant point, à proprement parler, d'art ou de style original, faisant à volonté du grec ou du romain, du byzantin ou du gothique, nous ne sommes point tentés de déformer les monumens que nous ont laissés nos pères de la façon dont ceux-ci ont déformé les monumens de leurs ancêtres. C'est toujours dans leur style et non dans le nôtre que nous prétendons réparer nos vieilles cathédrales, nos vieux châteaux. Notre temps est le seul qui ait su restaurer les anciens édifices, disons-nous volontiers. Il y a dans cet éloge de nous-mêmes une part de vérité et de justice, une part d'erreur ou d'illusion. Nous ne rhabillons plus, comme nos aïeux, les constructions des autres époques dans un style étranger, nous ne les travestissons plus à la grecque ou à l'italienne; en réalité, nous ne les en accommodons guère moins à notre goût et à notre caprice. Les monumens n'ont échappé aux périls des restaurations des siècles précédens que pour tomber avec nous dans un péril opposé et comme inverse : ce n'est plus l'ignorance, c'est le savoir même des architectes qui les met en danger.

A force d'études, nous avons réduit l'art et les procédés du moyen

âge en théories, en formules, plus nettes et plus fixes que celles qu'il connut jamais lui-même; nous en sommes arrivés à croire mieux posséder l'art roman ou l'art gothique que les constructeurs des monumens gothiques ou romans. Nous avons sur ces derniers un avantage; l'art du moyen âge ayant toujours marché de transformation en transformation sans jamais s'arrêter, la postérité, qui le peut embrasser tout entier d'un coup d'œil, a moins de peine que les contemporains à en comprendre l'ensemble, à en caractériser les différentes phases. Par malheur, cet avantage n'est pas sans contre-partie. Il nous est arrivé en architecture ce qui arrive souvent en histoire naturelle. Nos divisions et nos classifications, nos définitions et nos formules ont été plus marquées, plus exclusives que ne le comportaient les choses elles-mêmes. Le besoin de classer et de généraliser, de faire tout rentrer dans un cadre et dans un système, nous a conduits à nous faire une sorte de type idéal, d'art abstrait et théorique aux règles duquel nous sommes tentés de plier après coup les monumens des siècles passés. Il y a là pour les édifices du moyen âge, pour les édifices gothiques surtout, un danger que nous croyons devoir signaler au monde savant et au public.

Bien des églises de France ont été restaurées depuis un demi-siècle, sous le second empire surtout; dans ce nombre, il y en a peu qui n'aient subi quelques altérations, quelques corrections plus ou moins graves. Aux yeux de la foule, ces modifications ont souvent été insensibles, souvent même elles ont paru dignes d'éloges; aux yeux de l'archéologue, aux yeux de l'homme préoccupé de l'histoire et des souvenirs du passé, elles ont toujours été regrettables, parfois elles ont été irréparables. Dans un monument historique, il ne devrait y avoir de toléré que les changemens impérieusement exigés par le but de l'édifice, ou par la solidité de la construction. Nous ne voulons point faire de récrimination sur les monumens dont la restauration est achevée. Nous prendrons pour exemple, à peu de distance de Paris, une église actuellement en restauration, la cathédrale d'Évreux. C'est une de ces nombreuses églises où les différens styles se suivent et s'enchaînent les uns aux autres, comme les générations et les siècles, sans que la variété des parties nuise à l'harmonie de l'ensemble. La nef, dans l'étage inférieur au moins, est romane, le chœur gothique, la façade renaissance. La nef avait deux caractères particuliers : les contre-forts supportaient de doubles arcs-boutans, et l'ogive de la voûte centrale était peu accentuée, d'un gothique encore timide et primitif. Dans la restauration projetée, ou mieux dans la reconstruction commencée, ce double caractère doit disparaître. Nous avons vu un plan gravé représentant côte à côte l'église actuelle et le projet de restau-

ration. Les différences ou les améliorations sautent aux yeux; les nouveaux contre-forts n'ont, comme dans la plupart des églises, qu'un seul arc-boutant, et comme dans la plupart des monumens du XIII[e] siècle l'ogive de la nef nouvelle est sensiblement plus aiguë. L'intérieur et l'extérieur du vaisseau central, la seule partie de l'édifice encore atteinte par la restauration, sont ainsi également modifiés dans ce qu'ils ont d'essentiel, dans ce qu'ils ont de particulier et de rare.

Les modifications, comme nous venons de le dire, on ne les déguise point, on les affiche dans les projets officiels, et les partisans de la reconstruction en font valoir les avantages. Ces contre-forts à doubles arcs-boutans étaient une forme vicieuse, cette ogive surbaissée de la nef était lourde, et ne convenait point à un monument de cette époque. En simplifiant les arcs-boutans, en surhaussant l'ogive de la voûte, on donne à l'édifice plus de légèreté, plus d'élégance, plus de pureté. Qu'avez-vous à reprocher à une reconstruction qui ne change les parties et les proportions de l'édifice que pour les corriger et les embellir? Ce que nous avons à dire, c'est qu'avec de telles corrections, avec de tels perfectionnemens, un édifice perd l'une des principales qualités d'une œuvre d'art, l'originalité, et la première qualité d'un monument historique, l'authenticité.

Un monument n'est pas seulement une œuvre d'art destinée à charmer l'œil et le goût, un monument est un document. A ce titre, tous lui doivent le respect, et nul n'a qualité pour y toucher. La falsification des monumens de pierre n'est guère plus excusable que celle des monumens écrits; la main qui les restaure n'a pas le droit d'en dénaturer le texte. On sait jusqu'où nos éditeurs modernes poussent en pareille matière le scrupule : nous voudrions voir leur exemple suivi des architectes et des réparateurs de nos cathédrales. Que dirait-on d'une réimpression d'un de nos vieux poètes ou de nos vieux historiens, d'un Joinville ou d'un Charles d'Orléans, dont la langue serait modifiée par un lettré ou un philologue contemporain, sous prétexte d'en redresser les fautes et les incorrections, et de leur faire mieux parler le langage de leur temps? C'est cependant là ce que nous faisons quand nous corrigeons en style du moyen âge les églises du moyen âge. La question n'est pas de savoir si nous faisons mieux, cela se pourrait parfois, car dans les plus beaux édifices, comme dans les plus beaux livres, il est souvent facile d'indiquer une faute ou une incorrection. La question est de respecter ce qui existe, de conserver à l'avenir les monumens du passé en leur intégrité, en leur génie original. Dans les œuvres d'art même, il est une chose que notre époque, toujours critique et

chercheuse avant tout, apprécie à l'égal de la beauté, c'est l'authenticité, la sincérité. Là est une des premières préoccupations de la science et du goût contemporains. Nous aimons peu les statues restaurées, les tableaux repeints, nous aimons à savoir à quelle école, à quelle époque nous avons affaire, en toutes choses nous nous défions de la fraude et de la contrefaçon. La contrefaçon et les altérations capricieuses ne doivent point être plus tolérées dans l'architecture que dans la peinture ou la sculpture. Le titre de monumens historiques conféré à la plupart de nos cathédrales indique de soi-même cette préoccupation de respect et de conservation. Qu'est-ce qu'un monument historique dont on dénature arbitrairement les formes et les proportions? Tout dans ces œuvres vénérables de siècles déjà bien loin appartient à l'histoire; chaque voûte, chaque muraille, nous dirions volontiers chaque pierre de l'édifice en reçoit une consécration. Vis-à-vis de ces restes augustes de notre vieille France, de ces témoins encore debout de la foi de nos pères et de l'âge héroïque de notre patrie, ce n'est point trop à notre gré d'une sorte de religion, un peu de superstition ne serait pas malséant.

Les barbares incendies de Paris nous ont récemment offert de tristes occasions d'appliquer les vrais principes. Un grand exemple nous a été donné par le pouvoir, dont on l'eût peut-être le moins attendu, à propos d'un monument en soi-même médiocre. La colonne Vendôme a été redressée dans son état original, sans que ni l'art ni la politique aient été admis à y apporter la plus légère modification. L'assemblée qui a voté la déchéance de l'empire a décidé que la statue du premier empereur serait replacée au sommet de la spirale de bronze où se déroulent les exploits de ses soldats. L'assemblée nationale a fait plus : au mépris du goût populaire et des préventions publiques, au mépris de justes considérations d'économie, elle a fait remettre sur la colonne non le Napoléon en petit chapeau et à la redingote légendaire laissé par le roi Louis-Philippe, mais un Napoléon en empereur romain, tel que le vainqueur d'Austerlitz s'était fait faire lui-même et qu'il avait été rétabli par son neveu. En cela, ce n'est pas seulement aux iconoclastes révolutionnaires, grâce auxquels plus d'un piédestal reste encore dans Paris dépouillé de sa statue, c'est aux artistes et aux architectes, c'est aux villes et aux provinces que la représentation de la France a donné une solennelle leçon. Ce qu'elle a fait pour un monument de peu de style et de peu d'antiquité, contre lequel pouvaient s'élever des préventions politiques, nous voudrions le voir faire pour tous les anciens édifices de la France. Un tel exemple devrait servir de règle dans toutes les reconstructions de monu-

mens historiques. Il y a dans nos campagnes et dans nos villes assez d'églises, assez de monumens du passé qui chaque jour sont transformés selon le goût du temps, ou sont abattus pour faire place à de plus agréables ou de plus commodes. Qu'il y ait au moins une classe d'édifices placés au-dessus de ces vicissitudes du goût public.

L'histoire et la science réclament également le maintien intégral de nos monumens historiques. Ce sont souvent les parties que l'on prétend modifier qui pour l'archéologue ont le plus de valeur. Pour nous en tenir au même exemple, voici la voûte de la nef d'Évreux que l'on veut reconstruire sur un type nouveau. Cette voûte, dont l'ogive est peu accusée, dont les arcs-doubleaux formés d'une simple plate-bande semblent encore tout romans, est un monument précieux pour l'histoire de l'art. A en juger par ces formes archaïques, autant que par les annales de la cathédrale en partie brûlée en 1195 dans le siége de Philippe-Auguste et presque immédiatement relevée, cette voûte ogivale serait une des plus anciennes, peut-être même la première construite en Normandie. Elle tendrait à faire reporter l'introduction de l'ogive dans cette province à une époque plus reculée qu'on ne le fait d'ordinaire, aux premières années du XIIIe siècle, si ce n'est aux dernières du XIIe. Et c'est un pareil témoin, un pareil texte d'architecture, que l'on est en train de détruire pour y substituer une voûte à ogive plus accentuée, à ogive banale! Il est vrai que les promoteurs de cette modification diminuent de près d'un siècle l'antiquité de la voûte qu'ils veulent faire disparaître. Cette controverse même montre les inconvéniens et les dangers d'un semblable système d'altérations arbitraires. Les monumens qui par d'apparentes anomalies ou bizarreries prêtent aux discussions et aux recherches savantes sont précisément ceux qui, dans les reconstructions modernes, se trouvent le plus exposés aux modifications, aux corrections. L'architecte chargé de la réparation est-il lui-même un archéologue ayant des théories sur l'histoire de l'art, le péril n'en est que plus grand. S'il rencontre des détails de structure qui ne lui paraissent pas d'accord avec ses idées ou le résultat de ses études, l'archéologue architecte sera fortement tenté de les modifier suivant son propre système. Alors même qu'il saurait résister au désir de faire disparaître des preuves ou des argumens qui contrarient ses théories, l'homme de l'art qui est en même temps un homme de science reste exposé à des soupçons qui ne peuvent être entièrement dissipés que par une seule chose, le respect absolu des formes anciennes.

L'histoire et la science ont intérêt au maintien intégral de toutes les parties de nos vieux monumens : pourquoi ne pas leur donner satisfaction? Est-ce l'intérêt de l'art qui est en opposition avec l'in-

térêt historique ou scientifique? En regardant les monumens isolément, et chacun pris à part, on pourrait peut-être parfois avoir quelques doutes sur ce point; en embrassant d'un coup d'œil toute notre France monumentale, on ne saurait s'y tromper. A cette révision des formes anciennes par les architectes modernes, l'art n'a guère moins à perdre que l'histoire. Les corrections faites aux monumens d'après un système général, presque également applicable à tous, ont pour résultat naturel d'en diminuer le caractère, la physionomie, l'individualité. Sous prétexte de se rapprocher d'une sorte de type abstrait, d'une sorte de gothique absolu, on fait disparaître comme vicieuses ou défectueuses les formes locales, les formes particulières et personnelles des édifices. Évreux nous en fournit encore un exemple. Les contre-forts de cette cathédrale ont de doubles arcs-boutans; c'est là un trait relativement rare; il semble qu'on va s'empresser de le conserver. Point du tout, le plan de restauration ramène arcs-boutans et contre-forts au type le plus fréquent et partant le plus commun. Que devient avec un pareil système l'originalité ou la personnalité d'un monument, c'est-à-dire ce que nous apprécions le plus dans les œuvres d'art comme dans les êtres animés? Que devient la variété de notre France architecturale et la diversité de formes et de types que nous admirons dans le moyen âge? Appliquant à tous les édifices d'une époque, sans distinction de région ou d'inspiration isolée, un système préconçu, les restaurateurs de nos églises travaillent laborieusement et dispendieusement à nous les ramener toutes à un type uniforme, leur enlevant leurs particularités, leurs traits spéciaux, et nous dérobant une des choses qui dans l'art nous intéressent le plus, les variations et les transformations du style et du goût. Sous cette influence d'architectes du même temps et de la même école, l'art gothique, l'art le plus libre et le plus spontané, risquerait de devenir à la longue quelque chose d'académique et de conventionnel comme l'architecture pseudo-classique de la Russie ou de l'Angleterre. Si l'on songe qu'une telle méthode de restauration peut être suivie pendant des siècles, et que naturellement plus nous nous serons permis de modifications, et plus nos enfans s'en permettront, ne serait-ce que parce que dans nos reconstructions il leur deviendra difficile de distinguer les formes originales des formes altérées, on se sent inquiet du sort de nos grands monumens gothiques, et l'on se demande ce qui pourra rester un jour de l'architecture ogivale.

Un tel système de redressement et de correction des édifices d'un autre âge serait fatal à tous les styles; à aucun, il ne peut l'être autant qu'au style gothique. Applicable peut-être en certains cas aux

restes de l'art antique, cette prétention de corriger et d'épurer selon des règles fixes et préconçues est en contradiction avec le génie même de l'architecture gothique. Nous sommes loin de prétendre que les maîtres maçons du moyen âge n'aient point eu leurs principes et leurs règles. Il est assez démontré aujourd'hui que l'art ogival n'est point l'art confus, capricieux et désordonné que s'imaginaient au commencement du siècle les premiers admirateurs du moyen âge, les *romantiques*, qui dans nos vieilles églises ne voyaient guère que l'effet pittoresque. Il n'en est pas moins vrai que jamais cette architecture n'a pu se formuler d'une manière arrêtée, qu'elle n'a jamais su s'enfermer et, pour ainsi dire, se cristalliser dans des formes définitives et en quelque sorte immuables et absolues. Elle n'a pas connu d'*ordres* à la manière antique et n'a pas laissé de *canon* comme en ont inventé les architectes classiques. Si nous voyons un point culminant au-delà duquel, au lieu de progresser, l'architecture du moyen âge a commencé à décliner, ce faîte de l'art où le style gothique n'a pu se maintenir n'a duré qu'un moment; ce n'est pour ainsi dire qu'une ligne idéale. Peu importent les causes de cette rapide évolution ou de cette prompte décadence, peu importe qu'elles fussent ou non impliquées dans les principes et le génie même de l'art ogival. Il nous suffit que ce soit là un des traits essentiels, un des caractères de l'architecture du moyen âge comparée à celle de l'antiquité. A toutes les époques, l'une présente quelque chose de moins fixe, de moins arrêté, de moins délimité que l'autre, et cela non-seulement selon l'ordre des temps, de quart de siècle en quart de siècle, mais aussi selon l'ordre des lieux, selon les provinces ou les régions. Par là, il y a double difficulté à ramener l'art gothique à un type uniforme, également applicable à toutes les contrées dont les monumens sont à restaurer. Inférieur à l'antiquité sous le rapport de la perfection absolue, de la précision des formes et des proportions architecturales, le moyen âge l'emporte sur elle par la variété; cet avantage, il conviendrait de ne pas le lui enlever.

II.

Au fond, nos procédés de réparation ou de reconstruction ne diffèrent point autant de ceux des autres époques que nous aimons à nous le persuader. Comme les siècles précédens, nous restaurons à notre guise, selon les règles dominantes dans nos écoles; comme les siècles précédens, nous voulons corriger, embellir, améliorer. La grande différence est que nous prétendons le faire dans le goût de

l'édifice original, ou, comme l'on dit vulgairement, *dans le style de l'époque*. Nous aurions du reste mauvaise grâce à faire autrement, puisque notre temps n'a pas d'architecture qui lui soit propre à l'exclusion des autres. Restaurer une église ou un château dans le style du temps, c'est là un mot admirable pour la foule; c'est même une chose excellente pour le goût ou l'œil d'un amateur; pour l'histoire et l'archéologie, c'est une bien pauvre garantie. Avec cette belle formule, on pourrait se permettre toutes les altérations, tous les caprices imaginables, on pourrait refaire un monument sans en rien laisser subsister. Le peintre qui retouche un tableau, le sculpteur qui répare un marbre, prétendent bien aussi le restaurer dans le style de l'époque ou de l'école; cela en vaut-il davantage l'original? Pour la science et la critique, nos reconstructions arbitraires n'ont pas plus de valeur. A certains égards, nos postiches archéologiques sont même plus dangereux et plus regrettables que les restaurations hybrides des siècles passés : ces dernières, exécutées dans un goût franchement différent, avaient au moins le mérite de se dénoncer elles-mêmes; elles n'exposaient pas à de fâcheuses méprises. Avec nos savantes et frauduleuses altérations, nous au contraire préparons à l'avenir de singulières erreurs. Les archéologues futurs nous devront là une assez ingrate besogne; dans nombre des édifices que nous avons restaurés, ils ne sauront à quoi se fier, et il est douteux qu'ils nous soient très reconnaissans de leur avoir rendu si difficile et si équivoque la connaissance des monumens originaux.

Que font nos architectes quand, sous prétexte de les remettre en état, ils corrigent et modifient nos anciennes cathédrales? Ils n'ont le choix qu'entre deux méthodes : suivre leurs propres conceptions ou reproduire les parties similaires d'édifices du même temps, et dans l'un comme dans l'autre cas ils imitent à leur insu les procédés des restaurateurs de la statuaire antique au XVIe ou au XVIIe siècle. Si les modifications sont de l'invention des architectes, elles portent forcément l'empreinte du goût, de l'éducation et par suite de l'époque des reconstructeurs; c'est l'histoire de tant de marbres antiques achevés ou rajeunis, et ainsi naïvement défigurés par un ciseau moderne. Dans les statues au moins, quand par hasard on a retrouvé les parties anciennes, on a d'ordinaire eu soin de les leur rendre. On connaît l'aventure de l'Hercule Farnèse : un sculpteur de la renaissance, Guillaume della Porta, lui avait fait des jambes que l'on trouvait si belles que, lorsqu'on découvrit les jambes originales, on hésita d'abord à les leur substituer. N'est-ce pas ainsi qu'agissent nos architectes avec les monumens qu'ils redressent et améliorent à leur guise? Comme il convient de remettre les statues

de l'antiquité sur leurs jambes antiques, il serait bon de laisser les cathédrales sur les murailles et les arcs-boutans du moyen âge. Si les correcteurs des monumens historiques ne veulent pas s'en fier à leurs propres inspirations, ils n'ont d'autre ressource que de copier d'autres édifices d'un style plus ou moins analogue, que d'emprunter pour leurs restaurations des parties toutes faites à d'autres monumens d'une époque et d'une contrée plus ou moins voisines. On prend par exemple des contre-forts de Reims pour une abside de Paris, et des arcs-boutans de Saint-Louis pour contre-bouter des constructions de Philippe-Auguste. Avec une telle méthode, en appliquant à tous les édifices en reconstruction le meilleur modèle de chaque époque, on amènerait promptement un regrettable appauvrissement de nos richesses architecturales, tout en ne nous laissant que des édifices faits de pièces et de morceaux et plus ou moins disparates. Ce système rappelle encore singulièrement les procédés des restaurateurs de la statuaire antique, mettant à un torse d'Hercule ou de Mars une tête de Mercure ou d'Adonis. L'ensemble peut être fort supportable, agréable même à l'œil; il n'en répugne pas moins au goût et à la science, il n'en donne pas moins des monumens équivoques ou menteurs.

Quand donc les grandes œuvres de l'architecture inspireront-elles le même respect que celles de la peinture ou de la sculpture? Personne ne s'imaginerait aujourd'hui de corriger en la restaurant une fresque du moyen âge ou une toile de la renaissance. Chez les maîtres du XIVe et du XVe siècle, les fautes de perspective, d'anatomie et de dessin sont cependant assez fréquentes et assez apparentes : on ne songe point pour cela à repeindre une composition des Memmi ou des Orcagna. On comprend que dans ces anciennes écoles les défauts sont presque aussi intéressans et aussi respectables que les qualités, et que qualités et défauts se tiennent; on sent que dans ces œuvres primitives, dont la gaucherie même est si souvent pleine de charme, la valeur historique prime encore la valeur esthétique. Comment les édifices contemporains des plus vieilles de ces peintures gothiques, des édifices qui le plus souvent leur sont infiniment supérieurs par la science et la perfection de l'art, reçoivent-ils de notre époque un traitement si différent? Comment, lorsqu'on tient si justement à n'avoir que des tableaux purs de toute retouche, accepte-t-on si facilement des altérations capricieuses dans les œuvres d'art qui de toutes sont les plus aisées à restaurer, à restituer intégralement?

Chose remarquable en effet, l'art avec lequel nous prenons le plus de liberté dans nos restaurations est celui qui de sa nature a le plus de ressources pour réparer les ravages des hommes ou du temps, c'est le seul qui ait les moyens de se recompléter, de se ré-

tablir, de se rajeunir indéfiniment. A cet égard, les œuvres de l'architecture ont un immense avantage sur celles de la peinture ou de la statuaire; pour guérir leurs plaies, pour cicatriser leurs blessures, elles n'ont besoin que de soin et d'argent. Avec un sage entretien, un monument peut être éternel; grâce à la substitution d'une pierre neuve à la pierre usée, il peut se renouveler à la manière des êtres vivans, qui, grâce aux alimens, réparent sans cesse leurs pertes, avec cette différence que dans les édifices cette continuelle réparation n'a point de limite, et que les parties vieillies se peuvent toujours reconstruire. Si une œuvre architecturale vient à périr ou à être mutilée, la faute en est à l'époque qui l'a laissée tomber ou défigurer. Avec un fragment d'un monument, on peut refaire sûrement toutes les parties similaires d'une manière si complète, si parfaite, que rien ne distingue les portions refaites des portions conservées.

Cette faculté de restauration indéfinie est si grande qu'en certains cas elle a pu exciter des scrupules. Pour ne pas tromper les siècles futurs, il est des monumens antiques où, en relevant les parties tombées, on a pris soin de les distinguer des parties anciennes, soit par la qualité de la pierre, soit par l'absence de moulure ou de poli. Ce serait là l'idéal scientifique d'une restauration qui n'aurait d'autre soin que de soutenir et de perpétuer le monument et dédaignerait de faire illusion à l'œil. Cette manière de distinguer les portions refaites de l'œuvre originale est certainement le mode de reconstruction le plus rationnel; par l'excès même des scrupules et des précautions, ce procédé ne convient qu'à des monumens typiques en ruines ou hors d'usage, aux restes d'une lointaine antiquité, aux débris d'un art dont la plupart des œuvres ont péri; c'est ainsi qu'il a été employé avec raison à l'Erechthéion de l'Acropole d'Athènes par exemple. Il est à noter qu'une pensée analogue a récemment inspiré certains plans de reconstruction des ruines léguées à Paris par la commune, des Tuileries et de l'Hôtel de Ville en particulier. Dans le premier de ces monumens, on voudrait isoler des constructions postérieures le palais primitif de Philibert Delorme; dans le second, on voudrait qu'au lieu de chercher à se confondre avec l'hôtel de François Ier les parties nouvelles s'en distinguassent nettement et fissent ressortir les anciennes. De semblables tentatives sont en réaction contre le système, suivi jusqu'à présent dans notre siècle, de compléter ou d'agrandir les monumens des époques précédentes en en imitant le style. Au lieu de donner une unité apparente à des œuvres qui n'en sauraient avoir de réelle, on chercherait l'harmonie dans le contraste même des constructions originales et des contemporaines. Ces essais, peut-être périlleux pour l'effet et pour les habitudes de notre œil, nous semblent

devoir être encouragés au point de vue de l'art comme à celui de l'histoire; ce serait le meilleur moyen de faire la part aux artistes anciens et aux artistes vivans sans sacrifier les uns aux autres.

Ce n'est aucun de ces procédés d'une savante critique que nous réclamons pour la restauration de nos églises. Ce que nous demandons pour elles, c'est le respect des formes existantes, d'ordinaire assez bien conservées, assez nettement indiquées pour qu'il soit aisé de les reproduire. Ce que nous demandons, c'est que les reconstructions de nos cathédrales les renouvellent sans les déformer, c'est que la restauration, si facile en architecture, ne serve point de prétexte à l'innovation, c'est en un mot que les monumens contemporains soient abandonnés au goût et à l'invention des artistes vivans, et que les monumens des siècles passés soient soustraits à leurs caprices et à leurs fantaisies. Un tel vœu paraît modeste, il semble que personne n'y puisse refuser son acquiescement. Il y a cependant pour les restaurateurs de nos églises deux manières d'échapper à l'obligation que leur devrait imposer le respect des monumens originaux du moyen âge; il y a deux motifs ou deux prétextes d'innovation d'autant plus dangereux qu'ils se couvrent de l'intérêt même de l'édifice et de l'archéologie. C'est d'abord le besoin de fortifier et d'améliorer la construction, de modifier les parties défectueuses pour mieux assurer la solidité et la préservation des autres; c'est ensuite la prétention de remettre toutes choses en l'état primitif, de débarrasser l'église du XIIIe siècle des adjonctions ou des altérations des siècles suivans pour la ramener entièrement au plan original. C'est ainsi au nom de leur conservation qu'on démolit nos cathédrales, et au nom de l'antiquité qu'on les transforme et les défigure. Une église mise en restauration est exposée à être modifiée d'un côté au profit de la construction, de l'autre au profit de la science archéologique, et, comme il n'existe aucune autorité incontestée pour décider dans l'un ou l'autre cas, il y a peu de parties de l'édifice qui soient sûres d'échapper aux remaniemens.

Le danger que font courir aux monumens gothiques les prétendus besoins de la construction est le principal parce qu'il est le plus général. La construction est en effet la partie faible de l'architecture du moyen âge, de l'architecture gothique en particulier. A ce point de vue, elle est franchement inférieure à l'architecture de l'antiquité. On a souvent remarqué l'air vieux et parfois décrépit de nos cathédrales comparé à l'air de force et de jeunesse de temples grecs en réalité plus âgés de quinze ou vingt siècles. Cette infériorité tient à deux causes, l'une accidentelle, accessoire, l'autre normale et pour ainsi dire constitutive. La première est dans le mauvais choix, la mauvaise qualité des matériaux, souvent aggravée par une con-

struction hâtive; la seconde est dans l'esprit, le génie même du style ogival, qui, à force de chercher l'élévation et la légèreté, semble parfois se complaire à défier les lois de la pesanteur. A de mauvais matériaux, à des maçonneries mal établies ou mal soignées, une restauration a toujours le droit et le devoir de remédier. Il en est tout autrement quand il s'agit des formes mêmes de la construction : les modifier, c'est dénaturer l'édifice original. Un style d'architecture comme le style gothique n'est pas tout entier dans les résultats obtenus, il est aussi dans les moyens employés. Les procédés de construction sont une partie intégrale d'un système architectural. A ce point de vue, les arcs-boutans et les contre-forts de nos églises ne sont guère moins à respecter que les voûtes, et modifier les premiers sous prétexte de consolider les secondes, c'est une altération qui ne peut être excusée que par un besoin impérieux. Il est rare qu'on en soit réduit à cette extrémité. Comment admettre en effet qu'avec tous les moyens en notre possession nous ne puissions reproduire dans nos reconstructions des formes auxquelles les architectes du XIIIe siècle ont bien su assurer cinq ou six siècles d'existence? Qu'importe que ces formes semblent plus ou moins défectueuses, dès qu'elles ont fait leurs preuves de durée? Prétendre corriger sur ce point les artistes du moyen âge, ce serait en réalité proclamer notre infériorité comme constructeurs. Les architectes diocésains ont à ce sujet une singulière théorie, ils soutiennent que l'on peut se permettre dans une réédification générale des modifications qui seraient périlleuses dans une simple restauration (1). Que deviendraient les monumens historiques avec l'adoption d'une telle maxime? La correction des formes prétendues défectueuses est un des plus grands dangers de nos églises gothiques, danger d'autant plus grand que, pour les raisons que nous avons indiquées, la plupart sont destinées à être plus ou moins rebâties dans le cours des siècles. En face de cette perspective, il importe de maintenir le principe de la reproduction scrupuleuse des formes originales du monument. Toute reconstruction d'un monument historique ne doit être qu'une restitution; en dehors de cette règle, il n'y a place qu'à la fantaisie et à l'arbitraire.

La prétention de ramener les églises gothiques à leur état primitif n'est souvent ni moins spécieuse, ni moins dangereuse que celle d'en améliorer la construction. Le plus souvent en effet nous n'avons sur un ancien édifice d'autre document que l'état actuel, et c'est en respectant ce dernier que l'on conserverait le mieux le plan original. Il y a une autre difficulté; cette prétention de tout

(1) Rapport fait au comité des inspecteurs-généraux des édifices diocésains par M. Viollet-Le-Duc, le 27 janvier 1873.

remettre en l'état primitif est souvent inconciliable avec la manière dont ont été élevées ou reconstruites, à la suite de démolitions ou d'incendies partiels, la plupart de nos grandes églises. La nef et les collatéraux, le chœur et le transept appartenant fréquemment à des époques et à des styles divers, où prendre le type premier de l'édifice et comment le ramener à une unité qu'il n'a peut-être jamais eue? Avec un tel système, il faudrait logiquement détruire toutes les parties ajoutées après coup; dans les églises du XIIIe siècle par exemple, il faudrait renverser les chapelles latérales et absidales, il faudrait renouveler les vitraux de la fin de l'âge gothique ou de la renaissance pour les remplacer par des verrières postiches du style du monument. Si les architectes ne vont pas jusque-là, ils s'autorisent fréquemment de remaniemens antérieurs pour s'en permettre de nouveaux. Les différentes parties de l'édifice se trouvent ainsi mises en suspicion et discutées à chaque restauration. Rien ne nous prouve, dit le rapport de M. Viollet-Le-Duc, que la courbure actuelle des arcs-boutans d'Évreux soit celle qu'avait adoptée l'architecte du XIIIe siècle. — Avec un tel scepticisme, il faut que la date d'un monument soit bien nettement indiquée pour qu'il n'ait rien à redouter des correcteurs modernes. Dans l'incertitude, il semblerait que le bénéfice du doute dût toujours être pour les constructions existantes. On ne voit pas qu'il y ait avantage pour l'archéologie à substituer à une conception douteuse du moyen âge une conception indubitablement contemporaine. Avec un tel système, on ouvre la porte à toutes les conjectures, et l'on en revient toujours à n'avoir d'autre règle que l'arbitraire. Il y a des gens qui, en pareille matière, accordent volontiers à un savant ou à un artiste une sorte de divination; en toute chose, il est prudent de se défier de ce don de seconde vue. Dans un monument historique, une altération doit être bien visible, bien incontestable pour qu'on la puisse corriger; autrement on risque d'être victime des systèmes préconçus et des traditions d'école, on risque de voir le style gothique original plié de force au gothique théorique et artificiel du XIXe siècle. A ce point de vue encore, ce qu'il y a de mieux dans l'intérêt même de l'archéologie, c'est peut-être une restauration qui ne se pique pas trop de science archéologique, ou qui soit au moins contenue par une sorte de modestie et de timidité. Ces grandes restaurations sur le plan prétendu primitif ont encore un autre grave inconvénient : elles sont naturellement les plus dispendieuses, et alors même que les modifications ont été clairement indiquées par une visible déviation des formes anciennes, les résultats ne sont pas toujours en proportion de la grandeur des sacrifices.

III.

Le péril dont sont menacés les principaux monumens religieux de la France n'est pas tout entier dans le goût du public ou des architectes; il est dans les habitudes prises, il est dans la constitution même du service préposé à la conservation et à la restauration de nos cathédrales. Cette administration, qui remonte aux premières années du second empire, est une des moins heureuses créations du régime déchu. Quand on songe combien l'entretien de nos monumens est chose délicate et en même temps chose dispendieuse, il semble que, dans l'intérêt du budget comme dans celui de l'art, ce service public n'ait pu être entouré de trop de garanties. Or, dans l'état actuel, ces garanties sont faibles, pour mieux dire elles sont nulles. Avec le système inauguré en 1853, la direction et le contrôle, la proposition et la décision sont dans les mêmes mains ou dans des mains ayant des intérêts identiques. Par le décret de 1853, les cathédrales ont été réunies aux évêchés et aux séminaires sous la dénomination d'*édifices diocésains*, et le soin de l'entretien de ces édifices si différens de but et d'intérêt a été confié à trois inspecteurs-généraux entre lesquels est réparti tout le territoire français. Tout ce qui regarde les travaux de nos cathédrales, ces inspecteurs diocésains, réunis en comité sous la présidence d'un directeur des cultes, le règlent souverainement sous le seul contrôle du ministre, contrôle le plus souvent illusoire et nominal. Autrefois les cathédrales ne pouvaient être réparées qu'après avis de la commission des monumens historiques; aujourd'hui, tout en demeurant sur la liste de ces monumens, les églises métropolitaines en sont virtuellement exclues. Les plus vastes et les plus imposans de nos vieux édifices sont confondus avec des évêchés insignifians et de vulgaires séminaires; ils ne sont pas plus défendus contre le caprice des restaurations que le dernier palais épiscopal. Une simple église de campagne, un simple portail roman d'une chapelle en ruines, s'il est classé comme monument historique, a plus de garanties de protection que nos grandes cathédrales.

Au-dessous des trois inspecteurs-généraux sont placés des architectes diocésains, chargés de proposer et d'exécuter les réparations des monumens. D'après le décret de 1853, ces architectes devaient, croyons-nous, résider aux chefs-lieux de leurs diocèses respectifs. Dans les derniers temps de l'empire, l'administration s'est affranchie de cette règle. Aujourd'hui le comité des inspecteurs et les bureaux du ministère distribuent comme ils l'entendent

les travaux des cathédrales à des architectes de Paris. La résidence ne serait cependant pas sans avantage; elle permettrait à l'architecte de veiller constamment sur les édifices confiés à ses soins, d'en réparer les dégradations au fur et à mesure qu'elles se produisent, au lieu d'attendre, pour y porter remède, qu'elles aient pris de dangereuses proportions. Ce ne serait pas là tout le profit. Le séjour sur les lieux donnerait aux architectes ce qui leur manque souvent, la connaissance de l'histoire, des traditions, des légendes locales, toutes choses qui d'ordinaire sont intimement liées à nos grandes églises, et dont l'intelligence n'est pas inutile à leur restauration. Une cathédrale en effet n'est pas seulement un monument d'histoire générale, c'est en même temps, c'est avant tout le monument d'une province, d'un diocèse ou d'une ville. C'est aux annales locales, aux annales légendaires ou historiques, que se rattachent nombre de statues et de bas-reliefs, de tombes et d'inscriptions, de peintures et de vitraux dont le sacrifice ou l'altération dépouille souvent nos églises restaurées d'un de leurs principaux intérêts et d'un de leurs plus grands charmes.

Les architectes diocésains ont un droit de tant pour 100 sur les travaux qu'ils dirigent, et ce droit est plus élevé pour les reconstructions et les gros ouvrages que pour les simples travaux d'entretien. Par là, l'architecte est sans le vouloir doublement intéressé à préférer les grandes et dispendieuses entreprises de reconstruction ou de restauration générale à de modestes et économiques réparations. Une telle disposition, si elle ne peut être modifiée, réclame au moins un sévère et minutieux contrôle. Aucun particulier ne voudrait mettre sa maison, ses bâtimens industriels ou agricoles au régime où sont nos cathédrales. Il y a là, nous nous faisons un devoir de le signaler, un ordre de choses défectueux, des habitudes pernicieuses pour l'art, pour la science et, ce qui n'importe pas moins, pour les finances publiques. Il y aurait injustice à attaquer les personnes, on ne saurait le plus souvent contester ni leur science, ni leur goût, ni leur désintéressement. Notre école d'architecture a rendu de grands services à l'archéologie et aux monumens, il y aurait ingratitude à le nier. Les personnes sont au-dessus de toute attaque et de tout reproche, et, si le système actuel n'a point produit plus de mal, c'est en partie grâce à elles. Malheureusement, ici comme ailleurs, ce n'est point dans les hommes, c'est dans les institutions qu'on doit chercher des garanties. Absence de débats contradictoires, absence de tribunal d'appel, absence de contrôle, tels sont les défauts que l'on doit faire disparaître de l'administration préposée à la conservation de nos cathédrales. Il y a là des réformes à exécuter, et nulle part les réformes ne sont plus urgentes parce que nulle part le mal n'est moins réparable.

Chaque jour de retard dérobe à nos enfans une part de l'héritage de nos ancêtres.

Liés entre eux par la position et les intérêts, souvent par des relations d'étude et d'école, les inspecteurs-généraux et les architectes diocésains forment un véritable corps, ayant son esprit propre, ses maximes, ses habitudes, et ne souffrant pas volontiers l'ingérence et l'intrusion d'aucun étranger. A l'autorité de la science et d'une compétence spéciale, à la puissance jalouse d'une corporation dont tous les membres se soutiennent les uns les autres, se joint l'appui des bureaux ministériels, la force omnipotente d'une administration contre laquelle il n'y a point de recours et qui jamais ne consent à revenir sur ses décisions. Avec une telle organisation, avec une pareille puissance arbitraire d'hommes portés à reconstruire et à innover par goût et par métier, on ne saurait comprendre ce qu'il faut parfois d'efforts pour sauver nos églises. Chaque année, deux ou trois de nos cathédrales sont vouées à une périlleuse rénovation, il ne faudrait peut-être pas plus d'un demi-siècle pour que toutes y aient passé. Nous pourrions citer telle ou telle cathédrale qui n'a dû le salut qu'à l'énergie de son évêque. Là où l'autorité diocésaine est moins courageuse ou moins éclairée, là surtout où le clergé et le public ont le goût des changemens et des travaux, le goût du neuf et des murailles blanches, le danger est difficile à conjurer. Une fois la reconstruction décidée par le comité des inspecteurs-généraux, l'affaire est malaisée, impossible même à arrêter. Toute réclamation, tout appel échoue contre le dédain des architectes diocésains et la force d'inertie des bureaux ministériels. La cathédrale d'Évreux en a récemment offert un singulier exemple. Après bien des efforts, on était arrivé à obtenir du ministre des cultes un sursis et la nomination d'une nouvelle commission d'enquête. A Évreux, comme souvent ailleurs, l'administration et les bureaux ont été plus forts que le ministre. Avant que les ordres ministériels eussent été officiellement transmis, les parties de l'édifice en cause, les contre-forts et la voûte de la nef étaient rapidement abattus, et la démolition précédait l'enquête destinée à établir s'il y avait lieu à démolir. Ceci se passait au mois d'août 1874. De tels faits ne sont peut-être pas assez rares pour exciter beaucoup d'étonnement; ils méritent cependant d'être connus avant qu'on puisse espérer de les voir prévenus.

A Évreux, comme dans la plupart des cas, c'est une question de solidité, une question de construction qui a été mise en avant pour déterminer la démolition de la cathédrale actuelle et la réfection de l'édifice sur un plan nouveau. C'est une chose délicate que de décider quand une église a besoin d'être reconstruite à neuf. Sur ce terrain, l'architecte, l'homme de l'art, a facilement raison de ses adver-

saires; étant seul compétent, il n'a point de peine à être omnipotent. L'archéologue essaierait en vain de prendre sous sa protection au nom de l'antiquité des bâtimens condamnés par l'architecte au nom de la solidité. Dans tous les édifices, dans une église d'un usage journalier surtout, cette question prime toutes les autres, et la première chose est de prévenir un péril public. Que répondre à un homme du métier déclarant après examen que telle voûte est suspecte, que telle muraille va tomber? Lorsqu'un pareil verdict est prononcé sur un édifice, la panique saisit facilement les plus braves défenseurs. Il y a bien dans les bâtimens qui menacent ruine quelques symptômes extérieurs, des lézardes et des crevasses aux voûtes, des déviations dans les murailles. Les profanes n'en ont pas moins mauvaise grâce à vouloir s'autoriser contre les hommes de l'art de la présence ou de l'absence de tels accidens, ils sont naturellement accueillis par une fin de non-recevoir. En pareille matière, l'architecte seul est souverain juge; or c'est précisément sur ce point où il est le plus difficilement contrôlé qu'il a plus besoin de l'être. A l'homme du métier, il faut opposer des gens du métier, aux études et aux rapports des architectes attachés aux cathédrales les enquêtes et l'examen d'architectes ou d'ingénieurs étrangers à cette administration. Plus d'une fois on a vu condamner solennellement des édifices qui n'en ont pas moins vécu, et l'événement a montré qu'en dépit de la précision des sciences de construction, les architectes ne sont pas toujours plus infaillibles que les médecins. Pour ne pas sortir de la Normandie, on a vu, il y a quelques années, la tour centrale de la cathédrale de Bayeux, une tour du commencement du XVIe siècle, unique en France et peut-être en Europe, menacée de destruction, et la destruction commencée au nom de la préservation de l'édifice. La ville et le diocèse, les autorités civile et ecclésiastique, eurent beau se révolter, les plaintes furent inutiles, et l'ordre de destruction impitoyablement exécuté. Pour l'arrêter, il fallut une intervention du chef de l'état, et la tour condamnée par les architectes diocésains fut relevée et consolidée par un ingénieur sorti de l'École centrale.

Il serait puéril de notre part de discuter si les cathédrales récemment reconstruites ou restaurées, Sens, Clermont, Moulins, Séez, etc., si la cathédrale d'Évreux en particulier, étaient réellement dans un état qui exigeât le recours à une telle mesure, nous regrettons seulement que le fait n'ait pas été établi par des enquêtes plus sévères, nous regrettons qu'à Évreux l'œuvre de démolition n'ait pas attendu l'arrivée des commissaires envoyés par le gouvernement. L'écartement des murs supérieurs de la nef était fort ancien et n'avait pas sensiblement augmenté depuis le commencement du XVIe siècle. A cette époque, les contre-forts avaient reçu un

renfort en maçonnerie qui depuis trois siècles n'avait pas bougé, et dont l'aplomb parfaitement conservé semblait indiquer que le mouvement des murs était arrêté. Peu nous importe du reste : la décision de semblables questions est une affaire d'architecte; nous voudrions seulement qu'en cette épineuse matière on fût mieux protégé contre les erreurs individuelles ou les entraînemens collectifs de l'esprit de corps. Un fait assez curieux confirme nos appréhensions. Il est passé par Évreux, au moment où l'on commençait les travaux de démolition, une nombreuse troupe d'architectes et d'archéologues anglais venus en France pour étudier nos églises gothiques. « Croyez-vous, leur demanda leur guide en leur montrant la voûte de la nef, croyez-vous que cette voûte puisse être conservée? » La question leur parut si singulière qu'il fallut la leur répéter. « En Angleterre, répondirent-ils, on ne douterait pas que la réparation ne fût possible, et l'opinion publique ne permettrait point la démolition. » En France, les choses vont autrement, et dans le domaine de l'art, comme dans celui de la politique, l'opinion n'a pas le même empire.

Ce n'est pas seulement l'archéologie et l'histoire qui réclament des enquêtes sévères, un contrôle sérieux sur la reconstruction de nos églises, ce sont les finances, c'est la grande victime de toutes nos fantaisies administratives, le bouc émissaire de toutes nos fautes, le budget. Une réédification générale est toujours bien autrement dispendieuse qu'une simple restauration. Tout le monde le sait; mais, quand les travaux sont demandés au nom de l'art et de la religion, personne n'en veut refuser les fonds. De toutes les dépenses inscrites au budget, ces dépenses de luxe sont les moins discutées, les moins contestées. Ni les commissions parlementaires, ni la presse, ni l'opinion publique, n'osent mettre en doute l'opportunité ou la nécessité de sacrifices imposés par la préservation de nos plus nobles monumens. Dans cette aveugle générosité d'un pays dont le budget vient d'être augmenté de 500 à 600 millions, il y a quelque chose de hautement respectable, quelque chose qui fait honneur au génie et à l'âme de la France. Ce soin libéral des monumens ne les en expose pas moins quelquefois à un réel danger, et dans certains cas l'avarice leur eût été plus favorable. Chose triste à avouer, l'intérêt de l'art et de l'histoire n'est point toujours ici en désaccord avec l'intérêt des finances.

En fait de restaurations, les plus simples et les moins coûteuses sont souvent les meilleures; ce sont au moins celles qui déforment le moins l'édifice. Le plus souvent il vaudrait mieux répartir sur un plus grand nombre d'églises les sommes employées à la reconstruction de quelques-unes. Combien dans nos provinces de rares et de curieux édifices souffrent de vétusté et dépérissent sous nos yeux

faute de quelques secours! Combien de ces monumens, inutilement classés comme historiques, attendent en vain un renfort de maçonnerie ou une réparation de couverture qui suffirait à leur assurer des années et souvent des siècles d'existence! Le tort est de délaisser la masse des monumens historiques au profit de quelques-uns, au profit des monumens des centres les plus importans, d'en abandonner à la ruine le plus grand nombre pour en rajeunir ou refaire à neuf quelques privilégiés, qui ne doivent pas toujours cette faveur à leur valeur historique ou architecturale. Il y a des églises, l'abbaye de Saint-Denis par exemple, qui ont été deux ou trois fois restaurées ou reconstruites dans ce siècle, et chaque fois suivant un système nouveau. L'importance historique de Saint-Denis peut expliquer des dépenses aussi répétées; il n'en est plus de même quand il s'agit de monumens moins illustres. Dans quelques-unes de ces églises plusieurs fois restaurées, dans l'église d'Eu entre autres, on dirait que les divers gouvernemens qui se sont trop rapidement succédé en France aient pris à tâche d'effacer l'œuvre et le souvenir les uns des autres. En face de la situation actuelle de nos finances, devant les besoins de l'armée, de l'instruction et des travaux publics, il conviendrait peut-être de renoncer, provisoirement au moins, aux reconstructions générales, et de se borner à soutenir les monumens, à les faire durer, en un mot à les réparer, en répartissant sur un plus grand nombre les fonds destinés à ce noble usage.

Ce que les architectes diocésains semblent entendre le moins, c'est précisément la réparation, c'est l'entretien journalier et prévoyant des édifices. Souvent une cathédrale reste vingt ou trente ans sans le moindre secours, comme si on attendait que les détériorations fussent devenues assez graves pour exiger une restauration générale. Évreux nous en fournit encore un exemple. Pendant tout le second empire, l'administration a laissé sans la moindre réparation la voûte, les contre-forts, les arcs-boutans, dont aujourd'hui les architectes nous peignent si vivement le triste état. Il semblerait que, ces cathédrales étant vouées d'avance à une grandiose reconstruction, on ait négligé les modestes travaux d'entretien qui eussent pu rendre cette reconstruction inutile. Lorsqu'il y a des réparations partielles, elles sont souvent tout extérieures, superficielles, s'appliquant avec un goût enfantin aux détails et aux parties décoratives, aux clochetons ou aux balustrades, et négligeant les parties essentielles, les supports réels de l'église. Ici encore il y a toute une réforme à faire : moins de restauration et plus d'entretien. Il en est d'un monument public comme d'une maison privée : pour ne pas se dégrader, il a besoin de soins constans. On sait ce qui arrive aux propriétaires qui par incurie ou par fausse économie négligent les bâtimens de leurs terres et les laissent lentement se

détériorer; pour les remettre en état, il leur en coûte un jour beaucoup plus que ne leur eussent coûté des réparations faites à temps. C'est l'histoire de la plupart de nos monumens historiques; la méthode qui leur est appliquée est celle du propriétaire négligent ou sottement avare.

A cet égard, il y a cependant des modèles, à l'étranger au moins, Saint-Pierre de Rome par exemple. A la vaste basilique est attaché un contingent permanent d'ouvriers qui n'ont d'autre mission que de la maintenir en état. Il en était de même jadis pour beaucoup d'autres églises lorsqu'elles avaient des revenus fixes. Chez nous, aujourd'hui on dépense en quelques années des sommes considérables pour la réédification de monumens auxquels en temps ordinaire on refuse presque toute dépense d'entretien. Pour la cathédrale d'Évreux, on a évalué le devis des travaux à 1,100,000 francs, et de la façon dont on procède avec la nef il est permis de douter qu'une telle somme suffise pour l'ensemble de l'édifice (1). Il n'y a pas en ce moment moins de six ou sept cathédrales inscrites au budget pour ces grandes restaurations ou reconstructions. L'état, une fois engagé dans de tels travaux, est obligé de faire de nouveaux sacrifices pour en permettre l'achèvement. Ce ne sont pas le plus souvent les crédits qui sont demandés au fur et à mesure des besoins de restauration, ce sont plutôt les restaurations qui sont proportionnées aux crédits obtenus ou espérés. Ce système ne peut être avantageux que pour deux classes de personnes, pour les architectes, qui dans des travaux plus considérables trouvent à la fois plus de gloire et plus de profit, pour les gouvernemens ou pour les hommes politiques, qui, de pareilles entreprises, peuvent aussi se faire un titre d'honneur ou un moyen de popularité et d'influence. Cette méthode ruineuse des grandes restaurations, des grandes reconstructions, était en harmonie avec l'impulsion donnée aux travaux publics sous le second empire, avec les vastes démolitions et les vastes constructions poursuivies systématiquement dans la plupart de nos grandes villes. Entre le mode de restauration des anciens édifices et le mode de construction des nouveaux, il y avait une naturelle analogie, et ce qui, dans les deux parties de cette même œuvre, a été le plus universellement vanté n'était pas toujours ce qui méritait le plus d'éloge.

Aux fastueuses restaurations aujourd'hui à la mode, nous voudrions voir préférer d'humbles réparations, de simples travaux d'entretien. Au lieu d'artistes désireux de s'illustrer par de grands tra-

(1) Il est à remarquer que les travaux de la cathédrale d'Évreux, qui, dans le rapport fait aux inspecteurs-généraux des édifices diocésains, sont représentés comme une reconstruction, ne figurent au *Budget de l'exercice 1875* (p. 1022) que sous le titre modeste de restauration.

vaux, nous voudrions voir près de nos cathédrales des hommes qui se contentassent d'être les respectueux et religieux conservateurs des monumens confiés à leurs soins. Ce que nous réclamons avant tout, c'est la réforme de l'administration préposée à l'entretien des plus beaux édifices de la France. Que les cathédrales cessent d'être confondues avec les séminaires ecclésiastiques, qu'elles reprennent en fait comme en titre le rang de monumens historiques auquel elles ont plus de droit qu'aucune autre classe d'édifices. Que pour elles au moins ce titre de monumens historiques cesse d'être une vaine dénomination, qu'il signifie protection, et devienne une assurance contre les démolitions ou les altérations arbitraires. A l'architecte, à l'esprit naturellement novateur et révolutionnaire en architecture, qu'on oppose l'esprit conservateur par excellence de l'archéologue. Il ne serait pas impossible de trouver une combinaison réunissant les deux élémens et offrant d'égales garanties aux droits de la science et de l'histoire, aux besoins de l'art et de la construction. N'y a-t-il plus de commission des monumens historiques, et n'est-il pas possible d'en restaurer ou d'en élargir les attributions? Il y aurait une mesure meilleure encore.

A tort ou à raison, nous avons en France une représentation officielle de la science et de l'art; qu'on lui confie la haute surveillance de tous les travaux entrepris dans nos grands monumens historiques. Avec la division en académies et la répartition des académies en sections, l'Institut se prêterait facilement à une telle réforme. L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et l'Académie des Beaux-Arts pourraient fournir les élémens d'une commission mixte, où les deux intérêts en présence, où les deux tendances en lutte trouveraient également des représentans et dont nul ne pourrait contester la compétence ou l'indépendance. Avec une commission ainsi composée, on aurait enfin un tribunal à la hauteur des causes à débattre devant lui; on aurait une sorte de haute cour archéologique où la science et l'histoire en pourraient toujours appeler. Il ne s'agit pas seulement dans cette question d'un intérêt scientifique, il s'agit d'une œuvre patriotique par excellence. Notre pays s'est vanté de bien des gloires; entre toutes celles qui nous échappent, il en est une qu'on ne saurait nous disputer : nous possédons les plus nombreuses, les plus belles, les plus vastes églises du moyen âge. Ces cathédrales, les plus insignes monumens de notre génie dans le passé, donnons-leur des gardiens dignes d'elles, et préservons-les d'un danger d'autant plus redoutable qu'aux yeux de la foule il est moins apparent.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

LES ANTONINS

D'APRÈS LES DOCUMENS ÉPIGRAPHIQUES

L'EMPEREUR TRAJAN.

I.

Nous n'avons guère appris l'histoire de Rome que chez ses grands écrivains : nous avons tour à tour admiré les apologies des anciennes mœurs républicaines dans Tite-Live et Plutarque, partagé les regrets amers de Cicéron sur la liberté perdue ou compromise par les déchiremens civils, épousé la mâle indignation de Tacite contre le régime nouveau qui avait dépouillé de ses priviléges et de son prestige l'aristocratie, à laquelle il appartenait et qu'il a vengée. Nous n'avons cessé de voir par leurs yeux, d'adopter leurs idées, de souffrir de leurs blessures; mais nos maîtres, épris surtout de ces mérites littéraires qui assuraient l'immortalité à tant de beaux écrits et sont l'éternel honneur de l'esprit humain, nous ont peut-être trop souvent enseigné à mettre l'éloquence à la place des patientes recherches de l'érudition et les mérites de la forme au-dessus de la solidité du fond, si bien qu'ils nous ont souvent caché l'austère image de la vérité sous les fleurs de la rhétorique, et qu'ils ont cherché à faire de nous plutôt des lettrés que des historiens.

D'autre part, certains écrivains de talent se sont plu à choisir dans les époques les plus agitées de Rome des cadres tout faits pour y développer, selon les passions du jour ou même les besoins de

leur parti, leurs propres opinions politiques ou religieuses; ils se sont abandonnés à cette pente séduisante qui entraîne les meilleurs esprits vers l'allusion, — cette mortelle ennemie de la vérité historique, — et dans ces tableaux du passé, que l'imagination, bien plus que les informations consciencieuses, composait et ornait avec art, ils ont cru pouvoir nous montrer comme dans un miroir le reflet ou la peinture des hommes et des événemens contemporains. D'autres encore, — et c'est le plus grand nombre, — n'ont pas manqué l'occasion de faire servir la Rome impériale à leur dépit, la Rome républicaine à leurs espérances, sans se douter, — tant était grande leur ignorance, — que, sous leur plume habile, parfois même autorisée, littérairement du moins, rien n'était oublié que l'auguste vérité. Nous assistons fort heureusement à la fin de ces exercices ingénieux. On prend une idée plus saine et plus haute de l'histoire, on s'aperçoit que ce n'est pas un pamphlet, que César n'est pas Napoléon et que les neveux de l'un et de l'autre se ressemblent moins encore. Certaines vérités élémentaires se répandent déjà dans le public intelligent. On sait par exemple que ce sont les légions, et plus encore les provinces foulées pendant les deux derniers siècles de la république par les proconsuls, que c'est en un mot l'univers souffrant de l'oppression sans appel de trois cents familles souveraines qui ont fait l'empire, — que les crimes des césars, si odieux qu'ils soient, ne sauraient seuls remplir la scène du monde; on en vient enfin à demander à l'écrivain non plus ses opinions, mais l'exactitude du récit; aussi bien ses préférences personnelles ne nous touchent-elles plus aujourd'hui. Nous voulons d'abord des faits bien connus de ceux qui se donnent la tâche de les raconter; on exige, — qu'on nous passe cette expression, — la photographie de Rome, car nous n'en avons eu sous les yeux jusqu'à ce jour que l'infidèle image. Déjà, pour ce qui regarde l'histoire moderne, les livres et les leçons des généralisateurs ont fait leur temps; l'École des chartes les a frappés au cœur. On a requis pour l'œuvre nouvelle de notre histoire nationale des hommes froids et résolus auxquels ne coûtent ni la patience, ni la peine; on leur a demandé moins de qualités brillantes peut-être, car il faut moins de pénétration pour chercher la vérité que pour la deviner et plus d'habileté pour la déguiser que pour la dire. C'est donc à la poursuite exclusive et à l'exposé méthodique des faits que l'historien a dû appliquer toutes ses facultés; c'est aujourd'hui le point essentiel, et, si le talent est toujours de mise, hors de la vérité le talent seul est dépensé en pure perte, et, n'étant plus de saison sans elle, il devient presqu'un défaut et souvent un danger.

L'histoire romaine, plus difficile à étudier peut-être, a été plus

lente à se dégager de ses langes; à cette heure pourtant, les archéologues, les jurisconsultes, surtout les épigraphistes préparent une révolution toute semblable à celle qui s'est accomplie depuis vingt ans environ dans l'étude de l'histoire moderne. Dans ses leçons du Collége de France, M. Léon Renier ne nous a jamais fait connaître son opinion personnelle sur César, sur Auguste ou sur les Antonins; mais il nous a donné les moyens de nous en former une, grâce aux faits nouveaux qu'il a su tirer de textes inconnus, inexpliqués ou mal compris. Il a fait voir le mécanisme de l'administration romaine et la hiérarchie des services publics. En plaçant sous nos yeux les monumens officiels de Rome, de l'Italie et des provinces, il nous a dévoilé les mystères du culte, les rouages de l'administration, il a fait mouvoir pour nous les ressorts des constitutions municipales, et nous avons compris comment était organisée la société antique, quel était le jeu de ses institutions et le secret de sa vitalité. Il faut se garder de croire que nous ayons pour cela flétri moins que Juvénal la corruption des mœurs romaines, et moins que Tacite déploré les crimes ou les folies des césars, nous avons seulement su comment l'empire s'était établi et pourquoi il avait duré quatre siècles. C'est sans aucun doute de ce côté qu'est la science. On nous enseigne pour la première fois, conformément à la saine méthode philosophique, à faire l'analyse avant la synthèse, à procéder du connu à l'inconnu et à poser les prémisses avant de formuler la conclusion. Empressons-nous d'ajouter que les auteurs classiques eux-mêmes, les chers compagnons de notre laborieuse jeunesse, auxquels nous devons ce généreux enthousiasme dont les bonnes et fortes natures ne veulent jamais guérir, loin de rien perdre aux clartés des sciences nouvelles, y acquièrent une précision qu'ils n'avaient pas toujours eue; souvent même leurs dernières obscurités se dissipent, et, si les opinions de ces grands esprits de l'antiquité ne forment plus à elles seules l'irrévocable sentence de l'histoire, nous découvrons du moins la cause et souvent l'excuse de leurs erreurs et de leurs faiblesses.

La science nouvelle ne nous apporte pas seulement des documens indépendans des textes classiques et venant s'ajouter aux informations que ceux-ci nous fournissaient déjà; elle se propose avec raison de les éclairer et d'en rehausser la valeur ou d'en redresser les fautes, car il s'en trouve en grand nombre. Borghesi a pu en corriger avec certitude dans les listes consulaires de Tite-Live; M. Léon Renier en relève chaque jour dans Spartien, dans Capitolin et dans les autres écrivains de l'*Histoire-Auguste;* il rétablit tantôt la lecture du texte altéré par les copistes, tantôt le dire de ces auteurs en contrôlant leurs assertions par d'infaillibles

témoignages. L'autorité de Tacite lui-même ne saurait tenir contre celle des monumens officiels retrouvés et expliqués. Tout le monde connaît le discours authentique prononcé par l'empereur Claude dans le sénat, et dont la teneur nous est conservée par les fameuses *Tables Claudiennes* du palais Saint-Pierre à Lyon, et l'on sait combien elle diffère des paroles que l'auteur des *Annales* prête à ce prince. Heureusement le désaccord entre les faits principaux apportés par les écrivains du grand siècle et ceux que nous livrent les documens épigraphiques est-il plus rare que chez les auteurs de la décadence; mais aujourd'hui que nous ne sommes plus tenus de croire personne sur parole, tous les ouvrages de l'antiquité classique doivent être soumis à un sévère examen, et ceux qui résistent à cette épreuve inflexible y gagnent assurément en crédit. Il faut bien dire toutefois que le défaut de ces ouvrages aux yeux de celui qui prend à tâche de reconstituer l'histoire impériale est beaucoup moins d'être erronés ou obscurs qu'incomplets. Combien de renseignemens précieux pour nous ils se sont crus dispensés de nous fournir sur les institutions qui régissaient leurs contemporains, et sur l'état politique et social du milieu où ils ont vécu! Ils ne nous ont pas dit ce que tout le monde savait alors, et il en résulte que tout le monde l'ignore aujourd'hui.

On l'a dit souvent : les peuples comptent surtout dans les annales du monde par la durée de leur esprit; les faits passent, les conquêtes matérielles s'évanouissent, les empires s'écroulent, l'esprit demeure. De cette domination presque universelle de Rome, il ne reste que l'impérissable héritage de cet esprit pratique, de cette sagesse politique, de ce bon sens souverain dont les institutions, l'administration et les lois sont l'expression la plus haute et la plus féconde. C'est cette notion nécessaire, c'est ce bel établissement de l'ordre public que les Romains ont créé, qu'ils ont laissé au monde moderne et dont nous bénéficions encore après quinze siècles écoulés. C'est cela surtout, ce sont les faits de cet ordre que nous sommes désireux d'étudier à leur source. Or les recueils juridiques de Théodose II et de Justinien, qui sont si riches en renseignemens de cette nature pour le temps postérieur à Dioclétien, ne nous apprennent que bien peu de chose sur les institutions qui ont précédé la réforme radicale accomplie à la fin du IIIe siècle, — c'est-à-dire qui ont précédé la décadence, — et qui s'appliquent par conséquent aux grandes époques de l'empire. Les précieuses compilations des Ve et VIe siècles nous laissent donc ignorer ce qu'était l'organisation du monde pendant ces temps de paix et de prospérité qu'on a appelés les siècles d'Auguste et des Antonins; mais si, pour les trois cent soixante ans qui séparent la fin de la république de la fondation de

Constantinople, les textes classiques se taisent, et les codes ne sont pas nés, les cent mille et quelques pierres sauvées du naufrage prennent une voix et parlent à leur place. Or, de ce riche arsenal d'inscriptions, plus des neuf dixièmes sont postérieures à César et antérieures à Constantin.

La plus grande partie de ces documens est publiée aujourd'hui, mais il nous reste à les étudier, à les comprendre et à les classer. La tâche est immense assurément, et un bien petit nombre de savans a osé l'aborder jusqu'à ce jour. Borghesi le premier a consacré une intelligence peu commune et soixante années de travail et de solitude dans sa retraite presque inaccessible du mont Titan, au sommet de la petite république de Saint-Marin, à défrayer ce vaste champ d'études, et en le faisant il a créé la science. L'Allemagne et l'Italie comptent quelques-uns de ses héritiers privilégiés, et la France en possède un; il a sans doute formé des élèves, mais nous ne craignons pas d'affirmer que dans l'état actuel de cette science il n'existe chez nous qu'une seule chaire vraiment autorisée où l'on enseigne la véritable histoire romaine, la chaire d'épigraphie du Collége de France : c'est au pied de cette chaire qu'on apprend à lire dans ces archives dispersées sur toute la surface de l'ancien monde romain, c'est là qu'on obtient une révélation si longtemps attendue sur les procédés de cette conquête, dont le secret est non pas, comme on l'a cru, dans la valeur et la discipline des légions, mais bien plutôt dans la politique du sénat et des empereurs, conquête qui, loin d'être seulement une œuvre de violence, est avant tout une œuvre d'assimilation. Il n'est peut-être pas inutile à l'heure présente de répandre cette vérité rendue surtout sensible par le tableau de la domination romaine, qu'il ne sert de rien de battre et de fouler les peuples vaincus, que ce n'est là que le fait brutal de la victoire, et que le grand point, c'est de les gagner et de les absorber ensuite par l'ascendant de sa raison et la supériorité de son esprit et de ses mœurs. Rome seule dans l'histoire nous apparaît comme pourvue des qualités et des mérites qui accomplissent cette grande œuvre de la conquête ainsi comprise. Si toutes les nations du vieux monde occidental ont été tour à tour vaincues par les légions et enchaînées par les proconsuls, elles n'ont certainement été incorporées, assimilées et unifiées dans la vaste *civitas romana* que sous Auguste et les Antonins. A cette époque, non-seulement on ne voulait plus être Espagnol, Gaulois, Grec même, mais on aspirait avec ardeur à ce titre de citoyen romain sans lequel on n'était rien, sans lequel on ne croyait plus pouvoir vivre. On peut dire que sous les Antonins, dans les vastes contrées comprises entre l'Océan et les rives de l'Euphrate, entre les bords du Rhin et du Danube et

les déserts de l'Afrique, la classe des hommes libres ne comptait plus que des Romains ou des peuples aspirant à le devenir. Tous ces pays gardaient cependant leurs cultes, leurs langues, leurs vieux souvenirs; la nationalité avait disparu, les grandes ligues politiques qui avaient réuni la Gaule à la voix de Vercingétorix, l'Espagne à la voix de Viriathe, la Grèce à la voix de Persée, étaient depuis longtemps devenues impossibles; mais, si l'ancienne patrie était détruite, elle avait fait place sous la loi romaine à la patrie nouvelle, à la cité. Tout fut fait désormais pour elle et par elle; la vie se retira en elle; seule elle fut protégée, encouragée, développée. Les maîtres du monde, n'ayant plus à redouter les ententes communes et les accords menaçans d'autrefois, achevèrent l'œuvre de la conquête par la concession la plus large qui fut jamais des libertés publiques, à la seule condition qu'elles ne s'exerçassent que dans les étroites limites de la patrie municipale. Dans un temps où Rome n'avait plus de comices, toutes les cités de l'empire eurent les leurs. La vie y était douce et facile. Comment s'étonner dès lors que ce patriotisme étroit et vivace de la cité ait survécu à l'empire, à Rome elle-même qui l'avait créé, qu'il ait résisté à l'invasion barbare et aux dominations qu'elle a fait naître, et que l'on reconnaisse jusque dans les communes du moyen âge, d'où l'émancipation moderne a pris son essor, le développement de ce germe impérissable et fécond de liberté déposé depuis des siècles dans le sein des municipes et des colonies?

Avant d'ébaucher la restitution du règne de Trajan, il nous reste à dire pourquoi nous l'avons choisi entre tous pour éprouver la valeur de la science nouvelle et faire mieux comprendre toute l'étendue du service qu'elle est appelée à rendre à l'histoire romaine. Trajan n'a pas eu d'historien dont les récits soient arrivés jusqu'à nous. Et cependant Tacite, Suétone et Plutarque ont vécu sous son règne, mais les écrits qui nous restent du premier s'arrêtent à Vespasien, et sa vie d'Agricola ne forme qu'un épisode du règne de Domitien; le second s'arrête à l'avénement de Nerva, et les dernières biographies du troisième sont celles de Galba et d'Othon. D'autre part, l'*Histoire-Auguste* commence avec Hadrien. Cependant quatre auteurs, Fabius Marcellinus, Marius Maximus, Statius Valens et Aurelius Verus, avaient raconté les événemens compris dans le règne de Trajan, mais leurs ouvrages sont perdus; il en est de même de la portion des œuvres d'Ammien Marcellin où figurait, au rapport de Lampride, le récit des faits qui inaugurent l'ère des Antonins; enfin les dix-sept livres de l'*Histoire des Parthes* d'Arrien ont eu le même sort. L'antiquité ne nous a donc légué aucune histoire suivie de ce règne; si l'on parvient à reconstituer les élémens es-

sentiels qui le composaient, il aura donc fallu les emprunter, en grande partie du moins, à une autre source. Nous examinerons d'abord les documens provenant de cette double origine, textes classiques et textes épigraphiques; puis nous chercherons à montrer le parti qu'on peut tirer des uns et des autres soit en les prenant isolément, soit en combinant les informations qu'ils nous donnent.

II.

Si Trajan n'a pas d'historien, il ne serait pas juste de dire cependant que les écrivains classiques nous fassent complétement défaut pour la période de dix-neuf ans que ce règne embrasse. Dion Cassius nous manque, puisque ce même règne se trouve compris dans l'immense lacune que le temps a faite à son récit, et qu'il ne nous reste que dix-neuf des quatre-vingts livres qu'il avait composés; mais nous possédons du moins pour suppléer à ce long silence l'abrégé qu'avait fait de son *Histoire* Jean Xiphilin au IXe siècle. Si sommaire que soit cet abréviateur, qui vivait plus de sept cents ans après l'auteur original, il devient précieux par suite de la pénurie où nous ont laissés les témoignages contemporains. Il est à peine besoin de citer le résumé beaucoup plus bref encore d'Eutrope, qui a fait tenir l'histoire romaine en quelques pages et celle de Trajan en une. Quant à celui d'Aurélius Victor, qui vivait, comme Eutrope, au IVe siècle, il se compose de deux chapitres non moins courts et qui se répètent. Tel est l'inventaire complet des historiens proprement dits; heureusement Pline nous reste, Pline, mêlé toute sa vie aux événemens de son temps, qui a exercé les magistratures et les plus hautes fonctions de l'empire, qui a eu part au gouvernement des provinces, et dont nous possédons toute la correspondance officielle avec Trajan, y compris les réponses de l'empereur. Il est vrai qu'il ne s'agit dans le dixième livre de ses lettres que de l'administration du Pont et de la Bithynie, dont il était gouverneur avec le titre de légat impérial propréteur; mais l'on peut étendre à toutes les provinces de l'empire une partie des faits concernant la condition de celle-ci. En dehors de ce dixième livre, l'aimable écrivain ne nous fournit que bien peu d'informations historiques. Son *Panégyrique* de Trajan est loin d'avoir à ce point de vue l'importance que les littérateurs ont coutume de lui attribuer, d'abord parce que c'est une apologie, et qui pis est une apologie officielle, et ensuite parce qu'il a été prononcé au début même du règne, au mois de septembre de l'an 100. En admettant donc comme vrais les faits qu'il relate, et ils doivent être assez exacts malgré les ornemens oratoires qui en altèrent le caractère historique, ces faits ne se rapportent qu'aux deux

premières années du règne : les actes du nouveau souverain n'étaient guère alors qu'à l'état d'intention, à peine de projets, et la confiance qu'inspiraient ses vertus à l'état d'espérance; cela peut suffire au panégyriste, mais ne saurait contenter l'historien.

Cependant l'œuvre de Pline est encore de beaucoup ce que les textes classiques nous offrent de plus intéressant sur cette époque. D'ailleurs l'écrivain lui-même appartient comme personnage politique à l'histoire de ce temps; ajoutons que tout ce qui le concerne ne saurait nous laisser indifférens : nous prenons même plaisir à recueillir les moindres témoignages relatifs à cet esprit charmant, à ce cœur généreux et droit. Il faut donc avertir les lettrés qui voudront désormais parler de Pline qu'ils se verront obligés, sous peine d'être incomplets, de faire, eux aussi, quelques emprunts à l'épigraphie; elle seule peut les renseigner pleinement sur les différens degrés dont se compose sa carrière, c'est-à-dire sa vie publique, aussi bien que sur celui de ses actes qui fait assurément le plus d'honneur à sa libéralité et à sa bonté d'âme. On possède cinq monumens épigraphiques qui le concernent directement. Un de ces monumens a une importance de premier ordre; on y trouve la liste officielle des magistratures et des fonctions qu'il a exercées. Cette inscription avait été gravée à Côme, patrie de Pline, et de son vivant, sur six pierres juxtaposées; quatre d'entre elles ont été ensuite transportées à Milan, dans l'église Saint-Ambroise, et un singulier hasard a fait qu'elles y ont été enployées à la construction du tombeau du roi d'Italie, Lothaire mort en 950. Elles ont été détruites dans les temps modernes, mais l'inscription en avait été copiée et nous a été conservée dans un recueil manuscrit.

Nous n'avons plus à mentionner, pour clore cette liste des auteurs anciens, que l'écrit de Frontin sur les *Aqueducs de Rome*. Ce Frontin était aussi un très grand personnage, qui avait été consul pour la seconde fois en 98; ce prétendu traité n'est autre chose que le rapport officiel qu'il adressa à l'empereur sur l'état des eaux de la ville; nous savons en effet qu'il fut *curator aquarum*, charge confiée à des consulaires, et c'est en cette qualité qu'il a rédigé ce rapport aussi exact, aussi technique que peut l'être aujourd'hui celui de l'ingénieur en chef des eaux de Paris, au ministre compétent. C'est à ces faibles ressources que nous réduit le dépouillement complet des textes classiques. Tous les autres élémens pouvant servir à ce qu'on peut appeler la *restitution* du règne de Trajan appartiennent à la source numismatique, épigraphique et archéologique.

Les monnaies romaines nous apportent une foule de renseignemens précieux, et, pour s'en rendre compte, il suffit de jeter les yeux sur un médailler renfermant soit des pièces dites *consulaires*,

c'est-à-dire frappées sous la république, soit des pièces impériales, car les revers des unes et des autres consacraient le plus souvent des souvenirs historiques. Pour ne parler ici que de la série relative au règne de Trajan, M. Cohen n'a pas réuni moins de 548 frappes différentes concernant cet empereur; encore faut-il ajouter à ce nombre les quelques centaines de types fournis par les colonies, les provinces et les villes grecques. Or on peut suivre chronologiquement les principaux événemens accomplis entre les années 98 et 117 sur ces petits monumens contemporains qui sont comme les témoins irrécusables et les fastes portatifs de ce règne. Ils nous donnent en effet les titres successifs portés par cet empereur, ses consulats, ses puissances tribunitiennes qui sont les dates annuelles de son principat, ses salutations impériales, qui en rappellent les expéditions et les victoires; mais ce n'est pas tout : ces monnaies nous représentent souvent, à l'aide de petits tableaux aux reliefs expressifs et nets, les principales circonstances de sa vie publique et privée dont elles résument d'un trait et d'un mot les faits les plus saillants. Nous voyons par exemple sur une de ces pièces la figure de Rome personnifiée, assise, étendant la main vers une autre figure qui représente la Dacie fléchissant le genou : l'empereur est debout, revêtu du manteau militaire; sur une autre, l'image d'un fleuve, peut-être le Danube, tenant un roseau d'une main, serre à la gorge la Dacie renversée. Il est facile de découvrir dans ces deux petits cadres circulaires d'ingénieuses allusions : 1° à la première guerre contre les Daces, à la clémence de Rome et de Trajan, qui acceptèrent d'abord la feinte soumission de Décébale; 2° à la conquête définitive et inexorable qui suivit la seconde guerre pendant laquelle le fleuve, devenu l'auxiliaire utile des légions, se fit, pour ainsi parler, le complice de leur victoire et du châtiment infligé à l'ennemi; nous savons en effet par un passage de Pline et par les bas-reliefs de la colonne Trajane que des eaux détournées à l'improviste de leur cours naturel inondèrent les campagnes de ce pays et submergèrent ses défenseurs. Une autre pièce encore, nous montrant l'Arabie, caractérisée par la présence du chameau, rappelle indubitablement la conquête de cette contrée, réduite en province romaine par le légat impérial de Syrie, Cornelius Palma. D'autres enfin représentent sous les traits d'une femme couchée et tenant une roue à la main la voie Appienne prolongée sous le nom de *Via trajana,* ou bien figurent la façade de la basilique Ulpienne avec le nouveau forum achevé sous le règne de cet empereur. Les monnaies étaient donc quelque chose de plus que le signe légal de l'échange commercial : elles avaient aussi leur côté instructif et constituaient de véritables petits tableaux popu-

laires d'histoire à l'usage des contemporains. Passant de main en main, elles portaient jusqu'à l'extrémité du monde les images parlantes, les actes politiques ou militaires du chef de l'état, et formulaient par de vives allusions tous les faits dignes de mémoire. C'était la typographie officielle de ce temps, et les peuples éloignés qui n'entendaient pas le latin des légendes inscrites sur ces pièces pouvaient encore saisir facilement le sens des figures. Ceux qui les avaient vues une ou plusieurs fois en retenaient sans peine les traits essentiels, et chacun pouvait à peu de frais se rendre acquéreur pour un temps de la collection courante des monnaies de bronze, d'ordinaire plus favorisées que les espèces d'or et d'argent, tant à cause de l'espace que ce grand module offrait à l'artiste que par le soin spécial qu'il lui était commandé d'apporter à son œuvre. Aussi bien les grands bronzes sont-ils fort prisés des connaisseurs et se recommandent-ils encore aujourd'hui par une finesse de détail et une science de modelé qui révèlent un poinçon plus habile et un art supérieur.

Cependant, si précieuses qu'en soient les brèves informations, les monnaies sont bien loin d'offrir un intérêt comparable à celui que présentent les textes gravés sur la pierre ou sur l'airain. Celui qui réunirait en un recueil spécial toutes les inscriptions gravées pendant ce quart de siècle, — nous ne parlons, bien entendu, que de celles que le temps a épargnées et qui sont parvenues jusqu'à nous, — posséderait assurément les principaux élémens de la restitution du règne de Trajan; il est à peine besoin d'ajouter qu'il aurait sous la main des matériaux authentiques et d'une autorité bien autrement indiscutable que l'œuvre personnelle d'un écrivain, quelques qualités éminentes qu'on lui suppose. Un pareil dépouillement épigraphique serait sans doute long et difficile, mais il peut dès aujourd'hui s'entreprendre et s'achever, grâce aux grands recueils déjà publiés. Nous ne saurions prétendre donner ici même un aperçu de cette mine de richesses encore à exploiter pour le règne de Trajan, mais nous nous proposons du moins, par quelques exemples, c'est-à-dire en choisissant quelques inscriptions dans le nombre de celles qui nous sont parvenues pour cette courte période, de faire comprendre toute la portée de ces documens nouveaux et tout le fruit que l'historien sérieux en doit recueillir.

En 1747, c'est-à-dire peu de temps avant que les premières fouilles faites à Pompéi eussent mis au jour la *Voie des tombeaux*, deux laboureurs, en retournant leur champ, situé près de la *pieve* (ancienne église baptismale) de Macinesso dans le Placentin, à 36 kilomètres au sud-ouest de Parme, trouvèrent une grande table de bronze brisée en plusieurs morceaux et portant des caractères

latins gravés en creux au poinçon. Ils rassemblèrent ces débris et les vendirent au poids au marché de Borgo-San-Donnino, la petite ville la plus proche de Macinesso, et qui coupe la distance qui sépare Plaisance de Parme en suivant la voie Émilienne. Le bruit de la découverte vint aux oreilles de deux chanoines de Plaisance, fort curieux d'antiquités. Ils se mirent en quête, devinrent acquéreurs de ces fragmens et reconstituèrent la table de bronze dans son entier pendant le courant de l'année 1748. Ils s'appliquèrent ensuite, eux et bien d'autres antiquaires, à étudier l'inscription, et des explications en furent même tentées par les plus savans hommes de cette époque, Maffei, Muratori en Italie, Terrasson en France, Conrad Stigliz en Suisse; mais on n'y put rien comprendre, sinon qu'il s'agissait d'une institution de Trajan, dont la munificence était célébrée en tête de cet acte officiel, et qu'un grand nombre de fonds de terre appartenant à cinquante-deux propriétaires s'y trouvaient nommés, qu'il y était parlé de secours alimentaires donnés à deux cent quarante-six garçons et à trente-cinq jeunes filles pauvres, enfin que ces fonds de terre étaient répartis dans un certain nombre de *pagi* ou cantons dépendant des trois grandes cités de Plaisance, de Parme et de Véléia, et dans quelques domaines appartenant à celles de Lucques, de Libarna et de Gênes. Comme on n'avait jamais pu déterminer la position antique de Véléia, souvent mentionnée dans les textes classiques, l'infant d'Espagne don Philippe, qui était alors duc de Parme, eut l'idée, vers 1760, de faire exécuter des fouilles à l'endroit même où le monument de bronze avait été trouvé. On découvrit alors le *forum*, les temples et d'autres édifices : le centre d'une ville antique, ainsi qu'un grand nombre de statues, de peintures et d'objets de prix, dont la réunion forme aujourd'hui la principale richesse du musée des antiques de Parme au palais Farnèse. Aucun de ces objets, d'une conservation exceptionnelle, n'était postérieur au règne de Probus, et l'inspection de la pente septentrionale de l'Apennin, sur les flancs duquel cette Pompéi du nord avait été construite, fit bientôt comprendre qu'une partie de la montagne qui surplombe les ruines avait dû s'en détacher anciennement et couvrir, à la suite d'un effroyable cataclysme, la ville de Véléia d'un sombre linceul, de la même manière que le Rossberg ensevelit en 1806 le village de Goldau en Suisse; cet événement avait eu lieu sans doute entre les années 276 et 280, et il n'avait pas eu d'historien, sauf peut-être le chevrier de la montagne qui avait donné à ce fatal sommet le nom de *Mont de la ruine*, nom qu'il porte encore aujourd'hui (*Rovinazzo*).

Cependant la table de bronze, désormais appelée *table alimentaire de Véléia*, acquise par l'infant, fut placée dans le musée Far-

nèse; elle en fut enlevée par le général Bonaparte en 1796, vint à Paris avec les tableaux de Corrége, y resta jusqu'en 1815, sans que ce voyage ait rendu l'intelligence du texte plus facile, car personne chez nous ne parut se douter de la présence de ce monument, puis à cette époque retourna à Parme pour y occuper la place d'honneur où elle se voit aujourd'hui. En 1842, une autre table de bronze, dont l'inscription présente une singulière analogie avec celle de Véléia, fut découverte dans le royaume de Naples, près de Bénévent, entre les deux petits hameaux de Circello et de Campolattaro. Elle vint jeter un nouveau jour sur l'institution dont ces deux documens épigraphiques sont les seuls témoignages, car les textes et les médailles qui la mentionnent ne nous fournissent aucun renseignement utile à cet égard. Borghesi, puis M. Henzen, purent seuls alors fournir l'explication de ces deux inscriptions et en déduire l'exposé complet de l'institution elle-même, une des plus belles créations de la Rome impériale, une de celles qui font le plus d'honneur à l'antiquité, comme on en pourra juger bientôt.

Pour citer encore, dans un autre ordre de faits, un texte épigraphique de la même époque et plus récemment découvert, nous nommerons les gobelets d'argent connus dans la science sous le nom de *Vases Apollinaires de Vicarello*. Nous prenons pour exemple seulement ici les questions entièrement neuves et sur lesquelles les écrivains anciens ne nous donnent aucune lumière. Vicarello est un lieu situé à 30 milles environ au nord-ouest de Rome, dans l'ancienne Étrurie, sur la rive septentrionale du petit lac de Bracciano, appelé autrefois *lacus Sabatinus*, au pied de la montagne de Rocca Romana. Ce lieu était très célèbre dans l'antiquité, et il l'est encore aujourd'hui à cause de ses sources thermales d'eaux salines acidulées, qui y attirent chaque année au printemps un grand concours de baigneurs. Les jésuites du Collége romain, alors propriétaires de cet établissement qu'ils exploitaient avec habileté, firent faire, en 1852, les réparations devenues nécessaires au bassin qui alimentait une des piscines de ces eaux. Ils s'aperçurent bientôt que la construction de ce bassin remontait à une époque fort reculée et qu'il contenait un nombre immense de petits monumens, de vases d'argent, de bronze, et surtout de monnaies dont les âges divers étaient en quelque sorte gradués chronologiquement par le caractère de plus en plus archaïque des objets qu'on en tirait, à mesure que l'on plongeait plus avant dans cette mine d'antiquités, si bien que les couches du fond étaient formées de ces grossiers morceaux de métal qui avaient servi aux échanges avant que l'art monétaire même le plus rudimentaire eût été inventé : ceci nous reportait aux premiers âges des sociétés en Italie. Des inscrip-

tions trouvées en ce lieu permirent d'idendifier avec les bains de Vicarello la station thermale ancienne, citée par les textes des itinéraires romains sous le nom d'*Aquae Apollinares* (Eaux Apollinaires). Quant à la présence de tous ces menus objets dans le bassin, il était facile de l'expliquer par l'usage où étaient les anciens d'offrir à la divinité topique qui présidait aux sources, et surtout à celles dont on avait éprouvé l'efficacité, un témoignagne de reconnaissance, une sorte d'*ex-voto* dont la valeur était proportionnée aux facultés des malades qu'elle avait guéris.

On appelait ce genre d'offrandes des *stipes*. Parmi ces *stipes* on trouva quatre petits vases d'argent cylindriques et affectant par leur forme allongée l'aspect extérieur d'une borne milliaire; c'étaient des gobelets. Les baigneurs qui les avaient offerts aux nymphes des Eaux Apollinaires étaient venus de bien loin leur demander la guérison, car ces quatre vases avaient été fabriqués et vendus à Cadix, l'ancienne ville phénicienne de *Gades*, à ceux qui avaient dû accomplir ce voyage vers l'époque de Trajan. Outre l'usage indiqué, ces petits vases pouvaient servir de véritables livrets-poste, car ils portent gravés à l'extérieur, en beaux caractères, les noms de toutes les stations postales depuis Cadix jusqu'à Rome, avec les distances qui les séparaient entre elles, exprimées en milles romains (de 1,481 mètres), le nombre de ces stations n'est pas moindre de 120; mais il s'en faut que les listes figurant sur ces quatre gobelets soient identiques : il en est une surtout qui diffère sensiblement des trois autres : pour le passage des Alpes par exemple, la route qui y est indiquée n'est pas la voie romaine ordinaire qui franchissait le mont Genèvre, entre *Brigantio* (Briançon) et *Segusio* (Suse), voie construite sous Auguste par *Cottius*, le petit roi de ces cantons montagneux; mais le quatrième itinéraire nous conduit par un véritable chemin de mulets à travers les Alpes cottiennes. Ainsi le marchand qui vendait ces gobelets offrait un certain choix aux chalands; selon leurs besoins et leur goûts, il leur présentait des itinéraires suivant ou les grandes routes ou bien des sentiers de touristes. Quoi qu'il en soit, les vases apollinaires nous ont conservé en détail la route de Cadix à Rome, telle qu'elle existait au temps de Trajan.

En parcourant les abords des camps romains sur les rives du Rhin et du Danube, on a rencontré souvent dans les tombes militaires deux petites plaques de bronze accouplées, gravées sur leurs quatre faces et qui portent l'extrait d'un décret impérial. Ce décret accordait aux soldats qui avaient accompli leur temps de service leur congé légalisé et le droit de cité pour ceux qui ne l'avaient pas encore et la faculté, en épousant des femmes étrangères, de leur

communiquer ainsi qu'à la famille nouvelle qui pouvait sortir de ces unions tous les avantages attachés à la *civitas;* quant aux mariages contractés auparavant, ils recevaient un acte de légalisation en vertu de la même disposition. Ces décrets impériaux s'appliquaient surtout aux soldats des cohortes auxiliaires et des ailes de cavalerie composées de volontaires étrangers pour la plupart, et qui ne devaient entrer au service qu'en vue des avantages énoncés dans les décrets. Ces actes impériaux étaient affichés, c'est-à-dire gravés sur de grandes plaques de bronze apposées dans le Capitole ou dans le temple d'Auguste sur le Palatin. On faisait un extrait de ces actes pour chaque soldat en particulier, et cette copie était gravée sur deux petites plaquettes de bronze et expédiée à chacun des intéressés. Ces extraits portent dans la science épigraphique le nom de *diplômes militaires,* et ce sont ces plaquettes qui ont été trouvées dans les tombeaux des soldats qu'elles concernaient. Ce qui fait l'intérêt exceptionnel de ces monumens, malheureusement trop rares, c'est d'abord la date consulaire qu'ils portent; c'est ensuite l'énumération des corps de troupes mentionnés dans le décret, cohortes prétoriennes et urbaines de la ville de Rome, cohortes auxiliaires et ailes de cavalerie des provinces frontières, enfin soldats de la flotte de Misène et de Ravenne; on y lisait de plus le nom du chef qui commandait le corps auquel appartenait le soldat qui recevait son congé, et, pour la province, le nom des légats impériaux qui les gouvernaient. On comprend combien il est intéressant pour l'intelligence de la politique romaine de retrouver le témoignage authentique d'une institution qui avait pour but de *romaniser* en quelque sorte les pays les plus éloignés de Rome, car les corps militaires, rarement déplacés, devenaient ainsi aux extrémités de l'empire un centre producteur de citoyens nouveaux qui propageaient les idées, la langue et le patriotisme romains. Les soldats, en recevant leur congé après vingt ou ving-cinq ans de service, restaient fixés d'ordinaire dans le pays où ils avaient passé leur vie et contracté des alliances. C'est ce qui explique comment les pays frontières furent aussi attachés à Rome que le cœur de l'empire, comment la Dacie par exemple, occupée pendant moins de deux siècles, était cependant si bien romanisée qu'elle perdit pour toujours sa langue et ses mœurs nationales pour adopter la langue et les mœurs des vainqueurs. On ne possède guère que soixante diplômes environ, et plusieurs sont relatifs au règne de Trajan.

Parmi les monumens du même temps qui renferment des éclaircissemens historiques, comment ne pas citer ici la fameuse colonne qui se voit encore aujourd'hui en entier et debout sur le forum Ulpien à Rome? Après avoir rapporté tout ce que les textes classiques

nous apprennent des guerres de Dacie, M. Duruy ajoute : « On en peut apprendre bien davantage de la colonne Trajane, qui est pour la vie militaire des Romains ce que Pompéi est pour leur vie civile, la représentation fidèle des choses disparues depuis dix-huit cents ans. Les bas-reliefs qui se déroulent en spirales gracieuses autour de son fût de marbre blanc nous montrent les armes et les coutumes des légionnaires et des barbares, les engins de guerre, les camps, les attaques de forteresses, les passages de fleuves, Trajan lui-même haranguant ses troupes ou pansant les blessés, et le roi des Daces se jetant sur son épée pour ne pas survivre à son peuple. Ce monument de la gloire militaire de Rome a duré plus que son empire et s'élève encore au milieu des débris du forum de Trajan. Les siècles l'ont respecté et même les barbares, et il ne s'est pas trouvé une main sacrilége pour l'abattre. » Ce dernier détail n'est pas tout à fait exact, car la colonne Trajane a précisément été renversée par les barbares; les morceaux en ont été recueillis et rétablis à leur place par Paul III, et, pour la mettre à l'abri du vandalisme de ses successeurs, Sixte V lui donna le baptême chrétien ainsi qu'à la colonne Antonine, en faisant placer au faîte de ces deux monumens les statues de saint Pierre et de saint Paul; nous possédons une médaille commémorative de cette restitution avec cette devise ingénieuse dans sa concision : *exaltavit humiles*; il a relevé les humbles.

Nous n'insisterons pas davantage ici sur l'importance des sources épigraphiques et archéologiques; nous aurons l'occasion d'en montrer les applications fécondes. Parmi les écrivains modernes qui ont entrepris de raconter l'histoire de Trajan, depuis Tillemont, le consciencieux compilateur de tous les documens connus de son temps (il est mort en 1698), aucun jusqu'à ce jour n'est entré dans la voie nouvelle que nous venons d'indiquer, deux exceptés : M. Des Vergers, notamment dans son *Mémoire sur la chronologie* de ce règne, et M. Duruy dans son quatrième volume de l'*Histoire des Romains*, publié depuis peu. L'exemple donné par cet écrivain mérite d'autant plus d'être cité, que son livre témoigne d'un très sensible progrès accompli dans cette œuvre de vulgarisation scientifique. Il a voulu connaître plus à fond l'histoire qu'il avait étudiée et enseignée toute sa vie; il a résolûment entrepris de se refaire une éducation dans un âge où l'on renonce d'ordinaire à acquérir. Il a demandé à l'épigraphie même des secours que les textes classiques lui refusaient, et, malgré les réserves qu'il importe de faire encore, il nous a donné dans son quatrième volume la première histoire élémentaire que nous possédions sur les Antonins.

III.

Il y a deux parts à faire dans le règne de Trajan : la suite des événemens politiques et militaires — et les institutions, à quoi l'on peut ajouter le tableau de l'organisation de l'état et de la société romaine de son temps. Si nous avions à raconter ce règne, c'est même par là qu'il nous faudrait commencer, car c'est le préambule nécessaire de cette histoire. Après la révolution qui précipita Néron et mit fin à la famille d'Auguste, après l'agitation qui suivit sa chute et au lendemain du détestable despotisme de Domitien, on sent qu'une ère nouvelle commence avec Nerva; il n'est assurément pas sans intérêt de montrer au commencement du grand siècle des Antonins le monde romain tel qu'ils l'ont trouvé, afin qu'on comprenne bien ce qu'ils en ont fait; on jugerait mieux leur ouvrage, ayant ainsi le point de départ et le point d'arrivée. L'épigraphie seule peut nous instruire de l'un et de l'autre. Nous commençons à voir clair dans cette organisation, et le temps est passé des peintures colorées et vides, de ces sombres et faciles tableaux de la démoralisation, de ces banales lamentations sur l'abaissement des esprits et des caractères; cela est à sa place dans Tacite, qui avait surtout Rome en vue, et, dans Rome, l'aristocratie républicaine sous les pieds des césars. Cet horizon restreint est aussi celui de Suétone, c'est surtout celui des poètes qui sont dans toutes les mémoires : Martial, Juvénal; mais Rome n'est pas le monde. Rome, nous la connaissons; ce qu'on ignore, c'est l'Italie, ce sont les provinces et surtout les cités, cet élément durable et même éternel de la vie politique dans l'Europe civilisée. On s'étonne qu'un des hommes en Europe qui eussent pu le mieux réunir et mettre en œuvre les élémens de cette histoire de l'empire romain, qui eussent pu même peut-être la bien composer et l'écrire avec talent, M. Mommsen, se soit arrêté, comme effrayé, sur le seuil. Si le savant de Berlin, auquel nous ne devons pas plus marchander l'éloge que nous ne lui avons épargné le blâme, si M. Mommsen lui-même, qui est à la fois épigraphiste et jurisconsulte, qui connaît à fond les écrivains classiques, et qui a même corrigé, interprété et publié un certain nombre de leurs textes, semble croire que l'heure n'est pas encore venue d'aborder cette tâche périlleuse, une aussi sage réserve ne doit-elle pas nous servir d'avertissement? Mais, s'il est encore trop tôt pour aborder ce travail, il est du moins permis d'indiquer comment on voudrait qu'il fût compris et traité.

Serait-ce trop exiger de l'historien qui aborderait une si belle tâche que d'attendre de lui un tableau de la constitution de l'empire

et de l'organisation de l'état à la fin du Ier siècle? Pour procéder avec ordre, nous voudrions qu'en nous montrant au sommet de l'édifice l'empereur, il nous expliquât ce qu'étaient ses pouvoirs et de qui il les tenait, qu'il nous dît si cette fameuse *lex regia*, par laquelle le sénat abdiquait à chaque avénement entre les mains du nouveau souverain, était encore en vigueur, si c'était en vertu de cette convention renouvelée à chaque avénement que les Antonins reçurent, comme Vespasien et ses prédécesseurs, la faculté de tout vouloir et le droit de tout faire. Nous pensons que les titres que prenait l'empereur et dont il ornait pour ainsi dire son autorité servaient tout au plus à définir les pouvoirs que le sénat lui transmettait en une fois et sans leur assigner de limites. Comme l'empereur partageait avec cette assemblée le gouvernement des provinces, il devait recevoir la puissance proconsulaire sur toutes celles qui lui étaient attribuées, et on y ajoutait l'*imperium*, c'est-à-dire la plénitude des pouvoirs militaires et judiciaires attachés au commandement des armées. Cependant, comme il se trouvait à Rome certains corps affectés à sa garde personnelle et à celle de la Ville, les cohortes prétoriennes et urbaines, il dut y exercer aussi l'*imperium*. Son trésor à lui, le fisc, — distinct de l'ancien trésor public ou *ærarium*, — était alimenté par les revenus de ses provinces et par les impôts indirects de tout l'empire, tels que les droits du vingtième des héritages, qui suffisaient presqu'à eux seuls à couvrir les frais d'entretien des armées. En outre l'empereur se faisait donner à son avénement le grand-pontificat, qui mettait la religion dans sa main, et la puissance tribunitienne, qui rendait sa personne sacro-sainte; s'il ne faisait qu'un usage modéré du consulat, c'est que ce titre ne définissait rien de plus que le proconsulat, et si les césars l'ont pris, c'était uniquement pour honorer le passé et les vieilles traditions, toujours chères au sénat. La source et la nature des pouvoirs impériaux une fois expliquées, on devrait nous dire comment ils s'exerçaient. C'est alors que l'historien aura à faire connaître ces conseils suprêmes qui depuis Auguste assistaient les chefs de l'état dans leur œuvre politique, législative et judiciaire. Il nous importerait de savoir enfin ce qu'était cette chancellerie impériale qui expédiait les affaires administratives et libellait les ordres du maître; mais le principal intérêt pour nous serait de connaître le mécanisme de cette administration qui embrassait et régissait le monde. Nous espérons voir bientôt se répandre des notions exactes sur les grands fonctionnaires de l'empire à l'époque des Antonins, sur les deux hiérarchies parallèles des carrières sénatoriale et équestre, la première comprenant dans un ordre immuable toutes les magistratures et toutes les charges auxquelles elles

donnaient accès, depuis la préfecture de Rome, la plus élevée de toutes, jusqu'au vigintivirat, qui en constituait le dernier échelon, — la seconde comprenant tous les emplois de finances, et possédant aussi ses degrés invariablement observés, depuis la charge de préfet du prétoire jusqu'à celle de procurateur du domaine privé de l'empereur. On tomberait dans une étrange erreur, si l'on se persuadait que ces confidens célèbres, complaisans ou complices des débauches et des crimes des empereurs, ces affranchis si connus, les Pallas, les Narcisse, les Callixte, pouvaient concevoir l'ambitieux dessein de parvenir à la carrière des *honneurs*, c'est-à-dire aux magistratures sénatoriales. Il n'y a pas un seul exemple d'un de ces hommes qui soit arrivé même aux degrés inférieurs de cette carrière, qui ait été questeur. Ils avaient autorité sans doute sur l'esprit du maître, comme ont pu l'avoir en tout temps les familiers et les femmes; mais, si leur influence était considérable, si les effets s'en faisaient sentir souvent au loin, si notre Corneille a pu dire avec vérité, en faisant parler un de ces affranchis :

Nous gouvernons le monde au sortir de nos fers,

il faut bien savoir qu'ils ne s'élevaient jamais au-dessus de la condition de domestiques, et que, s'ils faisaient agir l'empereur, ils n'agissaient jamais publiquement eux-mêmes en vertu d'une magistrature ou d'une fonction légale.

Ainsi l'influence occulte des domestiques n'usurpait jamais l'autorité qui s'attache au rang; bien plus, l'incontestable importance qu'avait à Rome et que pouvait prendre dans les destinées de l'empire la plus haute des fonctions équestres, celle de préfet du prétoire, était loin d'obtenir la considération réservée à la moindre des magistratures sénatoriales. On sait de quel pouvoir redoutable ils étaient armés comme chefs de la seule force militaire imposante qui fût en Italie; aussi que de fois ne les a-t-on pas vus en abuser, respecter ou abréger la vie des césars au gré de leur vengeance et de leur cupidité, jamais de leur ambition personnelle, car si le crime profitait à leur fortune, il ne pouvait servir utilement leurs convoitises politiques. Ils savaient bien que le sénat et les provinces, que les armées surtout n'eussent pas ratifié leur usurpation, et que pendant les deux premiers siècles de l'empire surtout personne n'eût voulu reconnaître un souverain issu de la carrière équestre : le premier ou plutôt le seul de ces parvenus du meurtre fut Macrin, en 217, et l'on sait combien cette insolente tentative lui réussit mal, tant il est vrai que l'immense pouvoir matériel qu'il tirait de sa position ne lui ôtait jamais ce caractère d'infériorité qui séparait comme par une infranchissable barrière les emplois de chevaliers des magistratures et des fonctions sénatoriales. Quoi qu'ils pussent

faire, ils étaient toujours des hommes de finance et des officiers privés de ce prestige qui s'attachait au rang; partant ils étaient tenus à la même distance des familles de sénateurs que les traitans de l'ancien régime en France l'étaient de la noblesse d'épée. Le petit nombre de chevaliers romains qui pendant le cours des trois premiers siècles est parvenu à briser la séparation que l'usage avait mise entre les deux carrières constitue une très rare exception. On avait vu quelques affranchis se glisser parmi les fonctionnaires équestres, et cette circonstance seule aurait suffi à rendre très difficile à ces derniers l'accès des *honneurs*.

Au point de vue géographique et administratif, l'empire, à l'avénement de Trajan, était formé d'abord de Rome, divisée en quatorze quartiers depuis Auguste, administrée par le préfet de la ville, les tribuns et les édiles; la police y était faite par la garde urbaine et les vigiles, elle était la résidence ordinaire du souverain et par conséquent de sa garde prétorienne, renforcée d'une escorte particulière, espèce de cent-gardes appelés *equites singulares*. C'était à Rome seulement que pouvait se réunir le sénat. C'était donc le centre administratif du monde; c'est de là que partaient les ordres pour toutes les provinces impériales et sénatoriales, et à cette occasion nous devons faire une observation qui donnera beaucoup à penser aux partisans des ressorts compliqués de notre administration moderne : la chancellerie impériale, composée de peu d'employés, le sénat avec ses secrétaires, et les grandes familles sénatoriales avec leurs gens à elles, affranchis et esclaves, suffisaient à tout. Ainsi le monde romain a été maintenu dans l'obéissance, a été gouverné et administré pendant trois siècles sans ministres et sans bureaux!

L'Italie avait été divisée par Auguste en onze régions, sans doute pour faciliter le service de la statistique et de la perception des impôts de l'enregistrement, les seuls que la péninsule eût à payer, car l'Italie, exempte du service militaire, l'était aussi de l'impôt foncier. Toutes les cités avaient leur constitution municipale, représentant l'image fidèle d'une petite république, nommant ses magistrats annuels, ayant ses assemblées du peuple et son conseil de cent décurions, dont la liste était remaniée lors du cens par les duumvirs ou quatuorvirs élus cette année-là, c'est-à-dire tous les cinq ans. Or un pays qui ne paie pas d'impôts directs, qui est dispensé du service militaire et des prestations, qui s'administre lui-même, qui jouit du droit de cité et participe au bénéfice d'une constitution identique à celle de Rome, devait se croire et se croyait en effet dans une condition exceptionnellement heureuse. Quant aux provinces, elles n'étaient pas aussi bien partagées, puisqu'elles payaient les deux impôts direct et indirect, et qu'elles devaient satisfaire à la

loi du recrutement des légions. Les cohortes auxiliaires et les ailes de cavalerie qui complétaient l'effectif des armées étaient composées de volontaires. Le droit de cité avait été accordé à un très grand nombre de familles, généralement à celles qui comptaient dans leur sein d'anciens magistrats municipaux; or il y en avait six chaque année dans toutes les cités de l'empire. La plupart de celles qui n'avaient pas la plénitude du droit romain avaient du moins le droit latin (*latinitas*), ce qui implique tous les droits civils à l'exclusion des droits politiques. Or les droits politiques sous la république entraînaient la prérogative de voter aux assemblées de Rome; mais cette faculté devint de bonne heure illusoire pour le plus grand nombre, et inutile pour tous quand il n'y eut plus de comices dans la ville. Nous dirons en passant à propos de la suppression des assemblées populaires sous Tibère que cette réforme, qui a excité les colères et fourni une si ample matière aux déclamations de quelques publicistes modernes, n'a eu et ne devait avoir aucune importance.

Du jour où les cités de l'Italie eurent obtenu l'égalité avec Rome en vertu de la loi *Julia municipalis* (en l'an 45 avant J.-C.),—loi qui constitue le plus grand acte assurément de la vie publique de César, et dont pas un écrivain classique n'a parlé, — le jour où ces mêmes cités ont eu leurs assemblées à elles, où le sénat et l'empereur furent les seuls juges informés des besoins des provinces, le jour enfin où les comices de Rome ne pouvaient plus représenter les intérêts et les besoins de l'italie et du monde, il est évident qu'ils devaient perdre tout caractère d'assemblée politique. Ces anciennes centuries, ces anciennes tribus qui avaient fait de si grandes choses en furent logiquement réduites au rôle de comices municipaux de la Ville, et n'eurent plus de compétence possible que pour les affaires *intra-muros;* aussi la suppression des anciennes centuries et des anciennes tribus a-t-elle été la conséquence forcée et toute naturelle de leur inutilité démontrée. La concession du droit latin, n'entraînant aucune prérogative politique, visait donc autre chose que la privation du vote : elle établissait l'incapacité aux grandes fonctions de l'empire. Les citoyens de droit latin ne pouvaient prétendre à d'autres honneurs qu'à ceux de leur cité, dont les limites étroites servaient d'horizon à toutes les ambitions locales. L'Espagne tout entière reçut le droit latin sous les premiers empereurs flaviens à la fin du Ier siècle; la Gaule en jouissait aussi en grande partie. Si l'on veut maintenant se faire une idée de la condition de ces cités de droit latin, une découverte de la plus haute importance nous permet depuis quelques années d'en être parfaitement instruits. Des documens d'une inappréciable valeur historique, datés précisément du règne de Domitien, nous révèlent les faits qui

rentrent directement dans notre sujet. On peut s'étonner que M. Duruy, qui semble entreprendre une sorte de réhabilitation de l'administration de Domitien, « ce prince ferme et vigilant, » ait omis de mentionner l'incomparable page d'histoire que lui fournissaient les bronzes de Salpensa et de Malaga.

Vers la fin d'octobre 1851, on découvrit près de cette dernière ville, dans un lieu appelé *Barranco de los tejares* (fossé de la tuilerie), deux tables de bronze portant des inscriptions latines : l'une comprenant deux colonnes de texte, l'autre cinq. Ces deux monumens indiquent eux-mêmes leurs provenances : la plus petite concerne le municipe de *Salpensa* en Bétique (Andalousie), près de la moderne Utrera, à Tasalcaçar, vers Coronil ; l'autre le municipe de Malaga. Les deux actes publics qui y sont relatés ont été rédigés entre les années 82 et 84 de notre ère, par conséquent sous le règne de Domitien. Ce sont des textes de lois constituant le droit de latinité accordé à ces cités, établissant l'exercice des libertés civiles et politiques les plus étendues, nous faisant connaître enfin le mécanisme des institutions municipales qui les régissaient. Nous y voyons des peuples jouissant de la plénitude des droits civils conférés par la constitution romaine, ayant la faculté de se réunir en assemblées publiques, élisant chaque année leurs magistrats, duumvirs, édiles et questeurs, possédant en outre un conseil de décurions, dont la liste était réformée à l'époque du cens par les duumvirs. Ces magistrats, de concert avec le conseil des décurions, rendent la justice, font exécuter les travaux, veillent à la police, et tout cela sans qu'on voie l'intervention du gouverneur de la province, sans qu'on sente la main du pouvoir central. Il est évident pour nous que ces municipes nous offrent l'image d'une république policée et prospère, que la vie municipale politique y était active, heureuse et libre, et que la cité romaine, comme plus tard les riches villes lombardes et flamandes du moyen âge, répondait dans ses étroites limites à l'idée, au sentiment et au besoin de la patrie.

Les provinces du sénat à l'avénement de Trajan étaient, comme à la mort d'Auguste, de deux sortes : celles qui étaient gouvernées par un proconsul, personne deux fois consulaire : c'étaient l'Afrique et l'Asie. Chacun d'eux avait sous ses ordres un certain nombre de légats qui l'aidaient dans l'administration judiciaire surtout, un questeur qui s'occupait des finances, c'est-à-dire de la levée des impôts directs. Les autres provinces sénatoriales étaient d'un rang inférieur. Elles étaient gouvernées par d'anciens préteurs portant cependant le même titre de proconsuls. La Narbonnaise était la seule province sénatoriale de la Gaule. Le sénat avait l'administration exclusive de ses provinces, et les revenus en étaient versés dans l'ancien *ærarium ;* elles n'avaient pas de légions, et les gou-

verneurs y avaient à peine quelques hommes d'escorte et le nombre légal d'appariteurs affecté au rang qu'ils tenaient dans la hiérarchie des magistratures. Aussi avait-on eu le soin de réserver à l'empereur toutes les provinces dont la position géographique exigeait la présence de forces suffisantes pour la défense des frontières. Cette intention de laisser toutes les armées sous la main de l'empereur apparaît très clairement pour la province d'Afrique, dont une division ou région (*diœcesis*), la Numidie, en butte aux attaques des Gétules, exigeait la présence des soldats. On avait dû confier au légat de ce petit diocèse une légion (la IIIe *Augusta*); mais à partir du règne de Caligula on ne voulut plus la laisser sous l'autorité du gouverneur d'une province sénatoriale, et ce légat, bien que dépendant civilement du proconsul, fut militairement placé sous l'autorité de l'empereur et prit le titre de légat d'Auguste. Comme les légions étaient semées le long des frontières du Danube, du Rhin et de l'Euphrate, toutes ces provinces étaient impériales, les deux Germanies, le Noricum, la Pannonie, la Mésie, la Syrie, etc. Dans les provinces impériales, tout se faisait par le légat de l'empereur et au nom de l'empereur : administration de la justice, levée des impôts et commandement des troupes. Tel est le sommaire ou la simple indication du cadre que l'historien des Antonins devrait remplir pour nous faire connaître l'organisation de l'empire à l'avénement de Trajan. Il faut ajouter que l'état des provinces était en général assez prospère; mais nous sommes à la veille d'une période bien autrement heureuse pour le monde. Le règne de Trajan ouvre l'ère des grands travaux d'utilité publique et de paix universelle. Après avoir montré quel était le théâtre, resterait à y faire paraître et agir le personnage.

IV.

Trajan est le premier empereur d'origine provinciale. Il était né à Italica en Bétique, aujourd'hui Santiponce, près de Séville dans l'Andalousie, le 19 septembre 53. Il mourut à Sélinunte en Cilicie au mois d'août 117, âgé par conséquent de soixante-quatre ans et dix mois. Son père avait fait ses premières armes sous Vespasien en Judée, où il commandait la légion Xe *Fretensis*; il fut consul subrogé en 70, proconsul de la province sénatoriale d'Asie en 79, et il mourut avant l'adoption de son fils par Nerva; mais une pièce d'or bien connue témoigne de la piété filiale de Trajan : elle nous conserve les traits de son père, et le mot *divus* de la légende prouve qu'il lui fit décerner l'apothéose. La carrière du fils ne fut pas moins méritante que celle du père : nous savons qu'il fut pendant dix ans tribun légionnaire, qu'après avoir eu la questure, qui lui

avait donné l'entrée au sénat, il dut être édile ou tribun du peuple, puis préteur en 85 ou 86, consul subrogé en 91, car son nom figure à cette date dans les fastes de la confrérie religieuse des *sodales augustales*, qui se réunissaient à Bovilles, à 12 milles de Rome, au pied du mont Albain; ensuite il commanda les légions et fit la guerre contre les Germains; il se trouvait dans la province impériale consulaire de Germanie inférieure en qualité de gouverneur, c'est-à-dire avec le titre de légat de l'empereur, lorsqu'au mois d'octobre 97 il fut adopté par Nerva comme étant le plus digne et le plus capable de lui succéder. Il avait été *désigné* pour un second consulat, qu'il exerçait à partir du 1er janvier 98, lorsque mourut son père adoptif le 27 du même mois. Trajan se trouvait alors à Cologne, la capitale de sa province, lorsque son petit-cousin, qui fut plus tard l'empereur Hadrien, vint lui annoncer qu'il était maître de l'empire. C'est cette année même que Tacite écrivit les *Mœurs des Germains*, et il est à croire que Trajan, qui avait conduit pendant plusieurs années les expéditions victorieuses au-delà du Rhin et avait reçu dès 96 le surnom glorieux de Germanique, ne fut pas étranger aux renseignemens, d'ailleurs exacts, qui lui avaient été fournis sur ces peuples.

Le nouvel empereur ne se pressa pas de venir à Rome; il régla les affaires des provinces frontières et dut même ne rentrer en Italie qu'après avoir visité la vallée du Danube. C'est en 99 seulement qu'il fit avec sa femme Plotine cette entrée simple et modeste que le *Panégyrique* de Pline, consul de l'année suivante, a célébrée en paroles ambitieuses. Certes ce document, plus oratoire qu'historique, et qui a recommandé à la postérité les premiers actes de Trajan, n'a dû produire qu'une médiocre impression sur les contemporains, car il étalait plutôt, comme l'a si bien dit M. Des Vergers, « des espérances, » qu'il ne racontait les faits d'un règne qui promettait d'être glorieux, mais n'avait encore eu que quelques mois de durée. Tacite avait été consul subrogé en 97; Frontin, l'auteur du rapport officiel qui nous a été conservé sur les *Aqueducs de Rome*, avait remplacé Nerva dans le consulat de 98. Trajan fut le consul éponyme de l'an 100 avec ce même Frontin, et Pline fut un des six consuls subrogés de cette même année. Il n'entra en fonctions que le 1er juillet, le *Panégyrique* se trouve donc ainsi daté. Nous y voyons que le nouvel empereur avait puni les délateurs, et l'on sait que les deux beaux vers du *Britannicus* de Racine :

Les déserts autrefois peuplés de sénateurs
Ne sont plus habités que par leurs délateurs,

sont une traduction littérale du passage relatif à cette mesure; il abolit la loi de majesté, les pantomimes, restreignit l'impôt du

vingtième des successions, enfin régla par une loi frumentaire les distributions de blé faites à prix réduit au peuple de Rome. Il faut se garder de confondre ces lois frumentaires, qui s'appliquaient exclusivement à la Ville, avec l'institution alimentaire, qui ne concernait que l'Italie. Quoique Pline ait dit un mot dans son *Panégyrique* des *alimenta*, ces deux institutions n'ont aucun rapport entre elles, ni par leur objet, ni par leur organisation. Aurélius Victor fait l'honneur à Nerva d'avoir conçu le projet de cette création, mais c'est Trajan qui en arrêta le plan, en appliqua les principes et en étendit les effets à toute l'Italie. Des deux monumens officiels que nous possédons sur ce vaste et fécond établissement, l'un est daté de 101 et l'autre de 104.

On sait qu'au temps de la république l'usage de faire au nom de l'état des distributions de blé à titre gratuit, et plus régulièrement à prix réduit, était général à Rome. La générosité intéressée des particuliers et surtout des personnages les plus opulens concourait de son côté à soulager la misère, c'est-à-dire à favoriser la paresse de la plèbe. Ces sortes de distributions, on le comprend, ne pouvaient avoir dans l'origine rien de fixe ni de réglé, rien qui présentât le caractère d'une institution. Elles avaient au contraire toutes les conséquences funestes d'un abus, car elles donnaient pour serviteurs aux ambitieux un peuple de mendians; elles perpétuaient l'abaissement avec la misère, et rendaient le travail inutile et presque suspect.

Quant aux largesses de l'état, les habitans de Rome s'y habituèrent si bien qu'ils les considérèrent bientôt comme un droit. On chercha dès lors à les réglementer; mais ces tentatives demeurèrent longtemps sans effet, et vers la fin de la république les triumvirs, qui se partagèrent, puis se disputèrent le pouvoir, virent dans l'exploitation de cet abus même une source de popularité. César et Auguste comblèrent cette multitude oisive de dons magnifiques, et le monde vaincu et opprimé contribua de ses dépouilles à encourager l'inertie et à nourrir la pauvreté volontaire et insolente du peuple-roi. Sous leurs successeurs, les *congiaria* et les *missilia* devinrent plus fréquens encore. Les empereurs élus par le sénat, acclamés par le peuple et protégés par la garde prétorienne, comprirent que le secret de leur conservation et de leur durée était l'adhésion des cohortes et celle de la Ville, enfin qu'il fallait gagner ou acheter Rome. Cependant les distributions de blé à prix réduit commencèrent à être soumises à un mode régulier; on commit le soin de veiller à ces distributions à de hauts fonctionnaires de la carrière sénatoriale (*præfecti frumento populo dando*); mais c'est surtout à l'arrivée de Trajan à Rome que ces largesses furent réglementées d'une façon mieux ordonnée. Cet empereur prit soin de

faire inscrire les noms de ceux qui devaient avoir part à ces distributions; elles-mêmes furent consacrées par de solides garanties qui en restreignaient l'abus et en assuraient la durée. Les citoyens pauvres furent inscrits par tribus avec leurs enfans, et cette inscription constitua désormais un véritable droit. C'est cette réforme qui est mentionnée dans le *Panégyrique*; mais c'est commettre une grave confusion que de découvrir dans ce discours autre chose qu'une allusion à la belle organisation de l'assistance publique en Italie, telle qu'elle résulte pour nous de l'institution alimentaire.

De même qu'à Rome les secours accordés par les patrons à leurs cliens pauvres avaient précédé les distributions faites par l'état, de même en Italie la générosité privée avait devancé la libéralité des empereurs. Les inscriptions nous font connaître de véritables *fondations* particulières présentant tous les caractères de sûreté et de perpétuité que peuvent avoir chez nous les dispositions charitables. On voit par exemple un certain Helvius Basila léguer aux habitans d'Atina la somme de 300,000 sesterces (60,000 francs du poids de notre monnaie d'argent) pour que les enfans pauvres de cette cité fussent nourris jusqu'à l'âge viril avec l'intérêt annuel de ce capital. Une femme de Terracine, pour honorer la mémoire de son fils, donne aux habitans de cette cité 1 million de sesterces (200,000 francs) destinés au même emploi; on peut mentionner les fondations analogues et plus magnifiques encore de Pline le Jeune en faveur de Côme, sa patrie.

Xiphilin parle du soin que prit Trajan de soulager la misère des citoyens romains dans les villes de l'Italie, mais il n'entre dans aucun détail à cet égard. Voyons quels étaient le plan, le but et l'esprit de cette institution, inconnue de ceux qui se bornent à tirer l'histoire des textes classiques, et dont nous pouvons parler aujourd'hui avec compétence et sûreté, grâce aux tables de bronze de Véléia et de Campolattaro. Ces deux documens sont, à proprement parler, des contrats. L'inscription de Véléia en comprend deux : l'un est relatif à quarante-six obligations particulières, l'autre à cinq seulement. Voici la traduction du titre qui précède le premier de ces contrats : « Somme prêtée contre hypothèque (*obligatio*) sur fonds de terre, et s'élevant à la somme de 1,044,000 sesterces, par la libéralité de très bon et très grand prince, empereur César Nerva Trajan Auguste Germanique et Dacique, pour que les garçons et les filles reçoivent des alimens, à savoir les garçons légitimes au nombre de 245, à raison de 16 sesterces par mois, soit 47,040 sesterces par an, les filles légitimes au nombre de 34, à raison de 12 sesterces par mois, soit 4,896 sesterces par an; 1 garçon illégitime recevra 144 sesterces par an, 1 fille illégitime 120. La somme totale des rentes propres à l'alimentation de tous ces enfans pauvres est donc

de 52,200 sesterces, chiffre qui représente l'intérêt à 5 pour 100 du capital mentionné plus haut. » Ainsi Trajan prête sur son trésor impérial ou sur sa cassette privée 1,044,000 sesterces pour que l'intérêt annuel de cette somme subvienne aux misères des enfans pauvres de la cité de Véléia; il fait ce prêt sur hypothèque à cinquante-deux propriétaires, qui déclarent la valeur totale de leur terre et la portion de cette valeur qu'ils consentent à hypothéquer contre la somme reçue par eux; et les intérêts de cette somme, ils les versent chaque année, non pas entre les mains de l'empereur, mais au trésor de la cité, lequel l'emploie à l'alimentation des enfans. La teneur d'une de ces obligations fera parfaitement comprendre le mécanisme de l'institution. La première est ainsi concue : « C. Volumnius Mémor et Volumnia Alcé, par l'entremise de Volumnius Diadumène, leur affranchi, ont déclaré que la valeur de leur bien, désigné sous le nom de fonds Quintiacus Aurélianus, avec la colline Mulétas et ses forêts, composant un domaine situé dans la cité de Véléia, canton (*pagus*) Ambitrébius (par conséquent sur les deux rives de la Trébie), domaine qui est contigu à ceux de M. Mommeius, de Satrius Severus et au domaine public (*populus*), — est de 108,000 sesterces. Sur cette valeur, ils déclarent hypothéquer la somme de 8,692 sesterces qu'ils recevront en écus, en échange de laquelle somme ils engagent leur domaine pour une valeur égale. » En calculant l'intérêt à 5 pour 100 pour ces 8,692 sesterces, on voit que les propriétaires nommés dans la première obligation devront verser par an 443 sesterces dans la caisse des pauvres.

Le contrat de Campolattaro est relatif aux enfans pauvres de la cité des Ligures Cornéliens-Bébiens près de Bénévent. Il est conçu de même; seulement, comme le pays était moins riche, l'empereur prête à 2 1/2 pour cent. Le temps n'a épargné que ces deux monumens, mais il est certain que des contrats analogues avaient été passés entre l'empereur et toutes les cités de l'Italie; nous en avons la preuve dans l'organisation du vaste service de fonctionnaires créés pour ces nouveaux besoins et dont les inscriptions nous font connaître la hiérarchie : préfets alimentaires, curateurs, procurateurs et questeurs municipaux. L'institution trajane était donc une ingénieuse et féconde combinaison du crédit foncier avec l'assistance publique. Pour assurer la perpétuité de la rente, c'est-à-dire du bienfait de l'empereur, l'argent prêté par lui était garanti par l'hypothèque, et les petits propriétaires qui cherchaient à emprunter pouvaient le faire dans des conditions exceptionnellement avantageuses (2 1/2 et 5 pour 100), attendu que l'intérêt commercial de l'argent était de 12 pour 100, si bien qu'en soulageant la misère publique Trajan venait en aide à la petite propriété et favorisait ainsi le développement de la richesse agricole. On peut ajouter qu'en

faisant une concurrence formidable au prêteur à gros intérêts il ruinait l'usure. Il faut remarquer qu'il établissait en outre une sorte de patronage et de clientèle dans toutes les villes d'Italie en associant ses propres débiteurs à l'acte public de l'assistance : c'était de leurs mains que sortaient les deniers consacrés au soulagement des pauvres et la reconnaissance des classes souffrantes se reposait sur eux en remontant à césar. Cette grande œuvre survécut à Trajan; elle fut florissante sous les Antonins; nous la retrouvons encore sous Alexandre Sévère, et elle ne commença à déchoir que vers le milieu du siècle suivant. On comprend qu'une semblable institution ne pouvait subsister qu'à une époque de paix et de sécurité. Outre que, dans les temps de guerre civile et d'incertitudes politiques, la préoccupation des gouvernans est absorbée d'ordinaire par d'autres soins que le soulagement des misères, le fisc ne fournit plus les ressources nécessaires à la création de nouveaux prêts hypothécaires; il fallait enfin que les terres ne fussent pas exposées à la dépréciation, conséquence immédiate des troubles intérieurs. On ne doit donc pas s'étonner que la décadence de l'institution alimentaire coïncide avec l'anarchie militaire et politique qui a précédé l'avénement de Dioclétien.

Nous ne dirons qu'un mot des guerres de Dacie. Dès l'année 100, les voies étaient préparées et le fameux pont du Danube allait être construit; c'est le seul qui ait jamais existé au-dessous de Pest. Nous en avons vu dans les basses eaux les seize piles encore subsistantes entre Gladova en Serbie et Turnu Severinu en Petite-Valachie. Procope nous a conservé le nom de l'architecte, Apollodore; c'est le même qui fut chargé plus tard de l'érection de la colonne Trajane. Si l'abréviateur Xiphilin ne nous donne que peu de détails sur cette conquête célèbre, les inscriptions, les médailles, l'aspect des lieux que nous avons visités à plusieurs reprises, les ruines qui s'y rencontrent encore, les itinéraires anciens que nous avons pu étudier sur place et comparer entre eux, enfin les bas-reliefs de la colonne que reproduit le moulage exécuté il y a quelques années et que nous avons maintenant sous les yeux, permettent de suppléer au silence des historiens. Nous savons par les textes épigraphiques surtout quels étaient les chefs qui combattirent sous les ordres de l'empereur : M. Laberius Maximus et Q. Glitius Agricola, les deux gouverneurs des provinces impériales consulaires de Mésie inférieure et de Pannonie, provinces limitrophes du Danube et par conséquent faisant face à la Dacie; l'Africain L. Quietus, qui fit manœuvrer avec succès les ailes de Numides dans ces mêmes plaines d'où devait sortir plus tard cette fameuse cavalerie hongroise; L. Licinius Sura, le consul de 102 et de 103, l'ami et le conseiller de Trajan; Pompeius Falco, le légat de la V[e] légion macédonique, enfin Ha-

drien, parent de l'empereur, qui fut son successeur et qui commandait la légion Ire *Minervia*, car on a pu rétablir avec certitude la liste des légions et même celle des cohortes auxiliaires et des ailes de cavalerie.

Trajan dut attaquer la Dacie par trois côtés : deux armées franchirent le Danube au-dessus des Portes de fer, passage étroit et difficile où le fleuve se fraie péniblement une issue sur un lit de rochers, entre les sommets à pic des Balkans au sud et des Carpates au nord. Une de ces armées, partant de *Singidunum* (Belgrade), sur la rive droite du fleuve, le traversa aux environs de *Viminacium* (Kostolac), et gagna certainement la vallée supérieure de la Temes; la seconde le passa à Orsova pour suivre par Mehadia celle de la Czerna; une troisième dut traverser au-dessous des Portes de fer à *Drobetæ* (Turnu Severinu), pour rejoindre le cours du Schyl en Petite-Valachie, traverser le Balkan par le Vulcan-Pass et tourner l'armée de Décebale. L'objectif des trois corps d'invasion devait être sa capitale, *Sarmizegethusa*, dont les ruines se voient au village de Varhely ou Gradiste; les vallées de ces trois rivières y conduisaient également.

On ne peut rien dire de plus des opérations militaires de cette campagne difficile, et qui semble avoir été conduite avec autant de promptitude que d'habileté : la prise de *Sarmizegethusa*, le détournement par les légions d'un fleuve, la sœur du roi faite prisonnière, des places forcées, Décebale implorant la paix, tels sont les renseignemens vagues que nous fournissent les bas-reliefs de la colonne Trajane, et le résumé trop succinct de Xiphilin, un peu plus explicite toutefois sur les dures conditions imposées au vaincu vers la fin de l'année 103. La guerre avait duré deux ans, elle recommença en 104 et fut terminée en 105 par la mort de Décebale et la réduction de la Dacie en province romaine. MM. Des Vergers et Duruy ont tiré tout le parti possible des documens qui sont entre nos mains; mais ce qu'ils n'ont pas expliqué et ce qu'il nous importe peut-être le plus de connaître, c'est l'organisation de la conquête. Les diplômes militaires de l'an 110 et de l'an 129 nous apprennent qu'il n'y eut d'abord qu'une seule province impériale consulaire et qu'elle fut presque aussitôt dédoublée pour former la Dacie supérieure et la Dacie inférieure, la première correspondant sans doute à la Transylvanie et au Banat, et la seconde à la Moldo-Valachie; d'autres inscriptions nous permettent d'affirmer que, pour les besoins de l'administration financière, on y envoya trois procurateurs, que les impôts indirects de la Dacie tout entière furent affermés en bloc, avec ceux de la Pannonie et de la Mésie, à un seul fermier-général (*conductor portorii publici*); plusieurs monumens nous ont

même conservé le nom d'un de ces personnages au temps de Marc-Aurèle. Nous lisons sur un de ces monumens : « *à la divinité des empereurs et au génie des contributions indirectes,* » tant il est vrai que Rome divinisait tout, et que, principalement en face du monde barbare, elle cherchait à frapper l'esprit de ces peuples par la majesté de l'empire, en rendant sacro-saint tout ce qui touchait à l'organisation de la conquête, depuis le service de la douane jusqu'à l'aigle légionnaire.

Nous savons que la ligne des douanes suivait le Danube pour ce qui regarde la province de Pannonie, et un monument du musée de Pest nous révèle l'existence de postes de surveillance élevés sur la rive de ce fleuve non pas pour s'opposer aux incursions des barbares, comme l'a cru M. Henzen, mais pour empêcher la contrebande (*burgis,... ad clandestinos latrunculorum transitus oppositis*). Afin d'assurer et de défendre la nouvelle conquête, il était indispensable d'agmenter l'effectif des régions danubiennes; aussi dès l'an 105 trouvons-nous la Pannonie dédoublée en deux provinces impériales, toutes deux consulaires. Nous connaissons, grâce aux monumens épigraphiques, l'organisation militaire, politique et religieuse de ces pays, nous connaissons les légions, les cohortes auxiliaires, les ailes de cavalerie qui y ont stationné et la durée de ces garnisons; nous savons où se trouvaient leurs principaux détachemens, nous avons enfin les cadres des officiers et des sous-officiers. M. Robert dans son *Tableau des légions romaines*, M. Gaston Boissier dans les considérations si justes qu'il a présentées ici même sur les avantages de l'organisation militaire romaine, ont fait comprendre que ces précieuses traditions de discipline, exemple vivant de l'obéissance aux lois et à la fois école salutaire des hommes destinés à commander, nous dévoilent plus que tout le reste peut-être le secret de la conservation de l'empire. Un cordon de colonies romaines s'éleva aux abords du Danube, et beaucoup d'entre elles rappellent le nom de famille de Trajan, *colonia Ulpia Pœtoviensis* (Pettau), *colonia Ulpia Ratiaria* (Rzer-Palanka, au-dessous de Vidin, sur le fleuve, en Bulgarie), *colonia Ulpia Oescus* (Gighen sur les bords de l'Isker, ancien fleuve *Oescus*), *colonia Trajana Sarmizegethusa, Trajanopolis*, enfin *Marcianopolis*, de *Marcia*, sœur de l'empereur, *Plotinopolis*, de Plotine, sa femme. Les deux noms encore aujourd'hui les plus populaires dans toute la vallée du Bas-Danube sont ceux de Trajan le conquérant organisateur et de Justinien le grand constructeur.

La conquête de la Dacie était à peine achevée que le légat de la province impériale consulaire de Syrie, Cornélius Palma, s'emparait de Petra et de Bostra et réduisait l'Arabie en province romaine

(105-106). C'est une inscription expliquée par Borghesi qui a permis de déterminer la date de cet événement. Sauf cette expédition, on peut considérer la période qui sépare la guerre de Dacie de la dernière guerre d'Asie, entreprise en 114 et dans laquelle Trajan mourut, comme une période pacifique consacrée dans tout l'empire aux grands travaux publics : en Italie, trois routes portent son nom, deux en Étrurie, une dans la partie méridionale de la péninsule, de Bénévent à Brindes; un nouvel aqueduc amena à Rome les eaux prises au lac Bracciano, le port de *Centumcellæ* (Civita-Vecchia) fut fondé, et Pline nous donne une description des travaux qui y furent accomplis. Deux autres ports de Trajan furent créés, l'un aux bouches du Tibre (102), l'autre à Ancône (114), une médaille, mal comprise par Eckhel et par Cohen, nous prouve, aussi bien que les ruines subsistantes, qu'il faut voir le premier dans l'emplacement du bassin pentagonal encore reconnaissable sur la rive gauche du fleuve en amont de son embouchure actuelle, vers Fiumicino; l'arc qui s'élève sur la jetée d'Ancône porte une inscription qui ne laisse aucun doute dans l'esprit touchant l'origine et la date du second. L'arc de Bénévent consacre le souvenir de l'institution alimentaire. On vit s'élever le Forum de Trajan à Rome avec sa colonne, sa bibliothèque et sa basilique ulpiennes, ses statues et ses colonnes, dont les riches portiques, ou du moins leurs débris, sont encore en place : ce merveilleux ensemble faisait l'admiration de Pausanias et d'Ammien Marcellin. Le célèbre pont d'Alcantara sur le Tage, au point où le fleuve entre en Portugal, est encore debout grâce aux réparations de Charles-Quint; les inscriptions qu'on y lit nous apprennent à la fois sa date (105), les noms des peuples de Lusitanie qui ont contribué par souscription à l'achèvement de ce chef-d'œuvre de solidité et d'élégance, et les distiques conservés dans le petit temple voisin nous révèlent le nom de l'architecte espagnol, Lacer, qui en a fait le dessin et surveillé l'exécution.

Quant à la fameuse légation de Pline chargé de l'organisation de la province impériale de Pont et de Bithynie (109-114), nous en possédons pour ainsi parler les archives. M. Duruy a présenté un intéressant résumé de cette correspondance officielle de l'empereur avec cet administrateur zélé, mais un peu novice à ce qu'il semble. On y voit les incertitudes, les timidités de cet homme aimable si bien doué pour les choses de l'esprit et le commerce des lettres, et si troublé par les devoirs d'une mission qui avait ses difficultés et ses périls. La question qui nous touche le plus parmi les nombreuses affaires dont la solution lui était confiée est sans contredit celle qui est relative aux chrétiens. Tout le monde connaît la fameuse lettre classée sous le n° 97 du X° livre. On peut s'étonner que M. Momm-

sen n'en ait pas dit un seul mot dans son savant mémoire sur Pline. Un jeune écrivain de talent, M. Aubé, en traitant ce grave sujet avec compétence et savoir, nous a paru guidé par une critique aussi éclairée qu'indépendante. Malgré l'opinion reçue généralement sans avoir jamais été soumise jusqu'à notre temps à un examen sévère, il ose mettre en doute par de très fortes raisons l'authenticité de cette lettre, tout au moins dans la teneur où elle nous est parvenue. Il s'étonne à bon droit que Pline, qui, comme avocat, avait certainement suivi de très près toutes les grandes affaires judiciaires de son temps, avoue n'avoir « jamais assisté aux procès criminels faits aux chrétiens. » Il faut aussi relever dans cette lettre une apologie de ceux qu'il avait le devoir de rechercher et qui démontrerait un peu trop l'innocuité des prévenus et le peu de fondement des poursuites : « ils assuraient, dit la lettre 97, que tout leur crime, que leur seul égarement consistait dans leurs réunions à jour fixe, avant l'aurore, et que ces réunions n'avaient d'autre but que de chanter ensemble et alternativement en l'honneur du Christ, considéré comme un Dieu, à s'engager par serment, non pas en vue de pratiques criminelles, mais au contraire à ne commettre ni vol, ni violence, *ni adultère*, à garder leur parole, à ne pas nier le dépôt confié; que, cela fait, ils avaient coutume de se retirer, puis de se réunir de nouveau pour prendre ensemble une nourriture innocente. » Certaines parties de cette lettre sont même, il faut bien l'avouer, tout à fait inexplicables; Pline annonce à l'empereur que « ce ne sont pas seulement les villes, mais les bourgs et les campagnes qui sont envahis par cette contagieuse superstition. »

On est en droit de se demander comment une affaire aussi importante, une accusation dans laquelle se trouvait impliqué « un si grand nombre de personnes de tout âge, de toutes conditions, » a pu être si tardivement révélée à l'empereur et par une seule lettre. Comment se fait-il qu'un jurisconsulte comme Pline ne sache ni à quel titre les chrétiens sont poursuivis, ni sous l'application de quelle loi ils tombent, ni quelle peine ils encourent, ni ce qu'on aurait précédemment statué à leur égard? Si le péril est aussi grand qu'il le déclare, comment n'en a-t-il pas dit un seul mot, n'y a-t-il pas fait une seule allusion dans les lettres précédentes? Il est vrai que Tertullien et Eusèbe ont cité cette lettre de Pline, mais d'abord ces deux témoignages n'en font qu'un, car ce second écrivain n'a pas dû la voir, et il n'en parle que sur la foi du premier. Or les quelques mots cités par celui-ci comme ayant été empruntés à ce document non-seulement ne se retrouvent pas, mais ne s'accordent même pas parfaitement avec le texte qui nous en a été conservé dans l'*Épistolaire* du légat de Bithynie, puisque

Tertullien dit que Pline aurait ôté leurs charges aux chrétiens, *a gradu pulsis*, ce qui n'est pas dit dans la lettre 97. Nous croyons donc avec M. Aubé que Pline a pu et dû en écrire une sur ce sujet, mais une autre que celle qui lui est attribuée, et que dans cette dernière l'innocence et la belle conduite des chrétiens, les procès qu'on leur aurait intentés avant l'an 111, et surtout l'importance des conversions faites en Asie, auront été intentionnellement ou exagérés ou même inventés après coup. Origène, qui écrivait plus de cent ans après et qui a passé sa vie en Orient, déplore que le nombre des chrétiens soit si faible : « ils sont très peu, » dit-il. On sait parfaitement aujourd'hui que les progrès du christianisme ont été en effet fort lents et que les nouveaux adeptes répandus dans l'empire au commencement du IIe siècle y formaient une imperceptible minorité.

La fin du règne de Trajan a été employée à la guerre parthique. M. Des Vergers est parvenu, à l'aide des inscriptions et des médailles, à rétablir un peu d'ordre dans la chronologie de ces trois dernières années, de 114 à 117; mais quant aux faits de détail, nous n'en pouvons rien dire, les informations nous faisant absolument défaut sur ce point. On sait seulement que l'empereur s'arrêta à Athènes, se rendit en Syrie, gagna, en remontant le cours de l'Euphrate avec son armée, les frontières de l'Arménie, qui fut réduite en province romaine à la mort de Pathamasiris, roi de ce pays; que les peuples du Caucase et des bords de la Caspienne lui firent leur soumission; qu'une fois maître de la Mésopotamie, l'empereur s'empara de Nisibe, gagna le Tigre, qu'il descendit sur une flotte improvisée, et entra à Babylone. Les chiffres des salutations impériales qui se lisent sur des monnaies de cette époque et le titre de *parthique* qui figure sur les monumens de la fin du règne sont les seuls témoignages que nous ayons des victoires et même des campagnes de cet empereur dans ces régions éloignées; mais la révolte de tous ces pays, dont la soumission avait été trop prompte pour être durable, ferma l'ère des conquêtes de l'empire romain et lui rendit presque ses anciennes limites lorsque la mort surprit à Sélinunte ce personnage qui ne fut certes pas un Alexandre ou un Auguste, ni même un Jules César, mais dont nous pouvons dire, — malgré l'extrême réserve que nous devons nous imposer dans l'état actuel de la science historique, — qu'il fut un organisateur de bon sens et un ami du bien public, titre moins pompeux que celui de *grand homme*, mais qui donne peut-être aux souverains qui l'ont mérité plus de droit de figurer dans le panthéon de l'humanité et même dans celui de la patrie reconnaissante.

ERNEST DESJARDINS.

NEW-YORK

ET LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

SOUVENIRS DE VOYAGE.

En 1609, un navigateur anglais au service de la Hollande, Henry Hudson, recherchant après tant d'autres le fameux passage du nord-ouest qui devait conduire directement d'Amérique dans l'Inde, découvrait par le 40e degré 1/2 de latitude le grand fleuve qui porte son nom. Cinq ans après, les Hollandais jetaient sur les rives du fleuve, à 230 kilomètres de l'embouchure, les fondemens d'une colonie à la fois station militaire et poste de traitans, Fort-Orange. Vers l'embouchure de l'Hudson, sur l'île de Manhattan, achetée aux Indiens, ils établissaient aussi un port de commerce qu'ils appelaient Nieuw-Amsterdam. Les Anglais, proches voisins des Hollandais en Amérique, virent ces établissemens de mauvais œil. Aucune limite précise ne séparant les deux peuples rivaux, la lutte ne pouvait tarder à naître. En 1664, les Anglais, sous un prétexte futile, s'emparèrent des possessions qu'on appelait déjà la Nouvelle-Hollande, les perdirent quelque temps après, et finalement, en 1674, les reprirent pour toujours. Nieuw-Amsterdam échangea son nom contre celui de New-York, et Fort-Orange le sien contre celui d'Albany.

Les soixante années de la domination batave marquent ce que l'on pourrait appeler les temps héroïques de New-York. Washington Irving a chanté cette époque dans un livre resté célèbre (1). Le nom de *Knickerbocker*, qu'il donne à l'auteur supposé du récit, sert à distinguer familièrement aux États-Unis les descendans des anciens colons hollandais. Ce nom, qu'aucun dictionnaire ne mentionne et dont on connaît encore moins l'étymologie, paraît avoir été primi-

(1) *A History of New-York from the beginning of the world to theend of the dutch dynasty*, by Diedrich Knickerbocker.

tivement celui qu'on donnait aux culottes courtes que portaient les premiers immigrans. Leurs fils ont relevé ce sobriquet avec une sorte de fierté, et quelques-uns sont restés fidèles, avec une ténacité touchante, aux mœurs austères sinon aux costumes d'autrefois. C'est avec la culotte serrée aux genoux, les souliers à boucle, la perruque à queue et le tricorne sacramentel que la caricature aime à représenter en Amérique le personnage légendaire de Knickerbocker, le primitif colon.

Au temps où elle était hollandaise, l'île de Manhattan comptait à peine quelques centaines de hardis traitans qui faisaient, avec les Mohawcs et les Mohicans, Indiens des nations iroquoises et algonquines, le commerce des fourrures et surtout des peaux de castor. Les marchands établis à demeure à Fort-Orange et Nieuw-Amsterdam échangeaient ces pelleteries contre des armes, des munitions, de l'eau-de-vie, et les envoyaient dans les Pays-Bas. En retour, la mère-patrie expédiait sur ce point perdu du Nouveau-Monde des vivres, des liqueurs, des hommes. On ne tarda pas à cultiver le tabac, les légumes, le blé, à élever du bétail, à moudre le grain dans des moulins à vent qui s'élevaient sur des éminences naturelles au milieu de la Nouvelle-Amsterdam. Des gouverneurs, envoyés d'Europe ou nommés par les résidens, régissaient la petite colonie. Un fort, dont on voit encore les traces, commandait l'embouchure de l'Hudson; chaque soir, lorsque sonnait la retraite, les habitans rentraient chez eux et s'endormaient paisibles derrière les fossés et les murailles qui les mettaient à couvert d'une surprise des Indiens. Pendant le jour, au lieu qu'on nommait la Parade, devenu depuis la Batterie, on se promenait, on devisait devant la magnifique baie où l'Hudson marie ses eaux à celles de l'Océan. Pour tous ces colons peu affairés, le temps ne comptait guère, et le véridique historien de ces âges primitifs nous dit qu'à défaut de chronomètre on marquait les heures par la quantité de pipes que l'on fumait.

Ces façons patriarcales changèrent avec la domination anglaise. Le nombre des habitans passa bien vite de quelques centaines à plusieurs milliers, les affaires prirent un rapide essor, on établit un marché aux esclaves, on fonda un journal. Les armateurs de New-York ravitaillèrent de farine et de viande salée les Antilles, qui leur expédiaient du sucre et du café. Cependant d'autres places de commerce telles que Boston au nord, Philadelphie, Baltimore, Charleston dans le sud, l'emportaient sur New-York. La place de Newport, dans le Rhode-Island, florissante par la pêche de la baleine, lui était aussi supérieure. Vint la guerre de l'indépendance (1776). New-York resta jusqu'à la fin le centre des forces anglaises; elle ne fut évacuée qu'en 1783, à la signature de la paix. Dix ans après, sa population avait doublé : New-York comptait alors 35,000 habitans.

L'élan subit qu'a pris cette ville depuis la fin du XVIIIe siècle ne s'est plus arrêté. En 1807, c'est sur les eaux de l'Hudson que navigue le premier bateau à vapeur, celui de Fulton, le *Clermont*; il remonte, pour son premier essai, de New-York à Albany, en emmenant des voyageurs. En 1825, le fameux canal de l'Érié est achevé et met New-York en communication directe, par l'Hudson, avec les immenses lacs du nord, véritables mers intérieures, et les plaines fertiles de l'ouest que l'on commence à coloniser. Arrivent bientôt les chemins de fer. En 1831, le grand *railroad* de l'Érié, qui se dirige vers les mêmes lieux que le canal, est décrété, et c'est grâce à ces deux voies économiques, comme à sa position exceptionnelle sur l'Océan, à la beauté, à la sûreté, à l'amplitude de son port et du fleuve large et profond qui y débouche, que New-York devient bientôt sans conteste la première ville des deux Amériques. En 1842, elle assure contre toutes les chances de l'avenir le service de ses eaux potables par la construction du bel aqueduc de Croton, que bien des capitales de l'Europe lui envient. Ni les incendies, ni les épidémies, ni les révoltes armées de la rue, qui viennent par momens la surprendre, ne peuvent enrayer un progrès continu. Ses édifices privés et publics se multiplient. Depuis un siècle, la population de cette ville étonnante double tous les vingt ans; elle dépasse aujourd'hui un million d'âmes.

Il n'y a que deux ports au monde qui font plus d'affaires que New-York, ce sont Londres et Liverpool. En un clin d'œil, New-York a laissé bien loin derrière elle les villes ses sœurs qui lui avaient un moment disputé avec éclat la prééminence. La Nouvelle-Orléans, assise aux embouchures du Mississipi, San-Francisco, reine du Pacifique, ne pourraient même songer à lui contester un jour le premier rang, et encore moins, dans l'Amérique du Sud, Rio-Janeiro et Buenos-Ayres, aussi heureusement situées, qui commandent des territoires encore mieux dotés de la nature, mais où les hommes ont moins d'énergie et moins d'audace. New-York s'est décorée elle-même, dans un élan de légitime orgueil, du titre de cité impériale, *Empire-City*; on va voir qu'elle le justifie sous plus d'un rapport.

I. — LE VIEUX NEW-YORK. — LE QUARTIER DES AFFAIRES. — LES JOURNAUX.

Il existe un plan curieux de New-York dressé cinquante-quatre ans après l'occupation anglaise, en 1728. Un remarquable fac-simile en a été récemment obtenu par des procédés héliographiques, et l'on peut le voir suspendu aux vitrines des principaux libraires de la grande cité commerçante. D'un côté sont gravées les armes de « son

excellence John Montgomerie, capitaine-général et gouverneur en chef des provinces de sa majesté, New-York, New-Jersey, etc. » C'est un descendant des compagnons de Guillaume de Normandie, comme l'indique la devise française : *garde bien*, qui se déroule dans un cartouche au bas de son écu. De l'autre côté du plan sont les armes parlantes de New-York. Le champ est découpé, par les quatre ailes d'un moulin à vent posées d'écharpe, en quatre compartimens égaux dont deux barils de farine occupent ceux de droite et de gauche, et deux castors *passans* ceux d'en haut et d'en bas. L'écu est flanqué d'un matelot hollandais tenant la sonde, en souvenir de la découverte de l'Hudson, et d'un aborigène, un Mohican muni de son arc. Ces armes de New-York ont été religieusement conservées; le sceau de la municipalité n'en a jamais eu d'autres.

Sur ce vieux plan, la ville occupe déjà toute la pointe de l'île de Manhattan. On y voit un dédale de rues se croisant d'une façon irrégulière, et portant pour la plupart les noms qu'elles ont encore; les dénominations royalistes ont seules été changées plus tard, à la suite de la révolution américaine. Un fort au bord de l'eau commande l'extrémité de la pointe, mais les murailles et les fossés des Hollandais ont disparu; une rue, *Wall-street*, les rappelle et en marque une des directions. Sur un monticule, à l'extrémité opposée à la pointe de l'île, un moulin à vent; au-delà, « la ferme du roi, » puis des terrains vagues, des eaux stagnantes, une prairie, nettement indiqués par le dessin et bordant « la grande route de Boston. » Sur les bords des deux rivières qui baignent l'île de Manhattan, l'Hudson ou rivière du Nord et la rivière de l'Est, sont tracés les quais, les entrepôts, les cours, les jetées, les chantiers maritimes, — *keys*, *docks*, *yards*, *wharves*, *slips*, — avec les noms respectifs des négocians auxquels ils appartiennent. La ville, qui contenait alors 8,000 habitans, est divisée en six *wards* ou quartiers. On n'y compte pas moins de dix églises, y compris les deux des Hollandais, la synagogue des juifs et « l'église française; » le reste appartient aux diverses sectes réformées, baptistes, quakers, presbytériens, luthériens. Partant de la place de la Parade, du pied du fort où est « la chapelle du roi, la maison du gouverneur et l'office de la secrétairerie, » se détache une grande artère, *Broadway*, la « rue large; » elle vient mourir en une longue allée d'arbres, dans les terres qui marquent au nord-est la limite de la ville. Tout cela est soigneusement reporté sur le plan, dont le dessin, exécuté d'un burin à la fois élégant, correct et léger, nous peint d'une manière saisissante la cité de New-York telle qu'elle était il y a moins de cent cinquante ans.

Le fort, où vivait le gouverneur, où étaient installés les bureaux de la province, se nomme aujourd'hui *Castle-Garden;* il a été entiè-

rement transformé, et ne sert plus qu'à des usages pacifiques. C'est là que débarquent depuis 1855 et chaque jour en si grand nombre, souvent plus de mille à la fois, les pauvres émigrans qui viennent de tous les points du globe demander aux États-Unis la liberté, l'indépendance et le bien-être que le sol natal leur refuse. Le château a vue sur l'Hudson. Il est entouré d'un jardin semé d'arbustes et de fleurs; tout à côté un quai superbe, couronné de blocs de granit. Sur l'immense rade, fermée, défendue comme un lac et aux eaux toujours calmes, des centaines de bateaux vont et viennent, au milieu desquels, couronnés d'un panache de fumée et faisant à chaque seconde entendre le bruit strident de leur sifflet, les bacs à vapeur ou *ferries* qui relient les deux rives de l'Hudson et de la rivière de l'Est. On ne saurait offrir à l'arrivant un plus magique spectacle, ni mieux accueillir l'étranger.

Remontons la grande rue qui s'ouvre devant nous. La foule des voitures, des omnibus, des charrettes, qui se heurtent de tous côtés, rend la chaussée inabordable au piéton. Il a peine à se frayer un chemin le long des trottoirs, et nulle ville au monde, pas même Londres avec sa *Cité* si affairée, si bruyante, ne peut le disputer à *Broadway* de New-York pour le mouvement et l'animation. Aucune dame dans cette foule pressée. Cela dure pendant huit heures continues, sans une minute de répit, de neuf heures du matin à cinq heures du soir, sur plus de quatre kilomètres, de la Batterie à Union-Square, c'est-à-dire sur une longueur presque égale à celle des boulevards de Paris, de la Madeleine à la Bastille. A Union-Square, Broadway n'est qu'à son milieu; mais le quartier des affaires finit et la ville commence à être plus calme. Quelques-unes des rues latérales offrent le même encombrement. Le bruit ne cesse que le dimanche, où tout chôme et tout s'endort, où tout est mort dans la grande ville, comme le veut l'observance biblique.

Jetons les yeux autour de nous. Ce ne sont partout que boutiques aux montres voyantes, criardes, sans goût, où les prix sont inscrits en chiffres d'un pied de long. Des enseignes gigantesques appellent de tous côtés le passant; quelques-unes, peintes sur des toiles transparentes portées sur des cordes, traversent la rue dans toute sa largeur, jetées au niveau des étages supérieurs d'une fenêtre à l'autre vis-à-vis. Dans ce quartier, qui naguère encore était la résidence favorite du monde élégant, tous les appartemens sont occupés par des bureaux. C'est à peine si la famille du gardien, le *janitor*, qu'il ne faut pas confondre avec le concierge parisien, trouve pour se loger une place étroite dans les combles. Le rez-de-chaussée et le sous-sol sont dévolus aux magasins, aux dépôts de marchandises. Des élévateurs mettent les lourds colis en mouvement. On a recours le plus qu'on peut aux moyens mécaniques dans ce pays où la main-

d'œuvre est si chère, et où le citoyen répugne à faire fonction de portefaix.

Nous voici dans *Wall-street*, le quartier de la finance. Cette rue, qui se détache de Broadway pour descendre vers la rivière de l'Est, est, avec deux ou trois autres parallèles ou transversales et plus courtes, le centre des affaires de banque. C'est comme Lombard-street à Londres et plus agité encore. Ce petit point de l'immense ville, à peine perceptible sur un plan à grande échelle, est celui où se signent et s'encaissent chaque jour des milliers de traites dont le monde entier connaît la signature et où se liquident, dans une chambre de compensation ou *clearing-house*, les transactions de la place pour une valeur de 170 milliards de francs chaque année. Soixante maisons de banque échangent là quotidiennement leur papier, et par des viremens qu'amènent naturellement les relations d'affaires arrivent en quelque sorte à payer sans argent. Il a suffi en 1871 de débourser ainsi 5 milliards pour en payer 170, soit 1 pour 34. Cette ingénieuse invention du *clearing* a été empruntée à l'Angleterre, et ne date à New-York que de 1853; elle a peine à s'acclimater à Paris, qui est cependant une des premières places monétaires du globe.

C'est auprès de l'établissement du *clearing-house*, dans ce qu'on appelle *gold-room* ou la chambre de l'or et *stock-exchange* ou l'échange des valeurs, à proprement parler la Bourse, que se débattent chaque jour, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi, la prime de l'or, — depuis la guerre de sécession le papier-monnaie est la seule monnaie légale, — et le cours des divers titres financiers cotés, rentes publiques, actions ou obligations industrielles, de chemins de fer, de canaux, de mines. Ceux qui sont entrés à la Bourse de Londres ou de Paris, à l'heure ou elles fonctionnent, n'ont qu'une idée affaiblie du vacarme qui règne, vers midi, à la Bourse des valeurs de New-York. Si l'on ne savait ce qu'ils font, on prendrait tous ces hommes pour des fous; on se demande comment ils arrivent à s'entendre.

Le *stock-exchange* occupe un bel édifice au coin de Wall-street. Renonçant à la simplicité d'autrefois que l'Angleterre n'a pas encore bannie, le banquier de New-York a lui-même des bureaux splendides. Elle a été démolie, la vieille maison qui l'abritait hier, lui et ses commis, pour faire place à un édifice à façade somptueuse, où se marie le marbre de Carrare au granit et au porphyre américains. A ces millionnaires improvisés, il faut des palais, même pour leurs opérations de banque. Le financier Fisk, aventurier effronté, qui tomba, il y a deux ans, sous la balle d'un rival en amour et en affaires, a donné l'un des premiers l'exemple de ces transformations. Jay Cooke l'avait imité, qui fit au mois de septembre 1873

cette faillite formidable qui en entraîna tant d'autres, si bien que le monde financier ne vit jamais panique pareille, et que la Bourse de New-York dut être fermée pendant dix jours pour que la crise pût s'apaiser, et cette crise dure encore! D'autres grands financiers ont à leur tour suivi la mode et érigé un temple à la finance. A Londres, à Liverpool, ces rivales européennes de New-York, on vous fera encore asseoir devant une table de bois blanc, sur une chaise de paille, dans un bureau poudreux, obscur; ici l'on vous offre un élégant fauteuil et même une chaise berceuse, un *rocking-chair*, dans une salle bien décorée, inondée de lumière, et dont les tables sont en bois sculpté.

On a voulu jouir de tous les conforts. Tandis que les agens de change vigilans marquent sur leur carnet, à la bourse de l'or ou des titres cotés, le taux oscillant des différentes valeurs, le banquier n'a point à se déranger pour en connaître les fluctuations. Un appareil télégraphique, installé dans un angle de ses bureaux et dont le bruit saccadé vous prévient dès l'abord comme le tic-tac d'un moulin, imprime d'une façon continue, sur une bande de papier qui se déroule, le cours de toutes les valeurs à l'instant précis où on le crie. Les nouvelles télégraphiques arrivées d'Europe ou de l'intérieur, le prix courant des principales marchandises, ne sont pas non plus oubliés, et chacun peut relever à son aise, sur cet appareil qu'on trouve dans tous les bureaux, l'indication qui l'intéresse. On a fait d'autres applications de la télégraphie électrique. Il y a par exemple dans quelques magasins un timbre qui sert à prévenir immédiatement la police dans le cas où l'on soupçonne un prétendu chaland; l'agent de sûreté arrive et le pince en flagrant délit.

Aux allures de ces hommes sans cesse agités, il faut l'instantanéité de l'étincelle électrique. Le plus riche restaurateur de New-York, Delmonico, dix fois millionnaire, chez lequel tous les gens de Wall-street et des rues circonvoisines vont vers une heure prendre à la hâte, debout, un *lunch* et un *drink*, c'est-à-dire manger un morceau et se désaltérer, n'a pas manqué d'introduire dans son établissement le précieux télégraphe des valeurs. Il est là, dans le vestibule, où conduit un large escalier extérieur, couronné d'un fronton circulaire que portent des colonnettes de marbre. On dirait l'entrée coquette d'un petit temple grec ou romain; c'est l'endroit où le Vatel de New-York gagne chaque jour 10,000 francs.

Pendant que l'appareil galvanique, à la marche intermittente, est consulté par quelques joueurs fiévreux, pénétrons dans la salle à manger. Une affiche prévient en entrant ceux qui mâchent du tabac de vouloir bien respecter les marbres. Tout le monde mange debout, le chapeau sur la tête. C'est à peine si quelques délicats assis occupent le coin étroit d'une petite table. Voici devant le comp-

toir étalés tous les plats qui peuvent séduire un client pressé : les sandwiches en piles énormes, les viandes froides en larges tranches, la salade de homard toute faite, hautement pimentée, la soupe aux huîtres où nagent de petites galettes, enfin mille pâtisseries feuilletées, rissolées, crémantes, que les affamés avalent d'une seule bouchée. C'est ensuite le tour des boissons alcooliques, depuis le champagne mousseux, que l'on boit à tout propos, jusqu'à l'ardent *whisky*, depuis l'innocent *claret*, le fin bordeaux venu de France, ou l'*ale* et le *porter* anglais et le *lager* ou bière allemande jusqu'au *sherry* couleur de topaze fabriqué autre part que dans les celliers de Xérès. Dans un saladier aux dimensions formidables s'étale un lac de vin aromatique. A côté, pour ceux en petit nombre qui ont fait vœu de tempérance, une cruche d'eau glacée. Des échansons attentifs versent les liqueurs à plein verre, ou vous passent avec confiance la bouteille, s'ils sont occupés à préparer pour d'autres ces breuvages composites chers à tous les Américains. La menthe poivrée, le zest d'orange ou de citron, s'y marient à la glace et à diverses liqueurs enivrantes. La règle veut qu'on boive cela avec un chalumeau. Le *drink* avalé, on prend en passant un havane, que l'on mâche plus qu'on ne le fume, et l'on court de nouveau aux affaires jusqu'à quatre heures. Nulle causerie, nul entrain, nul rire, ce serait pure perte de temps.

Laissons les banquiers, les négocians, les courtiers empressés retourner à leur *office*, et saluons encore, dans le quartier où nous sommes, les bourses du coton, des grains, des viandes salées, du pétrole, du tabac, où s'achètent et se vendent chaque jour pour une valeur de plusieurs millions de dollars de ces marchandises, puis reprenons la route de Broadway. Devant Wall-street se dresse l'église gothique de la Trinité, une des plus belles et des plus anciennes de New-York, aux tourelles élégantes, à la flèche élancée, haute d'environ 100 mètres, et du sommet de laquelle se déroule un panorama sans rival, toute la campagne environnante, qu'arrosent les eaux de l'Hudson. Édifiée par les Anglais peu de temps après qu'ils se furent emparés de la ville, cette église a été deux fois brûlée, deux fois reconstruite. Elle est entourée d'un ancien cimetière où sommeille sous le gazon et à l'ombre d'arbres séculaires plus d'un illustre mort. Gravé sur la pierre, on relève le nom d'Alexandre Hamilton, qu'Aaron Burr tua dans un duel, et, en entrant dans la nef, celui du brave capitaine Lawrence, qui, frappé à mort sur le vaisseau qu'il commandait, ne dit à ses hommes que ces mots : « Ne rendez pas le navire ! » Les jeunes *boys* de New-York savent tous son histoire par cœur.

Tout auprès de *Trinity-Church*, à droite, à gauche, en face, comme si les choses de la terre devaient côtoyer les choses divines, une nou-

velle série de gigantesques édifices, de banques de toute nature et de toute nationalité, des bureaux de change, de chemins de fer, de bateaux à vapeur, d'entreprises de tout genre, de messagerie, de commission, de dépôts. N'oublions pas les *safe-deposits*, où, moyennant une redevance mensuelle légère, variable suivant les cas, des compagnies autorisées, *incorporées*, vous louent un coffre, une sorte de tiroir d'acier numéroté, noyé dans un mur de granit souterrain. Vous y déposez, vous y cachez vous-même les valeurs, les objets précieux que vous voulez assurer contre toute chance de perte, de vol, d'incendie : titres de bourse, argenterie, bijoux, diamans, papiers d'affaire ou de famille. La compagnie vous donne votre clé, une merveille de serrurerie impossible à reproduire sans le modèle, et vous venez, quand il vous plaît, inspecter votre cassette. Vous l'emportez pour cela dans un *box* ou bureau fermé, où nul ne vous voit, vous détachez seul vos coupons, prenez vos notes. On ne vous donne aucun reçu de vos dépôts, on n'en répond point, mais une garde attentive veille nuit et jour autour et au dedans du monument, nul voleur n'a encore tenté d'envahir cette forteresse, et toutes les précautions sont prises contre l'incendie, si jamais il s'attaquait à ces caves de granit et d'acier. On dit que l'idée de ces compagnies de dépôt de sûreté vient d'Angleterre; elles n'existaient pas en effet à New-York il y a quelques années. Aujourd'hui on les rencontre dans Broadway au nombre d'une douzaine, et toutes distribuent de gros dividendes à leurs actionnaires. Les banquiers de Paris, quand on leur parle de ces choses, répondent que les mœurs, les idées françaises y sont rétives; ils devraient cependant en faire l'essai.

Un peu plus loin que l'église de la Trinité est un vaste édifice tout en granit, presque achevé, et dont le style, où la puissance s'unit à la sobriété, fait honneur à l'école architecturale américaine. C'est là que la poste et la douane s'installeront définitivement demain. Une des immenses façades donne sur un *square*, planté d'arbres, où est aussi l'hôtel de ville ou *City-Hall*, qu'elle écrase. Au voisinage de ce square, qui a vu se dérouler les diverses péripéties de plus d'un soulèvement populaire, se profilent les magnifiques bureaux des plus grands journaux de New-York. La façade somptueuse de quelques-uns de ces édifices privés fait pâlir celle des édifices publics. C'est là que sont le *Herald*, le *Times*, la *Tribune*, le *Staats-Zeitung*, ce dernier allemand. Certaines de ces feuilles se tirent à plus de cent mille exemplaires chaque jour, et contiennent quelquefois seize pages de texte et d'annonces en caractère très serré. Le prix en est modique, 3 ou 4 *cents* par exemplaire, — le cent est égal à l'un de nos sous. Le *Times* de Londres est dépassé par le *Times* et le *Herald* de New-York. La machine automatique

qui imprime ce dernier, et qui fait seule toute la besogne, est la plus rapide, la plus puissante, la plus ingénieuse qui se puisse voir.

On sait que la presse américaine tient à honneur d'être toujours en éveil, sur la brèche, aux aguets. Elle a jeté partout, sur l'un et l'autre hémisphère, le bataillon de ses enfans perdus, ces irréguliers qu'on nomme les *reporters*. Ils ont mission de tout relater, et rien de nouveau ne leur échappe. Quelques-uns sont des observateurs du premier mérite. On ne recule devant aucune avance d'argent, et l'on fait d'énormes bénéfices. On a devancé quelquefois les gouvernemens eux-mêmes dans la connaissance des nouvelles politiques. C'est le *Herald* qui, lors de la guerre d'Éthiopie, a fait passer aux Anglais le télégramme annonçant la prise de Magdala; c'est lui, c'est un de ses *reporters*, depuis lors justement célèbre, M. Stanley, qui a découvert Livingstone, perdu depuis des années autour des grands lacs de l'Afrique centrale. Le *Herald* a été fondé par M. Bennett, un Écossais émigré et pauvre, qui y a fait une immense fortune. Il est mort récemment, et son fils lui a succédé. On évalue à 10 millions de francs le montant des annonces annuelles du *Herald;* c'est 30,000 francs par jour. Une des curiosités de cette feuille sont les *personals* qui en ouvrent la première colonne. Les amoureux, avec une insistance quotidienne qui jamais ne se lasse, y dévoilent leurs tourmens et demandent des rendez-vous. Le *Herald*, bien que républicain, a vigoureusement combattu la troisième réélection à laquelle récemment semblait aspirer le général Grant, et démontré l'un des premiers les dangers du césarisme qui menaçait la république américaine. La campagne a atteint son but : le général a fait dire publiquement par ses amis que, fidèle au précédent créé par Washington, il ne se représenterait pas une troisième fois.

Si le *Herald* est le rival heureux du *Times* de Londres, la *Tribune* n'a pas de rival aux États-Unis pour la bonne tenue, le sérieux et l'honnêteté de sa rédaction. Feu M. Horace Greeley, qui joignait à sa qualité de journaliste celle d'agronome distingué, et qui faillit, aux dernières élections présidentielles, l'emporter sur le général Grant, a été jusqu'à sa mort l'âme de la *Tribune*. Un des premiers, il y a prêché l'émancipation des esclaves et s'est déclaré contre le sud. C'est encore lui qui dénonça publiquement, il y a quatre ans, les fraudes d'une municipalité sans vergogne, et paya de sa bourse une copie de registres falsifiés qui permirent de convaincre et de condamner les coupables. Le public avait pour cet homme, un peu paradoxal, de façons surannées, une vénération profonde. On aimait et l'on aime encore à répéter ses bons mots. On le savait intègre, dévoué sans réserve à la chose publique; c'était le Franklin moderne de New-York.

II. — LES HÔTELS. — LES MAGASINS. — LES THÉATRES.

Continuons notre promenade. Voici maintenant les hôtels : le *Saint-Nicholas*, le *Metropolitan* et bien d'autres, vastes caravansérails ouverts jour et nuit. Ils sont peu à peu remontés dans Broadway avec la ville elle-même. Autrefois on citait *Astor-House*, près la place de l'Hôtel-de-Ville. Quelques vieux *Yankees*, quelques négocians de l'intérieur sont restés par habitude fidèles à cette maison; elle ne tardera pas à fermer ses portes, comme les fermeront aussi quelque jour les hôtels que nous venons de citer, car la ville monte, monte sans cesse, et le commerce l'envahit de plus en plus. Or il n'est pas comme il faut d'habiter près des marchands, fût-ce dans un hôtel, et la mode, ici comme ailleurs, rend des arrêts qui sont sans appel. C'est pourquoi si nous avançons dans Broadway, à 5, 6 et 7 kilomètres de la pointe de la Batterie, nous rencontrons encore nombre de grandes maisons fort achalandées.

Tout ce qu'on trouve dans ces hôtels aux façades monumentales, aux mille chambres, chacun le sait. Ce ne sont partout qu'escaliers grandioses, tapis moelleux, bains à tous les étages, souvent même dans tous les cabinets, salles à manger luxueuses, ascenseurs pour les voyageurs, pour les bagages, pour les domestiques, salons de réception particuliers ou publics, boudoirs élégans pour les dames. On n'a pas même oublié l'appartement spécial pour les nouveaux mariés, le *wedding-room*. L'eau froide et l'eau chaude montent dans les plus petits réduits; le gaz éclaire gratuitement partout; la taxe vexatoire de la bougie, familière aux hôtels européens, est inconnue. Voici le bureau où l'on vous délivre un billet de chemin de fer, de *steamer*; voici le barbier, le marchand de journaux, de cigares, le marchand de modes et de bimbeloterie, le bijoutier, le pharmacien, le tailleur, le chapelier : ils sont de l'hôtel. Quant à la buvette, elle est somptueuse et toujours pleine; à côté, une vaste salle avec une demi-douzaine de billards.

Depuis cinq heures du matin jusqu'à minuit, ce sont des noces de Gamache en permanence : déjeuner, goûter, dîner, thé, souper, à des heures et suivant une ordonnance prévues. Vous pouvez faire cinq repas par jour, vous asseoir cinq fois à table; ne rougissez point, il y en a qui le font. Sur une carte plus longue que celle d'aucun restaurant, choisissez autant de plats que vous voulez, on ne vous impose aucune limite et vous n'en payez pas un centime de plus. Ce n'est pas que la cuisine soit bonne ni convenablement préparée. On vous sert à l'américaine, tous les plats à la fois, et vous avez devant vous les flacons de tout un laboratoire pour les assaisonner à votre goût. Le chef est Français; mais il a dû renoncer

aux bonnes traditions en changeant de milieu. Il est payé comme un ministre, ce maître des basses-offices, jusqu'à 2,000 francs par mois.

Il faut se plier à la discipline de la maison, n'avoir faim de certaine façon qu'à certaines heures. L'étranger naïf qui est venu se perdre dans ces caravansérails étourdissans, et pour lequel quelques maisons, prenant en pitié ses caprices, ont essayé de monter des hôtels à l'européenne, regimbe et se plaint. On ne s'inquiète pas de ses critiques, on n'a pas le temps d'y répondre; on ne cherche à retenir personne, et l'on a plus de monde qu'on ne veut. En entrant, il faut laisser son individualité à la porte; vous n'êtes plus qu'un numéro taxé à tant par jour, sauf le vin et les extras, qui coûtent gros. A part cela, ce n'est que 4 ou 5 dollars, 20 ou 25 francs, dans les meilleurs endroits, moyennant quoi vous pouvez jouir de tous les avantages de ces capharnaüms. Vous ne devez plus rien à personne, pas même aux garçons, des nègres et des Irlandais, qui du reste sont vos égaux, vous servent le moins et le plus mal possible, mais ne vous demandent rien. Ils ne songent même pas à devenir en peu d'années millionnaires comme le patron qui tient l'hôtel. Il y a des familles qui aiment cette vie, qui s'installent sans façon à l'auberge, le mari, la femme, les enfans. Il est plus commode et plus économique de vivre ainsi en camp volant que d'avoir un foyer à soi, et le luxe d'emprunt de ces maisons est fait pour plaire à des parvenus. Ces sortes de cliens à demeure, presque aussi nombreux que les voyageurs de passage, se font vite reconnaître. Le soir, les dames viennent dîner en tenue de bal, fleurs dans les cheveux, robe claire, décolletée. On mange à la hâte, on avale été comme hiver de pleins verres d'eau glacée, on s'abreuve de champagne, puis tout ce monde se promène dans les longues galeries ornées de glaces, brillamment illuminées; c'est la foire à la vanité dans son étalage le plus cru. Les hommes ennemis de la montre quittent la compagnie des dames, et s'en vont dans l'*atrium* de l'hôtel, l'immense vestibule d'entrée, mâcher silencieusement du tabac. Les bottes appuyées sur les fauteuils ou aux balustrades du fumoir, ils passent là des heures entières seuls; ils ruminent dans leur cerveau les affaires de la journée ou s'endorment en rêvant à celles du lendemain.

Les grands magasins le disputent aux hôtels pour la somptuosité des façades, pour l'étendue des bâtimens. Le fameux marchand de nouveautés Stewart, qui de pauvre émigrant irlandais est devenu « le prince marchand, » a deux *stores* dans Broadway, un pour le gros dans le bas de la ville, l'autre pour le détail entre la 9e et la 10e rue. Ce sont deux monumens qui occupent chacun toute une île. Une armée de commis y aune, y emballe du matin au soir les

étoffes soyeuses et mille colifichets féminins. Les bénéfices nets du patron, à chaque inventaire de fin d'année, se soldent par des millions de dollars. On parlait de 3 millions, soit 15 millions de francs pour chacun des derniers exercices.

Les théâtres, par la magnificence qui distingue la plupart d'entre eux, marchent de pair avec les magasins et les hôtels. L'Académie de musique, où l'on joue tous les hivers l'opéra italien; le Théâtre-Français ou *Lyceum*, où l'on donne nos opérettes; le théâtre de Booth, où trône Shakspeare sous la direction des deux frères de celui qui assassina Lincoln, et qui était lui-même le premier tragédien des États-Unis; le Grand-Opéra, bâti par le banquier Fisk, qui trouva plaisant d'avoir ce théâtre à côté des bureaux du chemin de fer dont il avait pris la direction, — toutes ces salles sont vastes, décorées avec goût, bien aérées, bien éclairées, et l'on y circule aisément. Il est inutile de citer Bowery, chéri du peuple et renommé pour ses pièces lugubres, Niblo's, Olympic, Wallack, et nombre d'autres, où l'on joue le drame et la comédie, quand des *minstrels* ou ménétriers, travestis « en nègres d'Éthiopie, » n'y exécutent pas leurs danses de caractère et n'y chantent pas leurs traditionnelles chansonnettes, initiant les hommes du nord à l'ancienne et pittoresque vie des esclaves du sud. Non contens de cela, les *minstrels* se permettent une foule d'allusions transparentes sur les choses et les hommes du jour : on dirait le théâtre d'Athènes au temps d'Aristophane. Récemment, à propos d'un débat scandaleux qui s'est élevé au milieu de l'église de Plymouth, à Brooklyn, et où le célèbre prédicateur Beecher, directeur de cette congrégation, a été compromis de la façon la plus grave avec une de ses pénitentes, les *minstrels* s'en sont donné à cœur joie tous les soirs. Renchérissant sur les allusions, un théâtre de genre a fait mieux : il a impudemment mis en scène ce sujet scabreux, et chacun a pu marquer de leur vrai nom les principaux personnages de ce triste drame. Sur les planches, la liberté côtoie bien vite la licence, et l'on voit en ce moment à New-York exhibées tous les soirs à certains théâtres les danses les plus impudiques.

L'Amérique n'a pas, à vrai dire, de théâtre national, ni même d'artistes indigènes, à part les *minstrels*. Tous les autres artistes, surtout ceux des théâtres lyriques, viennent ordinairement d'Europe. Les pièces qu'on joue sont écrites par des auteurs américains, et alors elles sont d'une médiocrité qui désarme toute critique, ou empruntées au théâtre anglais. Sheridan, Shakspeare ont des interprètes de mérite, et Mme Cushman donne heureusement la réplique au tragédien Booth, héritier du talent de son frère. On s'étudie à traduire les pièces les plus en renom du théâtre français contemporain. Volontiers on déguise la traduction sous le nom d'*adaptation*

ou d'arrangement; quelquefois on va jusqu'à couvrir le plagiat sous un titre, des noms et des formes d'emprunt. En somme, les productions originales font presque absolument défaut. Il est évident que la mission des Américains n'est pas encore d'écrire des pièces de théâtre; ils doivent se borner à travailler. A eux de féconder le sol, d'y ouvrir des routes, des canaux, des mines, de bâtir partout des usines, de jeter des villes au milieu du désert, d'abréger, de soulager le travail manuel par les inventions mécaniques. C'est là, semble-t-il, leur principal rôle pour le moment, et il peut leur suffire.

Il est à New-York bien d'autres lieux d'amusement. Le cirque du fameux Barnum a fait récemment fureur. Sur un espace couvert, immense comme le Colysée de Rome, Barnum a exhibé, dans une procession triomphale et sous le titre alléchant de « marche des nations, » les cours du monde entier, sans oublier la cour papale et celles de Perse et de Chine. Sultans et sultanes, rois et reines, empereurs et impératrices, chambellans, cardinaux, maréchaux, khans, beys, mandarins, s'avançaient solennellement à pied, à cheval, sous le dais, en grand costume, musique en tête, et par groupes distincts. Celui qui faisait Pie IX, coiffé de la tiare et des habits pontificaux, était sérieux comme un pape sur la *sedes gestatoria*, portée par quatre princes de l'église. La reine Victoria, le khédive, et, par un singulier anachronisme, l'empereur Napoléon Ier avec « le petit chapeau et la redingote grise, » attiraient surtout l'attention. Non content de cette exhibition sans pareille, Barnum faisait danser des éléphans, courir des autruches, et finissait son spectacle par une foire à l'anglaise au milieu d'une armée de comparses, de jeux de toute sorte, accompagnés d'un bruit assourdissant. Des milliers de spectateurs venaient deux fois par jour au « cirque romain, » et le *showman* ou montreur de bêtes, comme Barnum aime à s'appeler, après avoir fait des avances considérables, réalisait d'énormes bénéfices. Il ne partit pour l'intérieur que quand la curiosité publique fut saturée. Cet étrange *impresario*, doublé d'un habile mystificateur, dépense, dit-on, par an jusqu'à 2 millions de francs pour ses réclames. Bien qu'ayant dépassé la soixantaine, il s'est remarié avec une jeune fille en septembre dernier, a fait annoncer la chose à son de trompe, et n'a pas manqué de prendre à l'hôtel Windsor la chambre des nouveaux mariés.

Dans une société en apparence aussi religieuse que la société américaine, il est de règle que tous les théâtres soient strictement fermés le dimanche. Cependant il en est qui arrivent à rouvrir ce jour-là, au moyen d'un compromis subtil qui n'étonnera point ceux qui sont au courant des sous-entendus auxquels se complaît le caractère anglo-saxon. Il faut avant tout sauver la forme. On annonce

de la musique religieuse, un *concert spirituel*, et l'on joue des airs d'opéra-bouffe, par exemple *la Fille de madame Angot*. Les concerts du Parc-Central ne fonctionnent pas autrement, et les artistes français emploient sur leurs affiches le même expédient quand ils veulent jouer le dimanche. Il en est de même encore de *Tivoli*, qui n'exhibe que des *clowns* et ne chante que des chansonnettes grivoises.

III. — LES RIVIÈRES DU NORD ET DE L'EST. — LA VOIRIE. — LES MOYENS DE TRANSPORT.

On a dit que New-York était bâtie sur l'île de Manhattan qu'entourent les eaux de l'Hudson et celles de la rivière de l'Est. Celle-ci n'est en réalité qu'un bras de mer qui détache Long-Island ou l'Ile-Longue de la terre ferme, et qui d'autre part se réunit à l'Hudson par la « rivière de Harlem. » New-York, avec sa population de plus de 1 million d'âmes, qui sera peut-être de 2 millions dans vingt ans, est déjà trop à l'étroit sur son île. En 1873, elle a franchi la rivière de Harlem et s'est annexé le comté voisin de Westchester; mais New-York ne s'arrêtera pas là, car déjà elle ne semble faire qu'une avec la ville de Brooklyn, qui la regarde de l'Ile-Longue, sur la rivière de l'Est, comme Tarascon en France regarde Beaucaire sur le Rhône. Brooklyn, « la cité des églises, » a pour sa part plus de 500,000 âmes. Comme la vie y est moins chère qu'à New-York, c'est là qu'habitent un grand nombre d'hommes d'affaires qui le matin passent le bac pour se rendre dans Wall-street et le soir retournent chez eux. C'est aussi à Brooklyn que New-York a son principal cimetière, celui de Greenwood, qui mérite d'être cité parmi les plus beaux dans un pays où l'on a su transformer en gracieux jardins et en parcs ombreux le champ du repos éternel.

Non contente de tous les *ferries* qui l'unissent à la ville-sœur, New-York jette en ce moment sur la rivière de l'Est, de concert avec Brooklyn, le plus gigantesque pont suspendu qu'ait conçu l'art de l'ingénieur. Les piles de ce pont, hautes de 85 mètres au-dessus de l'eau, un tiers de plus que les tours de Notre-Dame de Paris au-dessus du sol, ont été commencées en 1870 et sont presque terminées. La distance qui les sépare mesure environ 500 mètres. Le tablier des deux ponts suspendus jetés sur le Niagara est d'un cinquième moins long, et déjà nul pont au monde ne pouvait leur être comparé. Comme on témoignait à l'ingénieur, M. Rœbling, qui a projeté les hardis travaux de la rivière de l'Est et qui déjà, au milieu de difficultés inouies, avait mené à bien l'œuvre du Niagara, quelques craintes sur la durée de son dernier pont eu égard à l'énorme longueur jetée en suspension sur le vide : « J'en ferai un qui

aura 1,000 mètres de portée, répondit-il, et le calcul me confirme qu'il résistera indéfiniment. » La mort est malheureusement venue frapper cet homme éminent avant qu'il ait achevé tous ses travaux. Il est certain que nul pont suspendu en Amérique n'a donné lieu aux mêmes accidens qu'en France et que nous avons tort, depuis plus de vingt ans, de rejeter un système de construction très économique, et que souvent rien ne peut avantageusement remplacer. Par un ensemble de câbles de retenue bien combinés, on peut mettre un pont suspendu à l'abri de l'atteinte des plus terribles ouragans, l'exemple des ponts du Niagara le prouve. Le seul danger à craindre, et il est facile à éviter par des règlemens et une surveillance sévères, c'est celui du mouvement cadencé d'un grand nombre d'hommes ou d'animaux passant à la fois. C'est dire que la désastreuse catastrophe du pont d'Angers, qui vint en 1850 attrister la France et noyer des centaines de pauvres soldats dans les eaux de la Loire, eût pu être aisément évitée.

La hauteur du tablier du pont de la rivière de l'Est au-dessus du niveau des eaux étant de 40 mètres, le plus grand clipper pourra passer sous ce pont toutes voiles dehors. La longueur totale du pont, qui partira de la place de l'Hôtel-de-Ville à New-York et entrera bien avant dans Brooklyn, dominant dans un cas comme dans l'autre les maisons aux abords de la rivière, sera de 1,800 mètres, y compris les deux viaducs d'accès. Les habitans de Brooklyn calculent déjà qu'il leur sera plus aisé de prendre le bac lorsqu'ils n'auront qu'à se rendre d'un bord de la rivière à l'autre. Quant à la largeur totale du tablier, elle sera de 26 mètres, ce qui est la largeur d'une rue comme Broadway; cette dimension permettra de ménager de chaque côté une voie ferrée et une voie charretière, plus une passerelle au milieu, élevée de 3 mètres. Les promeneurs jouiront à leur aise du haut de ce belvédère, deux fois plus élevé qu'une maison à cinq étages, de la plus fraîche brise et du plus magique horizon. Les fondations des piles ont été établies au moyen de l'air comprimé par des procédés aussi hardis qu'ingénieux; elles s'enfoncent de 25 mètres sous l'eau, dans le sable, jusqu'au terrain solide, qui porte gaillardement et pour l'éternité ces gigantesques et pesantes tours qu'on aperçoit d'une lieue.

En remontant la rivière de l'Est, au-delà de Brooklyn, on salue à gauche, sur l'île de Manhattan, les innombrables rues de New-York qui viennent mourir au bord de la rivière; à droite, sur l'Ile-Longue, les agglomérations de plus en plus populeuses et pressées de Williamsburg, Greenpoint, Hunter's-Point, Ravenswood, Astoria, qui ne feront demain qu'une seule et grande ville. Çà et là sont encore d'élégans cottages, qui disparaissent au milieu de la verdure et des

fleurs. Sur la rivière elle-même se succèdent les îles de Blackwell, de Ward et de Randall, où sont heureusement isolés, au milieu de l'eau et du bon air, dans des édifices de briques ou de granit ayant chacun le style voulu, le pénitencier, l'hôpital des fous, celui des immigrans, « l'asile des ivrognes » et diverses maisons de refuge, en un mot toutes les institutions charitables et de correction que la ville de New-York a tenu à honneur de prendre sous sa sauvegarde.

Entre l'île de Ward et Astoria est un chenal qui se nomme *Hell-Gate* ou la Porte-d'Enfer. Il est semé de roches à fleur d'eau qui gênent la grande navigation et donnent naissance à des courans. Depuis 1870, on a ouvert de vastes chambres de mine sous l'eau pour faire sauter ces roches. Ces audacieux travaux seront bientôt terminés. On allumera toutes les mines à la fois au moyen de l'étincelle électrique, une formidable explosion se produira, soulevant l'eau en tourbillons, pulvérisant les roches en déblais, qu'on enlèvera au moyen d'une drague à vapeur, et le chenal sera complétement libre. Alors les *steamers* d'Europe pourront prendre cette voie, à la fois plus sûre et plus rapide, et arriver à New-York par la rivière de l'Est, gagnant ainsi une couple de centaines de milles, c'est-à-dire près de vingt heures sur le parcours total. C'est une économie de temps dont il faut tenir compte. Les Américains sont coutumiers de ce genre de travaux sous-marins, et ils ont fait déjà sauter, par des opérations analogues, heureusement et rapidement menées à bien, des roches qui gênaient l'entrée des ports de Boston et de San-Francisco.

Le chenal de Hell-Gate franchi, la rivière de l'Est s'élargit en un bras de mer qu'on nomme le *Sound*, et qui s'unit plus loin à l'Océan. Du côté opposé, au-delà des îles de Ward et de Randall, commence la rivière de Harlem, qui n'est qu'un faux bras de l'Hudson. Si nous descendons le grand fleuve à partir de ce point, nous apercevons sur la rive gauche New-York avec le prolongement des rues que nous relevions tout à l'heure, et sur la rive droite Fort-Lee, au-delà duquel s'étendent de plantureuses campagnes, puis Weehawken et Hoboken, peuplées d'Allemands, et Jersey-City. C'est là, tout le long de la rivière, que sont les docks, les ateliers, les gares du grand chemin de fer de l'Érié. Jersey-City fait face à la cité impériale sur l'Hudson, comme Brooklyn sur la rivière de l'Est. L'Hudson sépare ici les deux états limitrophes de New-York et de New-Jersey. L'espace qui s'étend entre la pointe de Manhattan et Jersey-City sert d'embouchure au grand fleuve. Ses eaux, qui s'unissent insensiblement à celles de la mer, forment une magnifique baie intérieure qui est la plus belle et la plus sûre du monde, où toutes les flottes de l'univers pourraient se donner rendez-vous et évoluer à l'aise. Cette

baie ne communique avec l'Océan que par un goulet resserré, les *Narrows* ou les Étroits, qui est borné d'un côté par l'Ile-Longue aux plages basses, sablonneuses, et de l'autre par l'île verdoyante et boisée de Staten, où sont de superbes résidences. Staten-Island est le rendez-vous favori, en été, de ceux que leurs affaires retiennent le jour dans la grande ville, et qui ne peuvent aller au loin chercher le calme, l'ombre et la fraîcheur que les chaleurs torrides de New-York rendent indispensables.

Sur l'une et l'autre rive de l'Hudson s'alignent les quais où mouillent, chacun à une place connue, les navires à vapeur. Sur la rive de Jersey-City et d'Hoboken, ce sont entre autres les fameux *steamers* des compagnies Cunard et White-Star, qui desservent la Grande-Bretagne, puis ceux de Brême et de Hambourg. Sur l'autre rive sont les quais des compagnies Inman, Guion, National, Anchor, et ceux de la compagnie transatlantique française. L'Océan est devenu comme un grand fleuve entre l'Amérique et l'Europe, et ce fleuve est sans cesse sillonné par la vapeur. Il part de New-York, il y arrive tous les jours jusqu'à six et huit *steamers* européens. Le Havre, Liverpool, les ports allemands, ne sont plus qu'à neuf jours de l'Amérique.

Sur la même rive où nous étions tantôt, ancrent aussi les magnifiques *steamboats* qui remontent l'Hudson jusqu'à Albany, et ceux qui, par la rivière de l'Est et le Sound, vont jusqu'à Boston ou seulement jusqu'à Newport et Providence. Ceux-ci, véritables villes flottantes, sont cités parmi les plus grands et les plus luxueux de tous les navires à vapeur, et jouissent, dans tous les États-Unis, d'un renom populaire justement mérité. Voici encore les *steamers* plus modestes qui touchent aux ports atlantiques de l'Union, à Charleston, à la Nouvelle-Orléans, ou bien à la Havane, au Mexique, au port d'Aspinwall ou Colon, où arrive le chemin de fer de Panama. De l'autre côté, sur le Pacifique, attendent les gigantesques *steamers* qui font le service de Californie.

Le mouillage des navires à vapeur de la ligne du Mexique est voisin de la pointe de Castle-Garden. En tournant cette pointe, nous rentrons dans la rivière de l'Est, où s'entassent les navires à voiles, les clippers à quatre mâts, venus de tous les ports du globe. Les charrettes qui vont et qui viennent, portant les lourds ballots, l'encombrement des marchandises qu'on embarque ou qu'on décharge, les omnibus et les voitures qui essaient de se glisser à travers tous ces embarras, la foule bruyante des passans, matelots de toutes les nations, vendeurs ambulans de toute catégorie, tout un monde de gens sacrant ou pris de vin, l'interminable alignement, devant un quai déjà trop étroit, de buvettes, d'auberges, de magasins bariolés, les ponts de débarquement des bacs vomissant à chaque

minute leurs milliers de passagers affairés, qui vous coudoient, qui vous bousculent, tout cela compose un spectacle digne d'être vu, mais point du tout commode à voir. Les quais de l'Hudson, non moins animés, sont plus accessibles, car là chaque navire a son dock, vaste emplacement fermé, clos de planches, où l'on remue à l'aise les colis.

Sur la rivière de l'Est, au-delà du port marchand, sont les chantiers de construction des navires à vapeur. C'est de là que s'est élancé, au mois de septembre 1874, le *City of Pekin*, le plus grand *steamer* qui ait jamais été construit. Après un premier voyage d'essai, auquel fut invité et prit part le général Grant, il est allé doubler le Cap-Horn pour toucher à San-Francisco, et faire sur le Pacifique les voyages réguliers entre la Californie, le Japon et la Chine. A Brooklyn est le *navy-yard*, un des arsenaux de l'Union, où mouillent, se construisent et se réparent les fameux *monitors* et autres navires de guerre américains.

Le monde entier est tributaire du port de New-York et le monde entier lui expédie en échange ses produits. Bien mieux, tous les états de l'Union envoient la plus grande partie de leurs productions à cette place privilégiée, qui de là les dissémine elle-même sur tout le globe. C'est ici que le sud adresse une part de ses cotons et de ses riz, la Pensylvanie son charbon, son fer, son pétrole, le Kentucky, la Virginie, le Maryland, leur tabac, le Lac-Supérieur son cuivre, le Missouri son plomb, le Wisconsin son zinc. Les états de la Nouvelle-Angleterre apportent à New-York les produits de leurs manufactures et de leurs pêcheries, et jusqu'à leur glace et leurs fruits. Puis viennent les états de l'ouest, à leur tête l'Illinois, avec leurs grains, leurs farines, leurs viandes salées, leurs bois d'œuvre, leurs produits de jardinage, de vacherie, de basse-cour. Quoi de plus? C'est ici que les mines de Californie et celles de Nevada envoient leurs lingots d'or et d'argent. New-York expédie à son tour à tous ces états les nouveautés et les tissus d'Europe, les vins et les liqueurs de France, le café de Rio ou de Java, le sucre de La Havane, le thé de Chine et du Japon, les laines de la Plata et d'Australie, l'étain des Détroits, les épices et les aromates de l'Inde. New-York est le grand entrepôt, l'immense magasin de toute l'Amérique du Nord.

Pendant l'année fiscale commençant au 1er juillet 1872 et finissant au 30 juin 1873, la dernière dont la chambre de commerce de New-York nous a remis les états statistiques, il est entré dans ce port, en nombres ronds, 5,700 navires jaugeant 4,300,000 tonneaux, sur lesquels il faut compter environ 1,000 *steamers* océaniques d'une capacité de 2,460,000 tonnes. A la sortie, on relève à très peu près les mêmes chiffres. Pendant la même année, tous les

ports des États-Unis n'avaient reçu au total que 32,000 navires jaugeant 12 millions de tonneaux. Il ressort de ces prémisses deux conséquences du plus haut intérêt : l'une que le tonnage du port de New-York est à lui seul le tiers de celui de tous les ports de l'Union, et ceci nous explique d'un seul trait l'importance commerciale de cette place, — l'autre que le tonnage des *steamers* qui fréquentent ce port y est de plus de moitié de celui des autres navires, ce qui confirme ce phénomène économique dont tous les marins ont été frappés depuis quelques années, que la vapeur tend de plus en plus à se substituer partout à la voile.

Il est à noter que, parmi les *steamers* qui font le service entre New-York et les ports européens, aucun n'est américain, et que, parmi les navires qui fréquentent le port de New-York, le pavillon étranger occupe une place de plus en plus prépondérante. Ces faits n'avaient pas lieu avant que les États-Unis eussent adopté, sous prétexte de favoriser leur commerce et leur industrie et de payer la dette de leur dernière guerre, des mesures douanières de protection et même de prohibition. L'adoption de ces règles d'un autre âge leur a coûté cher, tout en permettant, il faut bien le reconnaître, à quelques industries, telles que le tissage des étoffes, la fabrication du fer, de l'acier, du cuivre, de se développer chez eux avec un succès, un entrain qui étonne. En revanche, le prix de la main-d'œuvre et des matières premières s'est élevé si haut dans toute l'Union que non-seulement aucun *steamer* de commerce, mais encore aucun navire à voile de grande portée n'a pu y être économiquement construit pour être mis en concurrence avec ceux d'Europe. Les chantiers de construction maritime de l'Union, naguère encore si animés, chôment aujourd'hui pour la plupart, et les Américains, ces « rouliers de la mer, » qui avaient hier la plus formidable marine du globe, qui naviguaient le plus vite et le plus économiquement, ont cédé peut-être pour toujours la première place à l'Angleterre.

Le mouvement incessant des marchandises apportées en quantités si considérables sur des points relativement restreints, l'absence d'un grand dock central établi dans les bassins mêmes, comme à Londres, tout cela fait qu'à New-York le pavage et l'entretien des quais et des rues du bas de la ville est une entreprise des plus difficiles. Ajoutons qu'une municipalité sans foi a dans maintes rencontres impudemment empoché l'argent des contribuables pour le partager avec les « politiciens » qui l'avaient nommée, et qu'il a fallu envoyer aux travaux forcés plus d'un surintendant des travaux urbains. Qui n'a pas vu le triste état des quais de l'Hudson, de ceux de la rivière de l'Est, de toutes les rues circonvoisines, et même de bon nombre de rues au cœur de la grande ville quand les riches n'y habitent point et ne prennent pas à leur charge le soin des trottoirs

et de la chaussée, ne peut avoir une idée de l'abandon honteux où est laissée la voirie de la « cité impériale. » — « New-York dépense plus que Paris pour l'entretien de ses rues, disait récemment le *Herald;* elle est cent fois plus mal pavée que Paris. » Que serait-ce si le journal, poursuivant son enquête, eût parlé de ces deux marchés qui font tache dans la grande ville, le marché de la viande (Washington-Market) sur les quais de la rivière du Nord, et celui du poisson (Fulton-Market) sur la rivière de l'Est! En été, il y a là deux foyers de pestilence.

Dans cette immense cité, on dirait qu'il n'existe aucun géomètre municipal. Les ruisseaux n'ont aucune pente régulière, les égouts sont insuffisans; rarement on arrose ou l'on balaie, si ce n'est sur quelques points en vue. Chacun, même devant les maisons les plus aisées, est tenu d'étaler sur le trottoir les rebuts de cuisine dans un tonnelet défoncé qui reste là en permanence. Le milieu de la rue est un cloaque; il n'est pas rare d'y rencontrer des animaux morts que l'on n'enlève pas. Sur le ventre bouffi d'un cheval tombé de fatigue, on a vu un industriel avisé venir un jour coller ses réclames : les curieux avaient double raison d'accourir. Les pavés, disjoints, déjetés, sont éparpillés çà et là, quand ils ne manquent pas tout à fait. A la moindre pluie, ce sont des flaques d'eau, une boue noire et épaisse où l'on enfonce jusqu'aux genoux. C'est bien pis l'hiver, quand un pied de neige reste souvent plus d'un mois en place. Chacun alors porte double chaussure, l'extérieure en caoutchouc; la mode a prévu cela. Il faut renoncer à toute description; il faut avoir été témoin de ces choses. Inutile de prendre une voiture; outre que le service des coches est des plus coûteux et des plus primitifs, les voitures ont peine à franchir tant d'obstacles, vont au pas, et vous cahotent horriblement. N'essayez pas non plus de l'omnibus, il ne vaut guère mieux; on en a vu s'arrêter sur place et renoncer à continuer leur chemin. Prenez le *car* qui court sur le *tramway*.

Le *car*, c'est le mode de transport à la fois le plus économique, le plus commode et le plus populaire de New-York. C'est par le *car* que les négocians et commis descendent le matin en troupes nombreuses, du haut de la ville où ils demeurent, dans le bas, où sont leurs bureaux, et remontent le soir. C'est ici comme à Londres : le bureau est strictement séparé, éloigné du *home* ou foyer domestique. Pour une modique somme de 5 cents (25 centimes), le *car* vous transporte sur une longueur de plusieurs kilomètres. Il en est qui partent de la 200e rue et au-delà, des bords de la rivière de Harlem, sillonnant les principales artères. On les voit, on les entend partout. Il est des lignes où ils se succèdent de minute en minute. Ce n'est pas comme à Paris, où l'on ne s'aperçoit guère du service des *tramways*, installé depuis quelques mois.

Le *car* est une immense voiture quadrangulaire portée sur deux paires de roues en fonte, et traînée par deux chevaux sur des rails en fer noyés dans la chaussée. Le cocher, debout, sans user du fouet, guide des rênes les bêtes librement attelées. Un frein, qui agit sur les roues et qui se manœuvre au moyen d'une manivelle, sert à arrêter la voiture quand il en est besoin. Au tournant des rues, les rails s'arrondissent sur des courbes soigneusement calculées, et le *car* évolue aisément sur la cheville ouvrière des essieux. Les chevaux, munis de sonnettes à la façon des mules espagnoles, annoncent de loin la venue du véhicule. Les voitures et les piétons se garent; les voitures reprennent ensuite leur première direction sur les ornières des rails, dont elles suivent l'espacement, ce qui facilite beaucoup leur course et le tirage des chevaux. A l'intérieur du véhicule règnent, sur toute la longueur, deux bancs légèrement rembourrés ou à claire-voie; à terre, un tapis de feutre ou de spart. Quand toutes les places sont prises, on se tient debout, dans l'espace libre entre les deux bancs. Des bretelles en cuir, fixées au plafond de la caisse roulante, — et dans lesquelles vous passez la main, si l'aspect graisseux de ces corps pendans, usés par d'autres, ne vous dégoûte pas, — aident à garder la position verticale. D'habitude le passant s'élance dans la voiture, qui court au trot, en descend de même; on n'arrête guère que pour les dames. On ne refuse jamais personne. Quand tout l'intérieur est plein, vous pouvez monter à l'avant, sur la plate-forme, à côté du cocher, à l'arrière, à côté du conducteur. Celui-ci va et vient, encaisse le montant des courses, qui est uniforme, quelle que soit la distance que vous parcouriez. Il tient à la main un papier numéroté et un petit appareil métallique. A chaque paiement, il pointe le papier avec cet appareil taillé en emporte-pièce; une petite rondelle se détache et tombe dans l'intérieur du mécanisme : c'est une souche qui sert de contrôle; en même temps sonne un timbre. La fraude est impossible, il faut enregistrer chaque paiement; le public est là qui entend sonner l'appareil, et cela réveille les oublieux, que le conducteur pousse du coude ou touche familièrement à l'épaule, s'ils ne s'exécutent pas assez vite. Le *car* est plein, entrez toujours; il est fait pour 24 places, il emmène quelquefois jusqu'à 60 voyageurs. Le matin, mais surtout le soir, vers six heures, quand chacun revient des affaires, c'est un spectacle curieux que celui de ces voitures où les grappes humaines s'empilent. Aucun bruit, aucun cri, aucune dispute. Chacun se serre pour faire place au voisin. On ne repousse même pas ceux qui entrent avec des paquets. On est fort poli pour les dames; on se lève silencieusement pour leur céder la place quand elles sont debout. C'est chose due, elles ne vous remercient pas même d'un sourire, d'un coup d'œil; seulement prenez

garde aux *pickpockets*, un écriteau à l'intérieur vous en prévient. Arrivés à destination, les chevaux sont dételés et reportés de l'autre côté du *car*, sans autre manœuvre. Il n'y a pas de timon pour atteler les bêtes, et la voiture, de forme symétrique, sans être retournée va librement dans les deux sens.

Un chemin de fer aérien, qui court le long des maisons, sur une seule voie, portée par des colonnettes en fonte fixées sur la partie extérieure des trottoirs, fait le service entre la 30e rue et la Batterie, en concurrence avec les *cars*. Dans le principe, on hésitait à prendre cette ligne à la suite de quelques accidens où le train fut précipité dans la rue. Aujourd'hui on a oublié cela, et le chemin de fer aérien fait convenablement ses affaires.

Les omnibus ou *stages*, familièrement et laconiquement les *bus*, desservent surtout l'interminable rue de Broadway. Ils sont de forme ventrue, archaïque, ornés au dehors et au dedans de peintures voyantes, têtes de femmes enluminées, paysages fantastiques. Bien qu'ils soient plus petits que les *cars*, on y paie le double : aussi les regarde-t-on comme plus « aristocratiques, » et la société y est-elle plus choisie. Il est des *cars*, ceux qui courent le long des quais ou traversent les quartiers populeux, où une dame ne pourrait guère se risquer, — non que la société y soit impolie, bruyante, mais elle n'est pas choisie; les vêtemens n'y sont pas de la plus grande fraîcheur, et l'odeur qui y règne est quelquefois insupportable. — Dans Broadway, il passe à chaque minute trois ou quatre omnibus à la fois. L'après-midi, ils sont souvent pleins de dames qui vont rendre leurs visites, courir les magasins; il fut un temps où elles avaient adopté la mode, quand elles ne trouvaient plus de place, de s'asseoir sans façon sur les genoux des voyageurs. La voiture va lentement, cahotée sur un pavé inégal. Le cocher, le chef protégé en été d'un vaste parasol blanc fixé à demeure et orné de réclames, vous fait signe de monter, et, lâchant une courroie attachée à son pied, laisse la porte s'ouvrir. Aucun conducteur. Vous jetez votre argent dans une petite boîte mécanique, vissée au fond de l'omnibus et à parois transparentes de cristal. De temps en temps, une trappe intérieure se lève toute seule et fait tomber la monnaie dans un double-fond invisible fermé par un cadenas. Le mouvement saccadé de cette trappe, qu'on dirait animée, irritée contre les menues pièces de nickel ou les carrés de papier-monnaie qui refusent de tomber du premier coup, est fort original. Il n'y a pas d'autre contrôle, et pas d'exemple de voyageur qui ne paie pas. Chacun est censé le surveillant de son voisin ; c'est une façon de *self-government* au petit pied. — Si vous avez à changer de la monnaie, vous faites résonner un timbre. Une main se présente par un trou, c'est celle du cocher. Vous lui passez votre argent, il vous renvoie par le

même trou, sans arrêter ses chevaux, une enveloppe cachetée où est en petite monnaie le change de votre billet. Le montant de la somme contenue est imprimé sur l'enveloppe. Vous décachetez et jetez dans la boîte le prix connu du passage. La mystérieuse cassette, d'application récente, a excité la colère des cochers d'omnibus, qui auparavant volaient une partie des courses qu'on leur payait. C'était, paraît-il, chose entendue. Au mois de juin dernier, ils se mirent tout à coup en grève, et, au grand ébahissement des habitués de Broadway, les antiques voitures cessèrent un beau matin de fonctionner. Cela dura pendant quelques jours. Les cochers exigeaient une augmentation de gages, depuis qu'ils ne pouvaient plus voler. Comme on ne pouvait marcher avec des cochers d'occasion, car le métier est rude et demande une grande pratique, on finit par composer et s'entendre. Les patrons en furent quittes pour augmenter d'un quart la paie allouée aux anciens *drivers*. Tout d'abord ceux-ci avaient rossé quelques novices qui avaient voulu prendre leur place et s'étaient permis de monter sur le siége sans avoir fait d'apprentissage. Il est inutile de dire que ce genre d'entreprise est libre, qu'aucune ordonnance de police ne le régit et ne limite le nombre des omnibus.

IV. — LA CITÉ IMPÉRIALE ET LE MONDE AMÉRICAIN.

Ceux qui ont vu un plan de ville américaine savent que les rues s'y croisent à angles droits, à la façon des lignes d'un damier. Dans toute l'Amérique du Sud, le système des *quadras* ou pâtés rectangulaires de maisons a été adopté dès le principe, comme on peut le voir en visitant Lima, « la ville des rois, » ou Santiago, la belle capitale du Chili. On ne tarda pas à faire de même à New-York dès qu'on eut rompu avec la tradition anglaise, c'est-à-dire vers la fin du siècle dernier. Alors les rues, au lieu de porter des noms distincts, Wall, Beaver, William, Pearl, prennent des noms de nombre; pour en distinguer la direction, on appelle *avenues* celles qui vont du sud au nord, parallèlement à l'Hudson, auquel les rues proprement dites sont perpendiculaires. On a eu de la sorte la *rue* ou l'*avenue première, deuxième* et ainsi de suite. Déjà la 205e rue est tracée au bord de la rivière de Harlem, et au-delà l'on continue. Par ce système, un étranger perdu au milieu de la ville trouve en un clin d'œil, sans plan, la direction qu'il doit suivre, et de plus, comme ce qu'on appelle un *bloc* ou pâté de maisons, — une île, comme nous disons en France et comme disaient les Latins, — a généralement, dans le sens des rues ou des avenues, une longueur régulière, il connaît aussi la distance qu'il doit franchir pour se transporter d'un point à un autre. Ainsi, les rues transversales aux avenues se suc-

cédant à des distances de 75 mètres, s'il part de la 1[re] rue pour aller à la 100[e], il sait qu'il doit faire un parcours de 7,500 mètres ou 7 kilomètres 1/2. Il est une fois pour toutes orienté et trouve pour ainsi dire les yeux fermés une adresse quelconque. Il est bien entendu que ce système, aussi simple qu'ingénieux et commode, ne peut être adopté que dans une ville bâtie sur un plan tracé d'avance, et qu'il est inapplicable à Paris comme au vieux New-York.

Le New-York de 1874, entre la Batterie et le Parc-Central, le bois de Boulogne de la ville impériale, est divisé en 22 *wards* ou arrondissemens, dans chacun desquels est une inspection de police et un service télégraphique pour prévenir des incendies. Dès que le feu éclate quelque part, les pompes à vapeur se mettent en mouvement, traînées par d'intelligens chevaux, accourent sur le lieu du sinistre, et l'on sait avec quelle énergie, quelle promptitude elles opèrent : c'est à qui devancera tous les autres.

Les 1[er], 2[e], 3[e] et 5[e] *wards* sont occupés par le quartier des affaires : c'est, à proprement parler, le bas de la ville, *down-town*, la partie sud de New-York ; dans les 4[e], 6[e] et 7[e] *wards*, entre Broadway et la rivière de l'Est, grouillent les émigrés italiens, les *pifferari*, et la plus grande partie des classes dangereuses de cette ville si diversement peuplée. Dans le 9[e] *ward*, naguère un des centres du monde élégant, sont restées d'anciennes familles, surtout de souche hollandaise. Le calme de ce quartier contraste avec l'agitation des quais voisins de l'Hudson, et le style sévère de ses maisons d'habitation avec la mauvaise tenue des bicoques qui s'alignent le long du grand fleuve. Les Français occupent presque entièrement le 8[e] *ward* avec leurs cafés, leurs restaurans, leurs magasins. On n'y entend parler que notre langue. Blanchisseurs, boulangers, fabricans de fleurs artificielles, nos compatriotes exercent une foule de petits métiers qui ne les enrichissent guère. Ils s'ingénient à vivre comme ils peuvent dans ce vaste pandémonium, aux mouvemens duquel ils ne se mêlent point. Ils regrettent la France et ne songent qu'à y revenir. Voici, dans le 11[e] *ward*, les Allemands et les Irlandais, aussi nombreux à New-York que les Américains de naissance, et pour toujours établis dans leur pays d'adoption. Ici les rues fourmillent d'enfans. Les Allemands ont importé dans la grande ville leurs orphéons, leurs brasseries sous les tonnelles, — les Irlandais leurs coutumes batailleuses; les fils d'Érin sont de toutes les agitations politiques et déterminent par leurs votes le succès du parti démocratique, qui a presque toujours régi New-York. Le lord-maire de Dublin, reçu en Amérique au milieu des ovations, y complimentait récemment ses compatriotes, et remarquait que New-York était après Dublin la ville qui renfermait le plus d'Irlandais. Il aurait pu ajouter aussi que c'était celle qui contenait le plus d'Allemands après

Vienne et Berlin. — Les autres *wards* de New-York sont en partie occupés par les Américains proprement dits; çà et là, des rues entières habitées par les nègres, ou bien une agglomération des classes dangereuses, qui réapparaît. A mesure qu'on arrive vers les dernières rues, au-delà du Parc-Central, on rencontre, à côté de rues déjà entièrement tracées, de misérables cahutes de *squatters* dispersées au milieu de terrains vagues. Ce sont généralement des Irlandais qui habitent là avec toute leur famille, leur chèvre, une vache. Cela fait tache, mais disparaîtra demain, à mesure que de nouvelles maisons s'élèveront sur ces emplacemens à bâtir. Le sol n'a pas encore été nivelé, mais il est depuis longtemps soigneusement cadastré, et chaque *lot* (c'est la surface que doit occuper une maison) en a déjà été plusieurs fois vendu et revendu. La spéculation ne s'endort pas; le maçon viendra à son heure et chassera pour toujours le *squatter*.

On cite l'époque où le quartier élégant était dans le bas de la ville; cela pouvait encore se voir vers 1840. Alors on se promenait le soir sur le bord de l'Hudson, à la Batterie, où tout le monde se donnait rendez-vous, comme au beau temps des *knickerbockers*. Aujourd'hui on ne va plus à la Batterie, et le *bowling-green*, qui en est voisin, ne voit plus de joueurs de boules. On a les squares, qui rompent çà et là la monotonie des rues et des avenues, lesquelles sont aussi plantées d'arbres. On va dans l'après-midi entendre la musique et parader en voiture au *Central-Park*, qui est à 8 kilomètres de la Batterie. Cette distance de 8,000 mètres, parcourue en trente ans, peut donner une idée de la vitesse avec laquelle se développe et s'avance la ville de New-York. C'est une vitesse d'environ 270 mètres par an. Nous nous souvenons d'avoir vu la ville, en 1859, s'arrêter au square Madison, où est l'hôtel de la 5e avenue; nous l'avons retrouvée, en 1870, aux environs du Parc-Central, à 2 kilomètres 2/3 du premier point. Les hommes d'affaires avisés, qui jouent sur le prix des terrains, ont l'instinct de cette loi économique. Qui achète à New-York un terrain à bâtir et peut le garder dix ou vingt ans est sûr de quintupler, de centupler quelquefois son capital.

Les habitans de New-York citent à tout propos les étonnans progrès de leur ville et en sont justement fiers. Ce parc, qu'ils ont appelé *central*, bien qu'en le traçant à l'extrémité nord de la cité, un jour que les magnifiques embellissemens du bois de Boulogne à Paris leur tournèrent à eux aussi la tête, ce parc, que nous avons vu à peine planté en 1867, nous l'avons retrouvé plus vert les années suivantes, et en pleine vigueur pendant l'été de 1874. Alors aussi il commençait réellement à mériter son nom, car il est maintenant bien au centre de cette grande ville, de cette Babylone mo-

derne, qui, étouffant dans sa première limite que marquait une barrière naturelle, l'a pour jamais franchie, et couvrira demain tout le comté de Westchester lui-même du pâté de ses innombrables maisons. Déjà, autour du Parc-Central, encore plus grand et non moins bien décoré que le bois de Boulogne, s'élèvent partout de longues lignes d'habitations. Malheureusement elles font tort au paysage, et dressent tristement leurs hautes parois de briques rouges sur un fond d'arbres toujours verts.

C'est dans le voisinage de ce parc que le beau monde aime aujourd'hui à habiter. Les riches marchands, les gros banquiers, les hommes d'affaires gorgés de millions, viennent fixer là momentanément leurs somptueuses résidences, jusqu'à ce qu'une nouvelle poussée des boutiquiers, qui montent avec le flot toujours croissant de la population, les force à s'éloigner encore. Que de gens ont ainsi changé de domicile tous les dix ou vingt ans! A vrai dire, on n'a pas de foyer. On laisse en un instant tous les souvenirs du passé, ces souvenirs qui s'attachent aux lieux où l'on est venu au monde, où l'on a aimé, et qui sont si chers à quelques âmes délicates et sensibles. Le *natale solum*, qui faisait pleurer Ovide, semble faire vibrer à peine le cœur de l'Américain. Nul n'habite plus dans la maison de ses pères, à l'endroit où il est né. Naguère la 5e avenue, entre les squares Washington et Madison, était le quartier préféré. Il y a quelques années, c'était là que le dimanche à midi, au sortir des offices, on rencontrait dans leurs élégantes toilettes toutes les *belles* de New-York. Nombre de gens comme il faut n'habitent plus là aujourd'hui; l'envahissement des modistes, des tailleurs, des restaurateurs, a chassé « l'aristocratie. » Il nous souvient que le vénérable inventeur de la télégraphie électrique, M. Morse, chargé de gloire et d'années, qui habitait en 1869 dans une magnifique maison de la 22e rue, au coin du square Madison, nous disait d'un air triste : « Il va falloir vendre ce logis, déménager, aller s'installer plus loin; le commerce envahit ce quartier, hier encore si tranquille, si bien habité! » Deux ans après, la mort frappait le vieux savant, et il allait trouver ailleurs et pour toujours le repos qu'il cherchait.

Aujourd'hui c'est entre les 35e et 60e rues, les 4e et 6e avenues qu'il est de bon ton d'habiter. La 5e avenue est sur ces points le quartier par excellence, même à partir du square Madison, c'est-à-dire de la 26e rue. C'est là que le riche marchand Stewart a son palais de marbre, au coin de la 34e rue. A la 60e rue commence le Parc-Central. Les rues qui vont de la 26e à la 33e étaient hier encore affectionnées du monde élégant; il les a en partie abandonnées à des maisons de jeux et à de pires encore, où les viveurs, toute la nuit, tiennent leurs assises en permanence. New-York est assurément la ville la plus débauchée des deux Amériques.

Les belles demeures, et en général toutes les maisons privées de New-York, rappellent par l'architecture et la disposition les résidences anglaises; elles n'ont aucune ressemblance avec nos maisons de Paris. On ne comprend pas aux États-Unis que plusieurs familles puissent habiter à la fois sous le même toit. Chacun veut avoir son foyer séparé, et cependant ce sont ces mêmes gens qui vont vivre si volontiers à l'hôtel. Les demeures des riches se reconnaissent à leurs élégantes et monotones façades, où le grès rouge du New-Jersey se répète sur des blocs continus avec les mêmes moulures et toujours la même ordonnance. Ce sont presque partout les mêmes balcons de pierre, les mêmes grandes glaces aux fenêtres, la même porte monumentale en beau bois de noyer américain, sculpté, fouillé, à laquelle conduit un escalier extérieur. Du pied des marches se détache une grille en fer qui protége un carré de gazon et le pas qui mène aux cuisines. De l'autre côté de la maison, un long jardinet ou une cour avec une treille au fond. Volontiers on tend des cordes à travers les arbustes pour faire sécher la lessive, qui se fait à domicile. Quelques jardins sont mieux tenus et décorés de plantes rares. A l'intérieur du logis, de nombreux objets d'art, souvent d'un goût douteux. Toutefois plusieurs de ces collections mériteraient d'être citées, et témoignent du choix éclairé de leurs possesseurs. Il est telle galerie de tableaux établie avec un soin délicat, patient, qu'il faudrait aussi rappeler, si d'autres n'ont été rassemblées que pour obéir à la coutume, qui veut que l'on ait des tableaux quand on peut les payer.

C'est dans ces demeures princières qu'habitent ces jeunes *misses* remuantes qui ne vivent que pour s'amuser. Elles sont libres autant qu'on peut l'être; les mœurs américaines ont encore renchéri en cela sur les mœurs anglaises. Heureusement que les jeunes filles joignent à l'amour exagéré du plaisir, du mouvement, un tempérament calculateur qui les retient le plus souvent sur le bord de l'abîme. La tête est folle, mais le cœur reste froid. Les lois du pays atteignent aussi le séducteur plus facilement que chez nous, ce qui est une barrière pour l'homme. Ce n'est pas qu'il n'y ait des abus, et que telle demoiselle de New-York ne soit, comme on dit, un peu *fast* ou évaporée. Le jour, elles vont avec des amies, ou accompagnées de celui qui a l'honneur de les courtiser et de *flirter* ouvertement avec elles, cavalcader au Parc-Central, amazones infatigables, ou y courir follement dans un *buggy* qu'elles conduisent elles-mêmes. L'hiver, elles changent le phaéton en traîneau, vont patiner sur le lac du parc ou promènent leur curiosité dans tous les magasins de Broadway. Là elles font déplier toutes les étoffes, demandent le prix de chaque chose et n'achètent rien. Le commis impassible ne témoigne par aucun signe du moindre mécontentement. Il

y a un mot pour cette singulière habitude, familière à toutes les dames américaines et un peu aux Anglaises : on appelle cela *shopping* (*magasiner*). Une autre coutume où les Américaines sont maîtresses, c'est d'entrer dans les confiseries et d'y prendre des glaces à tout propos; mais la femme est partout gourmande. Le soir, les mêmes jeunes filles se retrouvent au théâtre, au restaurant. Si un grand bal quelque part se donne, on est sûr de les y rencontrer. L'été, des parties sans fin les appellent dans les villes d'eaux, à Newport, à Long-Branch, à Saratoga, où elles étalent plusieurs fois par jour des toilettes à ruiner vingt maris, ou bien, franchissant l'Océan, elles viennent étonner l'Europe de leurs joyeux écarts. Qui ne les a rencontrées à Brighton, dans l'île de Wight, à Ostende, à Spa, à Hombourg, à Rome, à Paris, où elles ont trôné un moment avec tant d'éclat? Les fêtes bruyantes des Tuileries, surtout vers la fin de l'empire, n'eurent pas de solliciteuses, d'habituées plus empressées que ces fières républicaines. Bien des gens accoutumés à nos usages ne voudraient pas de ces jeunes filles pour femmes. Ils ont tort ou ils ont raison, peu importe; la vérité est que ces jeunes filles, au début si légères et quelquefois, disons-le sans détour, compromises par des actes graves, font à la fin des femmes comme d'autres et d'excellentes mères. A chaque pays ses mœurs. Quelques familles revenues d'Europe ont essayé d'importer aux États-Unis notre méthode sévère d'éducation féminine, elles ont trouvé peu d'adhérens.

Les hommes se distinguent des femmes, au moins en apparence, par plus de calme et de réserve. Ils commencent à travailler très jeunes, car on quitte de bonne heure l'école. Ils s'occupent avec ardeur d'affaires de tout genre, de commerce, de banque, d'industrie. Beaucoup voyagent et ne reviennent à la maison qu'après avoir fait fortune. On ne compte guère sur l'héritage paternel, et la dot est chose presque inconnue, même pour les filles. Le père, aujourd'hui millionnaire, peut être demain ruiné. Sur qui compter? Sur soi-même, sur soi seul, et c'est ce que fait chacun.

Ainsi préoccupés de choses matérielles, les hommes ne brillent point par des manières exquises : ils n'ont pas le temps d'être polis. Qui n'a entendu parler de leur manque d'urbanité, de leurs habitudes plus ou moins grossières? Autant les femmes sont distinguées, autant les hommes le sont peu, et c'est pour cela, non moins que pour le désir qu'éprouvent les naïves *misses* d'acquérir ce qui est défendu chez elles, c'est-à-dire un titre, que beaucoup de jeunes Américaines viennent se marier en Europe. Que de comtesses et de marquises d'emprunt sont ainsi retournées à New-York, à Chicago, à Boston! Hâtons-nous de dire que les graves défauts que l'on peut reprocher aux hommes disparaissent peu à peu dans les grandes

villes, et que nombre d'entre eux se distinguent aujourd'hui autant par leurs façons élégantes que par la culture élevée de leur esprit. Beaucoup, qui sont venus en Europe, se sont façonnés aux manières policées du vieux monde. Quelques-unes des anciennes familles, celles-là de souche réellement noble, ont gardé aussi avec sévérité et inculqué à leurs enfans les saines traditions d'autrefois. L'Amérique eut jadis sa bonne société. Au temps de George et de Martha Washington, qui avaient une cour, qui tenaient leurs levers, les salons de Philadelphie, de Boston, de Newport, de New-York, allaient de pair avec les meilleurs salons de l'Angleterre. L'avénement de plus en plus marqué des formes démocratiques et la part de plus en plus grande faite aux immigrans, ont peu à peu changé tout cela. Ces bonnes maisons, qui autrefois accueillaient si spontanément, si ouvertement l'étranger, il faut aujourd'hui les connaître, les chercher, les trouver, et chacune est un peu murée. C'est comme un clan dont il faut être, sinon vous êtes tenu soigneusement à l'écart. Le même homme qui, allant le matin à ses affaires, touche la main, parle familièrement à son bottier, citoyen, électeur comme lui, s'enferme, se claquemure le soir dans sa famille, et n'est accessible qu'aux intimes.

Dans ce monde si agité, si multicolore, il n'est pas rare, on le sait, de rencontrer des industriels et des marchands dont la fortune et les revenus égalent ceux des rois. Le commencement de tous a été des plus modestes. Stewart, émigré irlandais, a débuté par être un pauvre maître d'école. Astor, un Allemand, venu à New-York au commencement de ce siècle, avec un écu en poche, a laissé à son fils une fortune en propriétés foncières évaluée à 100 millions de francs. Vanderbilt, descendant des premiers émigrans hollandais, a commencé par être batelier et porter sur sa barque des produits de jardinage de Brooklyn ou de Staten-Island à New-York; il a aujourd'hui une fortune au moins aussi considérable que le fils de John-Jacob Astor; il jouit de plus du renom d'être le premier homme d'affaires des États-Unis. Il a possédé un moment toute une flotte de bateaux à vapeur, si bien qu'on ne l'appelait plus que « le commodore » ou « grand-amiral. » Aujourd'hui il n'a pas d'égal dans l'administration des voies ferrées. Le chemin de New-York-Central et Hudson-River, qui va jusqu'à Chicago par le *railroad*, riverain du lac Érié, qu'on nomme le Lake-Shore, est tout entier dans ses mains. Il mène cette affaire sans contrôle, autocratiquement. Les actions sont au-dessus du pair, et toute la bourse de New-York est tellement intéressée dans les affaires de ce roi des financiers, que récemment, en septembre 1874, la nouvelle, heureusement fausse, qu'il était pris d'une indisposition légère, fit tout à coup baisser les fonds publics. Il est vrai que cet industriel infatigable, le plus grand

travailleur d'un pays où tout le monde travaille, n'a pas moins de quatre-vingt-quatre ans.

Toute la société américaine prend modèle sur celle de New-York. La ville impériale règle les coutumes, les modes de l'Amérique, comme Paris règle celles de la France et quelque peu celles du monde entier. La ville de Washington n'est que la capitale politique des États-Unis. Sans doute on y rencontre l'hiver la société la plus cultivée, la plus élégante, la plus spirituelle; mais cette société est en grande partie cosmopolite et fournie par les diverses légations. La vraie capitale de l'Union est New-York. La société de Boston est plus lettrée et plus sévère; celle de Baltimore, de Charleston, de Richmond, plus distinguée, plus aristocratique, au sens strict du mot : on sait combien les familles virginiennes sont fières de leurs blasons et de leur généalogie; la société de Philadelphie est plus délicate, plus réservée; celle de la Nouvelle-Orléans, où dominent les descendans des créoles français, plus vive, plus chevaleresque, et cela était surtout vrai, pour la Nouvelle-Orléans, avant les désastreuses suites de la guerre de sécession qui ont ruiné le sud et l'ont livré en proie aux ignobles *carpet-baggers*; mais nulle ville américaine ne peut le disputer à New-York en population, en étendue, en magnificence, ni entrer en lutte avec elle pour le chiffre des affaires qui s'y traitent, pour la richesse de ses nababs, l'élégance des toilettes féminines, le luxe et l'éclat des fêtes et des réceptions. C'est en ce sens que New-York est la véritable capitale des États-Unis, et nulle cité, fût-ce Saint-Louis, que les Français fondèrent il y a un siècle sur le Mississipi et si étonnamment grandie depuis, fût-ce Chicago ou San-Francisco, la reine des lacs ou celle du Pacifique, ne pourra désormais lui ravir cette couronne.

Admirable destinée que celle de cette ville, à peine marquée sur la carte il y a moins d'un siècle et demi, et qui aujourd'hui contient 1 million d'âmes, 2 millions avec les villes annexes de Brooklyn, Jersey-City et les autres, qui font réellement partie de la grande agglomération new-yorkaise! Dans vingt ans, dans trente ans au plus, il y aura sur ce point 4 millions d'âmes. Londres alors sera dépassée, comme Londres a dépassé Pékin, et la première ville du globe, tant pour la richesse que pour le nombre des habitans, sera New-York. Les villes ont leurs destinées, et dans le phénomène mystérieux qui préside à leur naissance et fixe leur emplacement, les raisons de leur développement futur existent en germe. La nature, au commencement des âges, avait sans doute façonné cette pointe de Manhattan avec une préférence marquée. La place n'était-elle pas heureusement choisie entre toutes pour servir un jour de berceau à la première ville du monde?

L. Simonin.

LA RÉORGANISATION

DU MUSÉE DE PEINTURE

AU LOUVRE

La réouverture de la section qui termine la galerie du bord de l'eau permet maintenant de se rendre un compte exact des richesses dont se compose la collection des tableaux au musée du Louvre. Depuis longtemps, une partie des toiles qui représentent l'école flamande étaient restées pour ainsi dire cachées dans des salles où le public n'allait guère les chercher, et la critique ne cessait de faire entendre des plaintes sur les lenteurs que l'administration semblait mettre à leur rendre une place logique et favorable à l'étude. Aujourd'hui, les architectes, seule cause de tant de retards, ayant restitué à l'administration la partie qu'elle réclamait depuis si longtemps, celle-ci a pu répondre enfin aux réclamations des artistes et du public, et la grande galerie a retrouvé, avec une partie de son étendue primitive, toutes les toiles qui garnissaient autrefois ses murailles.

Notre musée de Paris est une gloire nationale. Il fait partie de ce domaine que la mauvaise fortune n'a pas diminué et qu'elle nous permet encore, qu'elle devrait même nous obliger d'étendre. Si l'on considère les services qu'il a rendus à l'école française et ceux qu'il est appelé à lui rendre, on comprend mieux combien il importe de s'y intéresser, de l'étudier dans ses richesses et d'en signaler les lacunes, de stimuler enfin l'indifférence, aussi bien celle qui vient de l'admiration satisfaite que cette autre, non moins dangereuse, qui se croise les bras devant une tâche hérissée de trop de difficultés.

Depuis deux siècles, la France peut, sans illusion, se vanter

d'être l'arbitre du goût en Europe. Quand l'art expirait au-delà des Alpes, c'est elle qui ramassa le sceptre tombé des mains de l'Italie, épuisée de génie. C'est elle encore aujourd'hui qui défend le beau contre la multiplicité des doctrines et le besoin maladif de l'imprévu. La conscience des peuples a rendu son verdict dans ces grandes assises qu'on appelle les expositions universelles, mettant chaque nation à son rang; si la France a obtenu le premier dans les arts, à quoi le doit-elle? Les aptitudes de certaines races ont sans doute une cause providentielle qui échappe à l'analyse; mais, quand le grain tombe dans une terre fertile, il n'est pas indifférent de l'abandonner à son développement naturel, ou d'y aider; la culture le plus souvent double l'élan de la séve. Il en est de même pour les choses de l'esprit : ce que le fermier attentif obtient du sol qu'il enrichit, les gouvernemens à leur tour ont la mission et le devoir de l'obtenir des générations qu'ils dirigent. Parmi les moyens qui facilitent cette tâche, un des plus heureux est certainement la création de ces institutions qui sous le nom de musées fournirent tant d'élémens à l'étude dans tous les siècles.

Aux temps antiques, l'enseignement naissait à chaque pas. Quelles écoles que l'Acropole d'Athènes, que le Forum de cette Rome où les statues de marbre ou d'airain doublaient pour ainsi dire le nombre des habitans! Collections saintes créées par le patriotisme et le sentiment religieux et que l'amour instinctif du beau protégeait, — ce qui n'empêchait pas cependant les chefs de république ou les empereurs, qu'ils s'appelassent Sylla ou Néron, de se former, par orgueil ou par un reste d'élévation d'esprit, des cabinets qui servaient de lieux d'étude à leurs artistes favoris. Des villes même comme Athènes, malgré le luxe en plein air de leurs innombrables *ex-voto*, ornaient encore des sanctuaires particuliers où l'art semblait le seul dieu que l'on vînt adorer. Et au lendemain des grandes invasions ne voit-on pas les fils des barbares fouiller les décombres qu'ont entassés leurs pères et faire une sorte d'amende honorable devant ces ruines accusatrices? Les successeurs de Clovis possèdent déjà des collections, et ils en tirent vanité. Cinq siècles plus tard, Charlemagne veut « faire de la France une Athènes chrétienne. » Au XIVe siècle, les rois de France dressent les inventaires de leurs trésors, bijoux, reliquaires, statuettes et manuscrits, et au XVe Laurent de Médicis ouvre aux Florentins ses jardins que garnissent des statues apportées à grands frais des rivages de la Grèce et de l'Asie. De Naples à Milan, une émulation de chefs-d'œuvre s'engage avec le passé. Donatello coudoie Lysippe. L'*Hercule* d'Apollonius enfante le *Moïse* de Michel-Ange, et quand François Ier rentre en France, couvert des lauriers de Marignan, il

emporte comme un éblouissement de ce radieux soleil de la renaissance italienne. Pour apaiser sa fièvre, il bâtit Fontainebleau et Chambord; il peuple de marbres antiques ses palais et ses parcs; il oblige Léonard, André del Sarto, Raphaël, à devenir ses tributaires; Serlio et Benvenuto viennent se mettre à ses ordres. Le Primatice achète pour lui des tableaux; enfin le musée prend naissance dans le cabinet du premier des Valois, et l'école française est fondée du même coup.

Aussi en peu d'années quel profit et quel essor! Comme ces vieux sculpteurs de Gaule dont le ciseau avait émerveillé l'Europe sous Louis IX se réveillent de leur long assoupissement de trois siècles! Du premier effort, ils égalent ces orgueilleux étrangers qu'ils surpasseront demain. Qui donc a appris si vite à J. Goujon, à G. Pilon, le secret de cette grâce que Cellini n'a jamais soupçonnée? Sur les rives de la Loire et de la Seine, une autre renaissance éclate: Philibert Delorme, Pierre Lescot, élèvent ces châteaux d'une fantaisie si indépendante! Le miracle est fait. Le roi de France a séduit l'esprit qui souffle où il veut; il l'a forcé de franchir les Alpes, qu'il ne repassera plus. — Aujourd'hui, après les lassitudes et les découragemens d'une époque si tourmentée, d'où vient cette poussée de vie et cette puissance de séve dont témoignent les œuvres de l'école contemporaine? Et cependant où sont les patrons dans ce siècle qui ne veut plus de maître? C'est l'amour du passé qui a encore une fois porté ses fruits, car il ne faut pas s'y tromper : cette lutte autour des objets d'art qui paraissent dans les ventes publiques n'est pas seulement l'effet d'une passion factice, elle est l'indice certain d'un fait qui a des conséquences sérieuses. Le discernement des amateurs a grandi, et leur nombre s'accroît en même temps, à ce point qu'on pourrait presque dire sans exagération qu'ils sont devenus le public. Il a bien fallu que l'industrie s'aperçût de ce progrès, et qu'elle sortît des ornières où elle se traînait depuis un demi-siècle. Elle a dû ouvrir les yeux, étudier, s'assimiler l'enseignement des aïeux. N'a-t-elle pas trop complaisamment subordonné le devoir de se montrer originale au désir de bien copier? La question est difficile à résoudre pour ceux-là même qui ont tracé la voie; le progrès n'en est pas moins visible. Il est dû tout entier à ces modestes, mais actifs pionniers que nous venons d'appeler les amateurs.

Toutefois cette production usuelle et courante n'est qu'une face de l'art. Si le goût d'un peuple se traduit jusque dans l'exécution des objets qui répondent à ses besoins les plus vulgaires, c'est par de plus nobles efforts qu'il établit sa prééminence et qu'il la maintient, et cette fois c'est le rôle de l'état de les susciter. En fournissant aux artistes l'occasion et la place, un gouvernement intelligent ne fait cependant que la moitié de sa tâche : il lui importe encore

de leur tracer une voie, et sans despotisme, mais non sans conviction, de les y maintenir. Il lui importe de prêcher une doctrine; c'est ce que faisait Louis XIV lorsqu'il disait son mot fameux : « ôtez de là ces magots. » Il savait bien, avec son instinct si sûr de la vraie grandeur, que ce sont les Poussin et les Lesueur qui font la gloire d'une époque, non les Teniers et les Vouwermans.

Les musées deviennent aujourd'hui l'endroit où cette sollicitude se doit marquer avec le plus d'éclat, car, nous l'avons dit, ils ne sont pas seulement une récréation pour les yeux, un luxe dont un pays se pare, une sorte de capital dont il touche les intérêts; ils sont encore la serre chaude où les talens naissent, où ils peuvent entrer en possession d'eux-mêmes et se développer.

L'histoire de la collection du Louvre a été souvent écrite, il n'y a pas lieu de la recommencer. Cette collection est une des plus nombreuses entre celles que l'on cite en Europe; c'est un mince mérite, dira-t-on. Elle en a d'autres heureusement qui dès longtemps et malgré ses pertes lui ont assigné le premier rang parmi les autres collections rivales. Le musée du Louvre, et c'est là sa supériorité véritable, peut répondre presque toujours, souvent avec éloquence, aux interrogations de la science. Les plus grands noms de l'histoire de l'art y sont représentés avec éclat, et, quant aux autres, il offre encore des échantillons suffisans de leur manière. Sans doute, si l'on veut étudier Michel-Ange ou Raphaël, Corrége ou André del Sarto, il ne coûte pas d'avouer que Rome, Florence ou Parme ont gardé du génie de ces artistes supérieurs des témoignages qu'elles seules ont la gloire de montrer; mais avec bien moins de succès on demanderait à ces villes des preuves suffisantes de la valeur des écoles étrangères. Cependant, par cela même que le musée du Louvre peut se vanter d'une nomenclature plus riche, on est en droit de regretter qu'elle soit incomplète. Comment se faire en le parcourant une idée des origines de la peinture en Italie devant les rares et médiocres fragmens qui ne peuvent avoir la prétention de les raconter? Les documens manquent surtout pour étudier ces grandes écoles mystiques de Flandre et d'Allemagne, et si l'on ne savait avec quelle coupable folie ont été dispersées les pages de notre propre histoire, on serait plus étonné encore en voyant le nombre infime d'œuvres qui rappellent nos maîtres primitifs dans le premier des musées français. Aussi avec quelle joie accueillit-on la nouvelle de l'acquisition de la galerie Campana! On se le rappelle. Que de vides se trouvaient comblés à la fois! Le catalogue promettait des merveilles : pour la peinture seule, 646 toiles représentaient presque tous les noms connus de la grande école italienne, et les plus nécessaires étaient les plus nombreux. Hélas! il en fallut rabattre lorsque les juges furent appelés au contrôle. La décep-

tion dépassa les espérances : 40 tableaux à peine répondaient à des promesses si fastueuses. L'Académie se montra plus indulgente, elle en choisit à peu près 300; un nouveau et prudent triage n'a donné qu'à une centaine l'honneur longtemps attendu d'entrer définitivement dans la grande galerie du Louvre.

Que de remaniemens elle a déjà vus depuis un siècle, cette galerie dont les étrangers autrefois étaient censés admirer beaucoup la longue perspective! Et combien sans doute elle en verra encore malgré les réflexions qui ont dû précéder depuis vingt ans le nouveau classement! mais elle ne retrouvera plus son ancienne gloire; ce n'est plus, ce ne sera plus désormais la grande galerie : on l'a raccourcie de moitié. L'architecte lui a bien rendu, non sans effort, deux travées complémentaires : ce sont les dernières que l'administration pourra réclamer; devant la différence qu'on a résolûment établie et conservée entre l'ancien niveau et celui des nouvelles constructions, il a fallu abandonner toute espérance de jamais rentrer en possession des emplacemens primitifs. Ceux-ci appartiennent désormais à l'avenir. Bien que l'espace rendu en échange par le gouvernement impérial à l'administration des musées fût considérable, il ne pouvait suffire aux richesses qu'on y devait réexposer. De là l'obligation de laisser dans les dépôts une moitié des tableaux de l'école flamande. Aujourd'hui, après la rétrocession nouvelle, les exilés sont rappelés au grand jour, imposant en même temps un remaniement général, devenu plus facile et dès longtemps reconnu nécessaire. Ainsi, dans la petite salle qu'on a pris l'habitude inexpliquée d'appeler la galerie des *Sept-Mètres*, les tableaux conservés de la galerie Campana ont pu enfin prendre place; ils commencent tant bien que mal l'histoire et la classification des écoles d'Italie. Peut-être eût-il paru plus naturel de faire entrer immédiatement le visiteur en communication avec l'ordre chronologique, au lieu de l'obliger, lorsqu'il met le pied dans la grande galerie, à remonter à droite pour commencer logiquement son examen. Il est vrai que le public est assez indifférent à ces attentions, qui ne sont appréciées que des érudits, et les réclamations mêmes de ces derniers doivent se taire trop souvent devant les exigences du placement.

En prenant comme toutes nouvelles les œuvres déjà oubliées que le célèbre collectionneur romain avait rassemblées avec si peu de discernement, on ne peut guère citer comme documens vraiment significatifs et importans que l'*Adoration des Mages* de Luca Signorelli, la grande bataille de Paolo Uccello, la *Madone* attribuée au Verocchio, et la *Pietà* de Cosimo Turra. Du moins ces quatre pages répondent-elles avec convenance à la réputation des maîtres qu'elles représentent.

Parmi les précurseurs des deux célèbres maîtres dans lesquels se résume tout le mouvement de la renaissance italienne, qui couronnent cette brillante période et qui la terminent, il n'en est pas de plus grand que Luca Signorelli. Il faut visiter la chapelle du Saint-Sacrement à Orvieto pour mesurer la puissance créatrice de ce génie, auquel la critique n'a pas encore osé assigner sa véritable place. Le peintre du *Jugement dernier* et celui de la *Dispute du Saint-Sacrement* n'avaient pas manqué de l'étudier. Il est convenu aujourd'hui de rapporter à Léonard et au Frate l'honneur d'avoir ouvert les yeux à Michel-Ange et à Raphaël; il n'est cependant pas besoin d'une longue comparaison, — la photographie la rend facile même en dehors de l'Italie, — pour s'apercevoir de la vraie filiation et des influences déterminantes. On peut oser le dire : Michel-Ange, avec son sentiment héroïque de la forme, n'a pas surpassé la rude grandeur des personnages de Signorelli. Il y a dans ces immenses fresques d'Orvieto une inspiration venue à la fois de la terre et du ciel, dont le Buonarotti n'a jamais égalé la variété, ni même dépassé la profondeur. Michel-Ange ne fut jamais du reste un inventeur souple, et la vérité psychologique ne le préoccupe guère. Il répand sur le visage de ses héros, quels qu'ils soient, la même poésie sombre, souvent sublime; là s'arrête son inspiration. Il dessine avec une hardiesse qui n'appartient qu'à lui la silhouette d'une figure, mais scènes ou figures, tout cela tient du bas-relief; les lignes réfléchies, harmonieuses, d'un vaste ensemble se dérobent à son regard comme à son imagination. Si grand peintre que se montre le créateur des voûtes de la Sixtine, on s'aperçoit bien qu'il est avant tout un sculpteur dont un pape tyrannique a forcé la main. Dans Signorelli, qu'on ne peut comparer pour la science pratique à son successeur, quel imprévu d'invention qui rachète ce je ne sais quoi d'aigu, d'inachevé, de sauvage, qu'on lui reproche! voilà le vrai commentateur du Dante! et comme il s'affranchit de cet esprit de routine et d'imitation qui enchaîne jusqu'aux plus téméraires de ses contemporains! Où a-t-il encore trouvé le modèle de cette grâce céleste et naturelle à la fois, dont il enveloppe ses anges? Raphaël ne fera pas mieux dans le premier chant de son poème aux chambres vaticanes, on dirait même qu'il n'a pas craint de lui faire des emprunts pour lui témoigner mieux sa déférence reconnaissante. Sans doute l'*Adoration des Mages* que nous trouvons au Louvre ne laisse paraître qu'un reflet affaibli de la grande manière du maître de Cortone. Telle qu'elle est cependant, noircie et confuse, cette page à cause de sa rareté et du nom qui la signe est encore digne de figurer à côté des œuvres supérieures qui l'avoisinent. — Le tableau de Paolo Uccello est placé bien haut, et l'œil a peine à en comprendre les détails. On sait combien il est difficile de rencontrer

à cette époque une composition ayant un caractère absolument historique, et quel intérêt s'attache à ces reproductions exactes d'armures et de costumes. Ce panneau emprunte encore un caractère particulier de la citation qu'en a faite G. Vasari. C'est l'un des quatre grands sujets que P. Uccello peignit pour les Bartolini. Il y a des noms qui sont comme des jalons et des dates dans l'histoire des progrès de l'art. Il est heureux que le Louvre puisse inscrire d'une manière significative celui d'un homme qui n'eut pas seulement la gloire modeste de perfectionner la perspective, mais qui le premier avant Masaccio, par une sorte d'entraînement, qui est une des divinations du génie, se prit corps à corps avec la nature, éclairant ainsi d'une lumière nouvelle la voie où son siècle allait, grâce à lui, le dépasser : humble travailleur qui, vivant, ne demandait à son métier que de l'aider à vivre, et dont la mort, en effaçant ses œuvres jour à jour, semble avoir compris la modestie.

Nous regrettons que le savant directeur du musée n'ait pas voulu prendre un parti au milieu des opinions contradictoires que soulève le beau tableau de la *Vierge* entourée de quatre saints, attribué par les uns avec une certaine vraisemblance à fra Filippo Lippi, par les autres avec plus d'audace au Verocchio. Ce n'est pas assez d'inscrire au bas d'une œuvre de cette valeur cette indication vague : *école du quinzième siècle,* et M. Reizet, qui a sans doute son avis dans le débat, le devait, ce nous semble, au public. On dit qu'un dessin faisant partie de la collection de M. His de la Salle, dessin dont l'authenticité ne serait pas discutable, reproduit l'étude faite pour un des personnages qui figurent dans cette belle scène. Suivant l'opinion de cet amateur si versé dans la connaissance des procédés usités par les maîtres primitifs, ce dessin serait indubitablement de la main du Verocchio, ce qui donnerait une valeur réelle à la supposition de ceux qui attribuent le tableau au maître du Vinci. Verocchio, orfévre et sculpteur, n'a laissé que des preuves médiocres et peu nombreuses de son talent comme peintre. On sait la petite légende que Vasari rattache au *Baptême du Christ*, faible ébauche au milieu de laquelle l'œil aperçoit avec surprise une tête charmante que la main encore novice de Léonard aurait exécutée au désespoir de son maître. Rien dans ce tableau, dont il existe à l'École des Beaux-Arts une copie très fidèle, ne rappelle la science, le sentiment, la beauté enfin que nous admirons dans le tableau qu'on lui attribue ici. L'auteur de la magnifique statue de Colleoni à Venise a-t-il eu par hasard une de ces aspirations angéliques qui semblent peu familières à son talent à la fois réaliste et tourmenté? Il est difficile de lui refuser, paraît-il, le bénéfice de cette supposition, mais qui pourra lui en assurer l'honneur?

Si nous terminons rapidement l'examen des tableaux contenus

dans la galerie des *Sept-Mètres* en citant la *Pietà* de Cosimo Turra, grand et étrange *semi-tondo* où l'on retrouve l'inutile précision des Allemands avec leur patiente et inconsciente imitation de la laideur, ce n'est pas qu'on doive juger sans valeur le reste des cadres récemment exposés. On pourrait justement louer certaines œuvres qui portent légitimement des noms inconnus en France jusqu'au moment où les belles études de Rio vinrent mettre en lumière les artistes des écoles de Sienne et de Lombardie. Sano di Pietro, Neri di Bicci, Vivarini, Bramantino, les imitateurs de Ghirlandajo et ceux de fra Angelico se rappelleront maintenant au souvenir de ceux qui ont visité les églises et les musées de l'Italie; mais là se bornent à peu près les secours que leurs œuvres au Louvre peuvent fournir à l'étude. Notre musée ne peut malheureusement pas lutter par le nombre ni par l'importance des renseignemens avec la collection de Londres, pas plus qu'avec le *Gemälde-Sammlung* de Berlin, de formation cependant si récente, et il est bien à craindre qu'il ne soit trop tard aujourd'hui pour essayer de les égaler. La faveur qui entoure depuis quelques années les vieux maîtres du xve siècle rendait la concurrence déjà difficile; la modicité des ressources que le budget fournit à l'administration paralyse plus encore sa bonne volonté. Aussi n'est-on pas étonné de voir à quoi se sont bornés les achats de la direction depuis la chute de l'empire. C'est bien peu qu'un fragment de tableau, ancienne copie d'après Luca Signorelli, même si l'on joint une petite *Madone* de Gentile da Fabriano à une tête d'homme exécutée par une main inconnue de l'école vénitienne. Nous ne parlerons pas des fresques de la Magliana, puisque c'est l'assemblée nationale qui a soldé l'énorme prix devant lequel tous les acquéreurs reculaient.

A tout le moins fait-on tout ce qu'on pourrait faire? Si les administrateurs, par cela seul qu'ils sont plus en vue, encourent seuls des responsabilités qu'ils ont le droit de repousser, et si leur apparente inaction tient à leur impuissance, ne se laissent-ils pas aussi intimider plus d'une fois par des obstacles, par des oppositions plus faciles à vaincre que la pauvreté? A défaut d'acquisitions, impossibles si l'on veut, n'y a-t-il pas du moins des revendications profitables, que le bon sens devrait rendre légitimes, et que le droit ne peut écarter? Pourquoi désespérer de les faire écouter? Un exemple entre bien d'autres : l'abbaye de Saint-Denis possède un superbe tableau d'un maître mal connu à Paris; il représente *le Martyre de saint Denis*, et c'est Gaspar de Crayer qui en est l'auteur. On peut dire qu'il s'y est surpassé, et le voisinage même de Rubens n'en affaiblirait pas l'harmonieux éclat. Ce tableau, donné par le premier empire à la chapelle des chanoines, en ornait l'autel. Cette chapelle, utile, mais de construction moderne, fut jetée bas récem-

ment, et le tableau déposé négligemment contre une des parois de l'abside. Il devient sans emploi raisonnable dans un monument auquel l'architecte qui le restaure veut rendre sans concession l'unité de style et d'ornementation. On peut prévoir qu'il restera longtemps dans la place indigne qu'on lui a prêtée. Pourquoi donc n'entrerait-il pas au Louvre? Cela serait raisonnable. Voilà un tableau de premier ordre exposé à toute sorte de hasards auxquels il importe de le soustraire, et voilà une richesse à la portée de la main. Est-ce que la loi de prescription est de sa nature tellement infaillible qu'on doive, pour y obéir, préférer le dommage qu'elle cause aux avantages qu'on pourrait espérer en la violant? D'ailleurs l'exemple a été donné récemment. Les tableaux qu'on appelait les *Mais de Notre-Dame* ont été, dans un cas absolument semblable, transportés au Louvre; il est vrai qu'on se montra peu reconnaissant du don. Où sont ces 40 tableaux, qui dans leur ensemble représentent toute une face de l'art français au XVIIe siècle? Ces compositions de Philippe de Champaigne, d'Audran, de Sébastien Leclerc, de Parrocel, n'ont-elles échappé à l'humidité des murs d'une église que pour aller s'écailler et périr peu à peu dans les greniers brûlans qui les cachent? La place manque, dit-on. A cela il est facile de répondre : qu'on en fasse. A quoi donc sert cette immense salle des États, dont la suppression était déjà décidée il y a cinq ans? Il serait facile d'en faire un nouveau grand salon qui rendrait à l'école du passé les mêmes services que la salle des Sept-Cheminées rend à David et à ses contemporains. On y mettrait en meilleur jour ces magnifiques batailles d'Alexandre peintes par Lebrun, — en Italie, elles seraient célèbres, — qui surpassent certainement les décorations les plus vantées de l'école bolonaise. En tout cas, et c'est un vœu que l'on entend souvent exprimer, on pourrait réunir ces toiles respectables dans la salle où s'étalent tant de Boucher, d'Oudry, de Casanova, maîtres agréables, si l'on veut, mais trop vantés, dont le plus sûr mérite est de fournir au commerce des élémens commodes, et le véritable tort de mettre sous les yeux de tous des exemples malsains : toutes ensemble, elles formeraient un digne prolongement aux compositions héroïques et pieuses du Poussin et de Lesueur; elles ajouteraient à l'importance et à l'autorité de l'école française, importance et autorité qu'il nous est bien permis de chercher à augmenter, et il resterait encore à côté d'elles assez d'espace pour y installer une série facile à rassembler de ces grands portraitistes, Largillière, Rigaud, artistes supérieurs, narrateurs précis et véridiques, qui représentent, eux aussi, à leur façon et avec une aisance incomparable, deux des plus franches qualités de nos meilleurs écrivains, la clarté facile et la raison toujours maîtresse.

Dans un de ces jours où la reconnaissance égare le jugement et pousse aux extrêmes, on détruisit la plus complète réunion d'objets où l'on pût étudier la fécondité et la grâce du génie antique, et le legs de M. Lacaze fit reléguer dans l'ombre des corridors, où elles sont oubliées, les admirables terres cuites antiques, grecques et romaines, seule partie d'une beauté incontestée qui pouvaient fournir un prétexte et une excuse à l'achat si dispendieux de la galerie Campana. On eût compris peut-être ce revirement d'enthousiasme, si les œuvres qui le faisaient naître eussent apporté un intérêt nouveau et des élémens plus utiles aux recherches de l'esthétique et de l'histoire. Loin de nous la pensée de diminuer l'importance d'une collection charmante qui n'avait contre elle que sa trop grande étendue et les rancunes qu'elle allait provoquer innocemment; mais, sans manquer aujourd'hui aux conditions d'un contrat accepté, et tout en laissant sous les yeux des visiteurs la preuve, bonne à mettre en évidence, qu'en France, aussi bien qu'en Angleterre, il y a des citoyens capables de générosité, ne pourrait-on pas distribuer dans les jolies salles de l'attique ces exemples un peu trop abondans de la fécondité de notre école au XVIIIe siècle, là où l'on n'avait pas hésité à placer dernièrement les belles toiles de l'école hollandaise? La lumière y est favorable, et la proportion des murs et des plafonds n'y écraserait pas la petitesse des œuvres. Les copistes de profession y trouveraient un petit royaume que le public ne leur disputerait pas, et sans oublier aucune convenance, sans gêner aucune admiration, on rendrait alors au grand art un sanctuaire dont plus d'une fois ceux-là même qui l'avaient si bien orné ont dû regretter d'avoir trop précipitamment dispersé les richesses. Enfin ne vaudrait-il pas mieux prévenir certaines critiques que de paraître plus tard obligé de s'y soumettre?

Si ces observations ont leur justesse, un jour ou l'autre elles seront écoutées; elles peuvent attendre, elles ont pour auxiliaire le temps. Avec un pareil aide, on peut réparer bien des erreurs, et le retard du moins n'est pas ici un danger; mais il y a des maux plus sérieux auxquels il importerait peut-être de porter un plus prompt remède. Que de fois n'a-t-on pas entendu reprocher à l'administration des musées son indifférence sereine et son inertie traditionnelle, lorsque dans des ventes célèbres on voyait acquérir par l'étranger des œuvres dont elle ne leur disputait même pas la possession, et qui avaient leur place marquée au Louvre! Comment se serait-elle défendue publiquement lorsque, pour le tenter, il lui eût fallu accuser ceux-là même dont elle dépend? L'administration des musées est pauvre, honteusement pauvre, la faute n'en est pas à elle. Avec un budget sensé, elle retrouverait, sans qu'on l'y excitât autrement, des espérances et une énergie presque inutiles aujourd'hui. Chacun

sait le prix fabuleux, déraisonnable, et devenu normal, qu'atteignent à l'hôtel Drouot les tableaux même de second ordre. Qu'irait faire avec ses 75,000 francs par an pour toutes les sections, — ce qui fait 15,000 francs pour la peinture, — l'acheteur chargé de représenter l'état sur le champ de bataille des enchères? Une seule victoire lui enlèverait toutes ses ressources. Alors il reste à son humble poste de gardien attendant que l'occasion, qui a ses caprices, vienne frapper à la porte du Louvre; mais l'occasion aime qu'on la guette, non que l'on compte sur ses faveurs, et elle ne tend guère la main, en ce temps de calculs vigilans, qu'à ceux dont elle prévoit la réponse.

Lorsque la collection du Louvre appartenait en principe au souverain, la générosité du propriétaire augmentant souvent les mesquines allocations des chambres, l'intendance des Beaux-Arts sentait alors croître son audace et se risquait sans trop d'inquiétude. Il n'en est plus de même avec notre démocratie prudente et économe. Ce n'est pas que nous regrettions une fiction qui avait ses dangers, mais elle avait, il faut bien l'avouer aussi, des avantages qu'on n'a pas remplacés, et l'expérience, sous tous les régimes, nous apprend qu'il ne faut pas compter sur le sens esthétique de nos mandataires politiques. Lorsque, pendant l'empire et depuis la république, les députés ratifièrent les achats sollicités par le gouvernement en émettant un vote favorable, ils n'entendaient pas faire autre chose qu'un acte de déférence politique. Napoléon III obtint les 4 millions, prix de la collection Campana; mais ce fut à l'empereur qu'on les accorda; réduite à ses seules forces de persuasion, l'administration eût vainement sollicité une si grosse concession. Ce fut encore, on se le rappelle, pour ne pas sembler faire à M. Thiers une opposition rancunière que l'assemblée nationale consentit à payer le solde de la coupole attribuée à Raphaël. Abandonnés à leur seul enthousiasme pour l'art, les représentans du peuple aussi bien que les députés au corps législatif ont toujours résisté aux plus éloquens appels, comme aux raisons les mieux déduites, lorsqu'il s'agit d'accorder des subsides suffisans et réguliers, dont ils s'obstinent à ne pas comprendre l'absolue nécessité. Mais quoi? une législation inexplicable ne permet même pas d'emprunter à une sage économie un secours qu'elle pourrait fournir en temps opportun : si la direction des musées n'a pas épuisé les fonds que le budget met à sa disposition chaque année, elle doit rendre le reste à la comptabilité publique. Comprend-on une condition plus inintelligente? A qui profite cette tyrannie? Ne semble-t-il pas qu'on prenne à tâche de décourager ceux dont on attend le plus de services? et si, pour se soustraire aux suites de leur obéissance, si, pour tromper ce règlement ennemi, les conservateurs, pressés par l'année qui les

pousse, se laissent aller à des choix trop indulgens quelquefois discutables, est-ce bien à eux qu'il faut en faire remonter la responsabilité?

Ce n'est pas ainsi qu'on se conduit ailleurs; mais se préoccupe-t-on en France de ce qui se passe au-delà de nos frontières? Chez nous, élus et électeurs, nous regardons d'un œil si distrait, nous écoutons d'une oreille si impatiente, que les donneurs de conseils prennent vite l'habitude du silence, et, quand des signes certains nous avertissent des dangers que notre quasi-dédain augmente, il est le plus souvent trop tard pour parer aux conséquences. Nos distributeurs de budget savent-ils que, pour l'augmentation seule de la *National Gallery*, le parlement anglais, qui a cependant bonne réputation de sagesse, alloue en moyenne par an plus de 300,000 francs? Eh bien! quoi? dira-t-on, les peintres d'outre-Manche en deviennent-ils plus habiles? et nos artistes ne sont-ils plus les premiers cotés sur le marché d'Europe et d'Amérique? Cela peut être encore vrai; mais nos rivaux nous serrent de près. Nous abaissons, parce que cela nous rapporte, le niveau de notre école, et il n'est plus malaisé d'y atteindre. Le métier et l'adresse devenant notre seule préoccupation, nous ouvrons de nos propres mains à nos imitateurs un champ où il est facile de nous combattre. Commercialement parlant, la concurrence nous menace; si nous devons nous résigner au partage des bénéfices, tâchons de garder du moins la gloire intacte. Retournons pour cela à la vraie tradition de notre école, à cette tradition léguée par Poussin et Lesueur à Ingres et à Flandrin. Amassons, pour y aider, les preuves qui persuadent et qui entraînent. Que l'attrait de nouveaux exemples, cherchés parmi les grands modèles de tous les siècles, exposés sous les yeux des jeunes artistes, fortifie dans leur imagination impressionnable l'autorité des conseils que l'habitude rend moins persuasifs. Ne cessons de faire ressortir chaque année l'importance que prennent de jour en jour ces questions idéales qui se confondent aujourd'hui avec nos intérêts les plus positifs et les plus pressans. Que l'opinion des gens de goût et des juges compétens fermement exprimée rappelle à nos gouvernans des devoirs qu'ils négligent plus souvent par ignorance que par système. Avertissons sans nous lasser, réclamons sans découragement, assurons l'avenir, s'il en est temps encore. Ceux-là du moins qui se mettront à l'œuvre, s'ils échouent, trouveront toute voisine de leurs déceptions cette consolation que fournit l'amour désintéressé du bien et qui se double, sous l'échec, des invincibles espérances du bon sens.

CH. TIMBAL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1874.

C'est donc aujourd'hui que l'assemblée nationale rentre à Versailles, reposée, éclairée et sans doute fortifiée par ces quatre mois de vacances qu'elle s'est généreusement accordés. Au moment où s'ouvre cette session nouvelle, où vont se poser, s'agiter et se décider peut-être les questions qui intéressent le plus le pays, il y a un sentiment qui devrait se réveiller, qui devrait être pour tous un stimulant et un frein : c'est tout simplement, et pour l'appeler par son nom, le sentiment de la responsabilité. L'assemblée ne peut s'y méprendre, elle est aujourd'hui et plus que jamais sous le poids d'une responsabilité exceptionnelle. Elle répond de la paix, de la sécurité, des destinées prochaines de la France. Elle ne peut oublier que rien n'est fixé, que tout se traîne dans une de ces incertitudes pénibles où s'épuise la bonne volonté de la nation, et que le temps passe.

Quelle est la situation réelle à l'heure où nous sommes, presqu'au terme de la quatrième année d'existence de l'assemblée? La vérité est que le pays vit pour ainsi dire de son propre mouvement, sans organisation publique, sans institutions, sans règles définies et acceptées. Un gouvernement, oui, sans doute, il y a un gouvernement qui a un nom et une durée déterminée. Hors de là, il ne connaît ni la nature de son pouvoir, ni l'étendue ou la limite de ses prérogatives, et il est obligé quelquefois de paraître sous la figure de ministres de hasard, qui portent aux affaires leur inexpérience ou leurs fantaisies, qui en brouillant tout se croient bien importans. L'assemblée reste toujours, dira-t-on; c'est l'assemblée qui règne et gouverne, c'est la puissance parlementaire souveraine et permanente. Ce serait assurément quelque chose, si cette souveraineté très extraordinaire était aussi efficace, aussi décisive qu'elle le paraît. En réalité, elle ne sait elle-même ni ce qu'elle peut ni ce qu'elle veut. Elle est le jouet des implacables ardeurs de partis qui la dévorent, et ce qu'il y a de plus grave, c'est que, divisée sur la politique, elle se ressent inévitablement de ces divisions dans tout le reste. Elle n'a ni

l'omnipotence d'une dictature forte de l'unité de pensée et de conseil, ni la modeste utilité d'un pouvoir régulier concourant dans sa sphère à la marche commune. Il ne faut pas se faire illusion, c'est de l'anarchie sous une apparence d'ordre matériel. Est-ce que cette situation peut se prolonger sans péril? Quelle autorité morale peut avoir un gouvernement qui ne sait pas trop ce qu'il est, qui est réduit à réclamer périodiquement une organisation toujours vainement promise? Que peut répondre l'assemblée elle-même à ceux qui la pressent d'avoir une opinion, de jouer son rôle de puissance souveraine en fixant les conditions de la vie nationale? De quel côté enfin le pays peut-il se tourner pour trouver une direction, une garantie contre ses propres faiblesses, contre ses propres indécisions?

Qu'on ait craint pendant quelque temps, pendant les premières années qui ont suivi la guerre, de tout compromettre en précipitant les solutions, qu'on ait eu l'illusion et l'espérance de pouvoir choisir un moment favorable pour fixer avec plus de maturité les destinées publiques, soit encore; on n'en est plus là évidemment, et à ce jeu redoutable des ajournemens incessans, indéfinis, on risque tout, la sécurité du travail, la paix des esprits, l'ascendant des idées libérales et conservatrices, le crédit même des pouvoirs les plus nécessaires. C'est là justement que commence cette responsabilité sérieuse, immédiate dont nous parlons. L'assemblée est désormais placée dans cette alternative de se décider, de résoudre pratiquement le problème d'une organisation possible, ou de se déclarer définitivement impuissante, d'avouer qu'elle retient depuis quatre ans une souveraineté dont elle ne peut pas se servir et qu'elle ne veut pas abdiquer. Il y a certes là de quoi réfléchir à ce début de session qui est comme une dernière occasion offerte aux hommes sincères de tous les partis disposés à subordonner patriotiquement leurs préférences ou leurs préjugés aux nécessités supérieures de l'intérêt national.

Ce n'est pas seulement, qu'on le remarque bien, un besoin pressant et irrésistible d'organiser, de voter une constitution nouvelle qui peut décider les esprits sérieux. C'est avant tout ce qu'on pourrait appeler une question d'ordre public. C'est un acte d'autorité de la puissance régulière donnant au pays la garantie d'une organisation sensible, incontestée, au gouvernement les moyens d'une action précise et efficace. C'est une manière d'en finir avec une situation où rien n'est à sa place, où les idées les plus simples s'altèrent par degrés, où la confusion est partout, même dans l'administration, et où la politique se glisse jusque dans les élections municipales, sous prétexte que les questions constitutionnelles restent ouvertes, qu'il n'y a ni régime assuré ni institutions. Ce qui résulte de la politique d'incertitude et d'ajournement, on le voit chaque jour. Il est vrai, on a pu jusqu'ici éviter de se prononcer sur une organisation définitive devant laquelle les partis seraient obli-

gés de s'incliner ou du moins de faire quelques façons, de montrer un peu de diplomatie. On a beaucoup mieux, on a le désordre moral en quelque sorte organisé, le déchaînement presque régulier de toutes les prétentions, de toutes les compétitions, au sein d'un provisoire toujours agité, perpétuellement remis en question hors de l'assemblée comme dans l'assemblée, et à ce désordre, à ce déchaînement, que voulez-vous opposer, si vous maintenez tout ce qui les favorise et les entretient? Le meilleur moyen de ramener l'ordre dans les esprits comme dans les faits, c'est d'en donner l'exemple de haut, par le dévoûment d'une majorité reconstituée, par l'autorité d'un gouvernement organisé, par l'application résolue des lois à tous les partis, à tous les agitateurs, à tous ceux qui prétendent substituer leurs volontés et leurs caprices à l'intérêt public. Cette majorité, qui serait si nécessaire aujourd'hui, dont on parle sans cesse et qui semble toujours fuyante, se trouvera-t-elle enfin? Qu'on laisse un instant de côté les habiletés, les subterfuges, les subtilités, qu'on mette en commun les préoccupations patriotiques, le sentiment des choses réelles et possibles, on en viendra sûrement à bout. Entre les conservateurs, qui, préférant la monarchie, ont perdu l'espoir de la voir renaître au moment présent, et les libéraux qui, en se ralliant à la république, ne la séparent pas de toutes les conditions d'ordre, de sécurité, de conservation, est-ce qu'il n'y a pas une alliance naturelle, indiquée, imposée en quelque sorte par les circonstances? Est-ce que les incompatibilités personnelles, les antagonismes inavoués, les défiances jalouses peuvent triompher des raisons de patriotisme et d'intérêt national? Il s'agit toujours en définitive, non de disposer d'un avenir illimité qui n'appartient à personne, mais de mettre la France en mesure de rester maîtresse d'elle-même, de se gouverner, de s'administrer, à l'aide d'institutions sérieuses qui après tout seraient toujours indispensables, sous la monarchie comme sous la république. C'est là toute la question dont doivent se préoccuper les chefs des diverses fractions parlementaires qui ont recommencé à se réunir, qui certainement sont les premiers à sentir que, s'ils ne font rien aujourd'hui, ils jouent leur propre crédit en même temps qu'ils laissent le pays livré à l'aventure.

Que fera le gouvernement ou plutôt que fera le ministère au milieu de ces complications intimes d'une session qui s'ouvre comme une énigme? Le ministère, de peur de se tromper, semble jusqu'ici devoir se borner à un rôle modeste et expectant. Il laissera parler M. le président de la république dans son prochain message. Il attendra prudemment, avec la chance de vivre encore quelques semaines, puisque les partis paraissent disposés à s'entendre, pour éviter les discussions irritantes jusqu'après les fêtes de la nouvelle année, et si on lui demande son opinion, il sera peut-être embarrassé d'en avoir une de façon à contenter tout le monde, comme il le voudrait. Le malheur est que

ce ministère est trop visiblement insuffisant, qu'il est moins un cabinet sérieusement politique qu'une réunion de ministres juxtaposés par le hasard des combinaisons parlementaires, et, si parmi ces ministres il y en a qui sont fort à leur place, qui doivent y rester quoi qu'il arrive, il en est aussi, il faut le dire, qui ne font pas d'une manière brillante les affaires du gouvernement.

Le ministre de l'instruction publique, M. de Cumont, particulièrement a fait tout ce qu'il fallait pour se créer une situation peu flatteuse et à peu près impossible. En quelque temps M. de Cumont a réussi à déterminer la démission, au moins momentanée, de son sous-secrétaire d'état, M. Desjardins, à provoquer la retraite d'un de nos plus illustres savans, du directeur du Muséum, M. Chevreul, à froisser l'Université et à indisposer le public en compromettant par des faveurs prématurées jusqu'à un jeune homme dont il avait fait son chef de cabinet. C'est là ce qui s'appelle avoir la main heureuse. Une maladresse conduit à une maladresse nouvelle. Il y a quelques mois, M. de Cumont a jugé à propos de remplacer un inspecteur-général de l'instruction publique, fonctionnaire aussi entendu que zélé, et il l'a remplacé par qui? par M. Chauffard, professeur distingué à l'École de médecine, mais que ne semblait recommander aucune aptitude particulière pour le nouveau service dont il était chargé. Là-dessus il y a eu quelques tumultes de jeunesse à l'École de médecine, au cours du professeur-inspecteur, et M. de Cumont n'a cru pouvoir mieux répondre à cette effervescence d'école qu'en faisant de son chef de cabinet, du fils même de M. Chauffard, un jeune chevalier de la Légion d'honneur pour « services exceptionnels ! » D'un autre côté est survenue cette querelle avec le Muséum qui a entraîné la retraite de M. Chevreul. Tant il y a que M. de Cumont a fini par mettre tout le monde contre lui, et il a déjà marqué son passage au ministère de l'instruction publique par d'assez brillans exploits pour pouvoir se retirer satisfait le plus tôt possible, — en laissant l'Université et le public pour le moins aussi satisfaits et de plus rassurés par sa retraite. Le ministère lui-même n'en souffrira pas.

Un des plus graves inconvéniens de ce désordre universel, dont les ministres improvisés et brouillons sont à leur manière une expression vivante, c'est que la politique s'introduit partout, dans les plus simples affaires d'administration, dans les affaires municipales, jusque dans les élections de ces modestes conseils communaux qui devraient rester étrangers à toutes les agitations. On vient de le voir encore une fois dans ces élections qui ont renouvelé récemment toutes les municipalités de la France. Ce n'est point qu'il n'y ait beaucoup de fantasmagorie dans ces bruyantes énumérations de républicains et de conservateurs qui le plus souvent, dans le plus grand nombre des localités françaises, ne répondent à aucune réalité. Il y cependant toujours des villes, même de simples villages, où les candidats municipaux ont cette singulière

manie de se guinder en hommes d'état, de donner des leçons aux pouvoirs publics, — où ils se croient tenus de faire des professions de foi sur la nécessité de proclamer la république, sur l'état de siége, sur l'instruction gratuite, obligatoire et laïque, sur toutes les choses enfin dont ils n'ont pas le droit de s'occuper et dont ils ne pourraient s'occuper qu'en violant ouvertement la loi : puis on transforme ces élections en manifestation politique ! Le résultat le plus évident est de dénaturer une institution précieuse, d'ouvrir une issue de plus à l'esprit de parti, qui n'est déjà que trop dominant dans nos affaires.

C'est à Paris surtout que le danger prend un caractère plus grave : ici le résultat est d'hier, et il est parfaitement clair, parfaitement significatif. Il n'y a plus à en douter, la démocratie extrême a obtenu une victoire complète, plus de 50 élus sur 80. Le nouveau conseil va se composer de la fine fleur du radicalisme, et malgré la pluie d'hiver qui tombait, il paraît, au dire des historiographes épiques et lyriques de cette journée solennelle, que le soir une illumination soudaine est partie de Paris pour se répandre sur la France, sur l'univers entier ! M. Cadet, M. Nadaud, M. Clémenceau, M. Braleret, M. Floquet, sont les représentans et les municipaux de la ville qui réunit toutes les écoles, les académies, les grandes industries ! Voilà qui est clair, la république de la démagogie a son gouvernement tout trouvé qui va entrer au Luxembourg. Eh bien ! oui, les radicaux ont triomphé; mais ceux qui célèbrent déjà si pompeusement cette victoire se sont-ils demandé ce que serait le lendemain, quel retentissement et quel effet aurait cet étrange succès? Ont-ils bien examiné ce qui pourrait en résulter pour l'avenir de l'institution municipale dans la grande ville? Lorsqu'ils célèbrent hyperboliquement cette manifestation, lorsqu'ils font du nouveau conseil le représentant de la cité révolutionnaire par excellence, ne voient-ils pas qu'ils vont eux-mêmes au devant de cette dangereuse question qu'on entrevoit déjà : peut-il y avoir deux gouvernemens, deux assemblées en présence? Ils n'ont rien vu, et, pour une victoire peut-être précaire, ils ont réveillé des problèmes que la plus simple prudence conseillait de laisser dormir. Ce qu'ils étaient hier, ils le sont aujourd'hui. Peu importe la France ou Paris, pourvu que la révolution triomphe !

L'Italie est sortie de sa dernière crise d'élections avec un parlement nouveau qui vient de se réunir à Rome. A vrai dire, malgré la vivacité de la lutte sur certains points, malgré le succès relatif de l'opposition dans les provinces méridionales et à Rome, la crise n'a pas été bien grave, elle n'a pas sérieusement agité le pays. C'est assez l'usage au-delà des Alpes : la passion des élections n'est pas ce qui domine chez les Italiens. Les électeurs sont généralement peu empressés au scrutin, et soit insouciance, soit calcul, ils s'abstiennent volontiers. Le plus souvent il faut s'y reprendre à deux fois, faute d'un nombre suffisant de

votans à un premier scrutin. Cette fois comme toujours, la moitié de la chambre n'a été élue qu'au ballottage, les abstentions ont été nombreuses.

En définitive, qu'ont-elles produit, ces élections italiennes, et dans quelles conditions s'ouvre ce nouveau parlement? L'opposition n'est point, il est vrai, sans avoir obtenu quelques avantages ou sans avoir défendu son terrain. Ce qu'elle a pu perdre d'un côté, elle l'a regagné de l'autre; elle a eu des succès dans le Napolitain, en Sicile et même à Rome, où elle a réussi à enlever pour Garibaldi une double élection. Ses chefs principaux, MM. Depretis, Mancini, Crispi, Cairoli, rentrent dans le parlement. Le résultat général néanmoins reste toujours favorable au ministère, au libéralisme modéré, à la politique qui n'a cessé de prévaloir depuis quinze ans au-delà des Alpes. Les modérés ont triomphé en Toscane, dans le Piémont, dans la Lombardie, dans le Vénitien. MM. Ricasoli, Peruzzi, restent comme par le passé les députés de Florence, qui ne peut certes être mieux représentée. Le général de Lamarmora, quoiqu'il eût décliné toute candidature, a été réélu en Piémont. Le président du conseil, M. Minghetti, le ministre des affaires étrangères, M. Visconti-Venosta, n'avaient pas de concurrens. Livourne, qui élisait autrefois le tribun Guerrazzi, a nommé un financier toscan, M. Bastoggi. Turin envoie à la chambre M. Lanza, qui avait été abandonné par ses électeurs habituels, et M. Sella a son collége toujours fidèle. A Milan, la lutte a eu cela de particulier que les conservateurs libéraux l'ont emporté sur Garibaldi lui-même, dont le succès à Rome s'explique sans doute bien moins par des causes politiques que par le prestige d'un nom légendaire et par le bruit qui s'est fait dans ces derniers temps autour des détresses financières du vieux solitaire de Caprera. Tout bien compté, le gouvernement a dans le parlement nouveau une majorité de plus de 60 voix, et cette majorité vient de s'attester en élevant à la présidence un homme expérimenté qui a déjà dirigé les travaux parlementaires, M. Biancheri. La chambre nouvelle s'est fait honneur en plaçant au premier rang de ses secrétaires un des patriotes les plus désintéressés, un des plus aimables esprits, M. Giuseppe Massari, le commentateur fidèle de Gioberti et de Cavour.

De quelque façon qu'on décompose cette majorité parlementaire sortie des dernières élections, il est bien clair qu'elle a été nommée pour appuyer le gouvernement, même, si l'on veut, le ministère. Telle qu'elle est cependant, avec ses tendances évidentes, suffira-t-elle pour assurer au cabinet italien une existence aisée et tranquille? Le danger est peut-être dans une trop grande ressemblance entre la chambre nouvelle et celle qui l'a précédée. Dans la dernière chambre aussi, il y avait une majorité, mais une majorité un peu paresseuse, un peu pointilleuse, assez prompte à se diviser sur les affaires de finances, sur des questions d'intérêts provinciaux ou sur les mesures de sûreté publique plus que

jamais nécessaires en Sicile, à Naples, dans la Romagne. Les antipathies, les rivalités personnelles jouaient leur rôle dans cette chambre. Tout tenait quelquefois à l'absence ou à l'abstention d'un certain nombre de membres du parlement, et l'on sait que l'assiduité n'est point aisée à obtenir des députés italiens, de sorte que, pour une raison ou pour l'autre, on était toujours exposé à des surprises dont l'opposition profitait. C'est arrivé plus d'une fois et d'une manière assez grave pour mettre le gouvernement dans l'embarras. M. Minghetti sentait bien ces inconvéniens lorsque dans un discours, peu avant les élections, il demandait au pays d'envoyer des députés animés d'un esprit de discipline, résolus à soutenir une politique. Le pays lui a envoyé une majorité pleine de sympathie pour la supériorité séduisante de son talent, mais qui ne sera peut-être pas plus facile à conduire ou à maintenir que celle qui existait, parce qu'elle se compose des mêmes élémens, parce qu'il y a les mêmes antagonismes, les mêmes questions personnelles ou provinciales.

Un instant, il y a quelques semaines, un certain rapprochement avait paru s'accomplir entre M. Minghetti et son prédécesseur aux finances, M. Sella, qui a des idées très arrêtées, qui est en train de devenir un président du conseil disponible. M. Sella semblait disposé à soutenir le gouvernement. Si ce rapprochement était réel, il conduirait vraisemblablement avant peu à des modifications dont le résultat serait de fortifier le ministère en le mettant à l'abri des ébranlemens de majorité, des défections toujours plus ou moins menaçantes d'une partie de la chambre. La droite et le centre ne feraient qu'un, la majorité resterait dans toute sa force. Qu'en est-il aujourd'hui de cette fusion entre des hommes et des fractions parlementaires que rien d'essentiel ne sépare? La question va se décider à l'occasion des projets financiers que M. Minghetti vient de présenter dès l'ouverture du parlement. Là est le point difficile et délicat, car pour le moment c'est de cela qu'il s'agit au-delà des Alpes. L'important, c'est la régularisation des finances, c'est aussi la répression du brigandage qui, sous des noms divers, continue à sévir en Sicile comme dans certaines contrées de la Romagne. Le parlement a devant lui tout un programme que le roi Victor-Emmanuel n'a pu que tracer à grands traits dans le discours rassurant et confiant par lequel il a inauguré la session. C'est au ministère et aux chambres de s'entendre maintenant pour réaliser ce programme.

Cette majorité italienne, elle peut sans doute se diviser encore comme elle s'est déjà divisée bien des fois. Ce qui est parfaitement clair, c'est qu'elle reste invariablement unie dans les questions essentielles, dans les directions générales, et, sous ce rapport, on peut dire que les élections dernières sont une sanction nouvelle des idées dont Cavour a été le triomphant promoteur. L'Italie recueille aujourd'hui les fruits de la

politique de cette majorité, de la prudence mêlée de hardiesse et de sagacité avec laquelle son souverain, ses hommes d'état ont conduit ses affaires au milieu des circonstances les plus compliquées, les plus épineuses. Elle a résolu le problème de s'établir à Rome sans que le pape en soit parti et de s'accréditer parmi les puissances régulières sans rien sacrifier de ses intérêts ou même de ses aspirations. Où en serait l'Italie, si elle suivait les conseils de cette opposition bruyante qui s'agite au-delà des Alpes, que nos républicains français ont la singulière habitude de considérer comme une alliée parce qu'elle parle de démocratie, parce qu'elle fait élire Garibaldi, — et qui n'a d'autre inspiration que la haine de la France? L'opposition italienne ne voit pas qu'avec sa politique de guerre au pape et d'hostilité contre la France, pour le bon plaisir de M. de Bismarck, elle ferait tout simplement de l'Italie la satellite obligée de l'Allemagne. Elle soumettrait son pays à peine reconstitué à cette humiliation nouvelle d'une suzeraineté étrangère mal déguisée. La politique que le parti modéré a constamment soutenue depuis quinze ans, que M. Visconti-Venosta pratique habilement tous les jours, a un peu mieux fait, on en conviendra : elle a donné à l'Italie la paix, la sécurité, l'indépendance. C'est précisément parce que cette politique a été modérée qu'elle a pu dénouer successivement les questions les plus délicates, jusqu'à cette question de l'*Orénoque,* dont les Italiens s'exagéraient assurément l'importance, et que la France ne devait pas laisser subsister dès qu'elle était de nature à peser sur les relations des deux pays, dès qu'elle pouvait être un inutile sujet d'ombrage.

Que d'autres s'efforcent d'attirer l'Italie dans des alliances onéreuses, qu'ils tâchent de lui imposer de compromettantes solidarités, c'est leur affaire. Tout ce que la France peut et doit désirer, c'est de voir l'Italie se développer, se fortifier, s'affermir, dans des conditions d'indépendance où elle puisse choisir librement ses amis, aller là où l'appellent ses traditions, ses intérêts, ses sympathies naturelles, et c'est pour cela que le rappel du vieux navire ancré dans la rade de Civita-Vecchia a été un acte aussi opportun que prévoyant. Entre la France et l'Italie, entre la politique suivie par M. Visconti-Venosta, ratifiée par les dernières élections italiennes, et la politique que M. le duc Decazes a fait prévaloir dans les conseils du gouvernement français, il ne reste que des raisons de bonne intelligence, de cordialité. C'est la politique nationale au-delà des Alpes, c'est la politique de la prévoyance pour nous, et si M. Visconti-Venosta n'a point à craindre de difficultés sérieuses de la part de l'opposition quelque peu allemande qui s'agite dans le parlement de Rome, il n'y aurait certes que de la prudence de la part de nos catholiques de l'assemblée à ne point soulever encore une fois de telles questions à Versailles. Ils n'y gagneraient rien, ils risqueraient tout au plus de fournir des argumens à nos ennemis, ou à M. Gladstone, qui se plaisait tout récemment à faire de bien étranges hypothèses sur

la possibilité d'une guerre déclarée par la France à l'Italie pour le rétablissement de la souveraineté temporelle du pape. M. Gladstone, pour un premier ministre d'hier, qui peut le redevenir demain, jouait bien légèrement avec des chimères. Il peut se rassurer; les catholiques anglais, que M. Gladstone prétendait embarrasser en leur demandant ce qu'ils feraient dans ce cas, peuvent aussi être tranquilles. La France n'est pas près de déclarer la guerre à l'Italie pour restaurer l'autorité temporelle du pape, et M. le duc Decazes, s'il était interrogé au sujet du rappel de l'*Orénoque*, n'aurait qu'à invoquer l'intérêt français, l'intérêt de nos bonnes relations avec l'Italie pour dissiper tous les fantômes.

Des fantômes, il n'y en a pas du côté des Alpes: est-ce qu'il y en aurait encore du côté des Pyrénées? Certes, s'il est deux pays dont les rapports doivent être tout simples, naturellement sympathiques, ces deux pays sont la France et l'Espagne. Malheureusement tout est assez mystérieux depuis quelque temps au-delà des Pyrénées, et dans ce mystère il y a une certaine humeur plus brouillonne qu'il ne faudrait. Est-ce l'effet des crises récentes qui ont laissé de l'amertume et de la guerre civile que le gouvernement de Madrid ne peut arriver à réprimer? Est-ce l'effet des influences étrangères qui ont passé les monts? Toujours est-il qu'il y a eu un moment où les grands patriotes de Madrid n'ont trouvé rien de mieux à faire que de batailler contre la France. On faisait publiquement, hautement, le procès de la France, et tout cela, on le sait, a fini par aboutir à la brillante campagne que M. l'ambassadeur d'Espagne à Paris, M. le marquis de La Vega y Armijo, a cru devoir faire en remettant à notre ministre des affaires étrangères une note qui était un véritable réquisitoire, qui avait déjà fait le tour des journaux de l'Europe presque avant d'avoir été lue par notre gouvernement.

Il y a deux mois de cela, et pendant ces deux mois bien des choses se sont déjà passées. Peut-être la dépêche espagnole n'a-t-elle pas eu en Europe, même en Allemagne, tout le succès sur lequel on comptait. D'un autre côté, M. le ministre des affaires étrangères a dû prendre le temps de rassembler les élémens nécessaires pour répondre comme il le devait au volumineux dossier qu'on lui imposait la maussade obligation de lire et de vérifier. Cette réponse est prête maintenant, elle va être envoyée, et certainement elle remettra dans leur vrai jour des faits dénaturés et des principes de droit international singulièrement interprétés. En sera-t-on quitte ainsi de cette controverse où M. l'ambassadeur d'Espagne a gagné tout au moins son brevet de diplomate prolixe? Ne sera-ce point assez de temps perdu en enquêtes et en contre-enquêtes oiseuses qui traînent le plus souvent à travers toute sorte d'incidens puérils et d'insignifians commérages? Après tout la meilleure réponse que pût faire la France était de redoubler de surveillance sur la frontière comme elle l'a fait, de remplir ses devoirs de bon voisinage, sans trop s'arrêter à certains procédés, et ce que l'Espagne à son tour aurait

de mieux à faire, ce serait de n'avoir pas toujours l'air d'accuser les autres de ses mésaventures, de montrer qu'elle peut se suffire à elle-même pour la répression d'une insurrection dont nos provinces méridionales souffrent après tout comme les provinces espagnoles. Malheureusement il n'est pas aussi facile, à ce qu'il paraît, d'aller chercher les carlistes dans les montagnes de la Navarre ou du Guipuzcoa que de porter des plaintes à Paris ou à Londres, et rien ne le prouve mieux à coup sûr que la récente expédition de l'armée espagnole autour d'Irun, à la vue de nos populations et de nos soldats accourus sur la frontière.

Que s'est-il passé aux bords de la Bidassoa? Quelle est le secret de cette singulière campagne? Ce n'est point vraiment bien aisé à démêler. Toujours est-il qu'il s'agissait de délivrer la malheureuse petite ville d'Irun, serrée de près, impitoyablement bombardée par les carlistes, qui décidément ne sont pas heureux dans les siéges, pas plus à Irun qu'à Bilbao ou à Puycerda. Pendant que les carlistes en étaient à bombarder la pauvre petite ville, qui faisait bonne contenance, le commandant en chef de l'armée espagnole, le général Laserna, qui était en ce moment sur l'Èbre, menaçant toujours la Navarre, a fait un mouvement sur Santander. Il a embarqué 15,000 ou 18,000 hommes, qui sont allés toucher terre à Saint-Sébastien. Ces troupes, vivement conduites par le général Loma et par le général Laserna lui-même, se sont portées contre les carlistes; elles les ont culbutés, mis en déroute, et elles ont délivré Irun. En dépit de quelques excès commis par des détachemens isolés, le succès était complet. Les carlistes, battus et démoralisés, étaient obligés de se replier dans les montagnes, et même ils avaient été un instant sur le point d'être coupés. Dans tous les cas, ils se sentaient désormais très menacés, d'autant plus qu'ils avaient à faire face tout à la fois sur l'Èbre et sur les Pyrénées. C'était leur crainte. On pouvait croire en effet que l'armée espagnole, transportée dans le Guipuzcoa, n'allait pas se contenter de cette première victoire, qu'elle opérerait sur la frontière. C'est précisément ici au contraire qu'éclate le coup de théâtre le plus imprévu. A peine victorieux à Irun, le général Laserna reçoit subitement de Madrid l'ordre de rembarquer ses troupes et de regagner par Santander les bords de l'Èbre. C'est ce qui a été fait, non sans peine, non sans accidens, par une grosse mer, et pendant ce temps les carlistes, reprenant courage, sont revenus; ils ont assailli de nouveau les positions autour d'Irun, et ils bataillent tous les jours.

Évidemment ce n'est pas une brillante campagne, et ce n'est pas ainsi qu'on aura de sitôt raison des carlistes. Comment expliquer le brusque rappel d'une armée qui venait de débuter par une victoire? Voilà le mystère. On est allé jusqu'à dire qu'il y avait quelque motif politique caché, que le général Serrano ne se souciait pas de voir le général Laserna obtenir trop de succès, en finir peut-être avec cette ruineuse guerre civile; mais ce n'est là vraisemblablement qu'un bruit de Ma-

drid ou du camp espagnol. Il est bien clair que dans sa position le général Serrano aurait de plus grandes chances de pouvoir, s'il se présentait au pays après avoir réussi à dompter par lui-même ou par d'autres l'insurrection carliste. Le général Serrano doit avoir de meilleures raisons qu'il ne dit pas et qui expliqueraient sans doute d'une façon un peu moins compromettante ce décousu d'opérations militaires. Il serait pourtant assez curieux maintenant de voir le gouvernement de Madrid accuser encore la France de négligence ou de connivence avec les carlistes, après avoir lui-même rappelé l'armée qu'il avait envoyée à Irun. S'il est si facile de garder la frontière, de fermer toutes les issues, d'intercepter les communications des carlistes, pourquoi l'armée espagnole ne s'est-elle pas chargée de ce soin? Que n'est-elle restée dans ces parages pour faire la police que les agens espagnols trouvent si mal faite par les autorités françaises? Le cabinet de Madrid en a jugé autrement, et par le fait il a lui-même préparé la meilleure réponse qu'on puisse adresser aux dépêches de M. le marquis de La Vega y Armijo.

Au fond, le gouvernement espagnol n'a pas plus à triompher de ses campagnes diplomatiques que de ses campagnes militaires, et il est peut-être déjà prudemment revenu de ses préventions contre la France. Autour de lui, quelques journaux mal inspirés peuvent se livrer à cette ridicule et triste guerre contre la France, et continuer à brûler leur poudre contre M. le préfet des Basses-Pyrénées ou contre nos commissaires de police. Le général Serrano et son ministre des affaires étrangères, M. Ulloa, ne s'y méprennent pas. M. de Chaudordy, par sa bonne attitude à Madrid, a dû contribuer à remettre la paix dans ces esprits agités; le sentiment de la réalité a fait le reste.

Le gouvernement de Madrid a eu un moment la tête un peu montée par les encouragemens de l'Allemagne, par la galanterie avec laquelle M. de Bismarck l'a introduit parmi les puissances européennes. Peut-être y a-t-il eu des illusions de part et d'autre. Madrid ne pouvait guère tenir ce qu'il promettait, ce qu'on espérait à Berlin, et à Berlin on ne songeait guère sans doute à des interventions plus actives sur lesquelles Madrid se figurait pouvoir compter. Les événemens n'ont pas répondu à ces beaux calculs, et s'il y a aujourd'hui à Berlin un peu d'ironie ou de distraction pour tout ce qui se passe au-delà des Pyrénées, il n'est point impossible qu'il n'y ait de la déception et du mécontentement à Madrid. Au lieu de perdre son temps et ses peines dans ces étranges combinaisons ou dans toutes les intrigues ministérielles qui s'agitent autour du général Serrano, le gouvernement espagnol ferait beaucoup mieux de s'en tenir à une politique infiniment plus simple et plus profitable. Ce qu'il a de mieux à faire, c'est de s'occuper de ses intérêts les plus immédiats, de la guerre contre les carlistes, de la réorganisation du pays, de la sûreté intérieure; c'est de ne pas rester exposé, pendant qu'il rédige des dépêches contre la police des autres, à

voir un des plus beaux tableaux de Murillo, le *Saint Antoine de Padoue*, dérobé par des voleurs en pleine cathédrale de Séville! La plus sérieuse preuve de sagesse et de prévoyance qu'il puisse donner surtout, c'est de comprendre qu'au lieu de blesser gratuitement la France, au lieu de lui susciter des ennuis peu sérieux, mais toujours agaçans, il doit voir en elle, au milieu de ses embarras, son alliée la plus naturelle, la plus précieuse, parce qu'elle est la plus sincère et la plus désintéressée.

Les révolutions ont leurs suites inévitables et quelquefois leurs retours imprévus. Les États-Unis en sont la preuve aujourd'hui. Le parti républicain, que la guerre de la sécession avait laissé maître absolu du pouvoir et de la direction des affaires, vient d'essuyer la plus insigne défaite dans les élections qui viennent d'avoir lieu. Le parti démocrate, si longtemps abattu, mais non découragé, a fini au contraire par retrouver une victoire presque inattendue. Il rentre au congrès avec des forces nouvelles et une prépondérance marquée. A quoi tiennent ces reviremens? Ils sont sans doute la suite de bien des circonstances, de bien des faits qui ont mis des années à produire leurs conséquences, et qui ont eu pour dernier résultat ce récent et singulier scrutin.

La vérité est qu'après sa victoire sur les sécessionistes, le nord a traité les états du sud à peu près en pays conquis. Il a jeté dans ces états déjà désolés par la guerre, appauvris par une émancipation subite des esclaves, tous les aventuriers qui se sont abattus sur cette proie, ont fait leur fortune, se sont emparés de toutes les positions en exploitant habilement les intérêts et les passions des nègres brusquement appelés à la pleine jouissance de tous les droits de la vie publique. Il en est résulté par degrés un état des plus violens qui s'est traduit depuis quelque temps par des luttes acharnées, par des résistances organisées des blancs, même par des scènes sanglantes dans la Caroline, dans la Louisiane, — et qui a fini par aboutir à une réaction dont les élections dernières sont l'expression. Les républicains du nord ont eu le tort de trop couvrir de leur protection tous les excès commis dans le sud, parce qu'ils croyaient voir toujours s'agiter l'esprit sécessioniste, et en définitive ils n'ont fait que servir la cause du parti démocrate qui se relève aujourd'hui. D'un autre côté, le parti républicain lui-même n'est point sans être travaillé par bien des divisions, et une circonstance récente est venue peut-être aggraver ces divisions. Le général Grant a été élu déjà deux fois président, et, bien que l'époque de la future élection soit encore assez éloignée, les amis du président, s'exagérant peut-être sa popularité, ont parlé de lui préparer une troisième candidature à laquelle il semblerait se prêter assez volontiers. Le général Grant est sans doute dans une position éminente, il n'a pas perdu son prestige dans le pays; mais son gouvernement n'est rien moins que populaire, et le parti républicain est loin de lui être acquis tout entier. La menace d'une troisième candidature présidentielle pour

le général Grant a notablement indisposé une fraction considérable des républicains, et n'a fait qu'ajouter aux divisions du parti en présence des dernières élections législatives. Les circonstances se sont trouvées plus favorables pour le parti démocrate, qui en a profité, et de là sans doute cette victoire de scrutin qui, à huit ans d'intervalle, suit une si profonde défaite.

Maintenant les démocrates seront-ils assez habiles pour être modérés, pour ne point abuser de leur succès? Le parti républicain de son côté ne va-t-il pas se remettre à l'œuvre, se réorganiser, se remettre en mesure de reprendre l'ascendant en renonçant à des théories excessives qui l'ont compromis, en réagissant contre les corruptions dont on accuse l'administration? C'est une phase nouvelle qui commence dans ces luttes américaines où les partis se disputent la prépondérance, mais où les institutions libres restent toujours dans leur intégrité, dans leur énergique et salutaire puissance. CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

LES ÉTUDES D'HISTOIRE DANS L'ORIENT HELLÉNIQUE.

La *Bibliotheca græca medii ævi* de M. Constantin Sathas.

Les Grecs répondent enfin à un vœu que nous formions depuis longtemps : ils commencent à publier les documens qui intéressent l'histoire de leur propre pays. Il n'est pas de peuple en Europe chez lequel le goût de la lecture soit plus répandu que chez les Hellènes; la presse périodique a pris chez eux de tels développemens que beaucoup de villes secondaires ont leurs journaux. En même temps il s'imprime chaque mois, non-seulement à Athènes, mais à Constantinople, à Smyrne, à Salonique, à Braïla, des recueils littéraires. Cette grande activité a été favorisée dans ces derniers temps par de nombreuses sociétés créées sous le nom de *syllogues* pour le progrès de l'éducation, sociétés qui presque toutes ont déjà pu réunir des sommes considérables. L'instruction primaire et l'habitude d'écrire sont générales chez les Grecs du royaume comme chez ceux de la Turquie. Malheureusement ces journaux, ces recueils, voire les livres, restent toujours consacrés ou à des dissertations générales sur la politique, ou à des études qui n'offrent que des résumés imparfaits d'ouvrages parus en Occident. Les théories d'ensemble, toujours dangereuses, surtout chez un peuple qui renaît à la civilisation, et la passion naturelle de bien dire, innée chez des hommes que l'art de parler et l'harmonie des phrases ont toujours séduits, compromettent souvent cette activité intellectuelle.

Tous ceux qui connaissent les Grecs et qui rendent justice à leurs rares qualités, leur ont demandé de s'occuper de questions de faits plutôt que de systèmes et d'hypothèses; nous ne saurions trop leur répéter quels beaux sujets de recherches leur offrent leur pays et leur histoire. Ces sujets doivent être traités par eux; la Grèce et l'Europe y gagneraient également. L'habitude des enquêtes positives donnerait à l'hellénisme une maturité qui lui manque, corrigerait les défauts trop naturels à ces amateurs de discours; elle leur montrerait ce qu'est la réalité; elle leur ferait connaître leur pays qu'ils ignorent, leur passé dont ils ne considèrent que les côtés héroïques. Nous n'avons pas pour la Grèce de bonnes études sur l'agriculture, le commerce, la vie des campagnes : c'est aux Grecs de nous les donner; ils y trouveront les plus sûrs moyens de tirer de leur sol toutes les richesses qu'il peut produire. La langue grecque moderne, jusqu'à ces dernières années, n'avait fait chez les Hellènes l'objet d'aucun travail sérieux. M. Mavrophidis, le premier, a publié un essai historique sur ce sujet, ouvrage qui n'intéresse pas moins la philologie générale que l'hellénisme, mais qui doit être repris et complété. Les traditions modernes qui conservent des restes si nombreux du passé ont un grand prix pour nous depuis que l'école de M. Max Müller a montré la philosophie de ces études. L'étranger est mal préparé à ces recherches; pour les Grecs, elles sont faciles; cependant nous ne voyons pas qu'ils s'y appliquent. Les chants populaires ont presque tous été recueillis par des voyageurs qui dans cette tâche étaient exposés à toute sorte d'incertitudes et même de contre-sens. Le droit byzantin et les rites de l'église orthodoxe sont mieux connus des savans occidentaux que des Hellènes; les Grecs seuls pourraient, en de pareils sujets, arriver à la perfection.

On oublie souvent à quel point le grec moderne ressemble à la langue ancienne. L'idiome parlé aujourd'hui n'est qu'une altération des formes classiques. Tout Hellène qui en a la volonté comprend en quelques mois Xénophon, Hérodote, et en général les prosateurs. Pour les poètes, il faut plus d'études; mais ce travail est incomparablement moins long que celui qui est imposé dans le même dessein au Français ou à l'Allemand qui possède les plus heureuses facultés philologiques. Il est beaucoup de jeunes Athéniennes qui lisent sans peine Homère ou Sophocle. L'obstacle de la langue, si sérieux dans tous les travaux relatifs à la Grèce ancienne, n'existe pas pour les Hellènes. Ce sont là des conditions privilégiées dont nous demandons qu'ils fassent leur profit. Qu'ils ne se plaignent pas de ce qui leur manque; qu'ils tirent tout le parti possible des avantages que leur ont assurés les circonstances; ils y gagneront par l'estime et la reconnaissance que l'Europe leur devra; peut-être ne sauraient-ils rien faire qui serve mieux les intérêts de leur patriotisme, les projets de leur politique.

Depuis longtemps les Grecs auraient dû publier les manuscrits iné-

dits que renferment encore leurs bibliothèques. C'est à peine s'ils l'ont essayé. Il faut savoir gré à M. Sathas de l'exemple qu'il donne, de la tâche qu'il s'est imposée. On sait qu'il existe deux grands recueils des historiens byzantins, celui de Paris, qui date du XVIIe siècle, et l'édition plus récente de Bonn. Ces collections ne sont pas complètes; de plus elles s'arrêtent à l'année 1453. M. Sathas, sous le titre de *Bibliotheca græca medii ævi*, se propose de réunir tous les documens d'histoire encore inconnus qui intéressent l'empire byzantin et la race hellénique. Les bibliothèques d'Orient, celles de Paris, de Londres, de Venise, ont été mises à contribution pour cette œuvre, dont quatre volumes ont déjà paru et qui en comprendra encore un grand nombre d'autres, sans qu'il soit facile de fixer des bornes à des recherches qui s'étendent chaque jour par le fait de nouvelles découvertes. Des Grecs généreux, parmi lesquels il faut citer M. George Mavrocordato, ont voulu contribuer à cette publication en donnant à l'auteur les premiers fonds nécessaires. Le gouvernement d'Athènes a consacré un crédit à une œuvre qu'il considère à juste titre comme nationale.

Les quatre volumes aujourd'hui parus ont des titres qui en indiquent le sujet : *Anecdota byzantina, Chroniques grecques du royaume de Chypre, Relations relatives à l'histoire des Grecs sous la domination ottomane, Michel Psellus, un siècle de l'histoire byzantine*. Cet ensemble est déjà considérable; il mérite d'autant plus notre attention que les recueils de ce genre sont moins nombreux, que le zèle nécessaire pour les entreprendre se rencontre plus rarement. En dehors en effet de la *Byzantine* de Bonn, que trouverions-nous dans cet ordre depuis un demi-siècle qui ait vraiment contribué au progrès de la science? On connaît l'œuvre du cardinal Maï, en particulier sa *Magna Collectio Vaticana* et le *Spicilegium romanum*, celle du cardinal Pitra, les *Anecdota* de Bekker, de Bachmann, de Boissonade, de Cramer. Si on tient compte de l'époque encore récente où M. Sathas, qui est très jeune, a commencé cette bibliothèque, de la rapidité avec laquelle il la conduit, on peut être sûr que son entreprise sera une des plus vastes qui aient été tentées. Les textes sont publiés avec sûreté, accompagnés de commentaires où les faits précis abondent. Quelques critiques de détail ont été adressées aux deux premiers volumes. Le quatrième, qui paraît aujourd'hui, prouve que l'auteur a tenu compte de ces remarques.

Le tome premier ne contient pas de grande chronique suivie, mais des morceaux en général peu étendus et qui se rapportent à des sujets variés. Il s'ouvre par l'acte de constitution d'un monastère que fonda à Rodosto, sur la Propontide, Michel Attaliote, l'historien même que M. Brunet de Presle a édité pour la première fois dans la bibliothèque de Bonn. Ce document résume la vie monastique du XIe siècle en Orient (1077). Il contient le catalogue descriptif des objets précieux conservés dans le trésor de l'église. Les inventaires de ce genre ont rendu les

plus grands services à l'histoire de l'art pour notre moyen âge; ils ne sont pas moins utiles pour l'Orient, qui nous en conserve si peu d'exemples. Viennent ensuite sept discours d'un autre historien, Nicetas Choniate, sur la politique de son temps, qui est le XIII[e] siècle, l'époque d'Isaac l'Ange, d'Alexis Comnène II et de Théodore Lascaris. Le volume se termine par l'éloge de Nicée, de Siméon Métochite, discours qui décrit une ville byzantine au XIV[e] siècle, et par le récit de l'ambassade du même personnage près du cral de Servie en 1298. A ces documens, l'auteur ajoute la transcription d'anciens catalogues des bibliothèques du mont Athos et de l'église du Saint-Sépulcre à Constantinople. L'érudition trouve beaucoup à recueillir dans ces pages; l'histoire n'y est pas moins intéressée par la vérité des peintures et des traits de mœurs. C'est la société des Byzantins et le monde barbare qui revivent devant nous. On sait quelles richesses de couleur fournissent de semblables récits à un écrivain qui sait lire les vieux documens et ranimer le passé.

Nous possédons une foule de chroniques sur l'histoire du royaume français de Chypre, la dynastie des Lusignan (1192-1489) et la domination vénitienne. Le tome II de M. Sathas donne non plus les récits des Occidentaux, mais ceux des Grecs. Le peuple vaincu a le droit de faire entendre son témoignage dans sa propre cause. Le récit de Léontios Machéras va jusqu'à l'année 1458, celui de Bustrone, Français d'origine, devenu Grec de langue et de cœur, jusqu'à l'année 1501. Les deux auteurs ont vécu à la cour et dans les archives; mêlés aux affaires comme conseillers des princes, ils écrivent sur des pièces officielles, mais n'oublient jamais qu'ils doivent défendre la nation soumise. Ces raisons suffiraient à expliquer la réelle valeur de leurs ouvrages.

Le troisième volume, où les chapitres présentent une grande diversité, pourrait, semble-t-il, être intitulé *Documens pour servir à l'histoire du patriarcat de Constantinople depuis la conquête ottomane*. Quant au tome IV, qui contient l'histoire de l'empire byzantin pour une période de cent années (976 à 1077) par un homme qui fut une des gloires de son temps, Michel Psellus, il est trop important pour qu'il soit possible d'en parler en quelques mots. Il exigerait à lui seul une étude étendue. Écrivain et politique, Michel Psellus est une des figures les plus originales du moyen âge hellénique. Il résume en lui les qualités du siècle où il a vécu; dans ce mélange de mérites et d'imperfections, ce qui nous charme surtout, c'est que nous voyons bien à chaque page les formes très particulières qui font l'originalité du caractère grec et le distinguent de tous les autres.

Les volumes qui vont suivre contiendront entre autres textes la correspondance administrative et diplomatique de Michel Psellus, les documens grecs relatifs à l'histoire d'Athènes au moyen âge, une collection des voyageurs grecs. On voit quelle est l'activité de M. Sathas. Avant de commencer sa bibliothèque, il avait déjà donné au public six ou sept

ouvrages consacrés à des manuscrits inédits, en particulier le poème de Coronaios de Zante, qui en racontant l'histoire d'un célèbre armatole du XVI[e] siècle au service de Venise, Mercure Bouas, nous fait connaître la vie et les mœurs des soldats albanais et hellènes qui tinrent une place importante à cette époque dans les armées d'Italie, de France et d'Angleterre. M. Sathas avait publié aussi la bibliographie la plus complète que nous possédions des Grecs qui ont écrit depuis la chute de Constantinople jusqu'à la guerre de l'indépendance. Ce sont là des travaux excellens qui s'adressent à l'Europe aussi bien qu'à la Grèce. Si nous les signalons, c'est bien moins pour rendre justice à un auteur qui mérite tant d'éloges que pour insister auprès de ses compatriotes sur la nécessité d'imiter cet exemple. Plus le nombre des Grecs qui prendront rang dans la science sera grand, plus la cause qui leur est chère gagnera de partisans dans la diplomatie européenne. L'estime que nous portons à ce peuple s'augmentera en proportion des services que ses savans rendront à la haute culture intellectuelle. La Grèce dans cet ordre peut beaucoup pour elle et pour nous, pour elle-même surtout. Ceux qui ont à cœur ses destinées ne sauraient mieux lui prouver leur philhellénisme qu'en lui rappelant sans cesse les belles tâches qu'elle doit entreprendre, l'honneur qu'elle peut acquérir, la place qu'il lui est facile de s'assurer dans la science contemporaine. ALBERT DUMONT.

Letture sopra la Mitologia vedica, fatte dal prof. Angelo de Gubernatis all' Istituto di studii superiori di Firenze; Firenze 1874.

Les adeptes du « mythe solaire » se rappellent encore avec une indignation rétrospective la spirituelle plaisanterie commise, il y a quelque vingt ans, par Guillaume Wackernagel, qui parodia les interprétations allégoriques de la nouvelle école dans un écrit intitulé *les petits Chiens de Bretzwil et de Bretten, essai de mythologie comparée*. On dit à Bâle de quelqu'un qui arrive trop tard : il est comme le chien de Bretzwil. Le chién de Bretten nourrissait son maître infirme de saucisses qu'il dérobait aux étalages des charcutiers; mais un jour il est pris en flagrant délit, le charcutier volé lui coupe la queue et la lui met dans la gueule; le pauvre chien la rapporte à son maître, se couche et meurt. Entre ces deux chiens légendaires, il n'y a, dit Wackernagel, en apparence aucun rapport, et il semble impossible de les identifier tant qu'on reste sur le terrain historique ; mais, dès qu'on s'élève dans les régions supérieures du mythe symbolique, on ne tarde pas à découvrir l'idée qui se cache sous ces deux traditions populaires et qui les ramène à une origine commune. Le chien en effet est le messager de la mort, comme on peut le conclure de certaines indications des mythologies grecque et scandinave, et en partant de cette donnée le savant professeur de Bâle

démontre à grands coups de citations que les deux légendes ne sont que des *avatars* d'un mythe antique. Cette plaisanterie, comme cette autre qui fait de l'empereur Napoléon un personnage fabuleux, un « héros solaire, » ne prouve qu'une chose, c'est que l'érudition sans critique aboutit, pour la mythologie aussi bien que pour l'ethnologie ou la philologie, à des assimilations absurdes; mais ce serait méconnaître les conquêtes les plus sérieuses de la science moderne que de rejeter les principes mêmes sur lesquels repose la méthode de la mythologie comparée. Il est bien avéré aujourd'hui que les mythes des peuples de race indo-européenne ont un point de départ commun, ainsi que leurs langues; ils sont sortis d'un naturalisme enfantin qui attribuait une âme et une volonté aux astres du jour et de la nuit, aux phénomènes météorologiques tels que la lumière, les ténèbres, l'aurore, les crépuscules, la nue, l'orage, la pluie, le vent. Les puissances de la nature, l'imagination des premiers hommes les concevait comme des êtres vivans, sous des formes tantôt humaines, tantôt animales. Nous en avons la preuve dans les hymnes du *Rigveda*, où les divinités sont à chaque instant confondues avec l'expression pure et simple des météores célestes. La première phase de l'évolution historique du mythe est donc une image; puis cette image prend corps, se personnifie sous la figure mobile d'un héros; enfin le héros s'idéalise et se dissout, pour ainsi dire, dans une divinité. C'est, après la phase humaine, la phase métaphysique; mais le dieu n'est surhumain que dans sa céleste demeure; dès qu'il redescend sur la terre, il se manifeste sous quelque brutale incarnation ou revêt la figure d'une idole.

C'est d'après ces idées que M. Angelo de Gubernatis a tenté d'exposer l'évolution de la mythologie védique dans son cours de l'Institut des hautes études à Florence. Nommé en 1863, à vingt-trois ans, professeur de sanscrit à cette école nouvellement créée, M. de Gubernatis n'a pas cessé depuis de se livrer avec ardeur aux recherches de la mythologie comparée, et de nombreux ouvrages, parmi lesquels il nous suffira de citer *les Sources védiques de l'épopée* (1867), les *Études sur l'épopée indienne* (1868), la *Mythologie zoologique* (1872), qui a été publiée d'abord en anglais, puis traduite en allemand et en français, témoignent abondamment du succès avec lequel le jeune professeur cultive cette branche si difficile de la science. Dans ses *Lectures sur la mythologie védique*, qu'il vient de réunir en volume, M. de Gubertanis a essayé pour la première fois de coordonner d'une manière méthodique les matériaux bigarrés qui composent la vaste mosaïque des mythes indiens, en consacrant un chapitre séparé à chacune des principales divinités de l'olympe des Védas.

Le premier des dieux, c'est le ciel, et son nom est *Dyo*. En le considérant sous ses aspects variés, l'imagination des hommes en dérive les divinités multiples qui représentent les divers phénomènes aériens. Ces

divinités prennent corps et s'individualisent pour ainsi dire, les conceptions mythiques, nées des images auxquelles a recours le langage, se développent et se transforment en même temps que la langue parlée. Vers la fin de la période védique commencent à se dessiner déjà les théogonies et les cosmogonies dont la floraison remplit la période brahmanique, à laquelle succède plus tard celle du bouddhisme. Dans la littérature védique elle-même, on distingue sans peine plusieurs couches mythologiques superposées qui correspondent à des phases diverses, bien qu'il ne soit pas toujours aisé de les séparer nettement. Parmi les hymnes des Védas, les uns n'expriment que l'enthousiasme ou la terreur qu'inspirent les puissances tantôt bienfaisantes, tantôt destructives et redoutables de la nature; dans d'autres, ces puissances sont devenues des héros qui soutiennent des combats et qui obéissent à des passions humaines. Puis les divinités apparaissent comme des abstractions sublimes, ou bien elles descendent sur la terre et sont vénérées sous une figure matérielle. Toutes ces phases se reconnaissent dans les monumens de l'âge védique.

Ces transformations graduelles ne s'opèrent pas sans une certaine confusion, et l'exégèse des Védas devient épineuse par les contradictions que l'on rencontre à chaque pas dans les rapports de parenté et de filiation des diverses divinités de cet olympe populeux. On comprend aisément qu'à l'origine ces rapports n'étaient guère réglés que par les caprices de l'inspiration des poètes sacrés, qui établissaient des rapprochemens plus ou moins fantaisistes entre les phénomènes qu'ils personnifiaient sous des noms divins. C'est ainsi que l'on voit par exemple le ciel, Dyo, uni comme époux à Prithivi, *la Large*, c'est-à-dire la terre ou bien la nue céleste; en cette qualité, on le nomme *Dyo Parganya*, le dieu du tonnerre et de la pluie. Puis le même couple semble aussi représenter le jour et la nuit, et on l'invoque sous le nom de *Devaputre*, qui signifie auteurs des dieux. Parfois encore le dieu Parganya est le fils du ciel. Enfin le ciel lumineux et le ciel nocturne se confondent dans un seul être suprême, Indra, qui porte le nom de *Divaspati*, maître du ciel, qui est célébré dans les hymnes comme père de Dyo et de Prithivi, mais qui s'appelle aussi au féminin *Aditi*, la voûte infinie, mère des dieux. On voit qu'il est presque impossible de séparer nettement ces conceptions mystiques aux formes vagues et mobiles, dont les contours changeans échappent à toute délimitation précise.

Des filles du ciel, la plus belle est l'Aurore, et les hymnes qui lui sont consacrés comptent parmi les plus poétiques que nous aient laissés nos aïeux âryens. On l'y trouve d'abord considérée comme le splendide phénomène qui frappe l'imagination, et gratifiée d'une foule d'épithètes qui rappellent les impressions qu'elle provoque : parmi ces épithètes, on en remarque plusieurs qui signifient l'*agile*, la *mobile*, *celle qui marche*, et comme les mêmes mots étaient employés pour désigner la vache

et le cheval, par une équivoque que l'on rencontre souvent à la naissance des mythes, l'Aurore se trouve d'abord assimilée à un troupeau de vaches rousses, à une belle jument, puis personnifiée comme pastourelle, ou debout sur son char attelé de chevaux rapides; d'autres fois elle est représentée comme une jeune ballerine qui se découvre le sein en souriant et qui conduit le chœur des agiles danseuses. Si nous cherchons sa parenté dans l'olympe védique, nous la trouvons tantôt fille du ciel, tantôt fille du soleil, puis encore sœur, épouse, mère du soleil. Enfin elle nous apparaît comme une fée malfaisante et superbe que le dieu Indra chasse de son char en la foudroyant. Sous les traits de l'Aurore védique, on voit déjà se dessiner vaguement les figures de la Vénus et de la Minerve des Grecs.

Un seul exemple de ce genre suffit pour faire entrevoir la complication pleine d'énigmes de ces mythes en voie de formation, dont les perpétuelles métamorphoses et l'incessante mobilité finissent par fatiguer l'esprit qui s'efforce d'en démêler les fils enchevêtrés. Pour un seul dieu, — le soleil, Sourya, — la langue sanscrite n'a pas moins de mille noms, qui sont énumérés dans un catalogue spécial; le dieu Vishnou en a reçu autant. Une pareille richesse est une source de confusion, car une foule de mythes n'ont d'autre origine qu'un jeu de mots, une équivoque du langage; l'ignorance et parfois aussi la malice ont ainsi greffé sur la fable primitive des variantes et des amplifications sans nombre. Le mérite de M. de Gubernatis, c'est d'avoir réussi à introduire dans ce chaos un certain ordre en groupant les mythes autour d'une série de phénomènes naturels qui en sont, pour ainsi dire, la base, et en nous faisant suivre pas à pas le développement de chaque conception mythique à travers la phase héroïque et la phase métaphysique ou divine. Il appuie toutes ses déductions sur les textes mêmes des hymnes védiques, qui sont cités à chaque page; on s'assure ainsi que les obscurités et les contradictions où l'interprétation des mythes védiques est forcée de se débattre sont inhérentes à la nature même de ces conceptions, et qu'il faudra renoncer à l'espoir d'y découvrir une théogonie systématique et complète. S'il est permis d'admirer la sagacité de ceux qui parviennent à débrouiller ces filiations de mythes et à en expliquer les croisemens, on ne peut d'un autre côté s'empêcher de constater que cette lutte contre le vague et l'insaisissable, où il faut prendre corps à corps le brouillard, cette marche sur un sol fuyant qui se dérobe sans cesse sous vos pieds, a quelque chose d'énervant et de décourageant.

Le directeur-gérant, C. Buloz.